

RADIO TELEVISION

TELEVISION FORT G. ASI

Le PAP déchaîné

Supplément au n° 14576. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 8 - lundi 9 décembre 1991.



« Beurs » : un documentaire d'Ange Casta sur la SEPT et FR3

Paul Ricœur à « Présence protestante » sur A2

BOURSE

BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

de l'URSS

décidé
ir de M. Gorbatchev



du putsch ?

inévitable, certains vont la date : à la le gouver- en a l'in- pétés à cette l'insupporta- bolue des e. Comme a manquent la Komso- lié un texte tion immé- écrit comme «le», «le ». L'armée, s disposée à ni à servir es. L'appel es celui que s civiles et de l'armée (aujourd'hui à la fin Juil-

let, et qui avait servi de plate- forme aux putschistes du mois d'août. Cette fois le signataire, le général Kojendaeu, est un inconnu, mais tout de même un cadre responsable de l'état-major général. Ce nouvel état-major que l'on croyait «purgé» de ses éléments conserva- teurs.

Précisément, le chef de l'état-ma- jor, le général Viktor Lobov, a été inopinément limogé samedi 7 décembre par un décret de M. Gorbatchev. Le motif invoqué, les «raisons de santé», est aussi peu crédible que celui qui avait été utilisé à l'encontre du président soviétique le 19 août, d'autant que l'on avait vu le général Lobov, pas plus tard que la semaine dernière, grimper allègrement à bord d'un sous-marin nucléaire lors d'une visite en Grando-Bretagne.

Lire la suite page 4

e Maastricht

pas les méthodes pour les atteindre

objectif for- quel toute est frappée

pour prédire leur échec. Mais, d'évidence, ce n'est pas une garantie de bonne fin. Si l'Europe est en quête d'une Constitution, le nouveau texte amendé et sur- chargé du traité de Rome, fusionné avec les textes régissant les deux autres «piliers» de l'union (politique étrangère et de défense, sécurité et justice) aura, de toutes façons, perdu un peu plus de sa belle architecture origi- nelle.

Lire la suite page 26

Lire aussi

■ Le SME, laboratoire de l'union monétaire par FRANÇOISE LAZARE

■ Passer à la vitesse supé- rieure dans la domaine social par JEAN-MICHEL NORMAND

page 21

ESPACE EUROPÉEN

■ L'unification européenne : petits pas, grands effets

■ Un entretien avec M. Bronislaw Geremek ■ Des juges en accusation à l'Est ■ Tri- bune européenne : «Vive le Japon !», par Edgard Reuter

■ L'adieu à «K-town»

pages 11 à 13

III. mérite restera de ne pas avoir eu recours à la force pour s'opposer à l'évasion des pays d'Europe centrale et orientale de la prison soviétique, est-il prêt, cette fois, à franchir la pas ? Rien, dans son caractère, ne le laisse prévoir. Homme de tergi- versation, il e toujours répugné à faire couler le sang. Or il doit bien savoir qu'on ne peut espérer enlever la débâcle actuelle par la méthode douce.

Moscou n'en bruit pas moins de nouvelles rumeurs de putsch. Il n'est pas jusqu'aux dirigeants des Républiques baltes - aujourd'hui, pourtant, indépendantes - qui ne craignent un coup de force de la part d'une armée soviétique démantelée, humiliée, désorien- tée, divisée, mais encore omni- présente et abondamment pour- vue en armes nucléaires. Et jamais les risques de guerre civile n'ont été aussi grands qu'au début d'un hiver qui risque d'être marqué par des jacqueries de la faim. Mais pourquoi, diable, M. Gorbatchev participerait-il à ce scénario catastrophe ?

M0147 - 1210 0 - 6.00 F



La média-République

M. Crasson a proposé, dimanche 8 décembre, la recherche commune d'une «déontologie» par les hommes politiques et les professionnels des médias.

Lire page 27 l'article de PATRICK JARREAU et YVES MAMOU

L'examen des charges contre Paul Touvier

Depuis une semaine, la chambre d'accusation de Paris examine un par un les sept dossiers criminels rete- nus par le juge Jean-Pierre Gotti contre l'ancien chef milicien.

Lire page 14 l'article de LAURENT GRELSAMER

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Cinquante ans après Pearl-Harbor : une trêve armée nippo-américaine ■ Le temps des alliances

Pages 23 à 25

«Sur le vif» et le sommaire complet se trouvent page 34

le Communauté, est, ne l'on- blions pas, tombée sur sa poli- tique jugée trop négative et agres- sive à l'égard de l'Europe. M. Helmut Kohl est prêt à sacri- fier le deutschemark et la Bun- desbank sur l'autel de l'Union économique et monétaire, et cela au nom d'un des rares peuples, peut-être le seul, qui éprouve de l'attachement pour sa banque centrale et aux yeux de qui elle

autres choses, devrait rendre totalement impossible, dans un avenir proche ou lointain, la répétition d'une expérience, fut- elle deux fois moins imprudente, du genre de celle qu'il fit subir à l'économie française entre mai 1981 et mars 1983.

MM. Jean-Pierre Chevènement et Philippe Séguin n'y peuvent rien. La construction européenne reste, même si elle ne fait pas

De cela il ne résulte pas que les accords complexes et touffus qui doivent, seul accident, être conclus entre les Douze d'ici au mardi 10 décembre produiront, sur le fond, les effets attendus. Sur les questions les plus impor- tantes, les méthodes proposées semblent dénier l'expérience ac- cumulée depuis la mise en applica- tion du traité de Rome (janvier 1959). Ce n'est pas une raison

JEAN GLAVANY

Vers la nouvelle République

essai

Pour moderniser la Constitution.



Grasset

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.c. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Ardennes-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 250 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FB ; USA (NY), 2,3 ; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec Cornélius Castoriadis

« La renaissance démocratique devra passer par la création de nouvelles formes d'organisation politique »

« En 1985, vous considérez « la marginalisation de tous les partis politiques » comme un processus qui allait accompagner et permettre la renaissance d'une authentique passion politique de chacun pour la vie démocratique. Une telle marginalisation semble aujourd'hui en cours. Mais l'apathie domine plutôt que le réveil. Comment l'expliquez-vous ? »

« Pour éviter les malentendus, j'aimerais restituer le contexte de la phrase que vous citez : « Une véritable libération des énergies... passe par la marginalisation de tous les partis politiques existants, la création par le peuple de nouvelles formes d'organisation politique fondées sur la démocratie, la participation de tous, la responsabilité de chacun à l'égard des affaires communes - bref, par la renaissance d'une véritable pensée et passion politiques qui soient en même temps lucide sur les résultats de l'histoire des deux derniers siècles (1) ».

« Le rôle et le pouvoir des partis sont parmi les facteurs qui créent l'énorme écart entre les prétentions « démocratiques » de nos régimes et leur réalité. Ce rôle, connu et analysé depuis un siècle, reste superbement ignoré par la « philosophie politique » contemporaine, comme par les Constitutions (sauf une mention verbale dans la Constitution française). Le pouvoir politique effectif est détenu par les partis, organismes bureaucratiques dominés par des appareils autocratiques. Les « représentants du peuple » sont des représentants des partis, désignés par ceux-ci, imposés aux électeurs. D'où la platitude de la prétendue séparation des pouvoirs : le parti majoritaire gouverne, exécute et légifère, il interviendrait aussi dans le judiciaire pour les affaires qui lui importent.

« Ce ne sont pas là des vices français, il en est de même partout (la relative exception des États-Unis est due à ce que la majorité présidentielle et majoritaire au Congrès ne coïncident pas toujours). Cette structure bureaucratique des partis renvoie au processus général de bureaucratisme de la société capitaliste contemporaine. Et toute organisation est obligée par les dispositions du système de s'y conformer si elle veut exister dans celui-ci (cas des écologistes). La renaissance d'un mouvement démocratique devra passer par la création de nouvelles formes d'organisation politique.

« Mais cela ne dissuade guère les signes de l'apparition d'un tel mouvement.

« Non. Ce qui domine est l'apathie - ce que j'ai appelé depuis trente ans la privatisation. Les partis y jouent aussi leur rôle : ils renforcent l'apathie, laquelle renforce les partis. Chacun se replie sur sa sphère privée, laissant ainsi le champ encore plus libre aux appareils des partis. Le risque est que le découragement et le dégoût, de plus en plus manifestes, à l'égard du personnel politique suscitent un engouement pour un sauveur. Risque réel, car la société se perçoit comme en crise.

« Le sentiment d'être en crise constitue la crise elle-même »

« Voulez-vous dire qu'elle se croit en crise alors qu'elle ne l'est pas ? »

« Non, elle l'est. Seulement il ne faut pas chercher la crise à la manière traditionnelle, dans des « faits objectifs ». Certes, la situation de nombreux secteurs est intolérable, mais la situation « objective » de la France, comme des autres pays riches, n'est pas catastrophique. Mais les gens ont le sentiment que tout est bloqué et, plus profondément, que tout est vain. C'est cela qui compte. Le sentiment d'être en crise constitue la crise elle-même.

« A quoi tient ce sentiment ? »

« A une foule de facteurs, situés à des profondeurs différentes. En France, il y a l'énorme déillusion devant la politique socialiste, dont on découvre qu'elle est une gestion orthodoxe du capitalisme libéral. On a voté pour les socialistes en 1981, puis en 1988, afin que quelques choses change dans la société. Qu'a-t-on changé ? Rien. Cela est officiellement reconnu. Les dirigeants socialistes se frappent la poitrine (voir les livres de

Né en 1922, Cornélius Castoriadis, actuellement directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, est à la fois philosophe, philosophe et psychanalyste. Il occupe une place singulière dans la vie intellectuelle. Fondateur du groupe Socialisme ou barbarie, il antenne dès 1946, une critique approfondie des régimes totalitaires de l'Est, dont les textes sont réédités à partir de 1973 par Christian Bourgois en « 10/18 ». Inouïe édition en 1989, « La Société bureaucratique », Christian Bourgois. Son itinéraire théorique le conduit à rompre avec le marxisme (l'institution imaginaire de la société, Seuil, 1976). Auteur de nombreux textes d'analyse politique et de réflexion philosophique, en relation avec l'état des connaissances scientifiques qu'avec la théorie psychanalytique (ressemblances dans les Carrefours du labyrinthe, 1978) Cornélius Castoriadis est avant tout un esprit libre. Il évoque ici quelques aspects de la situation sociale présente, de la tâche de la philosophie et des relations entre psychanalyse et politique.



Castoriadis / 71

MM. Fobius, Jospin, etc.) en criant : si on ne nous aime plus, c'est notre faute. Nous devons inventer autre chose. Et, comme dans les opéras italiens, on chante inintermittamment : partons, partons, en restant sur scène.

« Il s'agit de mettre en cause tout un mode de vie, et d'en concevoir un autre »

« Les socialistes répètent en chœur : inventions, inventions - et n'inventent rien. En Angleterre et aux États-Unis, Reaganisme et Thatcherisme ont enrichi les riches, maintenu les pauvres dans la pauvreté, accéléré le déclin de la société. Le capitalisme d'après-guerre avait tant bica que mal fonctionné comme capitalisme interventionniste (« keynésien »). Avec son tournant libéral, il s'est replié dans des déséquilibres qui rendent de plus en plus grande la dépression possible.

« Mais, à un niveau plus profond, d'autres facteurs beaucoup plus lourds sont à l'œuvre. D'après son idéologie explicite, cette société n'a aucun projet collectif, et elle ne doit pas en avoir. Les individus sont censés forger un sens à leur vie indépendamment de tout cadre et de tout projet collectif - ce qui est une absurdité totale. Chaque nouveau-né devra-t-il inventer sa langue ? Et la langue est-elle simple « moyen de communication », code informatique ou bien porte-elle toutes les significations moyennant lesquelles un monde existe pour la société et la société existe pour elle-même ?

« En fait, évidemment, dans la société contemporaine les individus ne forment rien du tout, ils sont complètement imbibés par les significations imaginaires qui les socialisent. S'adresser aux joies du « narcissisme individualiste », c'est simplement singer ce que éloquent ou cinq cents millions d'autres font au même moment. Le contenu concret de l'« individualisme » contemporain est strictement social. Il est la face individuelle du projet capitaliste : augmenter sans limites la production et la consommation. Il y a donc bel et bien, malgré les discours du discours ambiant, un projet social, qui n'est ni simple résultante des projets individuels ni délibérément choisi par les individus, mais qui prédétermine les choix et les projets individuels aussi fortement, quoique d'une autre manière, que dans n'importe quelle société hétéronome.

« Or ce projet est à la fois absurde et indigne, et je crois que son emprise commence à s'user. Les gens s'aperçoivent que l'objectif central de la vie humaine ne peut pas être de changer de voiture

tous les trois ans plutôt que tous les six. Mais ils ne peuvent pas, jusqu'ici, trouver en eux-mêmes la ressource pour aller au-delà. Les significations imaginaires du capitalisme s'érodent, sans que la société puisse en faire émerger d'autres. En un sens il n'y a pas là de quoi s'étonner outre mesure. Car il ne s'agit pas seulement de créer une nouvelle conception politique, il s'agit de mettre en cause tout un mode de vie et d'en concevoir un autre, puisque dans la société de consommation, règne des partis bureaucratiques, pouvoir de l'argent et des médias, superficialisation de la culture sont intimement liés et solidaires.

« La politique des socialistes français n'est sans doute pas seule en cause. Ne pensez-vous pas que l'effondrement du communisme contribue aussi de façon importante à créer ce sentiment d'absence de projet ? »

« Nous vivons une époque qui subit de façon cumulée et condensée les résultats de l'effondrement, ramassé ou éclaté, des deux formes qu'a revêtues dans les temps modernes le projet d'émancipation, le projet d'autonomie sociale et individuelle : le grand libéralisme, qui se trouve finalement incarné dans la République capitaliste, et le socialisme, monstrueusement défiguré par le totalitarisme communiste ou affaibli et vidé de sa substance dans la social-démocratie.

« Les « créateurs » sont devenus des rouages de cet énorme mécanisme où les œuvres sont diffusées sans critique, vendues à un public de plus en plus incapable de discernement »

« Le premier « désenchantement du monde », résultant du retrait de la religion, avait été conditionné, mais aussi compensé par ces projets, lesquels paraissent un « être religieux » puisqu'ils invoquaient explicitement un sens global, immanent à l'histoire humaine et indépendant de l'action des hommes (ou résultat automatique de celle-ci) : le progrès. La société traverse à présent un deuxième désenchantement, constatant que le « progrès » libéral (capitaliste) est vide de sens et que le « progrès » communiste représentait une chute aux enfers.

publie de plus en plus incapable de tri et de discernement. Compétition souvent malhonorable entre scientifiques (« affaire Gallo »). Avachissement général des critères.

« Quelle devrait être aujourd'hui la tâche de la philosophie ? »

« Autre symptôme de la décomposition contemporaine : on proclame la fin de la philosophie, la clôture de la métaphysique, les vertus d'une « pensée faible » - alors que les tâches de la philosophie sont plus importantes et plus difficiles que jamais pour cette raison simple : le « matériel », ce qui est à penser, se multiplie et se complexifie constamment, en même temps que les structures hiérarchiques de la pensée sont par terre.

« La psychanalyse vise à aider le sujet à parvenir à son autonomie »

« La philosophie doit penser tout le pensable - autrement dit, tout ce qui se donne dans notre expérience ; non seulement le fait qu'il se donne, mais le comment il se donne. Quatre domaines de cette expérience : l'univers logico-mathématique, le monde physique, la vie et le domaine humain, psychique et social-historique, constitué par l'émergence de l'imaginaire social et de l'imaginaire psychique. Il y a multiplicité des niveaux d'être et multiplicité de sens du terme être : un espace hétéroclite, une particule quantique, un système immunitaire, une structure névrotique et une religion ne sont pas de la même façon et ne peuvent être pensés selon les mêmes catégories. Cela déjà montre dans l'être une puissance de formation de niveaux autres, autodéveloppement qui s'opère comme déchirance, séparation, morcellement, à travers quoi subsiste quand même une énigmatique unité. Dans chacun de ces domaines, nous voyons l'être comme chaos, abîme sans fond - création interminable, inépuisable, insaisissable ; et en même temps comme cosmos, ordre relatif et multiplicité tant bien que mal organisée, sans quoi nous ne pourrions ni parler ni exister.

« Et la relation entre le chaos et le cosmos physique n'est visible-

ment pas la même que celle entre le chaos et le cosmos social-historique. Elucider tout cela exige la création de nouvelles significations (non pas « concepts ») philosophiques - évidemment impossible si l'on cantonne la philosophie à une herméneutique ou « déconstruction » des philosophes du passé, accompagnée d'une ignorance crasse de l'état de l'expérience et du savoir contemporains.

« Vous pratiquez la psychanalyse. Comment la situez-vous par rapport aux sciences ? »

« La psychanalyse n'est pas « science positive », puisque quantification, expérimentation, observation reproductible à volonté n'y ont pas de sens. Cela n'a rien à voir avec l'importance majeure. Nous sommes des êtres psychiques, notre socialisation implique forcément, notre psychisme est donc, pour l'essentiel, inconscient. Le sens (et le « sens » inconscient conditionne lourdement nos actes et nos pensées. Par son élucidation, la psychanalyse vise à aider le sujet à parvenir à son autonomie, à devenir une subjectivité à la fois ouverte à son inconscient et capable de réflexion et de délibération.

« Quel est pour vous le lien entre cette autonomie individuelle et l'autonomie sociale, ou, plus exactement, entre psychanalyse et démocratie ? »

« Il n'y a pas de lien direct, encore moins opérationnel, mais il existe une relation étroite dans l'esprit et les objectifs. Les deux visent la libération de l'imaginaire créateur de l'être humain, imaginaire social ou imagination de l'être singulier. L'imaginaire est la source de la création humaine - mais ses œuvres n'ont pas nécessairement par elles-mêmes valeur positive : poèmes et délire, cathédrales et camps de concentration en procédant également. L'autonomie - la liberté - n'est pas seulement l'abolition des contraintes externes ou des compulsions psychiques ; elle est aussi l'établissement d'un autre type de rapport entre nos poussées profondes, individuelles ou collectives, et des instances capables d'en faire le tri, de leur donner forme ou de les empêcher de se manifester dans la réalité. C'est-à-dire de la subjectivité réfléchissante et débattante au plan individuel, des institutions démocratiques au plan collectif. Car la démocratie est le régime de la réflexivité collective et de la liberté autolimitée. Sur ce plan, projet psychanalytique et projet politique démocratique se rejoignent.

Propos recueillis par ROGER-POL DROIT

(1) Domaines de l'homme, p. 116-117.

LA FASCINATION DES FORMES PURES



ETERNA

Paris-Genève-Milano (01) 42 67 23 23

CHARVET 48, rue du Pdt-Herriot 69002 LYON Tél. : 78-37-49-81	NOEL 1, rue du Petit-Paris 57000 METZ Tél. : 87-36-16-40
BRY 15, rue de la Paix 75002 PARIS Tél. : (1) 42-61-62-64	MORABITO 1, place Vendôme 75001 PARIS Tél. : (1) 42-60-30-76

مكتبة الامم المتحدة

ÉTRANGER

La création par trois Républiques de l'ex-URSS d'une « Communauté d'Etats souverains »

On efface tout...

Suite de la première page

Mais ils prennent aussi sur eux d'improviser une formule de remplacement, de constituer une « communauté » à trois - les trois Républiques slaves de l'ancienne URSS - plaçant du même coup les autres Républiques devant le fait accompli. Cette « communauté » ou « commonwealth », n'est à ce stade qu'une ébauche aux contours extrêmement vagues et elle s'affirme ouverte, mais la manière dont ce nouveau statut a été lancé ne peut que susciter la méfiance des « autres », c'est-à-dire des non-slaves. Au sein même des Républiques fondatrices et tout particulièrement en Ukraine, ce « fait des princes » risque d'ailleurs aussi de provoquer bien des soucis.

Mais la première victime, ou la victime la plus voyante du « coup de Minsk » est à l'évidence M. Gorbatchev. Une fois de plus, tout s'est passé en dehors de lui, et à son corps défendant. Certes, son interview à TF1 (voir par ailleurs) a été enregistrée vendredi soir, c'est-à-dire deux jours avant le « sommet slave ». Mais déjà, à ce moment-là, il était bien difficile de ne pas voir ce qui se tramait, et à peu près impossible de ne pas comprendre que le projet d'Union, obstinément défendu par le président soviétique, était mort. Dans une autre interview, émise, fort longue également, elle aussi diffusée dimanche 8 décembre, mais cette fois destinée aux télespectateurs d'Ukraine, M. Gorbatchev affirmait que pour lui « la lutte » ne faisait que « commencer » et montrait d'un doigt « l'ennemi » : le « peuple » (ukrainien en l'occurrence). Dans un cas comme dans l'autre, M. Gorbatchev donnait l'impression, de manière presque pénible, de mener un combat d'arrière-garde, ou, pire encore, de combattre des monstres à vent, aveugle à une réalité qu'il refusait.

La détermination de M. Gorbatchev

A bien des égards, ce qui s'est passé dimanche dans la forêt de Biélorussie - c'est-à-dire à l'extrémité occidentale de l'ex-URSS, tout près de la frontière polonaise, constitue l'épilogue de la lutte, extrême, qui s'est jouée à Moscou le 23 août dernier, au lendemain de l'échec du putsch.

Ce jour-là, sous les yeux d'un Mikhail Gorbatchev qui en était resté le souffle coupé, Boris Eltsine avait « suspendu » les activités du Parti communiste, brisant du même coup l'échine de l'Etat soviétique. Dimanche, le même Boris Eltsine, de concert avec ses collègues d'Ukraine et de Biélorussie, a « constaté » la mort de l'URSS, au terme d'une agonie d'un peu moins de quatre mois. A l'époque, M. Gorbatchev avait, *ipso facto*, perdu le titre de secrétaire général du parti, ou, plus exactement, il avait renoncé à cette fonction au terme d'une hésitation de vingt-quatre heures. Aujourd'hui, la logique voudrait qu'il renonce également à son titre de président d'un pays qui, selon les représentants de ses trois principales Républiques fondatrices, n'existe plus.

Pourtant M. Gorbatchev, sauf à croire qu'il cache remarquablement son jeu, paraît cette fois déterminé à refuser cette logique et donc à continuer à se battre. Pour cela, il lui faudrait tenter sinon de saper, du moins de retarder et de décaler l'accord de Minsk. Et ce combat-là n'est pas perdu d'avance, d'abord parce que l'échafaudage improvisé en Biélorussie semble encore très fragile, ensuite parce que, dans cette entreprise, l'homme du centre pourrait trouver des alliés en la personne de dirigeants des Républiques non-slaves.

MM. Eltsine, Kravtchouk et Choukhevitch se sont en effet lancés dans une aventure qui risque de leur réserver bien des difficultés, à supposer qu'elle aboutisse. L'essentiel de leur démarche consiste à faire le constat de l'échec définitif des tentatives de créer un Etat confédéral, une Union dotée d'un « centre », et à proposer autre chose. En substance, on efface cette manière de tout effacer pose en réalité problème. « Les négociations portant sur la préparation d'un nouveau traité de l'Union ont abouti à une impasse », affirment les trois signataires. Cette déclaration est certes conforme aux positions affichées depuis des semaines par le président ukrainien mais, après tout, aussi bien M. Eltsine que M. Chou-

chevitch ont participé aux deux dernières réunions du conseil d'Etat consacrées à la préparation de ce traité. L'un et l'autre ont, à l'époque, publiquement déclaré que « l'Union existait », et le texte du projet de traité, même s'il n'a pas été paraphé par les dirigeants des Républiques, a bien été envoyé pour examen et avec leur accord aux différents Parlements concernés. Le moins que l'on puisse dire est que rayé tout cela d'un trait de plume est un procédé cavalier et pas vraiment très « démocratique ».

Mais l'aspect « positif » de l'initiative des trois pose encore plus de problèmes que son volet « négatif ». De quel est un homme, comme le président kazakh Nursultan Nazarbaïev, peut-il considérer une initiative prise selon toute apparence totalement « ad hoc » et au moment même où il volait pour Moscou pour participer à ce qui devait être une réunion des quatre Républiques « nucléaires » de l'ex-URSS, en présence de M. Gorbatchev? Les déclarations qu'il a faites à ce moment-là, dans le brouillard le plus complet quant aux intentions des « trois Slaves » et que lui restait favorable à une union telle qu'elle était négociée jusqu'à présent.

Il n'est pas non plus difficile d'imaginer la perplexité, pour ne pas dire plus, des dirigeants des petites et moyennes Républiques de l'ex-URSS, en particulier celles d'Asie centrale, qui ont plus encore que les autres besoin de préserver des structures communales. A cet égard, le choix de Minsk, tout à l'heure de l'ex-empire, comme siège des « organes de coordination » de la nouvelle communauté, a presque des allures de provocation, même si, du point de vue des signataires, il s'explique aisément. On a choisi la capitale de la plus

« faible » des trois Républiques, toute autre décision aurait forcément heurté les susceptibilités. D'autre part, comme théoriquement ce nouveau « commonwealth » est ouvert à des pays qui n'étaient pas membres de l'URSS, comme l'Est européen, la position géographique de sa capitale peut en paraître moins excentrique.

Le nucléaire dans le vague

Encore faudrait-il, avant d'en arriver à un résultat aussi ambitieux, commencer par donner une réalité à cet embryon de communauté, et répondre à toutes les questions auxquelles le nouvel accord ne répond pas plus que le projet de « traité de l'Union » désormais défunt.

Il s'agit en particulier des réformes économiques, de la monnaie et des forces armées, c'est-à-dire de points absolument essentiels. Les textes signés par les trois présidents prévoient « la coordination de réformes économiques radicales », mais on voit mal comment une telle coordination dans son intention de libérer à très court terme la quasi-totalité des prix sur son territoire. Il est aussi question d'établir des relations économiques « sur la base de l'unité monétaire existante » c'est-à-dire le rouble, sans exclure pour cela l'introduction de « monnaies nationales » et tout en s'entendant pour « limiter l'émission monétaire » : c'est plus l'exposé du problème que sa solution, et on voit d'ailleurs mal comment les trois présidents et leurs aides auraient pu trouver soudainement le moyen de surmonter les obstacles sur lesquels bute depuis des mois le « comité économique inter-républicain » de M. Silaev. Enfin et surtout, les questions militaires ne sont évoquées que

de manière vague : le principe de la préservation d'un « commandement unifié de l'espace militaire stratégique et d'un contrôle unique de l'armement nucléaire » est certes posé, mais on ne sait pas qui assurera désormais ce commandement. D'autre part, « les parties contractantes vont s'efforcer d'aboutir à une liquidation des armements nucléaires et à un désarmement complet sous contrôle international » ; et, dans le même temps, elles « vont respecter leurs efforts mutuels visant à atteindre le statut de zones démilitarisées et d'Etats neutres ».

Cela signifie-t-il que non seulement l'Ukraine et la Biélorussie mais la Russie elle-même envisagent désormais de renoncer à l'arme nucléaire, ce qui est vraiment très difficile à imaginer? Ou s'agit-il plus simplement d'une proclamation de bonnes intentions qui masque un océan de questions non résolues.

La réunion prévue ce lundi 9 décembre à Moscou entre les quatre Républiques « nucléaires » et en présence de M. Gorbatchev aurait pu contribuer à éclaircir un peu ce mystère, mais le président ukrainien Leonid Kravtchouk a fait savoir en extrême qu'il n'y participerait pas. M. Kravtchouk s'était déjà dangereusement exposé en prenant l'initiative d'engager son pays dans une voie qui risque d'apparaître chargée de risques à nombre de ses électeurs, et sans doute a-t-il jugé prudent de les rassurer en marquant une fois de plus sa différence. Du coup, à en croire l'agence Interfax, c'est M. Boris Eltsine qui, au nom des trois Républiques slaves, doit exposer à M. Gorbatchev et au président kazakh la nouvelle réalité créée par l'accord de Minsk. On peut imaginer l'ambiance, mais pas la suite.

JAN KRAUZE

Le texte de l'accord de Minsk

« L'URSS en tant que sujet du droit international et réalité géopolitique n'existe plus »

Voici le texte, diffusé par l'agence Tass, de l'accord signé à Minsk, dimanche 8 décembre, par les dirigeants de la Biélorussie, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine.

« Nous, Républiques de Biélorussie, Fédération de Russie et Ukraine, en tant qu'Etats fondateurs de l'URSS ayant signé le traité de l'Union de 1922, appelés ci-dessous les hautes parties contractantes, constatons que l'URSS en tant que sujet du droit international et réalité géopolitique n'existe plus », lit-on dans le préambule de ce document.

« Les chefs des trois Etats ont fait ce pas en partant de la communauté historique des peuples

(...) en voulant construire des Etats démocratiques de droit (...) dans le respect de leur souveraineté mutuelle, des principes de l'égalité en droits et de la non-ingérence dans les affaires intérieures (...) ».

« Afin de développer une coopération égale et mutuellement avantageuse entre les peuples et les Etats, il est décidé de conclure des accords spéciaux dans le domaine politique, économique, culturel, de la santé, de la science, du commerce, de l'environnement et autres. Les parties ont confirmé la reconnaissance et le respect de l'intégrité territoriale des Etats ayant signé l'accord, de l'inviolabilité des frontières existantes, de leur ouverture et de la liberté de déplacement des

citoyens. Les parties ont confirmé leur fidélité aux buts et aux principes de l'ONU, de l'Acte final d'Helsinki. (...) Elles garantissent à leurs citoyens, indépendamment de leur nationalité, des droits et libertés égaux, et s'engagent à contribuer à la préservation et au développement des traditions culturelles, linguistiques et religieuses des minorités nationales.

« Les membres de la Communauté vont coopérer pour assurer la paix internationale et la sécurité, pour réduire les budgets militaires et les armements. En même temps, ils respecteront leur volonté d'acquiescer à un statut de zone démilitarisée et d'Etat neutre. Il est décidé de conserver un commandement unifié de l'es-

paca commun militaire-stratégique et d'un contrôle unifié de leurs armes nucléaires. Dès le moment de la signature de cet accord, les normes des pays tiers, y compris de l'ancienne URSS, ne sont plus applicables sur les territoires des Etats signataires, les activités des organes de l'ancienne Union s'arrêtent.

« Les parties garantissent le respect des obligations internationales découlant des accords et des traités signés par l'URSS. L'accord est ouvert à tous les membres de l'ancienne Union ainsi qu'aux autres Etats qui partagent les buts et les principes de ce document. Le villa de Minsk est choisie comme le lieu de l'installation des organes de coordination. » - (Tass.)

La République de Biélorussie

Si les trois Républiques slaves regroupent près de 210 millions d'habitants sur les 290 que comptait l'ex-URSS, la Biélorussie (située entre la Lituanie, la Russie, l'Ukraine et la Pologne) en est la plus petite, avec une population de 10,2 millions d'habitants.

Restée dans l'ombre durant la perestroïka avec des dirigeants alliés aux éléments les plus conservateurs du Kremlin, la Biélorussie a néanmoins suivi le mouvement général en proclamant sa souveraineté (27 juillet 1990), puis son indépendance après le putsch (25 août). Le Front populaire, une coalition de partis d'opposition plus ou moins nationalistes, ne disposait pourtant au Parlement que de 27 sièges sur 360, mais une centaine de députés de la majorité communiste ont fait savoir en extrême qu'ils n'y participeraient pas. M. Kravtchouk a fait savoir en extrême qu'il n'y participerait pas. M. Kravtchouk s'était déjà dangereusement exposé en prenant l'initiative d'engager son pays dans une voie qui risque d'apparaître chargée de risques à nombre de ses électeurs, et sans doute a-t-il jugé prudent de les rassurer en marquant une fois de plus sa différence. Du coup, à en croire l'agence Interfax, c'est M. Boris Eltsine qui, au nom des trois Républiques slaves, doit exposer à M. Gorbatchev et au président kazakh la nouvelle réalité créée par l'accord de Minsk. On peut imaginer l'ambiance, mais pas la suite.

Cette hausse avait particulièrement surpris les habitants de la Biélorussie, où l'approvisionnement était moins mauvais qu'ailleurs. Avec une industrie importante et diversifiée, la Biélorussie a des taux de productivité comparables à ceux des pays baltes, mais elle est pauvre en matières premières, à l'exception des engrais potassiques (51 % de la production soviétique).

La signature de l'accord de Minsk, M. Stenislav Choukhevitch, âgé de cinquante-sept ans, a été élu en septembre 1991 à la présidence du Parlement biélorusse. Cet ancien ingénieur en physique nucléaire en était auparavant le vice-président et avait mené à ce titre les négociations d'avi avec les grévistes, au moment où les autres dirigeants se cachaient. Le semaine passée, il s'était encore déclaré partisan des efforts menés par Mikhail Gorbatchev pour signer un traité d'Union, tout en insistant, lors de la dernière réunion de Novo-Ogortsev, pour que le signature soit laissée à l'appréciation des Parlements républicains.

S. Sh.

Treize indépendances proclamées

En moins de deux ans, les quinze Républiques fédérées de l'ancienne URSS ont proclamé tour à tour leur « souveraineté », puis à l'exception de la Russie et du Kazakhstan, leur « indépendance ». Deux d'entre elles (la Lituanie et la Géorgie) s'étaient déclarées indépendantes avant le coup d'Etat avorté d'août 1991 (en mars 1990 et avril 1991 respectivement). Les onze autres l'ont fait après cette date, mais l'Arménie avait prévu bien avant le putsch de tenir un référendum sur ce sujet en septembre. Les trois Républiques baltes, la Géorgie et l'Ukraine ont également organisé un référendum sur le sujet.

A ce jour, et bien que certaines Républiques (Ukraine, Azerbaïdjan) nient être reconnues bilatéralement par divers pays, seuls les trois pays baltes ont bénéficié d'une reconnaissance internationale universelle, avec leur admission à l'ONU le 17 septembre dernier.

Le statut actuel des quinze anciennes Républiques et les principales dates les concernant sont les suivants :

— Arménie (30 000 km², 3,3 millions d'habitants) : souveraineté proclamée le 23 août 1990, indépendance ratifiée par référendum le 21 septembre 1991.

— Azerbaïdjan (87 000 km², 7,1 millions d'habitants) : souveraineté déclarée le 23 septembre 1990, indépendance « restaurée » par le parlement local le 30 août 1991. A participé à certaines réunions pour la signature d'un traité d'Union. Indépendance reconnue par la Turquie en novembre. Première République soviétique admise au sein

de l'Organisation de la conférence islamique (le 8 décembre 91).

— Biélorussie (203 000 km², 10,2 millions d'habitants) : souveraineté déclarée le 27 juillet 1990, indépendance le 25 août 1991. Participait aux négociations sur le traité d'Union avant de signer, dimanche 8 décembre, l'accord de Minsk avec l'Ukraine et la Russie.

— Estonie (45 000 km², 1,6 millions d'habitants) : déclare la « restauration » de ses « droits souverains », assortie d'une « période de transition ». L'indépendance, proclamée le 20 août 1991, est reconnue par le conseil d'Etat soviétique le 6 septembre 1991, avant l'admission à l'ONU le 17 septembre.

— Géorgie (70 000 km², 5,4 millions d'habitants) : indépendance proclamée le 9 avril 1991, à la suite d'un référendum tenu le 31 mars.

— Kazakhstan (2 117 000 km², 16,7 millions d'habitants) : souveraineté proclamée le 26 août 1990. Participait aux négociations sur le traité d'Union.

— Kirghizstan (199 000 km², 4,3 millions d'habitants) : souveraineté proclamée en décembre 1990, indépendance le 31 août 1991. Participait aux négociations sur le traité d'Union.

— Lettonie (65 000 km², 2,7 millions d'habitants) : indépendance proclamée le 20 août 1991, reconnue par Moscou le 6 septembre 1991, avant l'admission à l'ONU le 17 septembre.

— Lituanie (65 000 km², 3,7 millions d'habitants) : indépendance proclamée le 11 mars 1990, « suspendue » le 30 juin 1990, ratifiée le 26 août 1991, avant sa ratifi-

cation par Moscou le 6 septembre 1991 et l'admission à l'ONU le 17 septembre.

— Moldavie (34 000 km², 4,3 millions d'habitants) : souveraineté proclamée le 23 juin 1990, indépendance le 27 août 1991, élection présidentielle en forme de référendum sur l'indépendance le 8 décembre 1991.

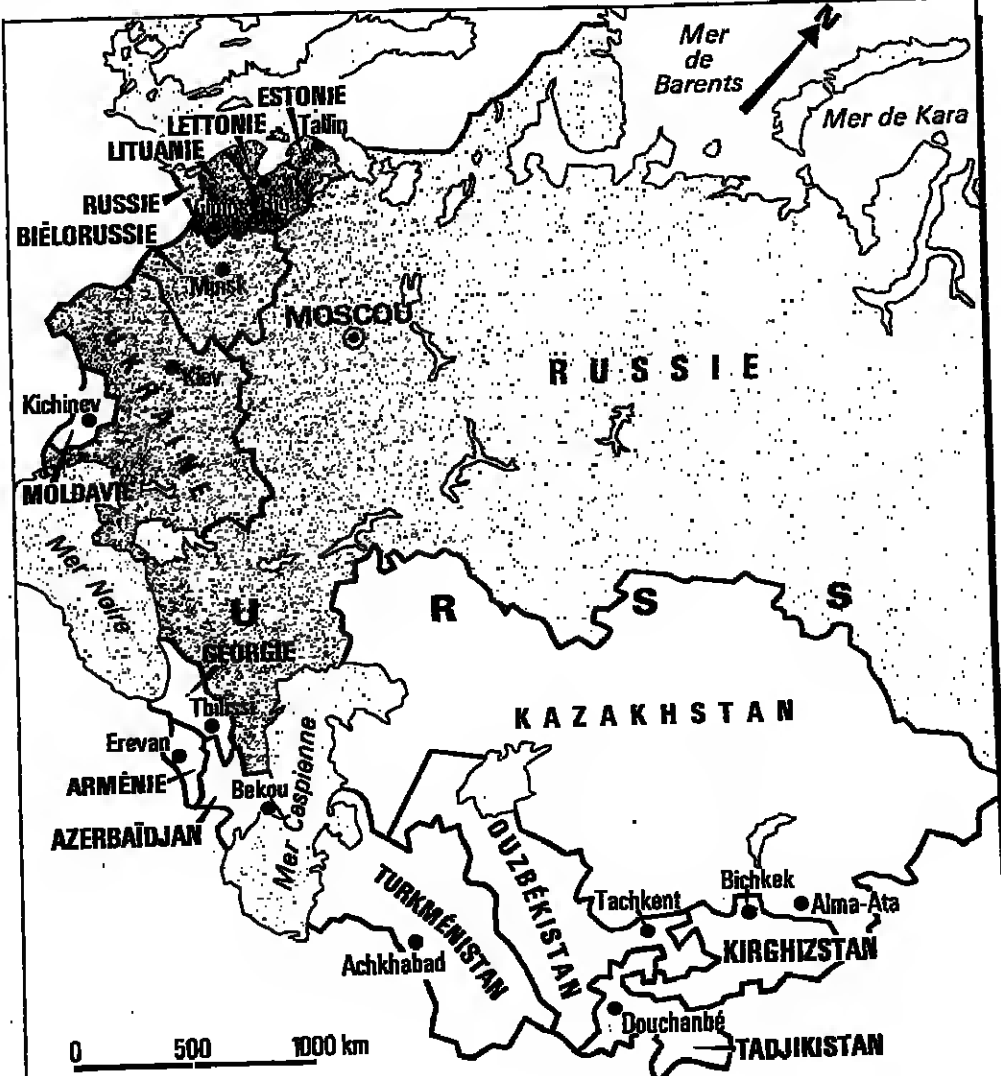
— Russie (17 075 000 km², 148 millions d'habitants) : souveraineté proclamée le 12 juin 1990. Participait aux négociations sur le traité d'Union, avant la signature des accords de Minsk, dimanche 8 décembre, avec la Biélorussie et l'Ukraine.

— Ouzbékistan (447 000 km², 20,3 millions d'habitants) : souveraineté proclamée en juin 1990, indépendance le 31 août 1991. Participait aux négociations sur le traité d'Union, avant la signature des accords de Minsk, dimanche 8 décembre, avec la Biélorussie et l'Ukraine.

— Tadjikistan (143 000 km², 5,2 millions d'habitants) : souveraineté proclamée en juin 1990, indépendance le 9 septembre 1991. Participait aux négociations sur le traité d'Union.

— Turkménistan (488 000 km², 3,6 millions d'habitants) : souveraineté proclamée le 23 août 1990, indépendance le 27 octobre 1991. Participait aux négociations sur le traité d'Union.

— Ukraine (604 000 km², 51,8 millions d'habitants) : souveraineté proclamée le 16 juillet 1990, indépendance le 24 août 1991 (confirmée par référendum le 30 septembre 1991). L'Ukraine a signé, dimanche 8 décembre, les accords de Minsk avec la Russie et la Biélorussie.



EUROPE

La création par trois Républiques de l'ex-URSS d'une « Communauté d'Etats souverains »

Washington redoute une « situation yougoslave avec des armes nucléaires en plus »

Avant même l'annonce de la création de la « Communauté des Etats indépendants slaves », aux lieux et places de ce qui restait de l'ex-URSS, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, avertit d'ores et déjà de la « situation yougoslave avec des armes nucléaires en plus », dimanche 8 décembre, de l'empire des soviets : « L'Union soviétique, telle que nous l'avons connue, a-t-il déclaré, n'existe plus ».

WASHINGTON

de notre correspondant

Si l'on n'avait pas encore de réaction formelle des porte-parole habituels aux événements soviétiques, les médias officiels américains s'efforçaient de voir le bon côté des choses, du point de vue : au moins, certaines des plus importantes Républiques existant de former un cadre de coopération entre elles, qui pourrait être un facteur de stabilisation - ce dont on se félicite à Washington.

Pour le reste, le sentiment dominant semblait être une certaine méfiance, sinon, parfois, un franc pessimisme. La formation de cette coalition des Etats slaves (Russie, Biélorussie, Ukraine) entente définitive, tout au moins de maintien d'un centre fédéral dans l'ex-URSS, en sonnant le glas du fameux « traité de l'Union » destiné à préserver un lien entre les différentes Républiques, et retire à M. Mikhail Gorbatchev le peu de fonctions qu'il paraissait encore en mesure d'exercer. Ce sont là deux évolutions que l'on accueillera plutôt défavorablement à Washington, même si le président de Russie, M. Boris Eltsine, a pris soin, dimanche, de s'en entretenir avec M. George Bush.

Interrogé sur la chaîne de télévision ABC, M. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Jimmy Carter pour les questions de sécurité, estimait que les événements de dimanche marquaient bien « la fin de l'Union ». Ils pourraient aussi marquer le début d'une ère de

force » entre M. Gorbatchev et M. Eltsine, voire entre ce dernier et une partie de l'armée « qui se trouve dans un état désemparé et peut craindre d'être démantelée en même temps que l'URSS », a poursuivi M. Brzezinski. L'ancien conseiller s'attend à « des développements graves » dans les jours à venir.

Un « contrôle uni »

Un porte-parole de la Maison Blanche a estimé « prématuré » de porter un jugement sur les événements en cours (faudrait-il ouvrir une ambassade à Minsk, capitale).

de la nouvelle « Communauté »). Mais la presse est, depuis quelques jours, remplie de « sources officielles » - du département d'Etat, du Pentagone ou de la Maison Blanche - qui dressent un tableau de plus en plus noir de la situation dans l'empire des soviets.

Au cœur de ces préoccupations, il y a le nucléaire : que va-t-il advenir de quelques cinq à six mille armes nucléaires - sur un total de vingt-sept mille - dissimulés sur le territoire des Républiques voisines de la Russie. Certaines de ces armes sont au Kazakhstan, les autres en Biélorussie et en Ukraine, deux des Républiques qui font partie de la

« Communauté des Etats slaves ». Le document constitutif de la Communauté mentionne que les armes nucléaires se trouvent sur le territoire du nouvel ensemble seront placées sous un « contrôle uni ». La formule est vague et il y a fort à penser qu'elle ne suffira pas à apaiser les craintes des Etats-Unis.

Chaos et anarchie

Ceux-ci redoutent que l'arsenal atomique de la Biélorussie, du Kazakhstan et de l'Ukraine ne soit utilisé comme moyen de chantage par ces Républiques dans leurs négocia-

tions avec la Russie, avec la hiérarchie militaire ex-soviétique, voire avec l'Occident ou, pire encore, ne soit disséminé, vendu, dans quelque région chaude de la planète. Les Etats-Unis souhaitent que ces armes soient détruites ; le Congrès a voté une somme de quatre cents millions de dollars pour financer leur démantèlement. Dans leurs pourparlers avec leurs interlocuteurs à Moscou et dans les Républiques concernées, les Etats-Unis se heurtent à une série de réactions contradictoires : la Russie voudrait que les armes soient rapatriées sur son territoire pour y être détruites - formule qui aurait aussi la préférence des Etats-Unis ;

mais les Républiques voisines, en tout cas l'Ukraine, veulent que les armes soient démantelées sur place, chez elle, et par les Occidentaux.

Les interlocuteurs militaires des Américains feraient valoir, avec quelque humour, qu'ils n'ont pas de leçon à recevoir en matière de système de contrôle et de sécurité sur les armes nucléaires et que l'armée rouge, dans ce domaine, un passé sans reproche. Ce à quoi les divers analystes et officiels cités dans la presse répliquent en observant que la terrible crise économique et sociale qui s'est ouverte dans l'ex-URSS risque d'y susciter un oiseau de « chaos et d'anarchie » propice à toutes les mauvaises surprises. Rares sont les jugements à l'emporte-pièce, M. Baker déclarait dimanche matin à la chaîne CBS : « Nous sommes vraiment le risque de voir se créer une situation semblable à celle que nous avons en Yougoslavie, avec des armes nucléaires en plus ». « Cela pourrait produire une situation extrêmement dangereuse pour l'Europe, pour le reste du monde aussi, notamment pour les Etats-Unis », a ajouté M. Baker qui doit se rendre dans huit jours en Russie, en Ukraine et en Biélorussie.

Deux universitaires, experts des questions nucléaires, estiment que « le complexe nucléaire militaire soviétique risque d'être bientôt une plus grande menace pour l'ouest qu'il ne l'a été durant la guerre froide ». Dans une étude à paraître prochainement et dont le Washington Post a publié des extraits, MM. Gary Milhollin et Gerard White expliquent encore : « Les experts soviétiques en missiles et en armes nucléaires vont se trouver sans plus aucun emploi. Dans un tel désarroi, il y a un risque que les armes nucléaires soviétiques se retrouvent en de mauvaises mains ou que le complexe nucléaire soit petit à petit vendu, scientifique par scientifique, pièce par pièce. Faire face à ce danger d'instabilité nucléaire est le défi le plus important auquel les Etats-Unis sont confrontés ces jours-ci ».

ALAIN FRACHON

Des risques énormes dans le domaine nucléaire

Quelque 23 000 à 24 000 des 27 000 charges nucléaires stratégiques et tactiques de l'ancienne Union soviétique sont désormais dans les mains des trois Républiques slaves qui ont proclamé leur association au sein d'une Communauté des Etats souverains. Avec les armes déployées au Kazakhstan, qui n'est pas concerné par la nouvelle union, ce sont près de 96 % des armes nucléaires soviétiques qui échappent à l'ancien Centre.

Selon le sénateur (démocrate) Sam Nunn, qui préside la commission des forces armées au Sénat américain, l'évolution dans l'ex-URSS peut aujourd'hui s'orienter tout autant dans le sens de la plus importante destruction des armes nucléaires jamais vue que dans la voie de la plus grande prolifération de matières fissiles ou de savoir-faire nucléaire jamais observée sur la planète. Quoi qu'il en soit, les experts s'accordent pour estimer que la situation comporte d'énormes risques. Au ministère français de la Défense, par exemple, on fait des calculs identiques :

27 000 têtes, plus de 200 dépôts avec des manipulations non brisées liées au rapatriement entrepris des 7 800 charges d'Allemagne vers la Russie et à la mise en œuvre du traité START de désarmement nucléaire Est-Ouest, des usines de démantèlement des armes ou de leurs composants sur le seul territoire de la Russie, quelque 1 300 têtes restantes dans huit autres Républiques, telle est bien la situation. Dans l'immédiat, le menace la plus réelle viendrait d'une discontinuité opérationnelle dans la chaîne de commandement de cet arsenal.

L'homme à la raïssa

Les services de renseignement britanniques ont rapporté, avant l'annonce de la constitution de la Communauté des Etats souverains, qu'ils avaient constaté la présence aux côtés de M. Boris Eltsine, depuis deux ou trois semaines, de « l'homme à la raïssa », porteur des codes de transmissions et d'engagement éventuel de l'armement

nucléaire. Comme si le président de la Russie détenait une part de la responsabilité en la matière. Si tel est le cas, la procédure en place laisse néanmoins entier le problème du contrôle des systèmes les plus dangereux, comme les missiles stratégiques mobiles ou les armes tactiques (obus d'artillerie, engins à courte portée et mines), qui seraient dispersés ailleurs qu'en Russie.

A plus long terme, le danger majeur est sans conteste celui d'une migration, de l'ancienne Union soviétique, des experts, chercheurs, techniciens et militaires démotivés qui - menacés dans leur emploi - tentent de proposer leurs services à des pays étrangers de se doter d'armes nucléaires, mais aussi chimiques ou biologiques. On évalue à quelque 10 000 le nombre de ces spécialistes qui pourraient accepter de « vendre » leur savoir-faire au plus offrant. A la dissémination non contrôlée des armes s'ajoutent alors la prolifération des « chercheurs » et des compétences. Quand on sait, avec le président de l'Irak, que les

inspections internationales ne sont pas efficaces à 100 %, l'évasion des savoir-faire n'est pas un risque nul.

Selon le ministère français de la Défense, il apparaît, en l'état actuel de ses études, qu'un minimum de dix ans serait nécessaire pour retrouver une situation stabilisée en matière de déploiement et de contrôle politique des armes soviétiques. Les Américains, pour leur part, sont plus pessimistes que les Français (voir l'article d'Alain Frachon) : selon eux, en effet, il faudrait compter sur un quart de siècle. Le Congrès des Etats-Unis vient d'approuver le principe d'une aide de 400 millions de dollars à l'Union soviétique pour l'assister à démanteler son arsenal. Pour l'instant, le Maison Blanche tente d'imaginer les détails techniques de cette opération : les Américains ne souhaitent pas être contraints, par le biais, de devoir montrer à leurs interlocuteurs comment on peut récupérer - pour le réutiliser - la matière fissile d'une arme nucléaire qui est détruite.

JACQUES ISNARD

Vers un nouveau putsch ?

Suite de la première page

Personnalité contradictoire, le chef d'état-major avait été la principale personnalité promue après le putsch sans avoir donné pour autant, à la différence de ses pairs Chornobyl (nouveau ministre) et Gratchev (premier vice-ministre comme lui) des gages clairs d'un ralliement à l'équipe de Boris Eltsine. Réformateur sur certains dossiers (il s'était fait remarquer depuis 1989 par des vues hétérodoxes sur la réforme de l'armée, allant jusqu'à flirter avec l'idée d'une armée de métier), le général Lobov était beaucoup moins face à l'éclatement de l'empire et à la démocratie ambiante : lors d'une visite à Paris cet automne, il avait surpris ses interlocuteurs en affirmant que l'existence du multipartisme risquait de conduire à une sorte de « libération » de l'armée (« chaque parti voudrait avoir son armée ») et que l'évacuation des pays baltes prendrait de nombreuses années.

Le général Samsonov, nouveau chef d'état-major

Cela dit, il n'est pas certain qu'il ait été sanctionné pour ces opinions : le général Iouri Samsonov, qui le remplace, ne doit qu'à la protection d'Anatoli Sobtchak de n'avoir pas été impliqué dans le putsch. C'est sous la pression du maire de Saint-Petersbourg qu'il a finalement renoncé à introduire dans la ville les troupes de la région militaire de Leningrad, qu'il commandait. Et sa neutralité dans cette affaire ne saurait faire oublier qu'il a été auparavant, en tant que chef de l'état-major de la région militaire de Transcaucasie jusqu'en 1990, le bras droit du général Rodionov, le « massacreur » de Tbilissi en avril 1989.

Le fait nouveau, en ce qui concerne l'armée en cette fin de 1991, est qu'elle est non seulement la première victime de la faillite financière de l'ex-Union et du refus des républiques de contribuer à son budget, mais aussi qu'elle a perdu tous ses repères. Traditionnellement, les militaires soviétiques obéissaient au parti et au pouvoir civil, et c'est précisément parce que cette légalité avait été violée qu'ils

avaient traîné les pieds pour obéir au fameux *Guekapéché*, l'épave du commandement pour l'urgence mis en place le 19 août. Mais maintenant qu'il n'y a plus ni parti communiste, ni pratiquement de pouvoir civil, à qui l'armée devrait-elle se fier ? Autre nouveauté de la situation : après l'éclatement du KGB et la liquidation de toute la bureaucratie économique fédérale, les forces armées sont le seul élément encore un tant soit peu debout de la défunte fédération : leur survie se confond avec celle de l'empire.

C'est ici toutefois qu'une différence s'impose avec le dernier putsch. L'une des principales raisons de son échec était que ses auteurs n'avaient aucune recette à proposer pour guérir les deux principaux maux du pays : l'éclatement de l'empire et la crise économique. Si les futurs putschistes prétendent eux aussi maintenir l'empire en l'état, reconquérir les pays baltes et mettre au pas l'Ukraine, ils sont condamnés à l'échec et cette nouvelle aventure ne fera qu'accroître le désordre. Si en revanche ils prétendent seulement rétablir l'ordre dans une république (le plus probablement la Russie), si de plus ils tournent le dos à l'ancienne nomenklatura du parti et reprennent à leur compte l'essentiel du programme de réforme économique retenu par l'équipe de Boris Eltsine tout en l'étalant dans le temps, les perspectives pourraient être différentes.

La nouvelle alliance des militaires

C'est peut-être ce qu'a en vue le vice-président russe Routskoï, un général lui aussi, dont les déclarations s'opposent aussi à ses collègues à propos de la réforme économique : il a demandé que la libération des prix soit reportée d'un an. Mais il n'est pas hostile à un vaste programme de privatisation menée « à la chilienne », rejoignant en cela ceux qui appellent de leurs vœux un « Pinotchev ».

En attendant, on observe une nouvelle alliance en voie de formation entre les généraux conservateurs d'avant le putsch, tels le général Gromov, et les généraux « eltsiniens », de Routskoï à Gratchev en passant par le général Kobets, le défenseur de la Maison blanche en août : tous sont accusés de se « couvrir » mutuellement afin de limiter l'épuration promise dans l'état-major.

Les officiers plus radicaux dénoncent également la « fausse réforme » opérée dans la direction politique de l'armée, principal instrument du pouvoir du PC à la belle époque. Certes, près de 30 000 cellules du parti ont été dissoutes, mais leurs animateurs n'ont pas été, loin de là, rayés des cadres. C'est même l'un d'eux, ancien membre du comité central du PC, qui vient d'être placé à la tête du « comité pour le travail avec le personnel militaire », une organisation visiblement destinée à s'installer dans les meubles de l'ancienne direction politique. En réponse à la démission des politiciens, cette nouvelle solidarité des militaires devrait peser dans les nouveaux bouleversements à venir.

MICHEL TATU

L'élection présidentielle en Moldavie

M. Mircea Snegur a été plébiscité

Président en titre et unique candidat, M. Mircea Snegur a été élu, dimanche 8 décembre, président de la Moldavie indépendante par 98 % des votants, selon des résultats qui ne sont pas encore officiels. Malgré les appels au boycottage de l'opposition nationale (pour la réunification avec la Roumanie) et des autorités russophones de l'est de la République (pro-soviétique), la population a massivement voté : le taux de participation a atteint près de 83 %.

KICHINEV

de notre envoyé spécial

Erika et André Marinov sont russes. Mais ils viennent de voter pour le président et unique candidat, M. Mircea Snegur, partisan de « la paix civile et de l'indépendance » de la Moldavie parce qu'ils « habitent

ici », à Kichinev, la capitale, depuis des années. Et que « c'est l'unique voie pour servir de cette impasse », expliquent-ils en se présentant devant le buffet bien garni du bureau de vote. L'impasse, c'est que la Moldavie ne souhaite plus être dans l'union comme le voudraient les Russophones de l'est et les Gagauzes du sud de la République, dont les autorités ont refusé d'organiser le scrutin. L'impasse - qui pourrait mener à la guerre civile - est que la population russe de ce territoire annexé, qui n'a jamais été indépendant, n'est pas prête non plus, surtout les minorités, à la réunification avec la Roumanie voisine. Alors, le candidat de la troisième voie, celle de « l'indépendance » face à Moscou (ce que veulent les Moldaves), mais aussi face à Bucarest (ce qu'exigent les minorités), a fait le plein des voix, bien que le Front populaire, principale organisation politique (nationaliste) ait demandé de ne pas voter.

Malgré les appels au boycottage des médias locaux et la distribution (selon Kichinev) de tracts par télé-

coptère militaire soviétique en Transnistrie, dans la zone majoritairement russophone de l'est de la Moldavie, la forte minorité moldave (40 %) de cette région proclamée « République indépendante » s'est rendue à pied, en bus, en voiture dans les quelques bureaux de vote installés par les autorités moldaves. La « grande nationale » de Transnistrie, dirigée par un général de l'armée soviétique qui l'a équipée de balistiques neuves, gardait « les frontières ». Elle a bloqué une commission électorale, s'est livrée à quelques intimidations.

Mais, négligeant un peu les élections, la garde nationale a préféré contrôler méthodiquement et par la force à l'extérieur, les commissariats de police moldaves de la « République de Transnistrie », ou s'en emparer. « Même des Russes, des Ukrainiens, des Juifs ont voté pour l'intégrité territoriale de la Moldavie », déclarait un responsable moldave dans l'unique bureau de vote de la capitale de Transnistrie, Tiraspol, alors que des Russophones manifestaient devant son bureau contre ces « élections organisées sur notre territoire par une République voisine ». Bref, le parti de rassemblement autour du président Snegur « toute la population » de Moldavie était presque gagné, même si une puissante « garde nationale », fortement armée de matériel soviétique, avait dans le même temps coupé de facto la Moldavie en deux. Le général soviétique Alexandre Elemetchev, venu de Moscou « s'informer » dimanche sur les distributions d'armes, a assuré qu'une « enquête allait être ouverte ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Reconnaissance de l'indépendance de l'Ukraine par la Tchécoslovaquie. - Après la Hongrie et la Pologne, la Tchécoslovaquie est devenue, dimanche 8 décembre, le troisième pays d'Europe centrale à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine. - (AFP.)

Le 6 décembre, M. Gorbatchev disait encore : « C'est moi le centre »

Interrogé, vendredi 6 décembre à Moscou, par Anne Sinclair, pour une émission diffusée dimanche soir, M. Mikhail Gorbatchev est apparu particulièrement résolu et combatif sur les écrans de TF1. S'exprimant donc avant le constat de décès de l'Union soviétique par les Républiques de Biélorussie, de Russie et d'Ukraine, il a crûment affirmé sa foi inébranlable en « l'Union des Etats souverains », excluant de démissionner et d'affirmer au contraire déterminé à se battre contre la désintégration de l'URSS « dangereuse pour toute l'Europe ». Particulièrement résolu, M. Gorbatchev a souligné qu'il utilisait son « propre rôle, sa position et toutes ses possibilités (...) énormes, plus grandes que celles de n'importe quel autre homme politique de ce pays » pour sauver l'Union et la « transformer ».

Consistent des périls, il a tou-

jours avoué qu'en cas d'éclatement de l'Union soviétique « ce qui se passe en Yougoslavie paraîtra une simple plaisanterie ». Tout au long de l'entretien, dans un petit bureau du Kremlin, M. Gorbatchev paraissait étonnamment confiant... Il est même déclaré convaincu de la possibilité de ramener le président indépendantiste ukrainien Leonid Kravtchouk à la raison. Constatant que le récent référendum sur l'indépendance signifiait ipso facto la rupture avec le centre, il a affirmé que la Crimée se dissocierait d'une éventuelle Ukraine indépendante et qu'en conséquence... il conserverait sa détache de Foros, là même où il avait été retenu par les putschistes en août dernier. Paraissant à certains étonner le spectacle d'un développement qui le ramène à cause, dimanche soir, se forcer, le président soviétique a ainsi déclaré : « C'est moi le centre. Il

en est ainsi. Il en restera ainsi (...) parce que je suis sûr que l'Union sera maintenue ».

Avec une égale conviction, il a réaffirmé sa confiance totale dans le président de Russie, Boris Eltsine. Il existe entre nous, a-t-il dit, la « compréhension mutuelle de deux hommes politiques qui assument une grande responsabilité et ont certains du fait que leur coopération est la condition du succès des transformations en cours ».

Déclarant qu'il « partage l'avis de ceux qui pensent que, selon la tradition russe, il faut enterrer le dévoué de Léline » M. Gorbatchev a ajouté, non sans quelque contradiction, qu'il était « résolument opposé à tout transfert de sépulture » (lire page...) la chronique de Pierre Georges.

EUROPE

YUGOSLAVIE : la guerre en Croatie

M. Cyrus Vance exclut dans l'immédiat le déploiement de « casques bleus »

Au terme d'une mission d'une semaine en Yougoslavie, l'ambassadeur de l'ONU, M. Cyrus Vance, a exclu dans l'immédiat le déploiement de « casques bleus » dans le pays, en raison de la poursuite des combats en Croatie. Le 14^e cessez-le-feu, conclu le 24 novembre à Genève, n'a toujours pas été respecté en Croatie, où l'armée serbo-croate a de nouveau bombardé, dimanche 8 décembre, la ville d'Osijek, en Slavonie orientale, tandis que la même armée a affirmé « regretter » le violent bombardement de vendredi contre Dubrovnik, qui a fait dix-huit morts ainsi qu'une soixantaine de blessés et a endommagé le centre historique de la ville.

« Jusqu'à présent, les termes de l'accord de Genève n'ont pas été totalement mis en œuvre, si bien que la mise en place d'une opération de maintien de la paix ne peut pas être envisagée », a déclaré M. Vance. Il a ajouté qu'il lançait un nouvel appel aux parties en conflit pour leur demander de respecter le cessez-le-feu. « Les tirs, les bombardements et les massacres doivent cesser », a-t-il dit. Bien que l'envoi de « casques bleus » ne puisse être envisagé dans l'immédiat, l'ancien secrétaire d'Etat américain a qualifié de « progrès important » l'accord conclu, dimanche, entre les autorités croates et l'armée fédérale en vue de l'évacuation des soldats bloqués dans les casernes de Zagreb. Cet accord pré-

voit le partage entre l'armée et les Croates du matériel et des installations militaires de la région, y compris une usine fabriquant des pièces détachées pour l'armée de l'air, ont déclaré des observateurs de la communauté européenne à Zagreb.

L'ambassadeur de l'ONU, qui a rencontré le président serbe, M. Slobodan Milosevic, le ministre yougoslave de la défense, le général Veljko Kadijevic, et le président croate, M. Franjo Tudjman, a pré-

cisé qu'il s'était mis d'accord avec les belligérants sur les principes du déploiement de « casques bleus », au cas où le cessez-le-feu serait respecté. Selon son entourage, cet accord porte sur les modalités de l'envoi d'une force de l'ONU - effectifs, lieux et rôle, notamment. Les « casques bleus » pourraient se déployer dans certaines zones-clés que les belligérants devraient alors évacuer, nait précisé des diplomates. M. Vance devait quitter lundi la Yougoslavie pour rendre

compte de sa quatrième mission au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, qui fera des recommandations au Conseil de sécurité.

Selon la radio croate, une attaque au lance-roquettes multiples a été déclenchée dans la nuit de samedi à dimanche contre Osijek - bombardée depuis des semaines. Le centre et les faubourgs ont été touchés. Une huitième personne a péri lors d'autres combats. En Slavonie

occidentale, à environ 120 km à l'est de Zagreb, les bombardements et les accrochages avec les forces croates se sont poursuivis sur la plupart des fronts, notamment à Pakrac, Nova Gradiska et Novska, déjà partiellement détruites. Des bombardements ont également été signalés à Sisak, première ligne de défense de Zagreb, à 60 km au sud de la capitale croate, et à Zadar, sur la côte dalmate.

Accalmie, en revanche, à Dubrovnik, où les représentants

du gouvernement croate et de l'armée sont parvenus à un accord local de cessez-le-feu. L'accord prévoit notamment la levée du blocus du port de Dubrovnik, l'armée conservant le droit de fouiller les bâtiments dans le port de Gruz, à l'ouest de la ville. Un accord sur la levée du blocus de l'ensemble des ports de la côte dalmate avait été conclu en milieu de semaine, mais était resté sans effet à Dubrovnik, violemment bombardée vendredi par l'artillerie et la marine fédérales. Au lendemain de cette attaque, l'armée a adressé un télégramme aux autorités croates dans lequel elle affirme « ne pas avoir donné l'ordre » d'attaquer Dubrovnik et où elle assure qu'une enquête a été ouverte pour déterminer les responsabilités de ce « grave incident ». Dans ce message, adressé au ministre croate des affaires maritimes, M. Davorin Rudolf, publié par la presse de Zagreb, l'amiral yougoslave Miodrag Jokic « regrette sincèrement » que la ville ait été bombardée. « Nous n'avons pas donné d'ordre en ce sens et nous n'en avons pas l'intention », écrit l'amiral Jokic. « Le général Kadijevic vous a adressé un message ainsi qu'un observateur européen dans lequel il indique qu'il a ordonné une enquête sur les responsabilités de cet incident. J'espère que vous ferez de même de votre côté », poursuit-il. (AFP, Reuters.)

Selon la commission d'arbitrage de la Conférence de La Haye

La Fédération est « engagée dans un processus de dissolution »

« La République socialiste fédérative de Yougoslavie (RSFY) est engagée dans un processus de dissolution », a conclu la commission d'arbitrage de la conférence pour la paix en Yougoslavie, ajoutant qu'il appartient aux Républiques de régler les problèmes de succession d'Etats pouvant résulter de ce processus, conformément aux principes et aux règles du droit international, en assurant en particulier le respect des droits de l'homme et celui des peuples et minorités.

L'avis de la commission d'arbitrage, présidée par M. Robert Badinter, a été publié, samedi 7 décembre, à la veille de l'ouverture du sommet européen de Maastricht et de la reprise, lundi à La Haye, de la conférence pour la paix, en présence des présidents des six Républiques yougoslaves. La commission considère également qu'il revient aux Républiques qui en manifesteraient la volonté de constituer ensemble une nouvelle association dotée des institutions démocratiques de leur choix.

La commission de cinq membres avait été saisie, le 20 novembre, par lord Carrington, président de la conférence, pour trancher, en droit, entre les positions des parties au conflit yougoslave.

La Serbie, avait signalé lord Carrington, « considère que le fait que des Républiques se soient déclarées indépendantes ou souveraines, aient fait ou fassent sécession de la RSFY, n'affecte pas l'existence de celle-ci ».

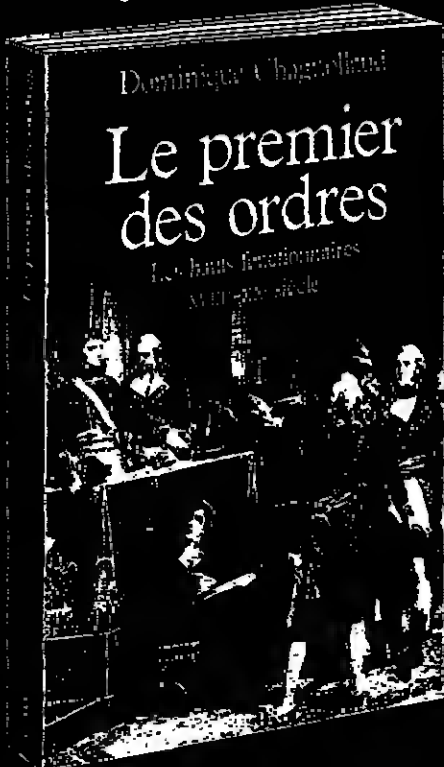
« D'autres Républiques, avait poursuivi lord Carrington, considèrent au contraire qu'il n'est pas question de sécession mais qu'on assiste à la désintégration ou à l'effacement de la RSFY sous l'effet de la volonté convergente d'un certain nombre de Républiques. Elles considèrent que les six Républiques doivent être tenues comme succédant chacune à part entière à la RSFY sans qu'aucune d'entre elles ou groupe quelconque d'entre elles puissent prétendre en être le continuateur. »

■ HONGRIE : décès de György Aczel. - György Aczel, l'un des principaux idéologues de l'ancien régime communiste hongrois, est mort samedi 7 décembre, à l'âge de soixante-quatre ans, a annoncé l'agence MTI. Ex-vice-premier ministre, il était surtout responsable de la politique culturelle. Victime des procès staliniens à la fin des années 40, György Aczel avait été nommé au comité central après l'intervention des troupes soviétiques en 1956. - (AFP.)

■ POLOGNE : M. Balcerowicz dirige le gouvernement intérimaire. - Le nouveau premier ministre polonais, M. Jan Olszewski, a demandé, samedi 7 décembre, à M. Leszek Balcerowicz, l'ancien vice-premier ministre, de prendre la tête d'un cabinet intérimaire jusqu'à la formation d'une nouvelle équipe gouvernementale. La nomination de M. Balcerowicz a surpris car sa politique d'austérité avait été vivement contestée par les partisans du nouveau premier ministre. - (Reuters.)

LES HAUTS FONCTIONNAIRES

Le livre de Dominique Chagnollaud est très remarquable : rempli d'informations utiles, dont beaucoup sont neuves, d'analyses serrées, de synthèses originales.

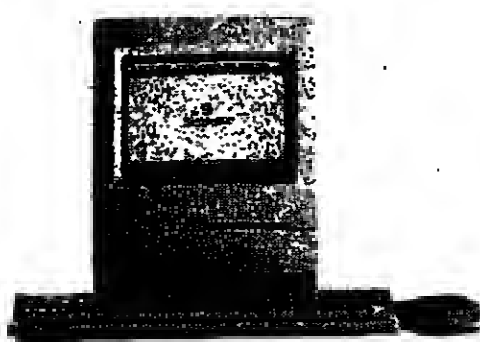


Sur les hauts fonctionnaires d'hier à aujourd'hui, on ne saurait ni mieux ni plus dire : leur origine, leur recrutement, leur formation, leurs mœurs, leur esprit de corps, leurs pouvoirs, officiels et réels, la politisation, le pontouillage, les épurations, tout y est... Une belle étude d'anthropologie sociale et de sociologie historique.

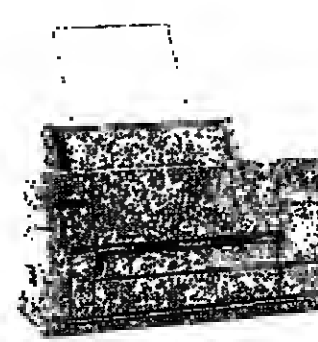
L'Histoire
FAYARD

Cette année, pour les étudiants, c'est Noël du 15 novembre au 31 décembre.

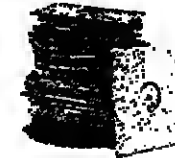
(Pour tous les autres, cette année encore Noël tombe le 25 décembre.)



Macintosh Classic 2/40 ou 4/40



Imprimante StyleWriter



De nombreux logiciels

Jusqu'au 31 décembre 1991, c'est Noël pour les étudiants chez les revendeurs agréés Apple. Les étudiants, sur présentation de leur carte, bénéficient de

réductions immédiates sur les Macintosh Classic avec 2 ou 4 mégaoctets de RAM et un disque dur de 40 mégaoctets, sur les imprimantes StyleWriter et sur de

nombreux logiciels. Il suffit de taper 36.14 code Apple pour avoir l'adresse du revendeur le plus proche de chez vous.



AFRIQUE

SÉNÉGAL : un entretien avec le chef de l'Etat à l'ouverture du sommet islamique à Dakar

Le président Abdou Diouf demande à la France d'intervenir militairement au Togo

Il y a urgence au Togo : « Le processus de transition démocratique est en train d'avorter dans des conditions tragiques et c'est quelque chose qui est insoutenable », affirme, dans un entretien accordé au Monde, M. Abdou Diouf, chef de l'Etat sénégalais, qui devait ouvrir, lundi 9 décembre à Dakar, le sixième sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI).

DAKAR

de notre envoyé spécial

Après le putsch militaire à Lomé, il ne paraît pas du tout choquant à un président sénégalais que, dans ce cas d'espèce, la France intervienne militairement au Togo pour rétablir l'ordre démocratique, et ce d'autant plus que la population le réclame. A M. Pierre Joxe, qui assurait récemment que l'on ne peut pas imposer la démocratie à la pointe des baïonnettes, M. Diouf — qui avait applaudi le discours prononcé en juin 1990 à Le Saulx par M. Mitterrand en faveur de la démocratisation en Afrique — réplique avec vigueur : « Quand les baïonnettes veulent ralentir le processus démocratique, on est dans l'impasse. Il faut donc, à son avis, agir très vite et, pour ce faire, le meilleur moyen est d'appeler Paris à la rescousse.

Défections en série

De la France — et de l'Europe en général — M. Diouf attend aussi qu'elle ne limite pas drastiquement les flux migratoires en provenance du Sud. « Je suis contre pareille politique, souligne-t-il, je suis un citoyen du monde et donc pour la libre circulation des biens et des personnes : c'est ma philosophie de base. Même au Sénégal, nous n'imposons à quiconque d'étranger aucune restriction de ce genre. Si donc un pays pauvre comme le nôtre agit ainsi, les pays riches le pourrissent à l'extérieur. Et le président d'appeler de nouveau de ses vœux « le lancement d'un plan Marshall afin de donner à l'Afrique les moyens de son développement ».

Au moment des retrouvailles de la grande famille musulmane (1), M. Diouf se dit « très déçu » de l'absence de plusieurs chefs d'Etat arabes : entre autres, le roi d'Arabie

soudaite, le souverain émirien et le président égyptien. Le chef de l'Etat se dit « d'autant plus surpris que, pour la première fois, l'OCI se réunit en Afrique subsaharienne » et que ces défections de dernière minute peuvent être considérées comme le fruit « d'une attitude concertée des pays arabes ». Méfiance et désintérêt vis-à-vis du continent noir ? « L'Afrique subsaharienne ne manquera pas, en tout cas, de l'interpréter ainsi, note-t-il, quelles que soient les raisons, bonnes ou mauvaises, invoquées par ceux qui manquent à l'appel. »

Fallait-il reporter le sommet de l'OCI à des jours meilleurs, comme l'avait suggéré Hosni M. en invitant la situation née de la guerre du Golfe et l'ouverture des négociations israélo-arabes ? « Il me paraît, au contraire, que cette réunion nous offre l'occasion d'appuyer le mouvement », qui doit conduire à la paix au Proche-Orient, insiste M. Diouf. Il se console de la défection de plusieurs de ses homologues arabes en constatant que « si les pays arabes sont les dépositaires des révélations du saint Coran, ils sont quand même minoritaires au sein de la communauté musulmane ».

Une « bonne » politique

M. Diouf admet qu'il est « prématuré » d'imaginer aujourd'hui « une sorte de réconciliation après les déchirements de la guerre du Golfe ». Mais la chose est possible, « pour peu que l'Irak se montre coopératif et applique toutes les résolutions de l'ONU, que notamment il libère les prisonniers koweïtiens ». « Je vais travailler à cet apaisement avec courage et lucidité », assure le nouveau président en exercice de l'OCI, que plusieurs pays avaient poussé à vain à briser le siège de secrétaire-général des Nations unies.

Au passage, M. Diouf se félicite de l'élection à ce poste de M. Boutros Boutros-Ghali : « Il est très bien. » Demi-victoire pour l'Afrique, puisque ce diplomate égyptien a été préféré au ministre zimbabwéen de l'économie ? « Non, une victoire pour l'Afrique, assure-t-il, qu'il soit blanc ou noir n'est pas important, il est de notre continent. »

Pour M. Diouf, le processus de paix au Proche-Orient est « très important ». A son avis, « les Etats Unis ont tenu leur promesse » de « s'employer, une fois la guerre terminée, à renouer les fils du dialogue israélo-arabe ». « Ils s'attellent à cette tâche avec beaucoup de force et de

conviction et tout homme de bonne volonté doit appuyer leurs efforts. » Il qualifie de « bonne politique » les pressions financières que Washington utilise pour amener Jérusalem à composer, politique à ses yeux bien préférable « au verbalisme, aux anathèmes, aux résolutions dures qui ne servent à rien. »

M. Diouf insiste sur la nécessité de « combattre avec beaucoup d'énergie et de fermeté le terrorisme, cette violence indigne de notre époque ». Les seules mesures de dissuasion qui lui paraissent admissibles dans le cadre d'un Etat de droit sont de nature judiciaire. Le différend qui oppose aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne et à la France,



la Libye, tenue pour responsable des attentats commis contre les avions de la PanAm et d'UTA en 1988 et 1989, ne doit se résoudre que de cette manière-là. Il exclut toute représaille militaire, sans écarter les moyens de pression économiques. « Je demande à voir comment ils seront présentés, dit-il. Il faut éviter de faire le malheur des peuples en voulant punir des dictateurs ou des terroristes. »

Arabes et Noirs

Des pays musulmans comme l'Arabie saoudite, l'Iran ou l'Irak, ne craignent-ils à leur avis « les droits de l'homme » ? M. Diouf s'étonne : « L'Islam est une religion de tolérance, de respect de l'autre, même de celui qui n'a pas la même religion. » Et de se demander : « Comment peut-on soutenir qu'en se basant sur la loi isla-

mique, la charia, il est impossible de promouvoir les droits de l'homme ? » A son avis, « cette erreur d'appréciation » est liée à des pratiques qui, dans certains Etats, ne sont pas conformes à l'Islam.

L'intégrisme ? « Il montre le plus mauvais visage de l'Islam, celui du fanatisme, du sectarisme, de l'oubli de l'homme. Pour ce fidèle d'Allah qui dirige un Etat laïque composé à plus de 85 % de musulmans mais, comme il le précise, de « musulmans sages », il faut lutter « partout à travers le monde » contre cette forme dévoyée du prosélytisme religieux. Et c'est « un peu aussi en tant que président en exercice de l'OCI » que M. Diouf accueillera Jean-Paul II en février à Dakar. Une visite qu'il place « dans le cadre du dialogue islam-chrétien » car, explique-t-il, « nous tous, croyants, nous essayons de promouvoir les valeurs spirituelles fondées sur l'unicité de Dieu et du Bien. »

Reste qu'entre musulmans, selon que l'on est Blanc, Jaune ou Noir, la compréhension, l'entente et la coopération laissent grandement à désirer. « Les Arabes en général devraient considérer davantage les Noirs, note M. Diouf. Il y a là un problème et je ne vais pas jusqu'à employer l'expression de mépris racial. Nous respectons les Arabes plus qu'ils ne nous respectent. Ce sixième sommet de l'OCI en est l'illustration. »

JACQUES DE BARRIN

(1) L'OCI a été créée en mai 1971 en réaction à l'incident criminel, en août 1969, de la mosquée à Aqsa à Jérusalem. Elle groupe quarante-cinq Etats, répartis sur trois continents : l'Europe, l'Afrique et l'Asie; des pays aussi riches que l'Arabie saoudite et aussi pauvres que le Bangladesh, dans lesquels vivent plus d'un milliard de musulmans.

COMORES : deux ministres pris en otage par des étudiants à Dakar. — Des étudiants comoriens à Dakar ont annoncé, dimanche 8 décembre, avoir pris en otage le ministre des Affaires étrangères, M. Saïd Saïd Hachimi, versé à l'hôpital au sommet de l'OCI. Ces étudiants, qui réclament notamment le paiement de leurs bourses impayées depuis dix-neuf mois, déclarent déjà, depuis vendredi, le ministre comorien des Affaires islamiques, l'ambassadeur au Sénégal et neuf autres personnes. — (AFP, Reuters.)

ALGERIE

Neuf rebelles intégristes tués par l'armée près d'El Oued

L'armée algérienne a rapidement mis à exécution, samedi 7 décembre, la décision, annoncée la veille par le ministre de la Défense, le général Khaled Nezzar, d'« éliminer » le groupe islamiste, rendu responsable il y a une semaine, de l'attaque du poste frontalier de Guemmar, dans la région d'El Oued, à la frontière tunisienne.

Lors d'un accrochage meurtrier, la gendarmerie, appuyée par des unités spéciales de l'armée, a annoncé avoir éliminé neuf islamistes du groupe de Tayeb El Afghani, qui s'étaient réfugiés dans les palmiers voisins. La plus grande partie des armes dérobées lors de l'attaque ont été récupérées par les forces de l'ordre. Les recherches, menées avec de grands moyens, se poursuivaient dimanche pour retrouver une vingtaine de fuyards. En outre, 87 personnes ont été arrêtées, dont le maire islamiste de la ville de Guemmar, qui était entré dans la clandestinité en juin dernier lors de l'instauration de l'état de siège et de l'arrestation des dirigeants du Front islamique du salut (FIS). — (AFP.)

Le chef des intégristes tunisiens dément avoir été expulsé. — M. Rachid Ghannouchi, dirigeant du mouvement islamiste tunisien Ennahdha, a confirmé son départ d'Algérie, mais a démenti en avoir été expulsé. Dans une déclaration publiée dimanche 8 décembre par le quotidien algérien El Khabir, M. Ghannouchi a affirmé avoir quitté l'Algérie « avec quelques amis (...) en tout honneur et dignité et sans qu'une décision ait été prise à mon encontre ». (Le Monde du 5 décembre). — (AFP.)

JEAN HÉLÈNE

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Le président Najibullah dénonce les entretiens des moudjahidines à Moscou

M. Najibullah a vivement critiqué, dans un discours prononcé, vendredi 8 décembre, devant le « Parlement » afghan, les pourparlers menés à la mi-novembre à Moscou entre les autorités soviétiques et russes et des délégués des moudjahidines. Le président afghan, mis en place en 1986 par l'ex-URSS, a accusé les rebelles de « s'aligner sur des forces extrémistes » au lieu de privilégier le dialogue entre « frères afghans » dans le cadre de la politique de « réconciliation nationale » qu'il propose depuis 1987. Cinq des sept groupes musulmans sunnites basés au Pakistan — dont le plus important et le plus « dur », le Hezb-e-Islami — sont désormais d'accord pour discuter avec Moscou. S'exprimant samedi à la télévision pakistanaise, le ministre de l'Information du gouvernement en exil des moudjahidines, M. Najibullah Laifia, a par ailleurs adjuré les pays occidentaux de ne pas redouter le « fondamentalisme islamique ». L'Afghanistan d'après-Najibullah aura des relations « tout à fait normales » avec le reste du monde, a-t-il assuré. — (AFP.)

ALBANIE

Mesures d'urgence contre les émeutes de la faim

La police albanaise a reçu ordre, dimanche 8 décembre, de tirer à vue pour tenter d'arrêter les troubles qui se multiplient dans le pays en raison des pénuries alimentaires. Ainsi, à Lec, au nord-ouest de Tirane, la mort d'un policier et d'un civil lors d'une émeute de la faim n'a pas empêché que continuent les attaques contre des magasins et des entrepôts. A Reschen, dans le nord du pays, des attaques contre les magasins ont été repoussées par les forces de l'ordre. Dans la capitale, où les coupures de courant sont fréquentes en raison du manque de carburant, l'armée a pris en charge la distribution de pain et la police escortait les camionnettes des boulangers.

Ces émeutes de la faim ont encore aggravé la crise politique du pays. Le premier ministre, M. Ylli Bufi, qui avait démissionné, vendredi 6 décembre, a déclaré qu'il restait provisoirement en fonction jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement. Devant la gravité de la situation économique et sociale, certains dirigeants du Parti démocratique ont critiqué le retrait des démocrates de la coalition au pouvoir, décidé par le président du parti, M. Sali Berisha (le Monde du 8-9 décembre). — (Reuters, AFP.)

ÉTATS-UNIS

Victoire des partisans d'un statut d'Etat à part entière pour Porto-Rico

Les partisans d'un statut d'Etat américain à part entière pour Porto-Rico ont remporté dimanche 8 décembre une victoire dans un référendum symbolique sur l'avenir des relations de l'île avec les Etats-Unis. Les Portoricains ont rejeté par 52,3 % des voix contre 45,6 %, selon les résultats portant sur le dépouillement de 86 % des bulletins, un texte de loi prévoyant que tout vote sur le statut de l'île, actuellement Etat libre associé aux Etats-Unis, comporterait trois choix : maintien du statut actuel, indépendance ou Etat américain.

L'adoption de ce texte aurait interdit à M. Pedro Rossello, dirigeant du Nouveau parti progressiste (NPP) favorable au statut d'Etat américain à part entière, d'organiser, s'il était élu gouverneur en novembre 1992, un référendum sur cette question, en proposant simplement aux électeurs de répondre par oui ou par non. Les Portoricains sont citoyens américains. Ils élisent leur gouverneur et leurs représentants. Ils ne peuvent pas voter lors de l'élection présidentielle américaine, à moins de résider aux Etats-Unis. — (AFP.)

HAÏTI

Le médiateur de l'OEA obtient un début de négociations

Au terme d'une mission de quarante-huit heures à Port-au-Prince, le médiateur de l'Organisation des Etats américains (OEA), M. Augusto Ramirez Ocampo, a fait état, samedi 7 décembre, d'un « consensus » entre le pouvoir en place depuis le coup d'Etat du 30 septembre et le président renversé, Jean-Bertrand Aristide « pour qu'un nouveau premier ministre soit choisi », tel que prévu par la Constitution. L'ancien ministre colombien des Affaires étrangères a estimé que, « pour la première fois, des négociations actives ont pu commencer » autour des noms de possibles nouveaux premiers ministres, bien que ceux proposés par le père Aristide aient tous été refusés par le Sénat. M. Ramirez Ocampo a par ailleurs pu persuader le gouvernement provisoire haïtien de laisser partir avec lui M. Marie-Laurence Lassèque, ministre de l'Information du président Aristide, qui était réfugiée à l'ambassade de France. (AFP, Reuters.)

MEXIQUE

Destitution d'un général impliqué dans une affaire de drogue

Le ministre mexicain de la Défense a annoncé, samedi 7 décembre, la destitution du général de division Alfredo Moran, impliqué avec plusieurs de ses hommes dans la mort de sept agents de la police fédérale antidrogue. Cette décision est intervenue au lendemain de la publication d'un rapport de la Commission nationale des droits de l'homme sur cette affaire. Les agents fédéraux, qui s'étaient pourtant identifiés, ont été tués, le 7 novembre dernier, par des soldats, au moment où ils s'apprêtaient à intercepter un petit avion de narcotraffiquants colombiens, sur la piste d'atterrissage de Tlalcoyacan, dans l'Etat de Veracruz (ouest du Mexique). Le procureur de la justice militaire a été chargé d'examiner les preuves et recommandations de la Commission. — (AFP.)

ROUMANIE

Forte abstention lors du référendum sur la Constitution

Près de 40 % des Roumains ont boudé les urnes, dimanche 8 décembre, lors du référendum sur la nouvelle Constitution qui vise à faire de la Roumanie une République présidentielle pluraliste. En dépit des appels au civisme du président Ion Iliescu, 61 % des seize millions d'électeurs seulement ont voté.

La relative désaffection de l'électorat s'explique par le fait que les Roumains, dans leur ensemble, considèrent l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution comme un fait accompli. Les électeurs devaient simplement choisir de répondre oui ou non au projet de loi fondamentale adoptée le mois dernier par le Parlement de Bucarest. La plupart des députés de l'opposition avaient rejeté ce projet. Leurs partis n'ont pas donné de consignes pour le référendum de dimanche. Les résultats complets devraient être connus en fin de semaine. — (Reuters.)

SOMALIE : plus de 3 000 morts, 7 000 blessés
Les combats entre factions rivales risquent de durer longtemps

Les combats qui ont éclaté à la mi-novembre entre deux factions du clan somalien des Hawiyyes ne semblent pas près de s'arrêter. Les partisans du général Mohamed Farah Aidid sont bien armés et mieux entraînés que leurs adversaires, qui soutiennent le président par intérim Ali Mahdi. Mais ces derniers sont plus nombreux et ont l'avantage de se battre sur leur territoire. « Tout cela peut durer encore longtemps... » La réflexion désabusée d'un infirmier de retour de Mogadiscio fait l'unanimité dans les organisations humanitaires basées à Nairobi.

NAIROBI

correspondance

Aujourd'hui, le nombre de tués s'élève, selon les organisations humanitaires, à plus de 3 000, et celui des blessés à 7 000. Les combats, qui ont repris le 17 novembre,

empêchent les organisations humanitaires de fournir régulièrement les hôpitaux en médicaments et en nourriture. Dans la partie nord de Mogadiscio, tenue par les Abgals, principal soutien de M. Ali Mahdi, il n'y a pas un seul hôpital. Des maisons particulières ont été réquisitionnées et servent d'unités de soins aux médecins somaliens, qui opèrent à leur sol ou sur des tables de cuisine.

« J'ai vu arriver des blessés toutes les heures », affirme Stefania Pace, responsable du CISP, une organisation non gouvernementale italienne qui fournit une aide d'urgence en médicaments par le biais de petits avions, les seuls à pouvoir se poser sur l'unique piste d'atterrissage du nord de Mogadiscio. « Beaucoup de femmes et d'enfants sont touchés par les bombardements », poursuit-elle.

Règlements de comptes

Depuis quelques jours, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a installé une équipe chirurgicale dans les quartiers nord. « La ligne de démarcation devient trop risquée à franchir », explique Peter Stocker, responsable de l'organisation pour la Somalie. Même les déplacements à l'intérieur de chaque zone sont dangereux et de nombreux blessés civils restent bloqués dans leurs maisons, incapables d'atteindre un hôpital.

La situation est plus grave qu'en janvier 1991, quand les rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (CSU) avaient chassé le président Syad Barre de la capitale après un mois de combats acharnés. Aujourd'hui, le général Aidid,

ancien ambassadeur de M. Syad Barre en Inde, semble déterminé à renverser le président par intérim. Le CSU, qui l'avait nommé président du mouvement il y a six mois, n'a pas réussi à calmer ses ambitions.

Le général, excellent chef de guerre, doit faire face non seulement à la résistance des Abgals, qui combattent le dos au mur, mais aussi à ceux qui ne veulent plus de militaires à la tête du pays. « Un général qui prend le pouvoir en profitant des élections dans six mois, on a déjà vu ça avec Syad Barre ! », s'écrit un jeune Somalien réfugié à Nairobi. Pour les observateurs, même si M. Aidid réussit, les affrontements continueront, car les Abgals « n'accepteront jamais sa domination ». En revanche, « s'il est éliminé », affirme un autre réfugié, « son armée, qui n'est contrôlée pas entièrement, se scindera en bandes de pillards ».

Pour le moment, les autres clans somaliens évitent de se mêler à ce règlement de comptes. Le général Aidid aurait gardé de bonnes relations avec le colonel Omar Cheiss (Ogadeni) qui contrôle Kisimayo, dans le sud, mais s'est attiré la haine d'une bonne partie des Majertines (nord-est du pays), qui l'accusent d'avoir relancé les affrontements tribaux à Galedio en février dernier. Quant aux dirigeants du Somaliland — à dominante isaaq —, pour autant qu'ils s'intéressent à cette « guerre de sukkistes », ils donnent leur préférence au président du CSU.

INSTITUT
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
Tome II
LES MOISONS DE LA FRANCE
Lettre de la France aux pays étrangers
Renseignements, données des 42 pays d'expression française. Droit de la mer : les zones maritimes sont les des prérogatives « territoriales » des Etats riverains. France : 2^e domaine territorial mondial. Structures des Etats d'expression française : résumés, les 101 Etats, la zone franc, confédération Franco-africaine (140 millions), ACTV (140 millions) ou la puissance OCEAN (140 millions de la zone franc) : 45 millions, 200 p., 10 F.
Prix de vente : 10 F.
MARTINOT DE PREUIL
39500 NUEL-SUR-LAYON
Téléphone 0477 10 21 - 10 22 - 10 23 - 10 24

ADMISSIONS sur DEUG, LICENCE ou MAÎTRISE
HEC-ESCP-ESC
ESSEC-ESCP
ESCIENES-PO
CFPA
ipesup
LA PRÉPARATION AU SUCCÈS
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE
16-18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris - Tél : (1) 43 25 63 30

PROCHE-ORIENT

Avant la reprise des négociations de paix à Washington

Le gouvernement israélien a approuvé l'installation de colons dans un quartier arabe de Jérusalem

Quarante-huit heures avant la reprise, mardi 10 décembre, des négociations bilatérales israélo-arabes à Washington, le gouvernement israélien a approuvé, dimanche, l'installation de colons juifs dans des maisons du quartier arabe de Silwan à Jérusalem.

La police de Jérusalem a été placée en état d'alerte de crainte d'une réaction violente de la population palestinienne de Silwan et à cause du risque de manifestations à Jérusalem-est, le 9 décembre, pour le quatrième anniversaire du déclenchement de l'intifada. A partir de lundi matin et jusqu'à nouvel ordre, la ville de Jérusalem est interdite d'accès aux habitants arabes des terri-

toires occupées. La quatrième année de l'intifada a fait moins de victimes que les années précédentes, mais les «droits de l'homme dans les territoires occupés continuent à être violés extensivement», affirme le rapport annuel de l'organisation humanitaire israélienne Betsalel. Selon ce rapport, du 9 décembre 1990 au 31 octobre 1991, 91 Palestiniens ont été tués par les forces de sécurité,

contre 126 pendant la troisième année, 300 la deuxième et 284 la première. En 1991, 23 Israéliens ont été tués en Israël ou dans les territoires occupés, dont 17 civils. Enfin, durant la quatrième année, 17 261 Palestiniens ont été arrêtés. A ce sujet, Betsalel affirme que la torture est employée de manière «routinière et systématique pendant les interrogatoires». Toujours selon Betsalel, un tiers des 91 Palestiniens tués cette année par les troupes israéliennes ont été assassinés par des soldats se faisant passer pour des Arabes, un chiffre en augmentation par rapport aux années précédentes.

Selon le «New York Times»

Israël a vendu des armes américaines à l'Iran avec l'accord de Washington

C'est avec l'accord de Washington qu'Israël a vendu à l'Iran pour plusieurs millions de dollars d'armes, pièces détachées et munitions américaines, peu après l'arrivée au pouvoir du président Ronald Reagan (1981), a révélé dimanche 8 décembre le New York Times.

Une campagne menée dans le monde entier par le gouvernement américain pour faire cesser toute vente d'armes à l'Iran.

Le secrétaire d'Etat américain James Baker a refusé de confirmer ces informations mais a laissé entendre dimanche que les Etats-Unis avaient fait «une faveur» à Israël en lui laissant vendre des armes à l'Iran en 1981-1982. Israël ne cachait pas à l'époque ses livraisons d'armes à l'Iran mais l'enquête du New York Times est la première à affirmer qu'il le faisait avec l'accord explicite des Etats-Unis. — (AFP)

Nouvelles difficultés

A Washington, Israël a laissé planer un doute, dimanche, sur la reprise des négociations bilatérales prévues pour le 10 décembre. Dès son arrivée dimanche dans la capitale fédérale, M. Elia Kim Rubinstein, chargé des négociations avec Jordaniens et Palestiniens, a évoqué le problème de la division de la délégation conjointe jordanienne-palestinienne. Selon la presse israélienne, le gouvernement de Jérusalem a annoncé son refus de voir la délégation palestinienne se scinder en deux groupes distincts. Maariv affirme que l'Etat hébreu reproche aux Etats-Unis d'avoir préparé des locaux séparés pour les Jordaniens et les Palestiniens. «Ce nouvel obstacle menace la reprise des discussions bilatérales», souligne le quotidien. — (AFP, Reuters)

LIBYE

Tripoli annonce l'ouverture du procès des auteurs présumés de l'attentat de Lockerbie

Le procès des deux agents libyens, accusés par les autorités américaines et britanniques d'être responsables de l'attentat contre un avion de la PanAm au-dessus de Lockerbie (Ecosse) en 1988, a commencé, dimanche 8 décembre, à Tripoli, a annoncé le ministre libyen de l'information.

Au cours d'une conférence de presse, un conseiller à la Cour suprême, chargé d'instruire le dossier, a affirmé, dimanche, que la loi libyenne prévoit la peine de mort au cas où les deux suspects seraient reconnus coupables. Le ministre

libyen des affaires étrangères, M. Ibrahim Mohamed Bechari, a, dans le même temps, réaffirmé qu'il était hors de question de céder aux exigences d'extradition de Londres et de Washington.

En réaction, un porte-parole du Foreign Office a affirmé qu'il était «totalement inacceptable que les auteurs libyens soient à la fois jugés, jurés, accusés et accusés». Il a déclaré : «Notre position n'a pas changé, nous voulons que justice soit faite lors d'un procès équitable et impartial» en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis. — (AFP, AP, Reuters)

IRAK

Des Kurdes appellent à une nouvelle intervention alliée

Dans une déclaration faite dimanche 8 décembre au journal arabe Hayat paru à Londres, le chef du parti de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), M. Jalal Talabani, a appelé à une nouvelle intervention des forces alliées dans le nord de l'Irak pour permettre à 200 000 Kurdes déplacés de regagner leurs villages.

Après la fin de la guerre du Golfe, en février dernier, ces forces avaient mené dans le nord de l'Irak une vaste opération, baptisée «Provide comfort», pour venir en aide à des centaines de milliers de Kurdes fuyant la répression de l'armée de Bagdad. Le

nouvel exode de la population kurde a été provoqué, selon une source de l'ONU à Bagdad, par des «insultations» de l'armée irakienne à la mi-novembre contre des hameaux dans les environs d'Erbil et de Souleymanieh.

Par ailleurs, M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui a eu récemment des entretiens à Bagdad, a assuré que les dirigeants irakiens étaient prêts à lever le blocus économique des villes kurdes «si nous pouvons garantir que leurs représentants ne seront pas agressés ou humiliés lorsqu'ils viendront au Kurdistan». — (AFP)

Torture «systématique» selon Betsalel

Cette décision illustre la détermination des autorités de ne pas céder sur la question de la colonisation, particulièrement à Jérusalem-Est annexée par l'Etat hébreu. Elle intervient juste après l'annonce de la transformation future d'un camp militaire en une implantation civile près de Naplouse (Cisjordanie occupée).

EN BREF

■ ARABIE SAOUDITE : deux voleurs soupçonnés d'une main. — Selon le quotidien Arab News, un Yéménite et un Saoudien, reconnus coupables du vol d'un coffre-fort, ont été amputés de la main droite, conformément à la charia (loi coranique), vendredi 6 décembre, à Djeddah. — (AFP)

■ IRAN : neuf pendaisons. — Neuf personnes condamnées par un tribunal islamique pour avoir «troublé l'ordre public», ont été pendues, samedi 7 décembre, à Zahedan, chef-lieu de la province du Sistan-Balouchistan, dans le sud-est de l'Iran. Les neuf condamnés pouvaient avoir participé à des affrontements avec la police lors des troubles qui ont éclaté, en novembre, à travers le pays, à la suite de graves pénuries. — (AFP, AP)

■ COLOMBIE : sept morts dans des accrochages avec la guérilla. — Quatre guérilleros des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) ont été tués, dimanche 8 décembre, par un bataillon de l'armée régulière, au terme d'un bref affrontement dans le sud du pays, 400 après de sources militaires. En guise de représailles, des membres des FARC et des guérilleros de l'Armée de libération nationale (ELN) ont abattu deux auxiliaires civils de l'armée et un agriculteur, respectivement dans l'est et le sud-ouest du pays, selon les mêmes sources. — (AFP)

■ ETATS-UNIS : M. Bob Lanier élu maire de Houston. — Le riche promoteur Bob Lanier a remporté samedi 7 décembre l'élection à la mairie de Houston (Texas) devant son adversaire M. Sylvester Turner, un législateur noir. Après dévouement de

99 % des bulletins, M. Lanier, soixante-six ans, a obtenu 53,8 % des suffrages contre 46,2 % pour M. Turner, trente-sept ans. Houston est la quatrième ville des Etats-Unis par sa population. — (AP)

■ GUATEMALA : nomination d'un nouveau ministre de la défense. — Le général José Domingo García a été nommé, samedi 7 décembre, ministre de la défense et chef de l'état-major de l'armée, en remplacement respectivement des généraux Luis Enrique Mendoza et Edgar Godoy, dans le cadre d'une «réorganisation militaire», a annoncé le président Jorge Serrano. Le général García est l'un des militaires qui participent aux négociations de paix ouvertes avec la guérilla du Guatemala en avril dernier. — (AFP)

■ SALVADOR : manifestation de la droite. — Des dizaines de milliers de personnes ont défilé, dimanche 8 décembre, dans les rues de San Salvador, à l'appel de l'Alliance républicaine nationale (ARENA, droite, au pouvoir) et des milieux d'affaires pour manifester leur soutien à «la paix ainsi qu'aux forces armées» et protester contre «les ingérences étrangères». Le vice-président Francisco Morón, personnalité en vue de l'ARENA, a estimé que le Salvador «ne pouvait se prêter aux jeux des intérêts internationaux», après que le secrétaire général de l'ONU eut invité le gouvernement et la guérilla à venir négocier à New York, afin qu'un accord de cesse-le-feu puisse être conclu avant la fin du mandat de M. Pérez de Cuellar, fin décembre. — (Reuters)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



MERCI À NOS
70 153 NOUVEAUX
ACTIONNAIRES
POUR LEUR
CLAIRVOYANCE.

L'introduction en bourse
du Crédit local de France est une réussite.
Toutes les actions mises en vente ont été souscrites.
Nous sommes fiers de la confiance
qui nous a été témoignée, en France et à l'étranger.

Fort de notre compétence ainsi reconnue,
nous allons poursuivre notre croissance avec vigueur, tout
en participant à l'amélioration du cadre de vie des Français.



CRÉDIT LOCAL DE FRANCE
LE BANQUIER DE VOTRE VILLE

IUA
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

■ Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :

M.B.A. en Management International

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

IUA
SAN FRANCISCO

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asia d'Asie C. et HONG KONG

ADMISSIONS
DEUG, LICENCE
OU MAÎTRISE

peso

LIBERTÉ POUR AUNG SAN SUU KYI PRIX NOBEL DE LA PAIX 1991

AUNG SAN SUU KYI, dirigeante d'une opposition démocratique birmane, est détenue depuis plus de deux ans par la junte militaire de son pays, en résidence surveillée et au secret. Elle est fidèle au principe gandhien de la non-violence et, en 1990, son parti a obtenu 82% des voix aux élections libres. La dictature a annulé le choix du peuple en se maintenant au pouvoir. Le régime veut imposer à Aung San Suu Kyi un exil qui la priverait de sa terre et de sa capacité d'agir avec son peuple. Il la séquestre à son domicile, sans aucune possibilité de communication. Elle refuse de céder à ce chantage et, "indomptable", elle poursuit sa lutte par la résistance. Elle aurait commencé, en octobre, une grève de la faim qui mettrait sa vie en danger.

"D'où qu'il vienne, d'Europe centrale, de Russie, d'Afrique ou d'Asie, le cri de liberté porte partout le même message : tous les peuples ont droit à la dignité et à l'espoir", écrit Vaclav Havel, qui a proposé la candidature d'Aung San Suu Kyi pour le Prix Nobel de la Paix 1991.

Le jury d'Oslo a exprimé le soutien de la communauté internationale à la lutte pour la démocratie en Birmanie.

Nous appelons les démocrates, hommes et femmes,
à exiger la libération sans condition
d'AUNG SAN SUU KYI
et des prisonniers politiques birmanes.

ALLIANCE DES FEMMES POUR LA DÉMOCRATIE
PRÉSIDENTE : ANTOINETTE FOQUEE

Nous avons déjà recueilli plusieurs milliers de signatures, parmi lesquelles : Catherine ABET, Anouk AMÉE, Janine ALEXANDRE-DEBRAY, Jacques ALMIRA, Nadia AMIRI, Irène AMIC, Lucie AUBRAC, Stéphane AUDRAN, Séverine AUFFRET, Gae AULENTI, Agnès B., Elisabeth BADINTER, Marie-Christine BARRAULT, Sophie BASSOULS, Delphine BATHO, John BATHO, Pierre BERCIS, Anne-Marie BERETTA, Pierre BERGE, Jacques-Georges BITOUN, Maria Luisa BOCCIA, Richard BOHRINGER, Sylvie BOISSONNAS, Sylvina BOISSONNAS, Illyette BOUDJEMA, Carole BOUQUET, Jacqueline BRISSE, Gilles BRÜCKER, Aina, Dominique et Eglée de BURE, Simon BURSTEIN, Claudie CACHARD, Jean CARBONARE, Nicole CASANOVA, Jean-Charles de CASTELBAJAC, Maria CASARES, CÉSAR, Jean CHALON, Madeleine CHAPSAL, Janine CHASSEGUET-SMIRGEL, Andrée CHÉDID, Yvonne CHOQUET BRUHAT, Hélène CIXOUS, Aurèle CLÉMENT, Annie COHEN, Stefan COLLIGNON, Gilbert COLLARD, Marie-Françoise COLOMBANI, Michelle COQUILLAT, Antoine COREL, Maria CUTRUFELLI, Josette DALL'AVA, Dan WALKER, Jean-Louis DAVID, Régine DEFORGES, Michel DEGUY, Francine DEMICHEL, Catherine DENEUE, Jacques DERRIDA, Dominique DESANTI, Jean-Toussaint DESANTI, Harlem DÉSIR, Marcelle DEVEAUD, Arielle DOMBASLE, Nicole DROMARD, Alain DUALLT, Anne-Marie DUMAS, Françoise DUROUX, Claude DU GRANIT, Marguerite DURAS, Claudette ELEINI, Naoual EL SAADAOUI, Claude EVIN, Françoise EVIN, Françoise FABIEN, Haydée FAIMBERG, Michel FARCY, Gianfranco FERRÉ, Edwige FEUILLER, Lucette FINAS, Danièle ELIS, Viviane FORRESTER, Franca FOSSATI, Irène FRAUN, Gisèle FREUND, Denise FUCHS, Françoise GAILLARD, Michèle GARABEDIAN, Nicole GARCIA, Jean-Paul GAULTIER, Mme GAUTIER-BESNARD, François GEZE, Dominique GIACCHI, Paul GIANNOLI, Michel GILLBERT, Christophe GIRARD, Piér GIRARD, Ann-Gisel GLASS, Agathe GODARD, Bettina GRAZIANI, Juliette GRÉCO, Didier GROSPIRON, Benoîte GROUT, Marie-Claude GRUMBACH, Bela GRUNBERGER, France GUBLIN, Guilaine GUIDÉ, Paul GUIMARD, Monique HEROLD, Isabelle HUPPERT, Dominique ISSERMANN, Sylvie JAN, Marie-Claude KOSKAS, Christian LACROIX, Françoise LACROIX, Brigitte LANGEVIN, Catherine LARDEUR, Annie LECLERC, Anne CHABROL, Gérard LEFORT, Jacques LEBOVITCH, Eugénie LEMOINE-LUCCIONI, Laura LEPETIT, Monique LE PELLEY FONTENY, Pierre LE TIAN, Frédérique LORCA, Emile MALET, Michèle MANCEAUX, Françoise MARECHAL, Joyce Mc DOUGALL, Albert MEIMI, Susy MENKES, Florence de MÉRÉDIEU, Daniel MESGUICH, Noëlle MEYER, Judith MILLER, Kate MILLET, Marianne MILLIES-LACROIX, Stevan MILOVANOVIC, Alain MINC, Sophie MINC, Bernard MINORET, Ariane MNOUCHKINE, Luc MONTAGNIÉ, Claude MONTANA, Michèle MONTRELAY, Jeanne MOREAU, Alice MORGAIN, Michèle MORGAN, Robin MORGAN, Frédérique MORY, Nicole MUCHNIK, Catherine MURCIER, Adele NUNZIANTO CESARO, Michel ORSINI, Aline PAILLER, Véronique de PANAFIEU, Christiane PAPON, Eliane PERASSO, Anne-Marie PERIER, Annie PERONNET, Charlotte PERRIAND, Huy Duong PHAN, Michel PICCOLI, Jean PIERRE-BLOCH, Daniele PIRELLI, Evelyn PISIER, Marie-France PISIER, Pier-Luigi PIZZI, Pierrette POMPON, Anne PONS, Paco RABANNE, Michèle RAMOND, Danièle RANCHIERE, Jacques RANCHIERE, Ariel de RAVENEL, Denise RENÉ, Michel REVAULT D'ALLONNES, Bettina RHEIMS, Mariella RICHINI, Christine RIGOLLET, Catherine RIHOIT, Emmanuelle RIVA, Claire ROBERTI, Chantal ROOS, Federica ROSSI GASPARI, Stella ROZAN, Simone ROZES, Eve RUGGIERI, Nathalie RYKIEL, Sonia RYKIEL, Catherine SALMONA, Pauline SALMONA, Janie SAMET, Dominique SAURET, Irène SCHAVELZON, Laurent SCHWARTZ, Marie-Hélène SCHWARTZ, André SCHWARTZ-BART, Simone SCHWARTZ-BART, Maren SELL, Claude SÉRILLON, Dominique SIGAUD, Irène SILVAGNI, Albertina SIZULU, Dominique STEIN, Heather STODDART, Judith STORA, Anne SYLVESTRE, Jean TAITTINGER, Adèle TAMBO, Angelo TARLAZZI, Bertrand TAVERNIER, André TECHINÉ, Muriel TREVES, Hélène de TURCKHEIM, Catherine VALABREGUE, Jacqueline VALENSI, François VALÉRY, François-Xavier VERSCHAVE, Pierre VIDAL-NAQUET, Francine VORMESE, Téri WEHLM-DAMISCH, Carole WEISWEILLER, François XENAKIS, Françoise XENAKIS, Anne ZELINSKI, Nicole ZINN-JUSTIN, Françoise ZONABEND, ...

Se sont associés à cet appel : FRANCE-BIRMANIE, ad 89, ASSOCIATION DROITS DES ENFANTS ENLEVÉS, ASSOCIATION FRANÇAISE DES FEMMES MÉDECINS, BAGDAD-CAFÉ, CINADE, COLLECTIF DE PRATIQUE ET DE RÉFLEXION FÉMINISTE RUPTURES, EMAN, ENFANCE ET PARTAGE, FEMMES ACTIVES AU ROYER PARIS-ILE DE FRANCE, FÉDÉRATION CASALINGUE, FEMMES-IRAN, GRAP DE SEL, HAUTE AIDE AUX FEMMES BATTUES, LIGUE INTERNATIONALE DES FEMMES POUR LA PAIX ET LA LIBERTÉ - SECTION FRANÇAISE, MÉDECINS DU MONDE, MIRAP, NANAS-BEURES, NOUVEAUX DROITS DE L'HOMME, ORGANISATION MONDIALE DE LA SOLIDARITÉ DES FEMMES IRAINIENNES, REDAIONE IL MANIFESTO (ROMA), SOLMA, SURVIE, UNION DES FEMMES FRANÇAISES, VIEF-SOS FEMMES, WIZO

ALLIANCE DES FEMMES POUR LA DÉMOCRATIE
5 RUE DE LILLE - 75007 PARIS - TEL : 45 48 83 80

PROCHE-ORIENT

Itzhak Shamir, implacable résistant

Comme le montre sa biographie, le premier ministre israélien, qui tient tête aux Arabes et aux Américains, est un lutteur impénitent et mystérieux...

Quand il était adolescent, en Pologne au début des années 30, Itzhak Shamir avait un rêve : conquérir le pays d'Israël et établir un État juif, de la Méditerranée jusqu'au désert, sur les deux rives du Jourdain. Ce rêve du « Grand Israël », rien, mais alors rien de rien, n'indique que le premier ministre y a renoncé. Intransigeance et pragmatisme, c'est avec ce curieux mélange, allié à une ruse et à une détermination sans faille, que l'ancien terroriste du groupe Stern conduit en résolvant son gouvernement vers la table des négociations avec les Arabes.

Comment croire que ce petit diable d'homme, qui s'est abstenu de voter les accords de Camp David pour la paix avec l'Égypte, pourrait renoncer à ses rêves ? Comment croire que cet ombrageux nationaliste, qui ne manque pas une occasion de rappeler qu'il n'y a « pas place pour deux États » sur la terre sacrée d'« Eretz Israël », pourrait, au soir de sa vie, accepter le nationalisme des autres ? Incertaine ou évidente, selon que l'on a une vision optimiste de l'histoire ou comme Itzhak Shamir — profondément pessimiste — la réponse à cette question se trouve, en partie, dans l'extraordinaire capacité à métamorphoser d'un homme qui n'a jamais cessé de déjouer les pronostics.

« Cruel envers les autres et lui-même »

Une longue enquête que Charles Enderlin, correspondant d'Antenne 2 en Israël, vient de consacrer au dernier des grands dirigeants de la politique israélienne (1) en fait l'inventaire. « Itzhak Shamir, est-il précisé dans l'introduction du livre, est le dernier représentant des dirigeants d'Israël, formés par la lutte pour la création de l'État. » C'est effectivement son seul point commun avec les David Ben Gourion, Golda Meir, Levy Eshkol, Menahem Begin et autres grands personnages qui ont fait Israël.

Pour le reste, rien à faire. L'étrange petit homme à la moustache et aux sourcils broussaillés, qui, de Weizmann, Weizmann, en héritant, et l'avenir du Proche-Orient entre ses mains peut bien multiplier les sourires et même, à l'occasion, laisser percer des éclairs de tendresse dans son regard sombre, il garde toujours, immanquablement, ce côté « épélingueur » qui fascine tant les uns et effraie si fort les autres. Ses traits, ses principes, ses goûts, ses goûts d'acier, sauté de fer et passé de plomb, Itzhak Shamir est un pouvoir depuis huit ans et personne ne sait rien de lui. Peu loquace, discret, secret, l'homme que ses anciens camarades de clandestinité avaient jadis baptisé « le moine funéraire », se complait dans l'obscur, la couleuvre et le non-dit.

Son enfance en Pologne, ses activités au groupe Stern, sa carrière au Mossad, sa vertigineuse ascension politique, tout est un peu mystérieux dans la vie de cet homme sans charisme et pourtant doté des signes « Petite taille, large épaule, forte mâchoire, une grande tête disproportionnée par rapport au reste du corps, des sourcils si épais qu'ils se chevauchent à la chevelure. » Voilà le portrait du premier ministre d'Israël hrosé par Nathan Yelín Mor, l'ancien patron du groupe Stern, le chef politique d'Itzhak Shamir dans sa jeunesse extrémiste. Pas de quoi séduire les foules, on en conviendra.

L'ouvrage de Charles Enderlin se lit un peu comme un rapport de police, avec faits de guerre, règlements de comptes, assassinats, attentats sanglants, arrestations et évènements à tous les étages. Des enquêtes réalisées autour de lui, il ressort d'abord que l'homme n'est pas tendre. « Il peut se montrer implacable », note dans son *Histoire de la droite israélienne*, Marius Schattner, spécialiste de la politique israélienne au bureau de l'Agence France-Presse à Jérusalem (2). « Dans une large mesure, l'enseignement de Yelín Mor, qui finira sa vie aussi politiquement éloigné que possible de Shamir, c'est à dire dans la peau d'un sympathisant communiste, « il a renforcé notre mouvement par sa volonté, sa cruauté ». Non que celui qui allait devenir, à vingt-sept ans, le patron du service actif du groupe Stern ait été « dépourvu de sentiment », mais, simplement, « pour la cause », il avait « été cruel, aussi bien envers les autres qu'envers lui-même ».

En clair, « ancien » violent, l'énigmatique Shamir serait aujourd'hui toujours aussi dur à la tâche et résistant. Pas étonnant que George Bush le déteste cordialement, que François Mitterrand l'apprécie peu et que, d'une façon

générale, les puissants de la planète préfèrent encore passer deux heures en tête-à-tête avec Margaret Thatcher plutôt que de goûter, même brièvement et à plusieurs, la compagnie du premier ministre d'Israël.

Quand il entamera, sans trop y croire, sa première campagne politique, vers 1970 — il avait cinquante-cinq ans ! — Itzhak Shamir sera jugé si peu avenant par les hiérarques de son parti — le Herout, ancêtre du Likoud — qu'ils lui interdiront quasiment de se montrer, d'accorder des interviews, voire d'embrasser les enfants... Vingt ans après, il est toujours là, député régulièrement réélu et chef incontesté de la droite la plus dure qui soit jamais parvenue au fauteuil de l'État juif. Comment s'y est-il pris ? Qui est donc ce septuagénaire qui a le don d'observer tout le monde et de désemparer jusqu'aux meilleurs amis d'Israël à l'étranger, l'« épélingueur sans vision », méprisé par la gauche travailliste, l'« hurluberlu mal éduqué » que se plaît à brocarder l'intelligentsia depuis si longtemps ?

Comment cet ancien combattant de l'ombre a-t-il pu faire irruption dans l'arène politique israélienne et, sans faire beaucoup d'effort, sans rien révéler des heures troubles de son passé, sans rien promettre de très excitant pour l'avenir, parvenir à se hisser, puis à se maintenir au pouvoir ? Il faudrait probablement un traité de la psychologie des masses israéliennes pour en rendre compte... Car, au-delà des combinaisons politiques qui ont pu présenter de bonnes opportunités que Shamir a toujours su saisir, son ascension demeure largement incompréhensible.

« Un pays cela se conquiert ! »

Selon Charles Enderlin, qui a consacré l'essentiel de ses recherches sur la jeunesse agitée du sujet, sur « l'idéologie sioniste-nationaliste » qu'il s'est donnée, sur ses années de clandestinité en Palestine et sur son long séjour dans les échelons supérieurs des services secrets d'Israël, c'est là que se trouveraient les véritables clés du personnage. Reprenons. Il est né le 15 octobre 1915 à Rotznov, une sombre bourgade du fin fond de la Pologne orientale, où la moitié des quatre mille habitants d'avant 1942 étaient juifs, et plus aucun après 1944. Le jeune Itzhak, « Ytzel » pour les intimes, a probablement vécu son premier pogrom à l'âge de quatre ans. Mais ce sont les attentats antisionistes qui se produisent en Palestine vers la fin des années 20 qui semblent le marquer le plus profondément. A quatorze ans, bien qu'il ait été élevé dans le sionisme original et socialisant de Shlomo, son brave teneur de père, et qu'il ait, sous l'influence paternelle, milité dans un mouvement de jeunes (le Gordonnia) qui prônait bêtement l'avenement « d'un nouvel homme juif par le retour du travail à la terre », « Ytzel » se bêche : « Cela suffit ! Un pays, cela se conquiert ! »

Fin le socialisme, « Ytzel » s'inscrit au Betar, mouvement nationaliste, né en 1923 à Riga des idées radicales de Zeef Jabotinsky, personnage controversé et charismatique, fondateur du premier parti

sioniste de droite. Les jeunes « bétaristes » adorent l'uniforme, ils défilent au pas cadencé et sont plutôt perçus comme des « fascistes » et des militaristes par les jeunes « socialistes » du sionisme classique. C'est le Betar, où milite également un autre jeune juif polonais, qui deviendra, lui aussi, premier ministre d'Israël — Menahem Begin, — qui va déterminer toute la carrière politique de celui qui n'est pas en encre Itzhak Shamir. En 1935, « Ytzel » prend pied en Palestine. Il a vingt ans et rejoint tout naturellement l'Irgoun, organisation armée secrète inspirée de Jabotinsky, qui passe alors le plus clair de son temps à poser des bombes contre l'occupant anglais et à perpétrer des attentats aveugles contre les Arabes.

Pour le « terrorisme » contre l'administration d'occupation

Menahem Begin, qui sera bien plus tard le mentor de Shamir en politique, ne tarde pas à en devenir le chef. Mais quand l'Irgoun se déchire en 1940, « Ytzel », qui décidément veut en découdre, ira rejoindre les sécessionnistes les plus extrémistes conduits par le poète Abraham Stern. « L'insurrection armée est une idée romantique, irrationnelle, déclare bientôt celui qui — par « sa lucidité d'esprit, son réalisme et son courage personnel », dit Yelín Mor — deviendra le chef prudent mais sans pitié des opérations du Lehi, autre appellation du groupe Stern. « Le terrorisme individuel, insiste-t-il, des actions terroristes dirigées contre des personnalités de l'administration d'occupation, voilà qui affaiblit le pouvoir. » Des paroles que ne désavoueraient pas certains foyers palestiniens, beaucoup plus tard, dans les territoires occupés par Israël.

Mais nous sommes encore en 1943. Itzhak Shamir, qui a définitivement abandonné son vrai patronyme : Yzeritzky, et qui empruntera successivement des demi-douzaine de pseudonymes comme autant de masques avant d'adopter définitivement celui qu'il porte encore aujourd'hui, organise, commande et exécute de nombreux attentats. Il est, dit-on, Charles Enderlin, personnellement responsable de l'assassinat de plusieurs dizaines de personnes, et ceux qui affirment qu'il n'a jamais tué de sa main « ont tout simplement tort ». C'est la guerre. A l'automne 1942, le père, la mère et les sœurs d'Itzhak Yzeritzky sont morts, victimes de la Shoah. Shamir est l'unique survivant de sa famille. Il n'apprendra la cruelle vérité que six ans plus tard, après la proclamation de la naissance d'Israël, et jamais plus n'abordera ce sujet en public.

« La vérité d'un homme, écrit Malraux, c'est d'abord ce qu'il cache. »

PATRICE CLAUDE

(1) Shamir, de Charles Enderlin. Olivier Orban, 387 pages, 149 F.

(2) Histoire de la droite israélienne, de Marius Schattner. Éditions Complexe, 416 pages, 69 F.

Avec l'Europe qui exporte, il y a l'ESCE

PALMARES DU MOCI
Moniteur du Commerce International du 11 mars 1991

ESCE : 1^{er}
(Classement des écoles 100% internationales)

SALAIRES JEUNES DIPLÔMÉS
L'Économiste du 21 mars 1991

ESCE : 160 000 F
(Salaires annuels nets médians)

ES.S.A.M.E.
réseaux CESSMA, ESP-SMA, ESP-ESCE, ESP-ESCE, ESP-ESCE

esce
l'école-référence des exportateurs

63, rue Ampère 75017 Paris
TEL : (1) 47 63 36 55-42 27 99 37 - 3617 CODE ECOI • ESCE

École Supérieure du Commerce Extérieur

- Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État
- 4 années d'études dont 12 mois de stage en France et à l'étranger (USA et CEE)
- Diplôme Homologué au Niveau II (Cadres, Cadres Supérieurs)
- Concours national les 9 et 10 avril 1992 : banque d'épreuves communes ES.S.A.M.E.

البيان

ORIENT
l'acable résistant

POLITIQUE

Les déclarations du premier ministre sur la Cinq

« Je ne suis pas ici pour avoir de bons sondages je suis ici pour gouverner », affirme M^{me} Cresson

M^{me} Edith Cresson a été reçue, dimanche 8 décembre, par Jean-Pierre Elkabbach sur la Cinq. Au cours de cet entretien d'une heure, le premier ministre a, notamment, mis en cause la critique systématique des médias à l'égard du gouvernement. Elle a annoncé un accord avec les compagnies d'assurances pour le financement de l'indemnisation des victimes des transfusions sanguines, un vaste plan routier réalisé d'ici l'an 2000, et son intention d'obliger les fonctionnaires qui font de la politique à choisir entre leur mandat et leur place dans la fonction publique. Voici les principaux extraits de son intervention.

■ **Sondages.** — « Je constate (...) que toute la classe politique semble être affectée à peu près du même mal (...) Je ne suis pas ici pour avoir de bons sondages, je suis ici pour gouverner. (...) M. Raymond Barre a gouverné pendant des années avec des sondages toujours négatifs. Cela ne l'a pas empêché de prendre des décisions importantes pour la France. Moi, je prends des décisions quotidiennement qui sont des décisions qui engagent l'avenir des Français (...) Je ne suis pas là pour pleurer (...) »

■ **Les critiques des médias.** — « C'est un procès en sorcellerie permanent (...). A partir du moment où l'on accuse en permanence les politiques, d'abord il faudrait que ce soit sur des bases claires (...). Et cette mise en accusation permanente (...) est dangereuse pour la démocratie parce que cela détourne toute une partie de l'opinion, notamment la jeunesse, de la politique. Si c'est ça qu'on veut, il ne faut pas s'étonner de voir la montée de l'extrême droite et la montée de l'antisémitisme (...) Il faut qu'on trouve une déontologie (...) »

■ **Quand je vois sur la chaîne de service public montrer des groupes nazis, moi je dis (...)** que la télévision joue un rôle ambigu. Si on veut juste faire la course à l'Andinam, effectivement, ce sont toujours les choses les plus scandaleuses, les plus inquiétantes, qui sont montrées. Je ne crois pas que la vraie information, ce soit ça. »

■ **Indemnisation des victimes du sida.** — « On a tort de faire de la politique politicienne et de se disputer petitement sur un sujet aussi grave. (...) Nous avons décidé de mettre en place un système d'indemnisation extrêmement généreux pour les victimes du sida. Les modalités de ce système ont été discutées avec les associations de transfusés. Et nous sommes arrivés à une conclusion, d'ailleurs beaucoup à leur demande, qui était que l'on pourrait adopter le système qui avait été adopté pour les victimes du terrorisme. (...) Les parlementaires du groupe socialiste ont vu ce texte, ils n'ont pas fait de difficultés. Puis, ils ont été dans leur circonscription (...) Les gens leur ont dit qu'ils considéraient que ce n'était pas une bonne formule, qu'il fallait (...) que ce soit l'Etat. (...) »

■ Dans d'autres pays européens où

il y a exactement le même problème, par exemple l'Allemagne, ce sont les assurances qui paient. Et les assurances (...) vont payer 1,2 milliard pour l'année 1992. C'est un accord qui est maintenant conclu. (...) L'Etat paiera la différence (...). Tout le monde sera indemnisé et d'une manière plus généreuse que dans tous les autres pays de la Communauté. Il n'y aura aucune taxe supplémentaire, pas de contribution des assurés supplémentaire et il y aura des économies qui seront faites sur tous les budgets, hormis celui de l'emploi. (...) »

■ **Délocalisation.** — « Il est très important pour nos régions que des centres de recherche, des écoles, des organismes un peu prestigieux soient installés, car cela irradie sur la région (...). Le seul fait que l'on sache que l'agence du médicament va s'installer dans telle ou telle ville de province entraîne déjà des entreprises étrangères à demander à s'installer à la périphérie (...). J'entends dire des mots très choquants. J'ai entendu « être déporté à Strasbourg ». (...) C'est indécent. (...) »

■ **Tous les problèmes des salariés, on les connaît :** logement, écoles, travail du conjoint, etc. Il y a une petite structure qui est mise en place et qui, en connexion avec les élus, va les aider (...). Pour les fonctionnaires qui travaillent à Paris et qui devraient habiter à Paris, les institutions, les infirmières, les policiers (...) il faut des logements. Nous allons construire d'ici l'an 2000 trente mille logements et nous devons utiliser les immeubles de ces administrations, soit en les vendant, soit en les reconstruisant (...). »

■ **Infrastructures.** — « Il faudrait pratiquement avant l'an 2000 qu'une personne en France ne se trouve à plus d'une demi-heure d'un très grand axe routier (...) et que ces autoroutes puissent être dans le même temps transversales (...). Si nous voulons orienter vers l'est et vers l'ouest, pour aller vers l'Allemagne et au-delà vers les pays de l'Est, nous devons nous doter d'infrastructures routières qui soient suffisantes. Je suis en train d'étudier un très grand projet qui répondra à ces besoins et qui d'ailleurs pourra générer (...) quatre-vingts à cent mille emplois supplémentaires mis en place d'ici 1993 (...). »

■ **Exemple.** — « Je pense avoir réduit le chômage d'une façon substantielle d'ici la mi-1993. (...) La reprise ne dépend pas de moi, mais elle est attendue pour la mi-1992 (...). Nous gagnons des parts de marché à l'exportation (...). Nous avons un taux de croissance positif, 1,5 ce n'est pas beaucoup mais c'est supérieur aux autres pays de la Communauté (...). »

■ **Enseignement catholique.** — « Cette affaire, qui n'est pas nouvelle puisque M. Chirac avait en le même problème au milieu des années 70, (...) va être réglée. Le ministre de l'éducation nationale est en train d'arriver à un compromis avec l'enseignement libre. (...) »

■ **Immigration.** — « Les demandes d'entrée à nos frontières ont diminué. Les reconductions à nos frontières ont augmenté de 40 % au cours des trois derniers mois. Les vingt et une mesures que nous avons prises pour rendre l'immigration plus difficile et en même temps pour lutter contre les

employeurs de clandestins ont donné des résultats (...). Il faut une politique assez stricte de l'immigration pour avoir une politique efficace de l'intégration. La France s'est toujours constituée avec des apports étrangers (...). »

■ **Statut des élus.** — « L'essentiel c'est de révaloriser la fonction politique puisqu'elle est décriée (...). Actuellement, à l'Assemblée nationale, il y a beaucoup de gens issus de la fonction publique et cette tendance s'accroît dans tous les partis (...). Je crois qu'il faut qu'il y ait l'égalité entre les gens qui viennent de la fonction publique et ceux qui viennent du secteur privé. Jusqu'à il y a environ vingt ou vingt-cinq ans, on devait choisir au bout de cinq ans, c'est-à-dire au bout d'un mandat, si on voulait réintégrer la fonction publique ou bien si on choisissait une carrière politique (...). Et puis il y a eu une mesure contraire qui a été prise (...). Je trouve que par rapport à celui qui vient du secteur privé, qui doit donner une réponse au bout de cinq ans (...), il y a une inégalité. Et je crois que l'égalité devant la politique est un principe très important pour les Français (...). »

■ **Mode de scrutin.** — « Je crois qu'il est difficile de laisser 30 % du corps électoral en dehors de l'Assemblée nationale. C'est aujourd'hui à peu près ce que représentent les écologistes et le Front national. Le grand problème, on me dit : mais alors vous faites entrer le Front national à l'As-

semblée? Il vaut mieux qu'il y soit directement (plu) qu'à travers (ses) votes il y soit représenté par les parlementaires de droite (...). Ou alors, il faudrait me dire que le Front national est illégitime, suivant l'article 4 de la Constitution. Personne jusqu'ici ne m'a demandé de l'interdire. Ma préférence est pour une part de proportionnelle, qui permette de faire entrer des gens qui aujourd'hui ne sont pas représentés. Je crois que c'est plus juste (...). J'attends que le sujet mûrisse dans les partis qui s'en occupent. (...) »

■ **Si des socialistes prenaient cette très lourde responsabilité de renverser le gouvernement, il ne faudrait pas qu'ils puissent excompter le moindre résultat électoral à quelque élection que ce soit (...).** Comment voulez-vous que le Parti socialiste se mobilise pour des candidats qui auraient renversé leur propre gouvernement? (...) »

■ **La construction européenne.** — « Il faut que l'Europe n'ait pas un patron; il faut que l'Europe repose sur les puissances qui sont de vieilles puissances, comme la France, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne, mais principalement la France et la Grande-Bretagne qui ont une tradition très ancienne et très démocratique. Et il faut qu'avec l'Allemagne nous soyons, nous les Français, les deux piliers économiques de base de cette alliance européenne (...). »

Contre-offensive

par Thierry Bréhier

Au plus bas dans les sondages, obligé le semaine dernière de faire marche arrière sous la pression des seuls députés censés le soutenir, les élus socialistes, M^{me} Edith Cresson se devait de réagir. Sa contre-offensive se déroule sur deux plans : une série de déplacements en province de longue durée, pour la première fois depuis qu'elle est premier ministre (elle commença mercredi et jeudi prochain à Montpellier, avant de continuer au cours du mois de janvier en Alsace et dans le Nord), où elle va défendre, devant les responsables régionaux, la politique qu'elle met en œuvre depuis près de sept mois et vérifier auprès des fonctionnaires la bonne application des mesures prises à Paris; une intervention, prévue de longue date sur la Cinq en ouverture du sommet européen, qu'il lui a permis, dès dimanche soir, de montrer un visage bien différent de celui de ses premiers temps à Matignon.

Finie l'agressivité tous azimuts, la voix est plus posée, le ton plus calme, même s'il est tout aussi déterminé. Sa chute vertigineuse dans les indices de satisfaction de l'opinion publique l'a contrainte à plus de modestie, même si elle tient à souligner avec force que cela ne l'empêchera pas de mettre

en œuvre la politique pour laquelle la président de la République l'a choisie. Et comme le contrat alors passé avec lui implique de mettre dans la meilleure situation possible la majorité présidentielle lors des prochaines échéances électorales, elle met en avant des décisions concrètes dont elle est persuadée qu'elles auront des effets positifs dès le milieu de l'année 1992, et surtout en 1993.

L'aide à la création d'emplois pour les jeunes d'abord, mais aussi la mise en place d'un vaste plan autoroutier et, devant la montée de l'antiparlementarisme, la suppression de quelques privilèges des élus. Pour promettre cela, M^{me} Cresson sait, maintenant, trouver des mots simples, facilement compréhensibles par celui qu'elle veut convaincre, le Français moyen, même si son style continue à déplaire au Tout-Paris politico-médiatique. Cela ne l'empêche pas de distribuer des coups de griffes à ses adversaires, que ce soit M. Chirac, M. Giscard d'Estaing ou les rocardiens. Car si elle se refuse à être le chef de guerre des socialistes, elle sait qu'elle est une des dernières cartes de celui qu'elle avait pour mission d'aider : M. François Mitterrand.

Le projet de budget adopté au Palais du Luxembourg

Les sénateurs se prononcent pour une reprise des privatisations

Le Sénat a adopté par 224 voix contre 90, lundi 9 décembre, après l'avoir considérablement modifié, le projet de loi de finances pour 1992. Les sénateurs souhaitent notamment la reprise du programme de privatisation. Les groupes communiste et socialiste ainsi que huit membres du Rassemblement démocratique et européen (MM. François Abadie, Gilbert Baumet, André Boyer, Louis Brives, Yvon Collin, François Lassin, Hubert Payou, Jean Roger) ont voté contre.

A l'issue de la discussion budgétaire, M. Christian Poncelet (RPR, Vosges), président de la commission des finances, s'est demandé tout haut si le débat budgétaire était « encore utile aujourd'hui ». Cette interrogation visait moins le sort qui sera fait aux modifications apportées par les sénateurs que l'annonce par le ministre « avant

même la fin des travaux du Parlement, d'un exercice de régulation budgétaire », en janvier, qui rendra caduc, selon M. Poncelet, le projet examiné.

Comme de coutume, les sénateurs de la majorité sénatoriale n'ont pas ménagé leurs critiques à l'encontre du gouvernement, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret (PS, Moselle), alors que M. Robert Vizez (Esonne), au nom du Parti communiste, renvoyait tout le monde des à dos, en critiquant la politique sociale du gouvernement et « les cadeaux pour le patronat » réclamés par la majorité sénatoriale.

M. Charles Pasqua (Hauts-de-Seine), président du groupe RPR, a assuré que le budget pour 1992 « est le produit de l'imprévoyance et de l'incohérence ». Il a rejoint M. Daniel Hoellfer (Bas-Rhin), président du groupe centriste, qui a regretté que les deux premières années qui ont suivi le retour au pouvoir des socialistes, en 1983, n'aient pas été « mises à profit pour

préparer les réformes qui s'imposent ni pour réduire la dépense publique ». M. Ernest Certigny (Seine-Saint-Denis), au nom du Rassemblement démocratique et européen, s'est pris pour sa part au déficit budgétaire en déplorant la spirale selon laquelle « la dette crée le déficit » qui créera, à terme, « l'inflation ».

M. Marcel Lucotte (Seine-et-Loire), président du groupe Union des républicains et indépendants, a enfin souhaité « sans trop d'illusionner » que le gouvernement reprenne à son compte une partie des propositions du Sénat et en particulier la reprise du programme de privatisation.

A l'issue de la discussion budgétaire, du fait des recettes prévues par le programme de privatisation que l'Assemblée nationale ne reprendra pas à son compte, le projet de loi de finances modifié par le Sénat comporte un excédent de 35,4 milliards de francs.

GILLES PARIS

Les votes

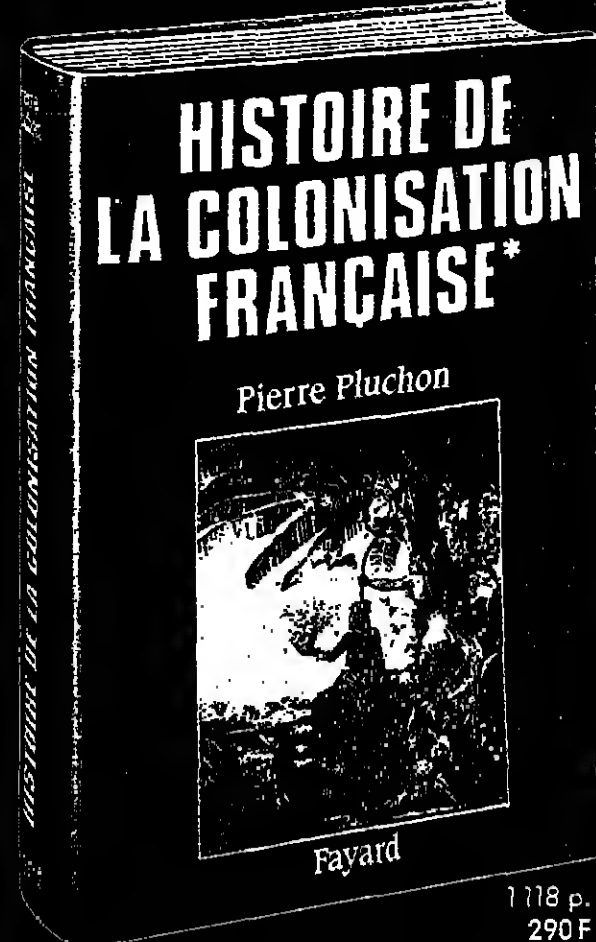
■ **Budgets adoptés sans modifications :** mer, DOM-TOM, recherche et technologie, commerce extérieur, environnement, coopération et développement, artisanat et commerce.

■ **Budgets adoptés avec modifications :** charges communes, comptes spéciaux du Trésor, culture, équipement et transports.

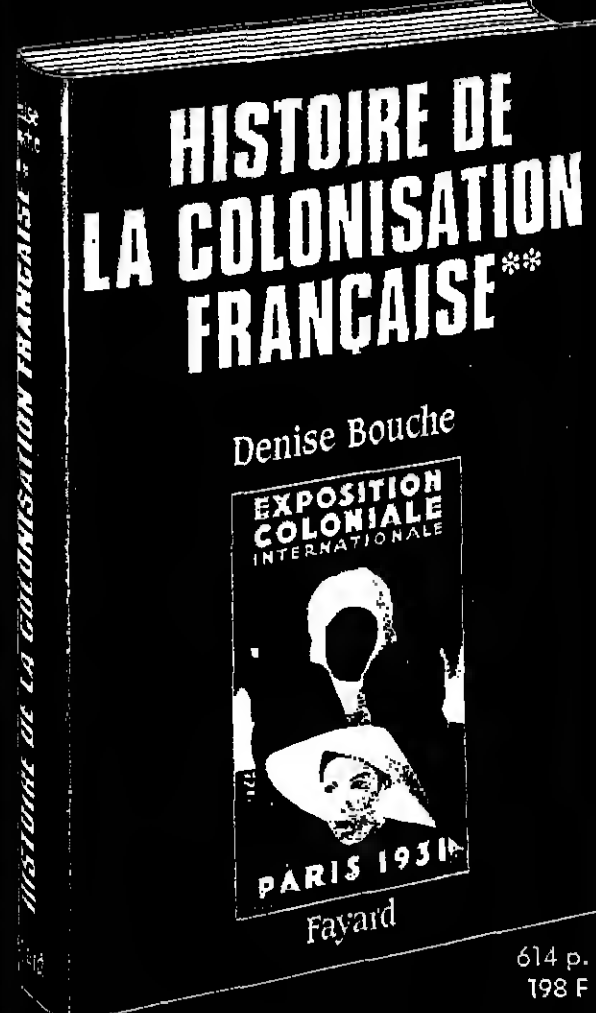
■ **Budgets rejetés :** industrie, urbanisme et logement, jeunesse et sports, travail, emploi et formation professionnelle, affaires sociales et intégration, postes et télécommunication, défense, justice, agriculture et forêt, Plan, intérieur, anciens combattants, éducation nationale, aménagement du territoire, communication, affaires étrangères, tourisme, routes, voies navigables, aviation civile.

LA COLONISATION FRANÇAISE

Tome premier
Le premier empire colonial
(des origines à 1815)



Tome second
Flux et reflux
(1815-1962)



L'entreprise des éditions Fayard se distingue par l'hamagénéité, par le choix de la forme du récit, et surtout par son effort pour comprendre de l'intérieur le milieu colonial. Le premier volume, dû à Pierre Pluchon, est particulièrement admirable d'érudition. Le second est une efficace synthèse.

L'Histoire
chez
FAYARD

POLITIQUE

A l'issue du colloque de la Défense

M. Rocard s'associe à M. Herzog pour fonder « Confrontations »

A l'issue du colloque international organisé à l'arche de la Défense par M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du PCF, et par les autres animateurs de l'« école marxiste de la régulation » (le Monde du 7 décembre), une association a été créée qui compte M. Michel Rocard parmi les six membres de son comité de parrainage.

Ce n'était pas qu'un simple clin d'œil entre deux portes. La visite apparemment impromptue faite par M. Michel Rocard, jeudi matin 5 décembre, au colloque organisé, entre autres, par M. Philippe Herzog, préfigure, au contraire, une initiative hardie dont le secret avait été bien gardé. L'ancien premier ministre est en effet réapparu, quarante-huit heures plus tard, au terme du colloque, parmi les six membres fondateurs d'un comité de parrainage constitué pour la fondation d'une association dénommée « Confrontations », qui se propose de devenir « un lieu d'étude et de débat » pluraliste « pour une conflictualité ouverte, viable, créative » (1).

La composition de ce comité donne la mesure politique de cette ambition puisqu'il figurent, avec MM. Herzog et Rocard, le maire communiste de Montreuil, M. Jean-Pierre Brard, député de Seine-Saint-Denis, le délégué général de l'Union nationale des industries métallurgiques et minières, M. Pierre Guillen, vice-président du CNPF, le secrétaire général de la Fédération des finances CGT, M. Jean-Christophe Le Daigou, membre du comité central du PCF et le PDG de l'UAP, M. Jean Peyrelevade.

« Dépasser les peurs »

« Nous voulons contribuer au débat sur les défis du changement social, économique et politique dans notre pays », a expliqué, samedi 7 décembre, M. Herzog. Nous proposons de réunir des hommes et des femmes du mouvement social, syndical et politique, des praticiens, des créateurs, des dirigeants d'entreprises, des élus, des experts de l'administration publique, des universitaires pour confronter analyses et propositions. Si nous voulons dépasser le dialogue social et le débat d'idées politiques au sens le plus complet du terme, en réunissant des individus différents et parfois opposés dans leurs buts et leurs pratiques, c'est parce que nous pensons qu'un débat contradictoire est nécessaire et qu'il ne peut être fécond qu'en étant pleinement ouvert. Il est temps de dépasser les peurs, de cesser de diaboliser l'autre. Loin de nuire aux identités, de

Au « Grand-Jury RTL-le Monde »

M. Marchais appelle à « modifier le rapport de forces » en faveur du PCF

Invité du « Grand-Jury RTL-le Monde », dimanche 8 décembre, M. Georges Marchais, a une nouvelle fois, « exclu de revenir à l'idée d'un programme commun » qu'il a rendu responsable des déboires électoraux que connaît son parti depuis dix ans. Le secrétaire général du PCF a appelé les électeurs à « modifier le rapport de forces dans notre pays » en faveur du parti qu'il dirige depuis vingt ans.

« Nous ne pensons pas d'un poids suffisant pour contraindre le gouvernement à renoncer à la mise en œuvre d'une politique de droite », a ajouté M. Marchais, en se défendant d'accuser le PS d'être un parti de droite. « Nous ne devons pas que nous ne voterons jamais une motion de censure », a précisé le dirigeant communiste qui s'est dit prêt à « utiliser tous les moyens à sa disposition pour [s] opposer à une loi électorale dont l'objectif sera d'affaiblir le PCF ».

A propos de MM. Guy Hermier et Philippe Herzog, opposants au sein du bureau politique, M. Marchais a estimé qu'ils sont « porteurs d'une attitude difficilement compréhensible ». Le secrétaire général a reproché au PS de faire « la promotion du Front national » et il a assuré que les électeurs qui ont déserté le vote communiste ne votent pas pour le parti d'extrême droite.

gommer les différences, de supprimer les conflits et affrontements, cette confrontation peut permettre à chacun d'enrichir sa réflexion et son action.

A côté des six membres fondateurs, le comité de parrainage de cette nouvelle association comprend déjà une vingtaine d'autres personnes parmi lesquelles le journaliste Alexandre Adler, les maires communistes d'Anberville, M. Jack Ralite, et de Gennevilliers, M. Jacques Bruhnes, les syndicalistes CGT MM. Gilbert Chollier et Jean-Louis Moynot, le PDG d'Unior-Saellor, M. Francis Mer, M. Patrick Venturini, collaborateur de M. Jacques Delors (venu dialoguer trois heures durant avec les participants, samedi matin), l'écrivain Gilles Perrault, Sœur Françoise Van Der Meersch, etc.

« Une bouffée d'oxygène »

« Confrontations » sera dotée d'un secrétariat et dirigée par un conseil d'administration pluraliste, dont le comité de parrainage sera le « consultant ». Elle envisage d'organiser « un séminaire de travail accueillant des conférences dans un cycle annuel pour les membres associés et leurs invités, ainsi qu'une université d'été ».

M. Herzog a notamment insisté sur la nécessité de rechercher « un nouveau compromis social entre capital et travail ». Il a souhaité que « la classe ouvrière relève le défi de l'intégration à la gestion » des entreprises. Il s'est défendu de vouloir se rapprocher politiquement de M. Rocard ou de « rouler » pour lui, bien que les deux hommes se connaissent depuis longtemps : « Nous ne faisons pas un club. Il ne s'agit pas de nous rapprocher mais de confronter nos différences. Le choc des idées et des cultures, ça décoiffe mais ça fait du bien... ».

Le chef de file de la section économique du PCF a toutefois admis que cette initiative était de nature à accentuer sa « démarche autonome » vis-à-vis de la ligne suivie par l'état-major de son parti.

M. Georges Marchais, prévenu des intentions de M. Herzog, avait délégué sur place son ancien secrétaire particulier, M. Francis Wurtz, en charge, depuis la semaine dernière, des affaires internationales au sein du bureau politique, et celui-ci est intervenu dans les débats. Il n'en demeure pas moins que, venant après celle du mouvement « Refondations », où se retrouvent les communistes « refondateurs » proches de M. Charles Fiterman, et celle de l'ADS, où se rassemblent les dissidents communistes « rénovateurs » et « restructeurs » proches de M. Marcel Rigout, la création de « Confrontations » par les économistes du PCF ne fait qu'isoler davantage le secrétaire général du PCF, que les uns et les autres taxent d'immobilisme.

ALAIN ROLLAT

(1) Adresse provisoire : 87, rue de Paris, 93100 Montreuil.

M. Bartolone (félibre) juge que M. Rocard est « le meilleur candidat pour la présidentielle ». M. Claude Bartolone, membre du secrétariat national du PS et principal lieutenant de M. Laurent Fabius, a décliné, dimanche 8 décembre, au « Forum » de Radio J, que « M. Michel Rocard est le meilleur candidat pour la présidentielle, meilleur que MM. Laurent Fabius et Jacques Delors ». Il estime que les socialistes ont besoin d'« une équipe de combat unie, qui se trouve à la fois au PS, à Matignon et à l'Élysée ». « Actuellement », a-t-il ajouté, « cela ne fonctionne pas assez bien, notamment au PS ».

La préparation des élections régionales

M. Millon rassemble l'opposition dans le Rhône

M. Charles Millon, président (UDF-PR) du conseil régional de Rhône-Alpes, conduira la liste unique de l'opposition dans le Rhône. Après avoir contré la tentative de M. Alain Carignon, le député de l'Ain et maire de Belley vient donc sur les terres de M. Michel Noir pour sauvegarder l'union et montrer la solidité de l'exécutif sortant.

LYON

de notre bureau régional Comme dans le théâtre de Guignol, entrées fracassantes, fausses sorties et bruits de coulisse ont sérieusement agité, au cours de la semaine dernière, le microcosme

lyonnais. C'est le président du conseil régional de l'Ain, qui a dû monter sur la scène du castel pour mettre fin à ces « honnaiseries », comme il les qualifie lui-même, et préserver l'union de l'opposition.

En deux mois, le maire de Belley a affronté deux rivaux potentiels pour la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

En octobre dernier, face aux intentions déclarées de M. Alain Carignon (en congé de RPR) de briguer la présidence du conseil régional, le maire de Grenoble et celui de Lyon, qui furent, au temps, ses compagnons de la « rénovation » de la droite. Il a, pour chacun d'eux, utilisé des tactiques différentes.

l'Union pour la France (UPF), qui s'en sont tenues à un seul message : en Rhône-Alpes, comme ailleurs, soulevons à l'exécutif sortant. Les uns après les autres, les membres de la majorité du maire de Grenoble ont cédé à la pression. Isolé, M. Carignon était contraint de rentrer dans son domaine, avec la promesse de voir les dossiers dauphinois particulièrement échoyés par la future assemblée régionale. Les prochains budgets éclairciront les montants de la compensation.

A l'inverse, pour régler le cas du maire de Lyon, M. Millon a dû contredire la décision prise par la commission nationale d'investitures de l'UPF dont il est membre : M. Alain Mériaux, actuel premier vice-président (RPR) du conseil

régional, avait été désigné comme tête de liste dans le Rhône. M. Michel Noir avait fait de ce choix un cas de rupture. Il menaçait de présenter une liste autonome. Une parade a été imaginée : vendredi 6 décembre, quelques heures avant une dernière réunion, M. Mériaux annonçait qu'il laissait sa place à M. Millon (le Monde du 8-9 décembre).

Les trois composantes de l'opposition à Lyon convenaient alors qu'une personnalité UDF mériterait la liste. M. Raymond Barre déclarait, samedi à midi, sur l'antenne de FR 3-Rhône-Alpes, qu'il n'était pas candidat. M. Michel Mitterrand, président (UDF-CDS) du conseil général du Rhône, n'ayant pas les faveurs du RPR, il ne restait plus à M. Millon qu'à changer de département.

Pour M. Noir, qui n'avait ni les intentions ni la possibilité de viser la présidence du conseil régional, la sortie est honorable : il rassure les élus de sa majorité à Lyon, dont certains tangaient à l'idée de choisir entre deux listes, et réaffirme, surtout en direction du mouvement de M. Jacques Chirac, qu'il reste incontournable dans sa ville. L'UDF lyonnaise reprend un peu de force dans une élection qu'elle a perdue en mars 1989. Cette décision n'est certes pas tout à fait du goût du RPR mais son honneur est sauf puisque M. Millon a bien rappelé qu'il ferait campagne avec M. Mériaux.

Le président du conseil régional - qui veut également mener une campagne « pédagogique » sur les fonctions de l'assemblée qu'il dirige - apparaît comme un rassembleur, rôle qui n'est pas pour lui déplaire. A moins d'un rebondissement, toujours possible - mais qui osera maintenant faire figure de diviseur ? - son parcours vers sa réélection semble désormais plus paisible. D'autant que les socialistes, tout à leur défitisme interne, ne sont pas en mesure de présenter une autre solution.

BRUNO CAUSSÉ

Au conseil national du CNF

M. Briant invite l'opposition parlementaire à « écouter sa droite »

Quelque cinq cents personnes ont participé, samedi 7 décembre à Paris, à la réunion annuelle du conseil du Centre national des indépendants (CNI), que préside M. Yvon Briant, député européen. Placée sous le thème « Comment rendre confiance aux électeurs de droite », cette réunion accueillait M. Philippe de Villiers, député (app. UDF-PR), président du conseil général de la Vendée et promoteur de l'association Combat pour les valeurs, comme invité d'honneur.

Satisfait des bons mots qui font une partie non négligeable de son discours politique, l'ancien secrétaire d'Etat à la culture et à la communication a dit sa préférence pour « une crise ouverte en 1993 plutôt qu'une crise larvée jusqu'en 1995 » avec le président de la

République et son attachement au scrutin majoritaire, se prononçant contre une réforme du mode de scrutin avant 1993. M. Briant, pour sa part, s'était récemment déclaré partisan de la cohabitation et d'une réforme du mode de scrutin (le Monde du 22 novembre).

M. de Villiers a estimé que « François Mitterrand, c'est Pétain, plus Corbin, plus Ramsès II » ; le premier fut l'inventeur de « la force tranquille », le deuxième « se prenait toujours les pieds dans le tapis » et le troisième car « c'est M. Mitterrand qui aura marqué le socialisme en France ». S'agissant du sommet européen de Maastricht, il a déclaré : « C'est hors sujet, hors course, trop tard. Il faut faire autre chose ».

Les délégués ont vu, dans l'après-midi, un clip consacré au

nanfrage de l'union, ridiculisant largement le RPR et l'UDF, et ils ont copieusement sifflé M. Simone Veil et M. Pierre Mébaudier. Ils ont entendu M. Jean Bothorel, éditorialiste au Figaro, affirmer la nécessité d'accords entre la droite et le Front national avec une conviction identique à celle qu'il développait, à la fin des années 70, au sujet de l'alliance entre PS et PCF.

La salle n'est pas restée insensible à cette attirance pour l'extrême droite alors que M. Briant, précisément, cultive la différence du CNI. En conclusion, ce dernier a appelé l'opposition parlementaire à « écouter davantage ce qui lui vient de sa droite ».

O. B.

Réunies à Paris

Plusieurs dizaines d'associations décident de coordonner leur action contre l'extrême droite

Les animateurs du Manifeste contre le Front national, lancé par M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, ont organisé, samedi 7 décembre à Paris, des « états généraux » contre le national-populisme, au cours desquels il a été décidé de créer une structure souple de coordination des actions menées par les divers associations ou groupes militants, nationaux ou locaux, luttant contre l'extrême droite.

Plusieurs dizaines d'associations étaient représentées, samedi, aux « états généraux » contre le national-populisme, qui ont décidé de créer un « comité d'états généraux » appelé à « coordonner les actions ». Celui-ci doit être une structure souple et ouverte, assurant l'information de ses membres jusqu'à la manifestation prévue le 25 janvier prochain à l'appel de mouvements antiracistes.

Ces états généraux étaient l'aboutissement d'une série de mee-

tings, dont le plus marquant avait été celui de la salle de la Mutualité, à Paris, le 27 novembre dernier (le Monde du 29 novembre). Les animateurs du Manifeste se réunissent d'abord, samedi, d'avoir rassemblé nombre de groupes et associations désireux de riposter à ce phénomène. De tels groupes sont déjà à l'œuvre dans de nombreuses villes, de façon souvent spontanée, même si on y retrouve les militants d'organisations telles que la Ligne des droits de l'homme, la LICRA, le MRAP, quelques syndicalistes, des membres des partis de gauche ou d'extrême gauche, etc.

Les militants présents samedi ont montré, ensuite, leur volonté de s'organiser et d'engager des campagnes sans trop se soucier des appartenances politiques des uns et des autres, ou de leurs arrière-pensées éventuelles. Enfin, la présence de plusieurs associations de travailleurs étrangers en France témoigne qu'elles élaborent désormais à leur compte dans leur démarche des réactions xénophobes attisées par le Front national et à y trouver des parades.

Au terme de ses « états généraux »

Le FN appelle à la destruction du « mur de Berlin de l'éducation »

Moins d'une centaine de personnes ont participé, dimanche 8 décembre, à Paris, aux états généraux de l'éducation organisée par le Front national. Dénonçant un « enseignement socialement de la maternelle jusqu'à l'université », les participants se sont accordés pour déplorer la « dérive du système éducatif » et proposer un ensemble de solutions afin d'« avancer vers une instruction nationale ».

Les militants d'extr

Le Monde

ESPACE EUROPEEN



Petits pas grands effets

Depuis quarante ans
l'unification de l'Europe
a fait alterner lent cheminement,
périodes de somnolence
et « grands bonds en avant »



Dessin paru dans « The Economist »

La construction européenne n'a jamais été un long fleuve tranquille. L'Europe s'est toujours faite par à-coups et par sursauts, faisant alterner des périodes de somnolence et des périodes d'intense activité sur fond, parfois, de psychodrame. Depuis quatre décennies, les Européens, à six, puis à neuf, enfin à douze, ont fait le rude apprentissage du champ communautaire. La Grande-Bretagne a succédé à la France gaullienne dans le rôle du « vilain petit canard » de la couvée européenne comme s'il fallait absolument qu'un trublion vienne rappeler en permanence que l'équilibre européen est fragile et instable.

La préparation du conseil européen de Maastricht (quarante ans après la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier) n'a pas dérogé à la règle avec son lot de gestaculations préparatoires, de veto brandis et d'assouplissements de dernière minute. Mais les Européens fervents espèrent que Maastricht versera 1991 restera au creux des consciences dans l'histoire mouvementée de la construction européenne. Depuis quarante ans, c'est la vie de l'Europe occidentale. Comme l'écrit l'historien Hans-Peter Schwarz dans le journal allemand *Die Welt* : « Quelques gouvernements, et d'abord la Commission, annoncent le grand bond en avant. » « Irréversible », « historique », « et il en sort des petits pas, qui toutefois mènent finalement loin. »

La perspective d'une union politique et monétaire fait rêver depuis longtemps les visionnaires. Les « pères de l'Europe » (Jean Monnet, Robert Schuman et Konrad Adenauer) avaient clairement affiché, à l'origine, la vocation fédéraliste de la future Communauté. Mais comme il fallait bien amorcer sa construction sans risquer de déchirer prématurément un fragile tissu européen en cours de constitution, l'union de l'Europe s'est faite tout d'abord sur le terrain économique, produisant aux six pays fondateurs (France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) un formidable accélérateur de développement.

Les Six se sont tout d'abord regroupés au sein de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1951. Et si l'on en croit Christian Pineau, qui fut l'un des deux signataires français du traité de Rome, la paternité de l'idée originale revient au chancelier allemand Konrad Adenauer (1). Dans une lettre qu'il fit parvenir à Robert Schuman, le 25 août 1949, il proposait que le démantèlement de la célèbre usine allemande Thyssen de Hamborn soit ajourné afin d'en faire « une propriété internationale au titre des réparations ». « Je crois même volontiers qu'une coopération internationale à propos de l'acier la plus importante d'Europe pourrait constituer le germe d'une coopération internationale très large dans le domaine du charbon et de l'acier. »

L'idée était tentante de franchir, dans la foulée, une étape capitale sur le chemin d'une union dans le domaine ultra-sensible de la défense. C'était compter sans le poids de l'histoire et des réticences nationales. En 1954, le souvenir de la guerre était encore très présent, et la Communauté européenne de défense (CED) ne parvint pas à franchir, en France, le cap de la ratification par le Parlement. Les députés français devaient ensevelir la CED prématurément en votant la question préalable, signifiant ainsi qu'il n'y avait pas lieu de débattre d'un tel sujet.

La voie royale de l'économie

La voie économique était nettement plus dégagée, les Européens vont s'y engouffrer. Le 25 mars 1957, au Capitole de Rome, le traité instituant le Marché commun et l'Entente est signé. Les Six jettent ainsi les bases d'une vaste zone commune de politique économique. En dix ans (1958-1968), les barrières douanières tombent, et la politique agricole commune voit le jour en juillet 1961. Dès cette année, la Grande-Bretagne, encouragée par le président John Kennedy, pose sa candidature pour entrer dans la CEE : elle devra toutefois attendre douze ans avant d'en franchir le seuil.

Cette décennie sera particulièrement faste pour l'Europe malgré un certain nombre de crises d'adaptation : en 1963, la France joue la

politique de « la chaise vide » et, l'année suivante, elle obtient qu'un droit de veto soit instauré pour les décisions fondamentales.

La période suivante (1968-1985) est caractérisée par un mouvement inverse, comme si après avoir failli un rude effort le « corps » européen avait besoin de temps pour retrouver son souffle. Engluée dans les marasmes agricoles, frappée dans les années 70 par la crise économique consécutive aux chocs pétroliers, l'Europe entre en hibernation.

Cette phase d'endormissement est toutefois secouée par de brusques réveils qui, cahin-caha, permettent à la Communauté de ne pas se figer : les six deviennent neuf en 1973 (Grande-Bretagne, Irlande et Danemark) ; à partir de 1974, la réunion régulière du Conseil européen regroupe les chefs d'Etat et de gouvernement ; en 1979, le système monétaire européen est créé (la France le quitte en 1976 puis y revient) et le Parlement européen est élu pour la première fois au suffrage universel direct ; la Grèce (1980), puis l'Espagne et le Portugal (1986) font passer la Communauté européenne de neuf à douze.

L'arrivée à Bruxelles, en 1984, de l'ancien ministre de l'économie et des finances français Jacques Delors donne un souffle nouveau à la Commission tandis que plusieurs pays affichent leur intention de modifier le traité de Rome. En décembre 1985, la décision est prise de le réviser par un Acte unique européen qui trace la perspective, à

l'horizon 1993, d'une plus forte intégration européenne, grâce notamment à la création d'un marché unique. Sa large ratification, en France, ne doit cependant pas cacher la permanence de l'opposition entre les tenants de l'Europe des nations (communistes, gaullistes, chrétiens) et les partisans d'une Europe fédérale (PS, centristes, libéraux). Deux conférences intergouvernementales, l'une sur l'union politique et l'autre sur l'union économique et monétaire se mettent en place un peu plus tard à l'initiative (avril 1990) de MM. Mitterrand et Kohl. Le sommet de Maastricht est le point d'aboutissement de leurs travaux. Une nouvelle fois, l'enjeu est d'importance puisqu'il s'agit de créer une « nouvelle dynamique » qui permette aux Douze de se renforcer avant de songer à absorber, à moyen ou long terme, les pays qui frappent à leur porte.

L'Europe en panne dans le golfe Persique

Certains événements récents ont pourtant montré que le processus d'intégration était peut-être plus fragile qu'on ne l'imaginait. Le duo franco-allemand, cheville ouvrière de la construction européenne en maintes occasions, a mal vécu le choc de la réunification. La guerre du Golfe a également mis en valeur l'absence de l'Europe en tant que telle, même si l'Union de l'Europe occidentale (UEO) a bien assuré la

coordination des marines européennes dans le golfe Persique. Chacun a semblé, face à une crise majeure, retrouver les délices du cocon et les tentations du « rang » national.

Enfin la crise yougoslave, tout en faisant renâcler les vieilles fractions de l'Europe, est apparue comme le constat d'une carence caractéristique des Douze face à un drame se déroulant à leurs portes. Ce constat n'a fait que renforcer la détermination de ceux qui veulent jeter les bases d'une politique étrangère commune dans l'UEO serait le futur bras armé. Ils ravivent ainsi les clivages traditionnels qui séparent les partisans d'une Europe des nations et ceux qui songent à une Europe supranationale. Ce débat, dont Maastricht est un point culminant, se fait aujourd'hui sur fond d'une montée des nationalismes à l'Est et des interrogations sur le sens de l'identité nationale à l'Ouest. La disparition de la notion de « fédéralisme » dans le traité de Maastricht - notion qui devait être remplacée par une expression plus indolore -, montre bien, si cela était nécessaire, que la construction communautaire aura encore bien des courants contraires à remonter avant de parvenir à sa pleine maturité.

PIERRE SERVANT

(1) Le Grand Parti. L'Aventure du traité de Rome, de Christian Pineau et Christian Rimeau, Fayard.

Un entretien avec M. Bronislaw Geremek

La Communauté doit recréer l'espoir en faisant une place aux pays postcommunistes
nous déclare le député à la Diète polonaise

Au moment où le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement est réuni à Maastricht, l'historien et député polonais Bronislaw Geremek a expliqué au Monde ce qu'il pensait de l'union politique et monétaire de l'Europe des Douze.

« Qu'attendez-vous du sommet de Maastricht ? »

« Ce sommet doit être situé dans la continuité de la politique de la Communauté européenne. Nous pensons que la Pologne, comme la Tchécoslovaquie et la Hongrie, après avoir obtenu le statut d'association, pourrions compter sur les très importants avantages du rapprochement avec la CEE. Personnellement, j'attends de ce sommet un nouveau développement. Jusqu'à présent, l'Europe politique n'a pas trouvé de réponse adéquate au défi posé par la transformation de l'Europe centrale et orientale. François Mitterrand, avec l'idée de la Confédération européenne, fut un des rares à montrer qu'il fallait penser l'avenir de l'Europe en des termes nouveaux. Cette idée n'a trouvé, à ce jour, ni réalisation pratique ni définition nécessaire. »

« Il nous faut donc regarder où pourraient se trouver les structures d'un nouvel ordre européen. Première possibilité : le Conseil de l'Europe tente de jouer un rôle plus important. Pour les nouveaux pays démocratiques, il a une grande portée. Il représente des valeurs. Avant 1989, l'Europe était perçue non seulement comme une entité géographique ou comme un espace de coopération, mais surtout comme une communauté de valeurs sous-tendant des structures économiques et politiques. Tant que nous étions dans l'opposition au régime communiste, le

Conseil de l'Europe, avec ses conventions, nous fournissait des références bien plus importantes que les accords d'Helsinki. »

« On ne peut pas dire aujourd'hui de façon nette que le Conseil de l'Europe va devenir, à côté de son rôle de défenseur des droits de l'homme, cette institution politique européenne. Il nous faut donc chercher ailleurs. Grâce à son assemblée parlementaire, l'Union de l'Europe occidentale pourrait peut-être assumer ce rôle, en fournissant à l'Europe de l'Est ce dont elle a le plus besoin : un sentiment de sécurité. L'UEO est donc une potentialité. »

« L'Alliance atlantique a accepté un certain rapprochement avec les pays de l'Europe centrale et orientale, mais sans ouvrir de possibilité d'appartenance. Or il est nécessaire que les structures militaires de l'Europe postcommuniste soient intégrées dans un ordre démocratique. Dans ces pays, les organisations militaires peuvent, en effet, devenir à un certain moment un facteur politique important. »

Et la Communauté européenne ?

« Dernier volet enfin : la CEE. Le statut d'association, tel que Jacques Delors l'envisage, donne des avantages réels et assure ainsi une transition vers l'appartenance complète. Mais ce statut ne nous apporte pas une réponse entièrement satisfaisante. Nous voyons se développer dans les pays postcommunistes une attitude anti-européenne, qui découle d'une insatisfaction face à l'aide fournie par la Communauté, du retour à des valeurs traditionnelles et de l'attachement à l'agriculture, qui joue un rôle éminent dans ces pays, que plutôt que de « sous-développer », je préfère qualifier d'« autrement développés ». N'oublions pas qu'en Pologne un tiers de la population vit toujours à la

campagne ; la CEE peut, aux yeux de certains, représenter un danger. »

« Sur le plan de la civilisation et de la politique, l'Europe, celle des libertés fondamentales, de la démocratie, de la société ouverte, termes qui résument le mieux l'aspiration des sociétés postcommunistes aujourd'hui »



menacées par la misère et la frustration, cette Europe doit risque de réveiller une tentation anti-européenne. Voilà pourquoi j'attache une très grande importance à la réunion de Maastricht, car je pense que c'est le moment où la politique pourrait prendre le dessus sur l'économie. »

« On a un peu le sentiment que vous ne vous sentez pas très concernés par les enjeux de ce sommet - monnaie unique, politique unique - et que pour vous l'essentiel est d'être admis dans la Communauté... »

« Notre attitude est claire. Nous n'arrivons pas comme des consommateurs, comme des marchands. Le

rideau de fer, une fois liquidé par la chute du mur de Berlin, risque de devenir une frontière de civilisation, une sorte de « Grand Canal ». Ce que j'attends donc aujourd'hui, c'est une prise de conscience et les décisions conséquentes. Ceux qui pensent que la prospérité européenne est garantie se trompent profondément. »

Les « bagages » de la Pologne

« De Gaulle a dit en substance qu'il voulait bien de la Grande-Bretagne dans le Marché commun à condition qu'elle y vienne toute nue. Les Polonais sont-ils prêts à laisser à l'entrée de la Communauté leurs « bagages » - la peine de mort, des projets de loi contre l'avortement, des projets d'interdictions professionnelles ? »

« Je suis incapable de vous répondre. La Pologne est aujourd'hui divisée, avec un paysage politique où l'on trouve de tout, y compris une forte tentation autoritaire contraire à la notion de société ouverte. Ce sera très difficile de changer, d'abandonner cet héritage. Je ne peux pas vous dire que la Pologne abandonnera à la porte de l'Europe ses « bagages » tellement contraires à l'image de l'Europe de la fin du XX^e siècle. Mais vous êtes menacés autant que les Polonais par ces tendances autoritaires, par ces menaces contre la société ouverte. »

« Rester spectateurs ou vouloir ignorer ce qui se passe en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie est contraire à vos intérêts. En termes politiques simples, ceux de l'avenir, je voudrais dire ceci : si on accepte des pays comme la Pologne de la façon la plus large dans la Communauté, on aide les Polonais à abandonner leurs

encombrants bagages. Si on ne le fait pas, on aide, au contraire, ceux qui disent : « Que pouvons-nous attendre de l'Europe ? Nous, nous avons toujours été la vraie Europe, celle des valeurs de jadis, tandis que l'Europe d'aujourd'hui s'adonne à la consommation et perd le respect de la vie humaine. »

« Les Polonais sont-ils prêts à faire des sacrifices pour transformer leur agriculture ? »

« Les Polonais ont déjà accepté d'énormes sacrifices : une baisse de leur niveau de vie de 30 %, plus de deux millions de chômeurs, une aide étrangère infime, surtout si on la compare aux milliards de deutschemarks déversés aux cinq Länder et aux seize millions d'Allemands de l'Est. »

« Tout ce que nous avons fait, nous l'avons fait par nos propres forces. Maintenant, les Polonais n'acceptent plus de sacrifices. Une fois libérés du régime communiste qui leur était imposé, ils voudraient des avantages matériels. Ils sont pessimistes quant aux possibilités de voir leur situation s'améliorer rapidement. »

« Si on veut demander à un peuple des sacrifices, il faut lui donner de l'espoir. La société polonaise n'a pas confiance en son avenir ou ne l'a plus. C'est notre problème politique. Vous pouvez attendre de voir comment va évoluer cette situation ou vous pouvez nous aider en créant cet espoir, en restaurant cette confiance. De la façon la plus naturelle, en montrant la place grandissante des pays comme la Pologne dans la Communauté européenne. Parce que la Communauté, dans la conscience sociale des pays de l'Est, est l'exemple d'une réussite. La réussite engendre l'espoir : nous en avons besoin. »

Propos recueillis par
GABRIEL MERETIK

ESPACE EUROPEEN

REVUE
DE PRESSED'Artagnan
est mort
à Maastricht

« Que veut la Grande-Bretagne en Europe ? » La question soulevée par la quotidienneté londonienne *The Independent* revient dans les colonnes de la plupart des journaux européens. Les réticences britanniques sur l'union politique et monétaire continuent d'alimenter la polémique.

Le Royaume-Uni, estime *The Independent*, qui a exceptionnellement publié trois éditoriaux à la « une » sur le sujet, « ne peut pas se contenter d'un accord de principe prudent. [...] La création d'un marché et d'une monnaie unique, la mise en place d'une banque centrale, la lente extension des pouvoirs communautaires sur les affaires sociales, la politique étrangère et celle de la défense ont besoin d'une énergie positive pour soutenir l'ensemble de ce projet ».

C'est justement l'extension de ces pouvoirs de la Communauté qui inquiète le *Times*. Le journal condamne sévèrement la charta sociale européenne, dont le contenu est « honteusement fédéraliste ». « Les règles qui déterminent la vie quotidienne des citoyens européens doivent être minimalistes. Or ce principe est étranger au projet de Maastricht sur les affaires sociales ».

Pour le *Times*, la charta sociale européenne « va mettre en danger les droits fondamentaux de tous et provoquera plus de pas moins de chômage ».

Eviter
une « percée »

La Libre Belgique se demande comment régler les problèmes « spécifiques du Royaume-Uni ». Faut-il introduire dans l'accord de Maastricht « des éléments d'exception qui risquent de le rendre incertain et aléatoire » ?

Le quotidien bruxellois s'insurge contre toute mesure d'exception. « Comment susciter chez les Etats membres « divergences » la volonté politique de procéder dès maintenant à des ajustements douloureux si le but de l'union reste incertain et si l'effort demandé au corps social n'est pas perçu comme indispensable par rapport à cet objectif ? »

Mais les Britanniques ne sont pas les seuls à exprimer leurs doutes. Dans les colonnes du *Spiegel*, l'éditeur de l'hebdomadaire de Hambourg, Rudolf Augstein, estime que les Allemands doivent s'interroger, « quand il n'est pas encore trop tard, sur le sens du voyage [...] ». Nous voulons bien, comme jusqu'à présent, participer à des projets communs négociés de manière raisonnable, y compris jusqu'à l'intégration ».

Mais le *Spiegel* met en garde contre toute précipitation : « On ne doit absolument pas, dans l'indécision de tous, laisser cette rencontre [de Maastricht], insuffisamment préparée comme elle l'est, apporter la percée espérée ».

Un sommet décevant ne pourra que renforcer l'« euro-pessimisme » qui a déjà gagné la France alors qu'elle a joué un rôle de premier plan dans la construction européenne, estime *El País*. « La lune de miel franco-européenne a vécu », constate le quotidien madrilène, qui, à l'instar d'un député français, rappelle que d'Artagnan est mort devant les murs de Maastricht... »

« De nombreux Français se demandent si le pays n'a pas été trop loin dans l'abandon de son indépendance monétaire en tant que destin du franc à celui du mark, écrit le journal espagnol, ou en ouvrant les frontières aux capitaux internationaux, ce qui a permis à l'italien Agnelli d'acheter l'eau minérale Perrier et le vin chateau-margaux ».

Y.-M. R.

Des juges en accusation à l'Est

Les nouvelles démocraties essaient de fonder un Etat de droit en refusant à la fois l'oubli et la chasse aux sorcières

LS étaient venus de Roumanie, de Lituanie, de Bulgarie ou d'Allemagne avec leurs expériences, leur brio, et leurs interrogations. Avec leurs inquiétudes aussi : il n'est pas toujours confortable d'être magistrat dans des pays qui s'affranchissent de quarante ans de dictature. Le pouvoir a souvent besoin de la justice pour sévir : bien des juges des anciennes démocraties populaires affrontent donc la suspicion. « Il ne faut pas couvrir le passé d'un voile public, surtout lorsque ce passé est si glorieux pour la magistrature », affirmait François Guichard, le président de MEDEL (1), lors d'un colloque sur l'indépendance de la magistrature organisé récemment à Popowo, en Pologne. Pour nous, magistrats de ce qu'il est convenu d'appeler l'Europe occidentale, il ne s'agit pas de se comporter en professeurs de démocratie. Comment régler ses comptes avec le passé ?

Comment se pencher sur quarante ans de totalitarisme sans évoquer le rôle des juges dans les condamnations politiques ? L'Histoire, dans ce débat, peut être bonne conseillère.

L'épuration lancée en 1944, en France, concentra ainsi, selon Jean-Marie Guillon, membre de l'Institut d'Histoire du temps présent et maître de conférences à l'université de Provence, « toutes les difficultés et les griefs de l'épuration ». La docilité des juges, notamment dans les premières années du régime de Vichy, ne faisait pourtant guère de doute : seuls un magistrat et un conseiller d'Etat s'étaient refusés à prêter le serment d'allégeance personnelle au maréchal Pétain imposé en août 1941. Au mois de septembre 1944, la commission nationale d'épuration du ministère de la justice proposait 279 sanctions au garde des sceaux, François de Menthon, qui décidait d'en aggraver

103. Boon nombre de ces juges furent cependant réintégrés dans la magistrature dans les années qui suivirent. « Rappelons-nous du mot d'Yves Farge, un résistant devenu la Libération délégué du gouvernement dans la région gironnaise, concluait M. Guillon. Il écrivait : « L'épuration doit avoir des bornes, et dans le temps, et dans sa notion même. Sinon, un pur trouvera toujours un plus pur qui l'épure et l'on n'en aura jamais fini ».

Bien des magistrats allemands affirmèrent se reconnaître dans cette difficile expérience. Les juges de l'ex-RDA, dont 85 % étaient membres du Parti communiste, ont en effet activement participé à la répression. « Le plus simple aurait été de se taire et d'oublier, note un juge allemand. Mais le nazisme nous a appris qu'il valait mieux se souvenir ». Les nouveaux Länder ont donc mis en place en 1990 des commissions comprenant à la fois des juges et des élus qui ont étudié un à un les dossiers avant de transmettre leurs avis au ministre de la justice. Les résultats sont sévères : en Saxe, où les commissions ont achevé leur travail, la moitié des juges a été révoquée.

Lors de leurs auditions, bien des magistrats est-allemands se défendaient en affirmant s'être contents d'appliquer la loi. Les commissions ont donc été obligées de préciser les contours de la zone fragile qui permet aux juges de rester fidèles aux textes tout en défendant les droits élémentaires des inculpés. Le critère retenu est à la fois clair et imprécis : l'humanité. « Il y a mille manières d'appliquer une même loi », souligne Christophe Strecker, juge à Stuttgart. Les juges qui ont fait du zèle, ceux qui ont brisé des vies pour des délits que nous jugeons aujourd'hui dérisoires ou politiques ont été jugés « inhumains » et beaucoup ont dû quitter la magistrature. « Ce critère a souvent été mesuré à l'aune des jugements sanctionnant les tentatives de fuite vers l'Allemagne de l'Ouest : les magistrats est-allemands qui s'étaient alors montrés impitoyables ont le plus souvent été jugés indignes de reprendre leurs fonctions. « On ne peut toutefois s'empêcher de se demander : qu'au-

rais-je fait ? note un juge ouest-allemand. Après tout, nous avons eu la chance de ne pas être à leur place ».

La Pologne, elle, a choisi une voie différente. Après les débats de la table ronde qui a réuni en 1989 le gouvernement de M. Rakowski et le syndicat Solidarnosc, le principe de l'épuration de la magistrature a été abandonné. Croyant que les juges proches du pouvoir partiraient d'eux-mêmes, le gouvernement a accordé à tous les magistrats le bénéfice de l'immunité. Deux ans plus tard, ce pari a échoué : l'épuration interne n'a pas eu lieu. « En 1990, la demande du ministre de la justice, nous avions pourtant transmis au gouvernement les dossiers des magistrats impliqués dans la répression politique entre 1981 et 1986 », rappelle Marek A. Nowicki, vice-président du comité Helsinki pour les droits de l'homme. La vérification que nous attendions a été écartée. Et ces juges, qui sont inamovibles, sont aujourd'hui encore dans les tribunaux ».

Procédure
disciplinaire

Relancé à l'automne à la faveur de la campagne électorale, le débat sur l'épuration continue d'empêcher le climat politique. « Nous estimons que ces juges sont au nombre de cinquante environ, poursuit Marek A. Nowicki. C'est peu, mais comment demander aux Polonais de respecter leur justice alors qu'ils voient travailler des juges qui ont envoyé les opposants politiques en prison ? »

L'épuration « volocitaire » ayant échoué, le gouvernement a proposé cette année de créer un tribunal disciplinaire chargé de sanctionner les juges ayant « enfreint » le principe de l'indépendance. « Nous ne contestons pas la nécessité de l'épuration, mais nous posons le problème des garanties », proteste Teresa Romer, présidente de Justitia, une association de juges polonais. Ce projet est beaucoup trop flou : il ne définit pas les périodes visées, et le fait d'être « enfreint » l'indépendance pourra être interprété de mille manières différentes. De plus, la plupart des consignes du parti passaient par téléphone : comment, dans ces

conditions, prouver qu'il y a eu une faute ? La magistrature polonaise ne cache pas son inquiétude. « Il est exagéré d'évoquer une responsabilité collective », s'insurge Michel Kordek, juge à Gdansk. Je faisais pour ma part du droit civil. Le code civil polonais est-il communiste ? Ma réponse est non. Dans ce domaine, notre droit est très proche des législations européennes ».

L'enthousiasme retrouvé de la magistrature des anciennes démocraties populaires laisse souvent les juges occidentaux vaguement sceptiques. Invoquant la loi, mais aussi plus largement le droit, les magistrats polonais font ainsi état d'une conception très large de leur métier. « Le juge doit agir conformément au droit, mais aussi conformément à sa propre conscience », note le premier président de la cour suprême polonaise, Adam Strzembosz. Si la loi limite son indépendance, le juge devra se prononcer contre la loi en se fondant sur les principes fondamentaux de la justice. « Une conception « messianique » du juge que Jean-Claude Nédélec, le président du Syndicat de la magistrature, dira ne pas partager.

Plus symbolique encore était le débat sur l'appartenance à un parti politique. Exclues par quarante ans de gouvernement communiste, les Polonaises ont interdit à leurs magistrats d'adhérer à un parti. « Le juge est aussi un citoyen », soulignait pourtant un Allemand de l'Ouest. Voulait-il qu'il soit non politisé est donc irreal. Mieux vaut lui permettre d'afficher ses positions clairesment en autorisant l'adhésion aux partis. Le dialogue est resté toutefois ouvert : les Occidentaux souhaitent à tout prix ne pas se comporter en docteurs de leçons. « Nous n'avons aucun programme doctrinal à proposer », concluait François Guichard. Les programmes venus d'ailleurs, vous le savez mieux que personne en Europe de l'Est, ne devraient jamais sortir de leurs cartons ».

ANNE CHEMIN

(1) MEDEL (Magistrats européens pour la démocratie et les libertés) : 12, rue Fickmatt, 67000 Strasbourg. Tél. : 89-23-99-60.

« Il faudrait doubler nos effectifs »

nous déclare le ministre tchèque de la justice

« Il semble que la magistrature soit boudée par les étudiants ».

Dans un pays où la fonction de juge a longtemps été associée aux méfaits du régime, il est normal que cette profession n'éveille pas énormément de vocations. Du fait des nouvelles perspectives du secteur privé, les étudiants préfèrent s'orienter vers les professions d'avocat d'affaires ou de conseiller, beaucoup plus rémunératrices. Le salaire d'un bon avocat oscille entre 20 000 et 30 000 couronnes (4 000 à 5 000 francs) ; celui d'un juge débutant était à l'époque de 3 600 couronnes.

Comment le gouvernement réagit-il ?

« Un Etat qui se veut un Etat de droit doit se doter des moyens nécessaires. C'est pourquoi, pour la première fois dans l'histoire de la Tchécoslovaquie, chacune des Républiques a voté à la fin du mois de septembre une loi de réévaluation des salaires de la magistrature : le minimum est désormais de 6 000 couronnes et nous avons créé un éventail des salaires allant jusqu'à 13 000 couronnes. C'est le minimum pour garantir l'indépendance des juges ».

Cela suffira-t-il à attirer les candidats ?

« Je crains que non. Les 1400 magistrats du parquet sont submergés de travail. En tenant compte des diverses lois qui entreront en vigueur en janvier prochain, il faudrait simplement doubler nos effectifs. A la fin du mois d'août, dans la seule République tchèque, la justice a répondu à 180 000 demandes de réhabilitation des citoyens victimes de l'ancien régime. Ce chiffre n'est pas définitif ; il atteindra sans doute le

cap des 200 000. La procédure est très lente, car la justice a décidé d'étudier les dossiers au cas par cas. A ce jour, nous avons seulement pu répondre à 1/7 des plaignants. Il faudra sans doute dédommager plus de 70 000 personnes. Et tout cela sans compter en compte la loi d'épuration votée le 4 octobre dernier (1). Selon nos estimations, le nombre de personnes ayant collaboré avec la police politique irait de 120 000 à 140 000, et celui des membres des milices populaires avoisinerait les 120 000. Si l'on prend la période concernée par la loi, de 1948 à 1989, ces derniers chiffres pourraient bien être multipliés par cinq ».

On dit également que la Cour suprême sera touchée par cette loi...

« A la fin des années 40 et au début des années 50, les milices populaires recrutèrent surtout chez les ouvriers, mais, au cours de ces vingt dernières années, elles ont complété leurs effectifs avec les magistrats incapables de résister aux pressions : soit ils entraient dans la milice, soit ils perdaient leur emploi. Aujourd'hui, entre 15 % et 20 % des cinquante juges de la Cour suprême seront touchés par cette législation. Je pense qu'ils partiront d'eux-mêmes ».

Propos recueillis par
CATHERINE MONROY

(1) Le texte stipule l'exclusion de la fonction publique pour une période de cinq ans des anciens collaborateurs de la police politique, des fonctionnaires communistes et des membres des milices populaires.

LE MONDE

COLLOQUE : « OU VA L'EUROPE INDUSTRIELLE ? »

Jeudi 16 janvier 1992

Ancienne École Polytechnique - (1, rue Descartes - 75005 Paris)

MATIN	SOIR
<p>9 heures Dans la compétition mondiale, l'Europe a-t-elle des chances : forteresse Europe ou large ouverture ?</p> <p>Avec : Jacques LESOURNE, directeur du journal <i>Le Monde</i>.</p> <p>Riccardo PERISSICH, directeur général, DGS, Commission des communautés européennes.</p> <p>Barry BOSWORTH, Staff Economist Brookings Institution.</p> <p>Hisanori ISOMURA, ancien directeur général, NHK.</p> <p>10 h 45 Les secteurs menacés : quelles stratégies ?</p> <p>Avec : François PERRIN-PELLETIER, Conseil du directoire, P.S.A.</p> <p>François LORENTZ, président groupe Bull.</p> <p>Jean CAILLIOT, vice-président Thomson, matériel électronique grand public.</p> <p>Jean-Philippe DAUVIN, Corporate Economics and Market Research Manager, SGS Thomson.</p>	<p>14 h 15 La compétitivité européenne dans les hautes technologies.</p> <p>Avec : Hubert CURJEN, ministre de la recherche et de la technologie.</p> <p>Exemples de secteurs porteurs et à quelles conditions ?</p> <p>Avec : Henri MARTRE, président-directeur général Aérospatiale.</p> <p>Philippe DREYFUS, vice-président CapGemini.</p> <p>La dynamique de l'élargissement.</p> <p>Avec : Magnus LEMMEL, directeur général de la fédération du patronat suédois.</p> <p>Jacques CORNU, Head of E.C. Affairs, Ciba Geigy.</p> <p>Conclusion : Quelle politique pour la Communauté ?</p> <p>Hubert CURJEN.</p> <p>Les débats seront animés par Eric LE BOUCHER, journaliste au <i>Monde</i>.</p>

Renseignements et inscriptions :
CEPRI - 43, rue Hode - 92130 Issy-les-Moulineaux - Tél. : 46-44-45-00

Tribune européenne

Vive le Japon !

par Edzard Reuter

LORSQU'il est question des relations entre le Japon et ses principaux partenaires, le discours devient martial. « Le Japon est notre ennemi », a déclaré le premier ministre français, et aux Etats-Unis le « Japan bashing » est de bon ton. Même un homme aussi réservé que le président du Parti social-démocrate allemand a récemment déclaré le Japon comme notre « concurrent le plus agressif ».

Quels sont, concrètement, les éléments qui ont déclenché ce sport de plus en plus populaire consistant à attaquer le Japon ? Les explications sont multiples. L'une d'entre elles est peut-être que notre ouverture d'une propre industrie générale, d'un bon côté, ne soit qu'un vieux mensonge.

Ce ne serait pas une catastrophe si ces lacunes devaient se payer par la fermeture de telle ou telle entreprise particulière. Il ne s'agit que de la sanction légitime par l'économie de marché, et donc souhaitable, d'une propre insuffisance. Malheureusement, il existe aussi des risques dont on ne peut accepter les conséquences avec seulement quelques regrets. On a compris que, en dominant le secteur de la microélectronique et le marché de l'information, on pouvait se créer un accès exclusif à de nombreuses branches industrielles et économiques. Or, précisément dans ce domaine, le Japon poursuivait sans relâche sa stratégie et en a touché des dividendes dont il convient de s'inquiéter pour la simple raison qu'ils mettent en danger la compétitivité de nombreux pays.

Les Occidentaux discernent difficilement l'origine du mal dans leurs propres rangs lorsqu'un concurrent a plus de succès qu'eux. Or il est temps de regarder la vérité en face et de réaliser enfin comment s'est faite l'entrée du Japon chez les grandes puissances.

N'est-ce pas se leurrer soi-même lorsque, pour expliquer que la FNB par habitant soit en trente ans, passé de 1 400 à 23 000 dollars au Japon, on ne trouve d'autre argument que la faiblesse du niveau des

salaires, la durée du temps de travail, le tout associé à une politique industrielle mercantiliste douteuse ?

Apprendre de l'étranger fut et reste une activité nationale au Japon. Conquérir des marchés extérieurs fait partie du consensus qui régit le comportement des Japonais. Faire jouer une concurrence impitoyable entre les entreprises : cela aussi est tout naturel, mais seulement tant qu'il s'agit de firmes japonaises. La réaction de défense qui a grandi au fil des siècles ne s'est pas subitement évanouie. On comprend que les efforts de pénétration des étrangers, que ce soit par le biais d'importations ou encore d'investissements directs, s'accroissent mal avec une mentalité marquée de mille sortes par l'histoire et la culture.

Autre constatation : quand les conditions de survie matérielle ont appris aux hommes à rester solidaires et à s'entraider, il est absolument inévitable qu'un tel modèle culturel se reproduise.

Des peurs
irrationalles

Naturellement, tout cela est parfaitement étranger au mode de pensée conflictuel qui domine en Occident, et nous avons peine à imaginer un tel phénomène sans l'intervention d'un pouvoir secret ou d'intentions furtives.

Si nous refusons de comprendre que la vie économique est elle aussi marquée de façon décisive par le patrimoine culturel et historique d'un pays, alors nous ne pouvons éviter que nous ne soyons en proie à des peurs irrationnelles. La protectionnisme, qui signifie, comme chacun sait, la fin irrévocable des marchés internationaux, de la prospérité et de la paix, en serait la conséquence.

Que peut-on faire ? La réponse implique la compréhension et le respect mutuel. Il nous faut, entre la Communauté européenne et le Japon, ou mieux encore avec la participation des Etats-Unis ou dans le cadre de l'OCDE, un accord rationnel

concernant l'évolution de nos forces et de nos faiblesses économiques.

Bien entendu, cet accord doit concerner exclusivement les conditions globales, et non le chiffrage des puces électroniques contenues dans les magnétoscopes. Il s'agit de répondre à peu près également les compétences, les capacités et les emplois dans les régions hautement industrialisées, mais surtout de garantir la disponibilité globale des technologies d'importance stratégique. L'accord doit garantir aussi une concurrence dynamique entre les pays développés tout en laissant aux autres régions du globe une chance de développement équitable.

Au sein de la famille européenne, nous Allemands sommes aujourd'hui confrontés au fait que nous ne pouvons plus nous soustraire à une responsabilité politique accrue. Il ne s'agit en fait pour les Européens, et parmi eux pour les Allemands, que de reprendre un rôle exoré pendant des siècles.

A l'inverse, le Japon vit encore dans l'angoisse de voir sa toute première représentation sur le scène politique mondiale se terminer de façon fâcheuse. Le refus, encore très répandu, de prendre véritablement connaissance des faits qui ont marqué la seconde guerre mondiale et la période qui l'a précédée - sans même parler de les assumer - est plus que significatif. Mais, d'autre part, les Japonais ne voudraient pas annuler un succès économique et technologique sans précédent en assumant des fonctions politiques fondamentalement nouvelles. Et pourtant, le prix que le Japon devra payer pour comprendre inévitablement l'acceptation de responsabilités politiques internationales qui impliquent en contrepartie la renonciation à toute mentalité conquérante.

Mais le revers de la médaille de la responsabilité japonaise, c'est la responsabilité Européenne.

Edzard Reuter est président du directoire de Daimler-Benz.

1354 1011

ESPACE EUROPEEN

L'adieu à « K-town »

La présence des troupes américaines en Allemagne va être fortement réduite aggravant la crise dans les régions déjà défavorisées

FRANCFORT

correspondance

« Il faut espérer que d'ici à 1994 tous les otages auront été libérés. » Le vœu de Doug Moore, porte-parole de l'US Air Force à Ramstein, a été exaucé, et l'hôpital américain de Wiesbaden pourra fermer ses portes comme prévu dans trois ans. C'est cet établissement qui a accueilli ces dernières années les otages américains libérés du Liban, pour leurs retrouvailles avec la vie.

La fermeture des installations de Wiesbaden est la conséquence de la réduction de la présence américaine en Europe, et notamment outre-Rhin. Jusqu'à la chute du mur de Berlin, en novembre 1989, l'Allemagne était le pays en Europe où l'on comptait le plus grand nombre de soldats. Au total 1,5 million d'hommes de troupe prêts au combat étaient stationnés à l'ouest et à l'est de l'Elbe. Depuis les accords de Vienne sur les armements desquels en Europe et la guerre du Golfe qui a dégringolé le contingent américain en Allemagne, le compte à rebours a commencé.

A Francfort, siège du 5^e corps de l'armée de terre américaine, on n'a plus guère d'espoir. Initialement, le nombre total des troupes américaines stationnées sur le territoire ouest-allemand devait passer de 250 000 à 195 000 en trois ans. Mais des réductions « beaucoup plus importantes » sont envisagées : d'ici à octobre 1992, les effectifs de l'armée de terre de la 6^e armée seront réduits de 84 000 hommes, avec comme but de tomber au-dessous de la barre des 100 000 à partir de 1995 (216 000 hommes actuellement), soit « quasiment la suppression d'un corps d'armée », précise un porte-parole.

Les trois derniers otages américains réunis à l'hôpital militaire de Wiesbaden. Terry Anderson (au centre) est entouré par Joseph Gioppio (à gauche) et Allen Steen.



Les autorités locales sont préoccupées par ces réductions globales mais surtout par le choix des bases devant être fermées. Dans les centres urbains « surchargés » comme Francfort, Wiesbaden ou Munich où les logements pour les étudiants et les exilés sont cruellement déficitaires, le départ des troupes américaines peut apparaître comme une aubaine dans la mesure où il libère non seulement les installations militaires mais également les logements qui sont logés les familles des GI, ainsi que les infrastructures

qui vont avec : écoles, cinémas, centres sportifs, golf, etc.

C'est plus inquiétant pour les régions moins dynamiques, comme le Palatinat, où se concentre le plus grand nombre de troupes de tout le territoire ouest-allemand, ainsi que certaines parties de la Bavière restées très agricoles. A partir de Stuttgart, qui est aussi le siège du commandement des États-Unis en Europe (US EUCOM), le 7^e corps de l'armée de terre officie pour tout le sud de l'Allemagne. En Bavière, où 60 000 Américains sont stationnés, les responsables ont déjà prévu de fermer une quarantaine de bases – soit près de la moitié – et de renvoyer 22 000 soldats chez eux. Parmi les villes concernées on trouve Munich mais aussi Würzburg, Ansbach, Augsburg et Nuremberg. Gräfenwörth, une municipalité de 6 000 habitants, va perdre une véritable manne : sur les 230 kilomètres carrés de la localité, 210 étaient utilisés pour les manœuvres des troupes américaines qui payaient une redevance bienvenue dans cette région agricole où le chômage, l'hiver, dépasse 6 % de la population active.

Une aide communautaire

Dans le Land de Rhénanie-Palatinat, la situation est encore plus désespérée. Les Américains y sont le troisième employeur, après BASF et la fonction publique, puisque environ 23 000 emplois civils dépendent de leur présence ainsi que de celle des Français. Avant la guerre du Golfe, on comptait 65 000 soldats américains, 15 000 français et 45 000 allemands dans ce Land, auxquels il faut ajouter 80 000 « dépendants » américains et 7 000 « dépendants » français. Symbole de la très forte présence américaine, la ville de Kaiserslautern (K-town, comme l'appellent les GI) où 40 % du chiffre d'affaires réalisé localement provient du « secteur militaire », ce qui représente 600 millions de deutschemarks par an (plus de 2 milliards de francs).

Pour faire face aux retombées économiques du retrait des troupes étrangères – les Français ont annoncé qu'ils évacueraient complètement la région d'ici à 1992 – les autorités du Land ont mis au point un « plan

d'urgence » visant à assurer dans les plus brefs délais la reconversion des installations militaires laissées vacantes. En 1991, la Commission européenne s'est engagée à verser 80 millions de deutschemarks de subventions dans le cadre de son programme de désarmement. Pour sa part, le gouvernement fédéral a prévu une aide structurelle annuelle de 2,45 milliards de deutschemarks pour aider neuf Länder, une somme jugée très « insuffisante » par le ministre-président de Rhénanie-Palatinat, M. Rudolf Scharping, un social-démocrate nommé en avril après la défaite cuisante des chrétiens-démocrates aux élections régionales. Jusqu'à cette date, le Land était un fief de la CDU que gouvernait M. Helmut Kohl.

En attendant une éventuelle augmentation des aides, M. Scharping a décidé de ne pas chômer. Lors d'un récent voyage aux États-Unis, il a lancé un appel aux investisseurs américains pour qu'ils viennent s'installer de préférence chez lui plutôt que dans les cinq nouveaux Länder de l'Est. Son argument : la population locale présente l'avantage d'avoir l'habitude de travailler avec les Américains depuis quarante-six ans et ne devrait donc avoir aucun mal à se reconverter.

Ce passage du militaire au civil, M. Scharping entend également le réaliser avec l'aide de la Commission de Bruxelles, comme pour la base aérienne de Zweibrücken que l'US Air Force en Europe (USAFE), dont le siège est situé à Ramstein, vient de

rendre aux Allemands. Mootant de l'aide réclamée pour Zweibrücken : 200 000 écus. Pour la base aérienne de Hahn, partiellement fermée par les Américains, la reconversion s'annonce beaucoup plus difficile dans la mesure où l'installation est à l'écart de toutes les grandes routes et pourra donc difficilement être utilisée pour des vols d'affaires.

Selon Doug Moore, l'US Air Force n'a pas l'intention – pour l'instant – de fermer ses autres bases en Rhénanie-Palatinat, notamment à Bittburg, Spangdahlem ou Sembach qui sont toutes les trois également situées dans des endroits très isolés. En revanche, précise ce porte-parole, la base de Lindsey sera complètement évacuée d'ici à 1994 comme l'hôpital de Wiesbaden.

Une des premières pommes de discorde entre les autorités militaires américaines et le Land de Hesse concerne l'ancien siège de l'IG Farben à Francfort dont les Américains avaient voulu faire leur quartier général après la guerre à cause de sa forme pentagonale rappelant le ministère de la défense à Washington. Mais ainsi que le précise un porte-parole de la ville, ni les autorités locales ni les Lander ont voix au chapitre en ce qui concerne la restitution des bâtiments ou des terrains. C'est Washington qui décide, après consultation, et l'Etat fédéral revend ensuite ces installations aux intéressés.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

BRUXELLES

STRASBOURG

Un budget controversé

STRASBOURG

(Communauté européenne)

de notre correspondant

Depuis que le Parlement européen est élu au suffrage universel direct (1979), la discussion budgétaire a souvent été l'occasion de mettre les relations entre l'Assemblée et les États membres au bord de la crise. L'accord intervenu en conseil européen de février 1988 sur les perspectives financières, assurant un financement régulier des politiques communes, l'instauration d'une « discipline budgétaire » dans le secteur agricole et le doublement des fonds structurels (aides sociales et régionales principalement), avait cependant conduit à la paix entre les Douze et le Parlement.

Les députés européens, dont l'essentiel des pouvoirs se résume à peser sur les crédits communautaires, avaient obtenu qu'au titre de la « cohésion économique et sociale » en faveur des régions les plus pauvres de la CEE, les fonds structurels s'élèvent à 18,6 milliards d'écus (1) en 1992. Dans le même temps, le coût relatif de l'agriculture diminuait : 35 milliards d'écus, soit 52 % du budget général contre plus de 60 % en 1988.

La rééquilibrage budgétaire se réalisait donc selon les vœux de la majorité. Mais les bouleversements dans les pays de l'Est ont provoqué un triplement de l'aide communautaire en trois ans (4 milliards d'écus inscrits pour 1992). Pour faire face, les ministres ont supprimé des crédits dans des secteurs (culture, formation, protection des consommateurs, certaines actions sociales, etc.) auxquels le Parlement était particulièrement attaché.

L'Assemblée a alors mis en réserve, en octobre dernier, 860 millions d'écus destinés à la fourniture de denrées alimentaires et d'une assistance technique, dans l'espoir d'obliger les Douze à lever des recettes additionnelles (le système en vigueur peut encore dégager environ 2 milliards d'écus) pour ne pas pénaliser les politiques communautaires internes. Le conseil des ministres n'a pas tenu compte des requêtes de Stras-

bourg et a reconduit tel quel son projet de budget.

C'est donc dans un climat de tension que le Parlement se saisit cette semaine du dossier. Il doit voter les dépenses que son président, M. Enrique Baron Crespo, doit valider avant que la Commission puisse les engager. Les députés européens, sans doute déçus par les résultats de Maastricht, risquent de « se venger » sur les perspectives financières pour 1993-1997, que la Commission envisage de présenter en janvier prochain.

Le cas espagnol

Il est d'ores et déjà prévu de poursuivre sur la même voie : réduction du coût financier de l'« Europe verte » et effort accru en faveur de la « cohésion économique et sociale ». Bruxelles songe en outre à recommander des enveloppes substantielles pour le financement des infrastructures de communication et des actions sur l'environnement afin que les États les moins riches puissent respecter les normes européennes sans nuire à la compétitivité de leurs entreprises. La création d'un fonds de réserve au profit de l'Est apparaît également indispensable pour éviter une catastrophe économique dans cette partie de l'Europe.

Ce schéma suppose un accroissement non négligeable des ressources communautaires. Le Parlement n'est pas contre mais l'Allemagne et la France, les plus gros contributeurs nets de la Communauté, sont extrêmement réservées. Quant à l'Espagne, sa politique est fondée sur les bénéfices tirés des « fonds structurels », alors que, compte tenu de son développement, elle devrait devenir dans les prochaines années un « contributeur net ». Aussi, craint-on, dans les milieux communautaires qu'il y ait bientôt un « cas espagnol » comme il y eut naguère un « cas britannique » qui s'est terminé par l'octroi d'un statut spécial du Royaume-Uni.

MARCEL SCOTTO

(1) 1 écu = 7 francs.

LIVRES

ET REVUES

L'HEURE DE L'EUROPE

Au moment où la Communauté cherche à approfondir son unité, il lui faut définir ses relations avec le reste du monde, et d'abord avec les pays d'Europe centrale et orientale. La revue *Projet* prend position contre « l'Europe fortresse » et s'interroge des experts sur les attentes de leurs pays envers la CEE.

Projet, n° 228, 138 pages, 80 F.

14, rue d'Assas, 75005 Paris. Tél. : 45-48-52-51.

LES RELATIONS CEE EUROPE DE L'EST

Ces actes d'un colloque universitaire tenu à Bordeaux donnent une vision très complète des rapports économiques entre les Douze et les États qui cherchent à construire la démocratie et qui essaient de définir une transition vers l'économie de marché. Préface de Jacques Delors.

Sous la direction de Jean-Claude Gaudin. Travaux de la Commission pour l'étude des Communautés européennes. Ed. Economica. Paris, 1991. 780 pages, 350 F.

LES CHEMINEMENTS DE L'EUROPE

La revue *Cadmos* consacre son numéro de l'automne à une histoire de l'idée européenne depuis le Congrès de La Haye jusqu'à l'effondrement du communisme.

Cadmos, Cahiers trimestriels du Centre européen de la culture, 85, Villa Moyser, 122, rue de Lausanne, 1202 Genève.

DEUTSCHLAND, WAS NUN?

« L'Allemagne, et maintenant ? » l'historien Arnulf Baring s'interroge sur la politique allemande après la réunification. Manifestant une grande déception par rapport à la Communauté européenne, il considère que la meilleure garantie est l'alliance avec les États-Unis pour une Allemagne qui ne doit pas hésiter à assumer dans le monde le rôle que lui confère sa puissance retrouvée.

Sheffer Verlag, Berlin, 1991.

COMPRENDRE L'EUROPE

La Pologne et les relations franco-allemandes. – La dialogue organisé chaque année par France-Culture et la Radio suisse est élargi cette année à la Pologne. Retransmission de la discussion qui a eu lieu récemment à Serrebruck.

France-Culture, mardi 10 et mercredi 17 décembre à 21 h 30.

Environnement : les investissements prioritaires en Europe. Le Club de Bruxelles organise les 6 et 7 février 1992 une conférence-débat sur les investissements prioritaires à réaliser pour améliorer la protection de l'environnement en Europe d'ici à l'an 2000.

Informations : Club de Bruxelles, 10, rue du Collège-Saint-Michel, B-1150 Bruxelles. Belgique. Tél. : (32-2) 7718890.

La démocratie et ses minorités. – L'Institut d'études européennes de Francfort-sur-le-Main organise un colloque sur ce thème les 12 et 14 décembre, avec la participation de nombreux scientifiques d'Europe de l'Est.

Institut für Europäische Studien, Beckenhofstr. Landstrasse 104, 6000 Frankfurt am Main 1, RFA. Tél. : (49-69) 7411451.

La désinflation compétitive, le mark et les politiques budgétaires en Europe. – Le groupe international de politique de l'Observatoire français des conjonctures économiques présentera son premier rapport le jeudi 12 décembre à 18 h 00 dans l' amphithéâtre Leroy Beaulieu de la Fondation nationale des sciences politiques.

FNSP, 27, rue Saint-Guilhem 75007 Paris.

L'ENTREPRISE

Un portrait de la France qui produit, au seuil de l'échéance du grand marché européen de 1993

A lire, relire et méditer...

En vente en kiosque et dans les Observatoires économiques Régionaux de l'INSEE - Prix : 50 F

DECouvrez LE PACIFIQUE

Vois A/R + hébergement, base 2 personnes + assurance, assistance.

HAWAII - Oahu	9 jours/7 nuits	8 300 F*
AUSTRALIE - Sydney + Brisbane	15 jours/12 nuits	17 960 F*
NOUVELLE-ZELANDE - Auckland + Wellington	15 jours/12 nuits	18 300 F*

Et aussi :

- Fidji
- Papouasie/Nouvelle-Guinée
- Nouvelle-Calédonie
- Vanuatu
- Polynésie Française.

* Prix à partir de, par personne et valable jusqu'au 31 mars 1992.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Répétition générale pour le procès Touvier

Pour la première fois, une chambre d'accusation étudie le dossier d'instruction d'un Français inculpé de crimes contre l'humanité

La partie se joue à huis clos. Depuis exactement une semaine, le cas Touvier mobilise hauts magistrats et avocats à l'abri de lourdes portes capitonnées. Ce qui se joue devant la chambre d'accusation de Paris, avec tant de patience et d'acharnement, est capital et se résume simplement : l'ancien chef milicien Paul Touvier sera-t-il, oui ou non, renvoyé devant la cour d'assises de Paris ?

Commencés le 2 décembre, les débats continueront mardi et se concluront probablement vendredi 13. Le droit et la jurisprudence sont naturellement invoqués. Mais ces audiences sont aussi l'occasion d'une dure confrontation sur la réalité et les contours des crimes reprochés à Paul Touvier et nié par ce dernier.

Un affrontement particulièrement serré qui s'appuie sur d'innombrables documents et témoignages recueillis depuis le 24 mai 1989, jour de l'arrestation de Paul Touvier dans la prière Saint-François de Nice. Un débat qui a imposé aux différentes parties une remaniée dans le temps et une « lecture » attentive de la chronique politique et administrative de la première moitié des années 40 : l'Allemagne nazie occupait alors la France et bénéficiait de la collaboration de l'Etat français qui avait installé ses quartiers à Vichy.

Pour que la justice arrive à bout de ce travail considérable, la section de recherches de la gendarmerie dirigée par le colonel Jean-Louis Recordon a littéralement écumé les dépôts des archives départementales et les Archives nationales. D'innombrables dossiers de justice et pièces administratives portant la trace des activités de la milice ont été saisis, s'ajoutant aux notes et documents personnels conservés par Touvier lui-même. Plus de trente

mille pages sont ainsi venues grossir durant deux semaines le dossier d'instruction.

Sous la direction du juge d'instruction Jean-Pierre Getti, l'enquête criminelle s'est donc résolument collée à l'Histoire. Ce ne fut pas en vain puisque sous la poussière des liasses jaunies reposait l'indispensable : les identités des subordonnés de Paul Touvier qui jurèrent avec lui fidélité à Philippe Pétain et chantèrent le credo d'un régime voué à la collaboration : « *Bolchevisme, francs-maçons ennemis d'Israël, ignoble pourriture d'Europe, la France vous vomit !* ».

D'abstraite, la milice, créée en janvier 1943, redevenait tout à coup clairement identifiable. Et les hommes dirigés par Touvier — les Ferrand, Cavalliot, Reynaud, Broggi, Monatte, Aovergne, Gouet, Reynaudon et tant d'autres — sortaient de l'oubli, accusaient bien souvent leur chef au travers des procédures judiciaires laissées derrière eux.

Mais l'un des principaux résultats de l'instruction est aussi d'apporter la démonstration de l'imbrication de la police supplétive que fut la milice avec l'appareil d'Etat. Intégrée à la fonction publique française et placée statutairement sous l'autorité de Pierre Laval, elle fut à partir du mois de décembre 1943 représentée au plus haut niveau lorsque son chef, Joseph Darnaud, devint le responsable du maintien de l'ordre au sein du gouvernement, puis secrétaire d'Etat, et qu'un autre chef milicien, Philippe Henriot, alors très connu pour ses éditoriaux radiodiffusés, fut nommé secrétaire d'Etat à l'information.

Au terme de l'instruction du juge Getti, M^{me} Martine Bouloué indique dans son réquisitoire définitif que « l'action de la milice s'inscrit par conséquent de manière effective dans le cadre de



l'exécution du plan concerté défini par l'Etat nazi et relayé par le gouvernement de Vichy au nom de sa propre idéologie, en vue de persécuter des fractions entières de populations civiles sélectionnées en fonction de leur appartenance à la communauté juive ou à un groupe d'adversaires de la politique d'hégémonie idéologique ».

Des témoins privilégiés

Dans ce contexte, le rôle de Paul Touvier apparaît plus nettement, même si l'inculpé dément avoir jamais été antisémite et soutient s'être fixé comme but de jouer les modérateurs. Nommé fin 1943 responsable du 2^e service

régional de la milice à Lyon, qui couvrait sept départements, il dépendait directement de Jeano Degans, directeur des renseignements généraux. Promu en janvier 1944 « inspecteur national de la milice », il peut difficilement passer, en raison de ce titre, pour un simple subordonné.

S'il a aujourd'hui cette tentation, les résultats de l'instruction en limitent la crédibilité. Du reste, l'examen des archives saisies par le juge n'a pas seulement éclairé fortement les zones d'ombre d'une milice régionale peu étudiée jusqu'à présent. Il a permis de retrouver — cinquante ans après — quelques témoins privilégiés de l'action politique et policière de « chef Paul ». Parmi d'autres, sa secrétaire, Gilberte Duc, l'un de ses chauffeurs, Jean-Lucien Feuz, l'un de ses subordonnés, Edmond Fogelle, et l'un de ses pairs, Louis Macé, directeur régional du Service des sociétés secrètes (le Monde du 13 juillet).

Or, un demi-siècle après la collaboration, la mémoire de ces témoins, pourtant engagés dans le camp des vaincus, n'a pas subi de profondes altérations. Leurs souvenirs restent précis encore que parfois embarrassés, leurs observations parfois terribles. Ce sont ces témoignages, parvenus à quelques autres, qui ont permis au juge Getti de retenir, à l'issue de son instruction, sept dossiers dont quatre ne figuraient pas dans le dossier de 1989 :

— Les sept otages de Rillieux-la-Pape. Des miliciens placés sous l'autorité de Paul Touvier participèrent à la fusillade de sept otages, le 29 juin 1944, contre le mur du cimetière de Rillieux, dans la banlieue lyonnaise. Six des otages sont juifs et ont été choisis comme tels, le septième est encore non identifié à ce jour. Cette « opération punitive » intervint après l'assassinat du ministre de l'Information Philippe Henriot, survenu la veille à Paris. Il a pu être établi que les otages, pour la plupart arrêtés après l'assassinat de Philippe Henriot, ont été regroupés dans la même cellule et sélectionnés au petit matin par Paul Touvier.

— L'assassinat de Lucien Meyer, la déportation d'Elisette Meyer et de M. Claude Bloch. Quelques heures après la fusillade de Rillieux, deux miliciens arrêtèrent dans une commune voisine, Crepeux-les-Brosses, trois membres d'une même famille : Claude Bloch, alors âgé de seize ans, sa mère Elisette Meyer et son grand-père Lucien Meyer. Coodolts dans les locaux de la Gestapo par les deux miliciens — Claude Bloch a identifié Paul Touvier comme étant l'un d'eux — Lucien Meyer y trouva la mort au cours d'un interrogatoire accompagné de tortures, Elisette Meyer et Claude Bloch sont déportés à Auschwitz en août 1944. Elisette Meyer a aussitôt été exterminée tandis que son fils, aujourd'hui partie civile, était sélectionné pour le travail.

— La déportation de Jean de Filippis. Résistant et membre des groupes francs depuis 1941, Jean de Filippis est arrêté dans un café lyonnais le 16 janvier 1944 par des miliciens dirigés par Paul Touvier et des membres de la Gestapo. Conduit dans les locaux de la gestapo, il est interrogé et torturé. Celui que ses hommes appellent « Monsieur Paul » a vu infliger le supplice de la « baignoire ». Déporté le 4 avril à Mauthausen, Jean de Filippis est rapatrié le 24 mai 1945 dans un

état de très grande faiblesse physique.

— L'assassinat des époux Basch. Hélène et Victor Basch, tous deux octogénaires, sont assassinés le 10 janvier 1944, respectivement par les miliciens Henri Gouget et Joseph Lécussan. L'arrestation de Victor Basch, ancien président de la Ligue des droits de l'homme, avait été programmée par la milice en liaison avec le lieutenant allemand August Moritz.

Pour la Gestapo et la milice, Victor Basch, juif et franc-maçon, devait disparaître. La complicité présumée de Touvier dans ces assassinats est notamment retenue en raison de sa participation à une réunion préparatoire de cette « opération » et du témoignage de Louis Macé, délégué régional du service des sociétés secrètes à Lyon, qui indique que Touvier accompagnait l'équipe de tueurs jusqu'au domicile des époux Basch.

Dossier par dossier point par point...

— L'attentat contre la synagogue de Lyon. Le 10 décembre 1943, deux hommes font irruption dans la loge du gardien de la synagogue du quai de Tilsitt, à Lyon, puis se dirigent vers le temple. Ouvrant

les portes latérales, ils jettent sur les fidèles des grenades au moment même où l'assemblée ébante le caotique Ludo Douli. — Rosé Vogel, la fille des gardiens de la synagogue, a formellement reconnu Paul Touvier sur une photographie datant de 1938 comme étant l'un des deux agresseurs.

Cette simple énumération suffit à expliquer la longueur des débats engagés devant la chambre d'accusation présidée par M. Jean-Pierre Henne. M^{me} Joe Nordmann, Alain Lévy, Ugo Iannocci, Charles Libmao, Alain Jacobowicz plaident dossier par dossier le « cas Touvier », tandis que son avocat, M^{me} Jacques Trémolet de Villers, répond point par point et que le ministère public présente ses observations.

A ce stade, les juges n'ont pas à se prononcer sur la culpabilité de l'inculpé mais à déterminer si des charges suffisantes existent contre lui pour le renvoyer devant la cour d'assises de Paris. La chambre d'accusation se doit aussi de qualifier juridiquement chaque fait retenu.

L'enjeu est loin d'être de pure forme. Il explique, d'une certaine manière, que ce marathon judiciaire ait pris les formes d'une répétition générale d'un procès attendu comme la justice par les uns et redouté comme une calamité par d'autres.

LAURENT GRELSAMER

Prescriptions et non-lieux

Trois plaintes contre Paul Touvier, déposées respectivement en 1974, 1979 et 1989, ont été instruites et finalement non retenues par le juge d'instruction. Les crimes ici visés ont été qualifiés de crimes de guerre, « couverts à ce jour par la prescription de l'action publique », il s'agit de :

— L'arrestation suivie de tortures de Robert Nant. Ancien résistant à Chambéry, Robert Nant a été arrêté en mai 1944 par la milice alors qu'il tentait de négocier la libération du fils d'un ami. Détenu au château de Colonges puis dans les cellules placées sous l'autorité de Touvier à Lyon jusqu'à son éviction le 19 juin, Robert Nant fut torturé à maintes reprises. La victime a formellement reconnu Touvier, lequel dément catégoriquement sa participation aux sévices.

Les tortures infligées par Robert Nant, aussi abominables soient-elles, n'ont pas dans le cadre des crimes contre l'humanité défini par la jurisprudence. Seule la déportation des victimes en vue de leur extermination peut, en effet, juridiquement constituer le caractère d'atrocité du crime contre l'humanité. La déportation s'inscrit de fait, selon le ministère public, dans un plan systématique de sourd à une politique d'hégémonie idéologique visant à l'élimination de groupes entiers de la population française (juifs, gauchistes, communistes, résistants, francs-maçons).

— L'arrestation suivie de tortures d'Emile Madine. Interpellé le 18 mai 1944 à son domicile de Veaux-en-Velin, Emile Madine était aussitôt conduit au siège de la milice, place Bellecour à Lyon. Soumis à la torture par une demi-douzaine d'individus parmi lesquels il identifiera plus tard Paul Touvier, Emile Madine, désespéré, se jeta par la fenêtre et se blessa très gravement.

Touvier, s'il déclare avoir eu connaissance de cet accident, dément toute participation de sa part. Au cours d'une confrontation avec l'ancien milicien, Emile Madine a déclaré ne pas pouvoir l'identifier avec certitude. En raison du temps écoulé, des séquelles de son accident de 1944, il lui est d'ailleurs très difficile de fournir des précisions sur les raisons de son arrestation ainsi que sur ses activités de résistance. Enfin, les faits visés par la plainte n'entraînent pas dans le champ d'application des crimes contre l'humanité.

— L'arrestation suivie de déportation d'André Laroche.

Résistant au sein du mouvement Combat, André Laroche était arrêté le 29 mars 1944 à Lyon par deux Français, Galloud et Gaydou, et entraîné dans les locaux de la Gestapo. Interrogé et torturé, il devait être déporté à Buchenwald le 10 mai 1944, puis transféré au camp de Dora où il était libéré le 3 mai 1945 par l'Armée Rouge. Au cours de l'instruction, Paul Touvier a nié toute participation à ces faits alors que M. Laroche le reconnaissait formellement comme ayant encouragé ses tortionnaires dans leur besogne. L'enquête a cependant permis d'établir que Galloud et Gaydou, membres du PPF, travaillaient directement sous les ordres de Francis André, dit « Gueule torche », agent français de la Gestapo.

La rafle de Montmélian

Le juge Getti a aussi écarté trois dossiers en prononçant des non-lieux faute de charges suffisantes. Il s'agit :

— de la tentative d'assassinat des gardiens de la synagogue du quai de Tilsitt, à Lyon, arrêtée le 13 juin 1944 en compagnie de quatre autres personnes et déportées. La réalité de cette rafle a été établie par les enquêteurs mais sans pouvoir être imputée avec certitude à la milice.

— de la rafle de Montmélian du 24 avril 1944. Au cours de cette opération de la Gestapo appuyée par quelques Français, à proximité de Chambéry, une soixantaine de réfugiés politiques espagnols avaient été arrêtés puis déportés. Mais les rares témoignages recueillis et mettant en cause Paul Touvier ne permettaient pas d'affirmer qu'il était bien présent.

— de l'arrestation d'Albert Nathan et de son meurtre. Ce dernier avait été enlevé le 9 mai 1944 dans un café au moment où il s'apprêtait à remettre un rapport à la milice pour obtenir la libération de son frère. Ramené aux Allemands, il fut emprisonné à Montuc et fusillé. Son cadavre a été identifié parmi les victimes du charnier de Bron. Là encore, la participation de Touvier n'a pu être établie en cours d'instruction, les témoignages de Robert Nathan, le fils de la victime alors âgé de 12 ans, ni du cafetier étant trop contradictoires.

L. G.

NICOLAS

“Un frigo baladeur pour transporter mon champagne frais, je l'ai trouvé chez Nicolas.”

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Après l'accord conclu entre le gouvernement et les compagnies d'assurances

10 milliards de francs d'économies budgétaires devront être réalisées pour indemniser les victimes du sang contaminé

Au terme d'un nouvel accord conclu dimanche 8 décembre entre le gouvernement et les compagnies d'assurances, ces dernières s'engagent à verser « au titre de la solidarité » et de manière « exceptionnelle » 1,2 milliard de francs en 1992. Cette somme, obtenue sans augmentation des taxes sur les contrats d'assurances, sera versée au fonds d'indemnisation pour les personnes contaminées par le virus du sida à la suite de transfusions sanguines. La création de ce fonds est examinée lundi 9 décembre par l'Assemblée nationale. Le complément financier nécessaire aux indemnités (généralement estimées à plus de 10 milliards de francs) proviendrait d'économies effectuées sur la budgét de l'Etat.

Fin octobre, un accord avait déjà été signé entre le gouvernement et les compagnies d'assurances permettant de dégager 1,2 milliard de francs à des fins d'indemnisation pour les personnes victimes de contamination post-transfusionnelle par le virus du sida. La différence toutefois est de taille puisqu'on assure aujourd'hui tant auprès du gouvernement qu'auprès de la Fédération française des sociétés d'assurances que les 1,2 milliard de francs à venir seront versés « au titre de la solidarité » et ne proviendront pas de taxes additionnelles sur les contrats d'assurances.

En octobre, l'accord signé permettait de dégager cette somme à partir de taxes d'environ 0,4 % (soit 20 francs) sur chaque contrat d'assurance-dommages. Aujourd'hui, les compagnies d'assurances devront trouver en leur sein les fonds nécessaires (on évoque notamment la cession d'actifs immobiliers) comme elles l'avaient fait en 1989 lorsqu'elles avaient participé (pour une hauteur totale de 170 millions de francs) au fonds de solidarité créé à l'initiative de M. Claude Evin, avec l'accord de l'Association française des hémodiphiles.

Rien n'est encore acquis quant à la répartition de cette nouvelle charge entre les différents groupes et compagnies d'assurances. Par ailleurs, à la différence de ce que disposait l'accord d'octobre, les compagnies ne participeront pas à l'indemnisation et à la gestion des dossiers.

Après le refus sans équivoque

JEAN-YVES NAU

Le décès d'une jeune femme aux Etats-Unis

Kimberly Bergalis, victime du sida transmis par son dentiste

Kimberly Bergalis, qui avait contracté le virus du sida chez son dentiste en Floride, est décédée, dimanche 8 décembre, à l'âge de 23 ans. En septembre dernier, la jeune femme était venue déposer devant une commission du Congrès américain en faveur d'une législation réglementant les pratiques des personnels de santé contaminés par le virus du sida.

Le cas de Kimberly Bergalis, qui se savait séropositive depuis décembre 1989, avait donné lieu à une enquête approfondie de la part du centre de contrôle des maladies d'Atlanta (CDC). Le 28 juillet 1990, le CDC avait fait connaître ses conclusions sur ce qui apparaissait alors comme le premier cas connu d'une contamination probable d'une patiente par son dentiste au cours de l'extraction

des dents d'une jeune femme. Le gouvernement en même temps qu'il infligeait un sévère désaveu au premier ministre, le procédé consistant à augmenter jusqu'à 6 % le montant des contrats d'assurances domaniaux est donc définitivement abandonné. La lettre rectificative au projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social ne devrait plus comporter de mentions quant aux sources de l'alimentation du fonds d'indemnisation.

L'économie d'une crise

Il restera aux pouvoirs publics à trouver le type d'économies budgétaires qui permettront de réunir les sommes (plus de 10 milliards de francs au total, estimées-on généralement) nécessaires à l'indemnisation des quelques milliers de personnes concernées. Les solutions devront être rapidement trouvées dans la mesure où le gouvernement s'est engagé à ce que les propositions d'indemnisation soient faites dès le début de l'an prochain.

Profondément irritée, voire choquée, par la manière dont les négociations ont été menées, les assureurs estiment que l'on aurait pu faire dans ce dossier difficile « l'économie d'une crise ». S'ils se déclarent officiellement satisfaits de voir que les assurés ne supporteront pas, directement du moins, le poids de l'indemnisation, celle-ci relevant de la « solidarité nationale », ils s'inquiètent toutefois « du développement du principe de responsabilité sans faute dans le domaine médical ». Ils souhaitent au plus vite l'adoption d'un texte de loi (en cours de rédaction au ministère de la justice) qui devrait préciser la portée de la responsabilité civile médicale et la mise en place, via l'assurance, de l'indemnisation de l'acte thérapeutique.

Au-delà de l'accord obtenu au terme de longues discussions, le 8 décembre, la polémique est loin d'être close. C'est ainsi que les sociétés d'assurances expriment aujourd'hui leur souhait de voir d'autres sociétés économiques s'engager au geste de solidarité à l'égard des personnes contaminées après transfusion sanguine. Les assureurs pensent notamment à l'industrie pharmaceutique ainsi qu'à l'ensemble des mutuelles de prévoyance relevant du code de la mutualité.

RELIGIONS

Au synode des évêques européens à Rome

La voix des « Eglises du silence »

Les cent quarante évêques du premier synode européen Est-Ouest ont entamé, lundi 9 décembre, leur deuxième et dernier atermoiement de travail. Après la discussion générale, ils sont réunis en douze groupes linguistiques pour mettre au point une déclaration finale.

CITÉ DU VATICAN

de notre envoyé spécial

Comme si elles avaient à rattraper quarante ou soixante-dix ans d'histoire, les « Eglises du silence » ont beaucoup parlé pendant la première semaine du synode Est-Ouest. Rapporté par des évêques et des prêtres âgés, physiquement marqués, le récit de leurs déportations et de leurs persécutions semble sortir tout droit d'un mauvais roman.

Un curé albanais raconte que jusqu'en juillet 1990, à Skopje, il devait dire la messe dehors, caché dans le cimetière de sa ville. Un évêque roumain, Mgr Alexandru Todea, rappelle le moment où il a été « déposé de sa soutane » pour entrer en prison, où il restera quatre ans et où il ne célébrera qu'une fois sa messe, « menottes aux mains et chaînes aux pieds ». Mgr Swiatek, archevêque de Minsk, en Biélorussie, qui a passé dix ans en camp de concentration, témoigne des pertes humaines et matérielles subies par son Eglise avec des évêques lituaniens, estoniens, ukrainiens, hongrois, arméniens.

Si le synode Est-Ouest de Rome n'avait en pour seule utilité que de rappeler au monde le cauchemar vécu par les croyants de l'Europe centrale et orientale, il aurait déjà atteint son objectif, laissant souvenir les évêques occidentaux sans voix et vaguement culpabilisés. Dans les années 60, le combat de l'Eglise d'opposition, symbolisé

par des prélats autoritaires, violemment anticommunistes, défendant d'anciens privilèges, était souvent apparu dans les pays de l'Ouest comme un combat d'arrière-garde.

Une fois pris acte du retournement de l'histoire au profit de ces anciennes victimes du stalinisme et du dénuement d'Eglises renaisissantes mais sans prêtres, sans livres, sans matériel, l'Eglise catholique réunifiée entend se donner à nouveau une ambition européenne. A ce point de vue, la première semaine de travaux au Vatican fut plutôt décevante, tant semblaient peser le souvenir du passé, le poids des situations particulières, le réveil des divisions confessionnelles.

nelles et surtout une allergie croissante pour une modernité occidentale dont les évêques de l'Est comme de l'Ouest — à de rares exceptions près — se sont plu à souligner tous les maux : dénatalité, divorce, « culture de mort » (avortement, euthanasie), religiosité « sauvage », xénophobie, racisme, etc.

Le « totalitarisme du dollar »

Un évêque roumain voit dans la « liberté effrénée » qui règne aujourd'hui en Europe le danger d'une « nouvelle dictature ». Les cardinaux Glemp (Varsovie) et Lopez

Trujillo (Curie romaine) tonnent contre la « solution honteuse » ou le « massacre des innocents » que représente pour eux la légalisation de l'avortement presque partout sur le Vieux Continent. S'il est un trait commun aux Eglises de l'Est, c'est bien le rejet d'un modèle occidental « consumériste » et du « totalitarisme du dollar », qui risque de les mettre en porte-à-faux par rapport à une population trop longtemps privée de liberté de penser et de consommer.

Toutefois, la tentation d'un retour aux modèles anciens de « chrétienté » fait aussi l'unanimité contre elle. On a entendu un évêque polonais, Mgr Goculowski, de Gdansk, craindre une rupture entre la société et l'Eglise et un repli sur des « ghettos chrétiens ». Si la « laïcité à la française » est considérée comme un cas particulier, voire « énigmatique » pour la plupart des évêques d'Europe, la défense exprimée par le cardinal Lustiger et Mgr Gilson, évêque du Mans, d'un modèle de « séparation » entre l'Eglise et le pouvoir, qui ne se réduit pas à une totale « privatisation » de la religion, a fait l'objet d'un certain consensus.

Est-il possible de « révangéliser » la société moderne, sans la condamner a priori ? Il n'est pas sûr que les évêques d'Europe répondent à la question. Cet enjeu a pourtant été souligné par le cardinal français Roger Etchegaray, qui a fait forte impression en décrivant l'« image brisée » de l'Europe et de l'Eglise qu'il vient de trouver en Yougoslavie et en évoquant, face aux progrès de l'incroyance, les risques d'apparition d'« une autre Eglise du silence, pire que celle d'hier, par résignation et non plus par contrainte ».

HENRI TINCO

« L'œcuménisme de la liberté »

ROME

de notre envoyé spécial

Une célébration œcuménique exceptionnelle a réuni autour du pape, samedi 7 décembre, au même autel de la basilique Saint-Pierre, les délégués non catholiques du synode des évêques : notamment les représentants du patriarcat de Constantinople et des Eglises orthodoxes de Géorgie et d'Arménie, ainsi que des Eglises anglicane d'Angleterre, luthérienne, réformée, baptiste, venant des pays scandinaves, d'Ecosse, de Suisse et d'Allemagne.

Jean-Paul II a abordé la crise qui touche aux rapports entre le catholicisme et l'orthodoxie (le Monde du 4 décembre). Dans une allusion au procès de « prosélytisme » qui lui est fait par le patriarcat de Moscou, il a appelé les responsables d'Eglises à « reconnaître joyeusement les faits », à refuser « les accusations

non fondées, en attribuant à son frère des intentions et des desseins qu'il n'a pas ».

« L'Eglise catholique, a ajouté le pape, poursuivra son engagement œcuménique sans relâche et ne renoncera pas devant les difficultés et les succès ». Pour lui, « l'œcuménisme de la liberté » devra succéder à « l'œcuménisme de la souffrance » (c'est-à-dire à l'union des confessions dans la résistance au communisme athée). Il a appelé toutes les Eglises à « unir leurs efforts en vue d'une nouvelle évangélisation de l'Europe. Dans une Europe en route vers l'unité politique, pourrions-nous admettre que l'Eglise du Christ soit un facteur de désunion et de discordes ? », a conclu Jean-Paul II.

H. T.

EN BREF

Cent blessés dans un accident ferroviaire en Angleterre. — Une centaine de personnes, dont seize ont dû être hospitalisées, ont été blessées dans la collision ferroviaire qui s'est produite samedi 7 décembre dans le tunnel de la Severn, près de Bristol, à l'ouest de l'Angleterre. Deux trains de voyageurs, l'un reliant Portsmouth à Cardiff et l'autre en provenance de Londres, se sont heurtés au milieu du tunnel qui long de six kilomètres. Les enquêteurs s'efforcent d'établir si la collision a été provoquée par une défaillance humaine ou par un mauvais fonctionnement du système de signalisation dont British Rail se reconstruit après avoir manifesté quelques défaillances avant l'accident. — (AFP)

Echec de deux tentatives d'évasion de prison. — La compagnie d'un détenu, Laurence Robin, et son ami, Patrick Brice, ont pris en otage plusieurs personnes pendant vingt-deux heures, samedi 7 et dimanche 8 décembre, à la prison de Montigny-Vaux (Aisne), après une tentative d'évasion ratée. Ils se sont finalement rendus, dimanche matin, juste avant que le GIGN ne donne l'assaut pour les maîtriser. La venue à Montigny des avocats du détenu a été « particulièrement utile » à la reddition du couple, selon le garde des sceaux, M. Henri Neillat. D'autre part, dimanche matin, deux détenus, Djamel Meghoul, 25 ans, en détention préventive pour vols, et Jean-Antoine Cougerez, 31 ans, suspect d'homicide volontaire, qui tentaient de s'évader de la prison d'Aix-Lyons (Bouches-du-Rhône), ont renoncé après les tirs de sommation effectués par un gardien posté sur un mirador.

Le professeur Michel Lazdunski lauréat du Prix de la Fondation Athéna-Institut de France. — Le Prix de recherche médicale 1991 de la Fondation Athéna-Institut de France, d'un montant de 450 000 francs, a été décerné, mardi 3 décembre à Paris, au professeur Michel Lazdunski, directeur de l'Institut de pharmacologie moléculaire et cellulaire de Sophia-Antipolis, à Nice. Le professeur Lazdunski est récompensé pour ses travaux concernant les canaux ioniques, générateurs de signaux électriques dans les cellules excitables de l'organisme.

Plus de 240 millions de francs collectés au Téléthon. — Les promesses de dons de la cinquième édition du Téléthon ont atteint plus de 240 millions de francs, selon l'Association française contre les myopathies (AFM) à qui l'argent doit être versé. Les sommes recueillies sont nettement inférieures à celles de 1990 (305 mil-

lions de francs collectés). Ces derniers jours, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, s'étaient joints aux critiques formulées par M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapés et accidentés de la vie, à l'égard de cette opération (le Monde du 7 décembre).

NICOLAS

“Le champagne frais au prix du champagne tiède, je l'ai trouvé chez Nicolas.”

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.

SOCIÉTÉ

SCIENCES

Dans un rapport de l'Office d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Un débat parlementaire est demandé sur l'avenir de la politique spatiale

Une « orientation lourde (...) a été prise depuis plusieurs années et régulièrement confirmée, sans qu'un débat explicite ait eu lieu au Parlement », estime un rapport sur l'avenir de la politique spatiale française et européenne présenté, vendredi 6 décembre, par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. Son auteur, le sénateur socialiste M. Paul Lorient, estime que « le Parlement ne saurait être réduit à voter chaque année des crédits budgétaires importants et croissants sans être amené à donner son appréciation sur des choix aussi lourds ».

Depuis plusieurs années, la France et l'Europe se sont, il est vrai, engagées dans une politique spatiale ambitieuse, dont les plus récents résultats ont pour nom Ariane Météosat, Spot, Spacelab ou la mission navette 51-G pour les vols habités. Aujourd'hui, l'Europe spatiale est à un tournant, et les choix deviennent plus difficiles.

Certains sont évidents, comme la poursuite du développement des lanceurs ou des satellites. D'autres sont moins, pour des raisons techniques et budgétaires, tel le lancement d'Européen dans l'espace. La récente conférence spatiale interministérielle de Munich en a d'ailleurs fait la démonstration. Dans ces conditions, il n'est pas anormal que l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (1) se penche sur le sujet et appelle à un

débat devant le Parlement. L'intention est noble, et les volumineuses annexes qui accompagnent le rapport du sénateur Lorient sont pleines de remarques judicieuses. Mais on ne peut manquer de s'interroger sur les raisons, « techniques » dit-on, qui ont conduit à présenter ce rapport sur la politique spatiale française après la conférence interministérielle de Munich et non avant. Même l'Académie des sciences, qu'on ne peut suspecter de jouer les révolutionnaires, ne s'est pas laissée prendre à ce piège : elle a clamé bien haut son opinion une semaine avant Munich.

Souhaitons que cette erreur ne soit pas renouvelée pour que le vrai débat parlementaire sur la politique spatiale française réclame par M. Paul Lorient ait lieu dans les meilleures conditions. Mais avant qu'il ne soit entamé, le sénateur de l'Essonne, tout en reconnaissant que « la compétitivité technologique spatiale européenne est satisfaisante », invite les parlementaires à s'interroger sur quelques points déjà mis en relief par d'autres instances comme l'Académie des sciences.

Pour une loi de programmation

Au premier rang des préoccupations de M. Lorient figure bien évidemment le débat sur la présence de l'homme dans l'espace. « Le choix de la libre vol habitée dans toutes ses composantes (Ariane-5, Hermès, Columbus, DRS), relève, dit-il, pour l'essentiel, d'une option politique (...) Les autres justifications paraissent d'ordre second (...) Le coût en est élevé,

mais pas déraisonnable (...) et ne doit pas remettre en cause les autres activités spatiales ». Notamment en ce qui concerne l'observation de la Terre, les sciences de l'univers et leurs applications.

Le sénateur de l'Essonne insiste d'autre part pour que soient renforcés « nos acquis dans l'industrie des télécommunications spatiales » et qu'un « important effort de réflexion stratégique et de recherche-développement » soit fait pour préparer les prochaines générations de satellites. A ce titre, constate-t-il, « notre industrie reste trop morcelée », et il serait bon que la politique de l'Agence spatiale européenne, incapable de « mener une réelle politique industrielle », fasse l'objet dans ce domaine d'une « évaluation ».

Enfin, M. Lorient appelle à une large réflexion sur l'espace militaire, « composante indissociable de la politique spatiale ». Ce secteur, dit-il, doit acquiescer une dimension européenne « pour faire occéder l'Europe au rang de puissance de premier ordre » et élargir ses réflexions sur le sujet à des thèmes relatifs aux armes antimissiles et aux systèmes de positionnement et de localisation par satellites comme ceux utilisés pendant la guerre du Golfe. Toutes raisons pour envisager « l'élaboration d'une loi de programmation spatiale » propre à s'assurer du respect de la plupart de ces objectifs.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) « Les orientations du programme spatial européen » : rapport provisoire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Lancé par la fusée américaine Atlas II

Le satellite de télécommunications Eutelsat II F3 renforcera la couverture des Jeux d'Albertville

Le satellite européen de télécommunications Eutelsat II F3 a été lancé avec succès, samedi 7 décembre, à 17 h 47 (23 h 47, heure de Paris) du centre spatial Kennedy à Cap Canaveral.

CAP CANAVERAL

de notre envoyé spécial

Après un décollage parfait, l'incertitude s'était pourtant installée dans le centre de contrôle. Pendant un long quart d'heure, personne ne fut en mesure de confirmer la séparation entre le satellite et le deuxième étage. Finalement repéré par la station indienne de Bangalore, Eutelsat II F3 avait bien rejoint son orbite.

A trente-six mille kilomètres d'altitude, par 16° de longitude, il assurera notamment la retransmission de programmes de télévision et de reportages d'actualité à destination des six pays européens

qui ont loué à plein temps ses seize récepteurs. Deux fois ajourné pour des raisons techniques, le lancement d'Eutelsat II F3 arrive à point pour compléter la couverture des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville, du 18 au 23 février.

C'est le troisième exemplaire d'une série de six satellites pour laquelle l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (Eutelsat) a investi quelque neuf cent millions d'euros (environ 5,5 milliards de francs). Destinée à remplacer les quatre Eutelsat encore opérationnels, ces satellites de seconde génération — deux fois plus efficaces — permettront de faire face à une demande sans cesse accrue, en particulier de la part de l'Europe de l'Est.

Pour ce lancement, Eutelsat a fait une infidélité à ArianeSpace en confiant son satellite à la fusée américaine Atlas II dont c'était le premier vol commercial. Son constructeur, la société General Dynamics (GD) jouait là une

bonne partie de sa crédibilité sur le marché des lanceurs. « Très proche des performances accrues, selon Dennis Dunbar, directeur technique des services de lancement chez GD, la nouvelle version des célèbres Atlas Centaur a donné toute satisfaction à son client européen ».

Eutelsat fait-elle le lit d'un concurrent d'Ariane ? M. Jean Grenier, directeur général de l'organisation européenne s'en défend, rappelant que la décision de « s'assurer une deuxième source de lanceurs » remonte à 1987, une époque où la fusée européenne et la navette américaine étaient clouées au sol. Les deux prochains satellites d'Eutelsat seront d'ailleurs lancés de la base de Kourou en 1992. Mais l'expérience réussie de Cap Canaveral pourrait inciter les Européens à s'intéresser à nouveau aux « conditions commerciales attractives » de General Dynamics.

JEAN-JACQUES BOZONNET

□ Déchets nucléaires : M. Waechter est opposé à l'entassement. « Il faut refuser l'entassement des déchets nucléaires à vie longue car personne ne peut garantir la sûreté d'une installation à une échelle de 10 000 ans », s'adressant, vendredi 6 décembre, aux habitants de Montcornet (Aisne) auxquels on propose l'installation d'un laboratoire sur la gestion des déchets à très longue vie, M. Waechter a préconisé le stockage de ces déchets « sur les sites déjà nucléarisés en attendant que les scientifiques trouvent le moyen de les rendre inertes ».

□ Greenpeace relance sa campagne contre les essais nucléaires dans le Pacifique. — Greenpeace ne désarme pas, elle relance sa campagne contre les essais nucléaires. « En tout cas, affirme Alain Connan, leur président, rien ne justifie plus la poursuite des essais nucléaires. Nos militaires ont procédé, depuis 1966, à des centaines de tirs souterrains dans le Pacifique. Ils doivent en avoir assez. Décrire un moratoire entraînant pour la France des économies, dont elle a bien besoin — chaque tir coûterait de 12 à 70 millions de francs. Mais, surtout, cela renforcerait sa position sur la scène internationale et lui permettrait de jouer un rôle majeur dans les négociations pour un traité d'interdiction totale. C'est une chance qu'elle doit saisir ».

DÉFENSE

L'armée de terre apportera son concours à l'exportation du char Leclerc

L'armée de terre est prête à apporter son concours au groupe GIAT-Industries pour faciliter la vente de son char Leclerc à l'étranger, comme le lui a demandé le PDG de l'entreprise, M. Pierre Chiquet, qui construit le blindé (le M90) du 27 novembre. Dans un entretien au magazine interne au groupe, le général d'armée Amédée Monchal, chef d'état-major de l'armée de terre, le promet explicitement.

« Il n'est pas habituel, observe M. Chiquet dans un éditorial, qu'un chef d'état-major s'exprime dans un journal d'entreprise (...). Tout est en place pour produire le Leclerc en série. Les perspectives à l'exportation sont prometteuses. Nos clients demandent que la formation tactique et technique de leurs équipages soit réalisée en France, par l'armée de terre française. Il est donc ne peut plus souhaitable qu'elle dispose de temps des chars nécessaires pour cette formation ».

En réponse à une question sur cette aide, le général Monchal indi-

que : « Je puis vous assurer que l'armée de terre, à tous les niveaux, est prête à occulter son concours au succès du Leclerc. Il est tout à fait envisageable d'accueillir, comme d'ailleurs nous le faisons déjà, les stagiaires étrangers que leurs gouvernements souhaiteraient voir instruits en France. L'armée française pourrait participer à certaines opérations de maintien en condition, voire de soutien des matériels exportés, dans un cadre à définir. De même, le futur centre de perception Leclerc mis en place à Carpiagne sera adapté aux utilisateurs étrangers ».

Le général Monchal fait allusion au fait que les premiers exemplaires du char Leclerc seront livrés au centre de perception de Carpiagne (Bouches-du-Rhône), où est installé le 11^e régiment de cuirassiers qui sera chargé de former les équipages des unités blindées passant de l'AMX-30 au Leclerc.

SPORTS

FOOTBALL : la Coupe du monde 1994 aux Etats-Unis

Un tirage au sort favorable à l'équipe de France

A l'occasion du tirage au sort des éliminatoires de la Coupe du monde 1994 du football, dimanche 8 décembre, à New-York, l'équipe de France s'est vu désigner comme adversaires l'Autriche, la Suède, la Bulgarie, la Finlande et Israël. Les deux premiers de ce groupe 6 seront qualifiés pour le premier « Mondial » disputé aux Etats-Unis.

Plus rien ne résiste à l'équipe de France de Michel Platini. Pas même le mauvais sort. Ainsi, à l'occasion du tirage au sort des groupes éliminatoires de la Coupe du monde 1994, dimanche 8 décembre, au Madison Square Garden de New-York, la sélection française s'est-elle vu attribuer des adversaires qui ne semblent pas en mesure de lui barrer la route des Etats-Unis, le pays où aura lieu le prochain « Mondial » de football. Elle affrontera, selon un calendrier dont les dates seront fixées le 8 janvier, l'Autriche, la Bulgarie, la Finlande, la Suède et Israël.

Les deux premiers de ce groupe étant qualifiés, l'équipe de France, qui reste sur un parcours parfait en championnat d'Europe des nations (buit matches, huit victoires en phase éliminatoire), devrait pouvoir obtenir sa qualification, quatre ans après avoir manqué le rendez-

vous du « Mondial » italien de 1990. Certes, en tant que tête de série, l'équipe de France, demi-finaliste en 1982 (en Espagne) et 1986 (au Mexique), avait la garantie d'éviter quelques-unes des meilleures équipes continentales, également « privilégiées » (Italie, Belgique, URSS, Angleterre, Espagne) mais elle n'était pas à l'abri d'adversaires tels que la Yougoslavie, les Pays-Bas ou la République d'Irlande.

Elle a donc réussi à les éviter. Michel Platini s'en réjouit : « Globalement, on s'en tire plutôt bien. Sur notre valeur actuelle, nous devrions passer, même si je me méfie beaucoup des jugements portés sur des équipes que nous rencontrerons dans un an et parfois plus. Il est difficile de se faire une idée précise de nos adversaires. La Suède n'a pas participé aux éliminatoires du championnat d'Europe, puisqu'elle était qualifiée d'office. La Bulgarie n'a pas obtenu de résultats probants ces derniers temps, mais semble devoir repartir avec de jeunes joueurs. Quant à l'Autriche, elle traverse une mauvaise passe, mais tout peut changer d'ici à un an. On ne sait pas grand-chose de la Finlande et d'Israël mais, d'après divers renseignements, les Finlandais sont en nets progrès ».

L'adversaire le plus sérieux des

Français devrait donc être la Suède, que les joueurs de Michel Platini pourraient retrouver dès juin 1992 lors du championnat d'Europe des nations organisé dans ce pays. L'Autriche, en revanche, ne devrait pas poser de problèmes aux coéquipiers de Jean-Pierre Papin, ni la Finlande. Les « Bleus » devront davantage se méfier de la sélection bulgare dont de nombreux joueurs évoluent en Espagne ou au Portugal.

Israël, dont c'est la première apparition dans la zone Europe, complètera ce groupe de six équipes. Le dernier match entre les deux équipes remonte au mois de janvier 1988 à Tel-Aviv. Elles s'étaient quittées sur un score de parité (1-1) en match amical mais la sélection française, dirigée par Henri Michel, était alors en pleine crise...

A New-York, les autres têtes de série n'ont pas été aussi chancées. Dans le groupe 2, l'Angleterre trouvera sur sa route les Pays-Bas. Quant à l'Italie, triple championne du monde, elle n'aura pas la partie facile dans un premier groupe qui comprend aussi l'Ecosse, le Portugal, la Suisse, Malte et l'Estonie.

L'Estonie disputera ces éliminatoires pour la première fois depuis 1938. Les deux autres Etats baltes, la Lettonie et la Lituanie, s'affronteront, quant à eux, dans un troisième groupe qui verra aussi s'opposer les deux Islandes. Cette poule de qualification, la seule formée de sept équipes, accueille également l'Espagne, le Danemark et l'Albanie.

Au total, cent quarante et un pays — un record — participent au tirage au sort. Au terme des éliminatoires (du 1^{er} mars 1992 au 17 novembre 1993) vingt-deux « rescapés » rejoindront l'Allemagne (tenant du titre) et les Etats-Unis (pays hôte) pour la phase finale. L'Europe disposera de douze représentants au cours de cette première « World Cup » de l'histoire du football. L'Afrique bénéficiera de trois places grâce aux bonnes performances des Camerounais, quarts de finalistes de la dernière Coupe du monde en Italie.

Ph. Br.

Au cours du match Nîmes-Saint-Etienne

Eric Cantona expulsé

Pour avoir violemment jeté le ballon en direction de M. Jean-Pierre Blouet, l'arbitre du match Nîmes-Saint-Etienne, l'attaquant international Eric Cantona n'a pas seulement reçu un « carton rouge » et pris le chemin des vestiaires mais a également subi une sanction disciplinaire. Ce geste de mauvaise humeur, qu'on a surpris dans une rencontre marquée par de multiples incidents entre joueurs, lui a également valu de se retrouver, une fois de plus, au cœur d'une vive polémique. Outre cette « agression » qui devrait lui coûter plusieurs matches de suspension, il est

reproché à ce champion impulsif d'avoir frappé le Stéphanois Sylvain Kastandeuch dans le tunnel d'accès aux vestiaires.

Eric Cantona et les dirigeants nîmois hurlent à la machination. L'arbitre, lui, n'a rien vu, si ce n'est un joueur à terre et beaucoup d'agitation. En début de saison, l'attaquant international, qui a déjà été au centre de nombreuses controverses à Marseille, à Montpellier ou au sein de l'équipe de France, avait promis au public nîmois qu'il privilégierait la « beau geste » et les actions spectaculaires.

BASKET-BALL : le championnat de France

Jean de Gravelines

Quatrième du championnat de France, Gravelines est la révélation du début de saison. En grande partie grâce au travail de son entraîneur, Jean Galle.

Quand les joueurs bégayent leur basket, quand les « Loups de mer », la fanfare en costume de corsaire, s'enroulent, il reste au moins un spectacle dans la salle de briques et de bois de Gravelines. Jean Galle n'est jamais aussi déchaîné que lorsque son équipe joue mal. Sa mèche débonnaire se fait alors agressive, ses gestes mesurés deviennent instinctifs.

Dans son étincelle chemise blanche à manches courtes, il arpente la touche, rôde autour de la table de marque, prend le public à témoin. Une décision contestable de l'arbitre, et il bondit, renverse sa chaise et décoche un coup de pied à sa bouteille d'eau. Chaque bourde dans son camp déclenche sa voix de stentor : il houspille le malade et lui donne un avantage de « savon » qu'il lui passera au prochain temps mort.

A cinquante-cinq ans, Jean Galle a beau posséder le plus riche parcours d'entraîneur du basket français, il continue à se mettre hors de lui à la moindre erreur, comme s'il assistait à son premier match. Comme si ses joueurs le tournaient en mettant à mal son idéal de basket, ce jeu parfait qu'il rêve d'entrevoir un jour sur un parquet. « Il est sans doute l'entraîneur le plus passionné du milieu », dit Abdou N'Diaye, son premier assistant, quelquefois à la limite du fanatisme. Mais Jean Galle, qui a compris que le basket se joue d'abord dans les têtes, sait aussi se servir de sa réputation de caractère. « Parfois, à force de nous traiter de nuls, il arrive à se mettre toute l'équipe à dos, explique Christian Clément, jeune joueur de Gravelines. Il s'en fiche, il sait qu'il nous a vexés et que nous allons tout faire pour lui prouver qu'il a tort. Il contrôle ses joueurs en les tenant

constamment sous pression ». Cette ruse de la colère, cette intransigeance, alliées à sa volubilité et à une solide confiance en soi, font de Jean Galle une sorte de Guy Roux (entraîneur du club de football d'Auxerre) ambulatoire du basket français. La ressemblance frappe d'autant plus que les deux artisans partagent la même spécialité : fabriquer des résultats miraculeux à partir de formations modestes, à force de conviction et de travail. Si l'Auxerrois n'a jamais officié ailleurs que dans son club, Jean Galle, lui, s'est lancé sur les routes de France pour y tester ses intuitions — discipline et défense de fer. C'est d'abord Bercy, dans les années 70, mené de la Nationale 3 à deux titres de champion et à une demi-finale européenne.

C'est ensuite la période noire de Mulhouse, puis de meilleurs résultats avec Vichy, Caen et récemment Cholet. A peine débarqué dans l'équipe et conduit aux portes du titre. C'est surtout la reconnaissance de trois années à la tête de l'équipe de France, de 1985 à 1988.

Attendu au tournant

A priori, le Basket club maritime de Gravelines — les habitués disent BCM — ne devrait constituer qu'un maillon supplémentaire dans cette chaîne de petites équipes élevées à la force du poignet. Pourtant, tous les symboles se rejoignent pour faire de la petite ville de 9 000 habitants, à mi-chemin de Calais et de Dunkerque, le bout de la route. Calaisien d'origine, Jean Galle a débuté comme joueur dans la région.

« L'un de mes premiers clubs se situait à Grand-Fort-Philippe. Il a fusionné depuis avec celui de Gravelines pour former le BCM, explique-t-il. J'ai travaillé près de dix ans, tout près, chez Usinor, qui est aujourd'hui le sponsor principal du club sous son nouveau nom de Sol-

lac ». M. Albert Denvers, qui, à l'époque, lui avait obtenu ce travail, est toujours député et maire (PS) de Gravelines. Ce fou de basket de quatre-vingt-six ans, qui a fondé le premier club de la ville en 1925, international en 1935, préside aujourd'hui la société d'économie mixte du BCM Jean Galle en assure depuis près de trois saisons les fonctions de directeur et d'entraîneur. « Je n'étais pas venu pour entraîner l'équipe, dit-il. J'ai dû m'y mettre à cause d'un concours de circonstances. Mots je voulais surtout prouver qu'un homme de terrain peut s'occuper de l'administration d'un club, et que l'avenir du basket passe par ce genre de structures à l'américaine ».

J. Fe.

Droit-Eco ça se prépare

Stage de révision avant les partiels de février
Vacances de Noël ou Janvier

Quartier Latin
Institut Privé
Tel 46 33 31 23
ou 42 29 03 71

SPORTS

SKI ALPIN : Critérium de la première neige

L'avenir en face

Les premières épreuves de descente et de super-G de la saison de Coupe du monde ont été remportées respectivement par l'Américain A. J. Kitt et le Luxembourgeois Marc Girardelli, samedi 7 et dimanche 8 décembre, à Val-d'Isère (Savoie). A deux jours des Jeux olympiques, qui se dérouleront dans la station, les Français ont été inadéquats dans la descente et se sont un peu rachetés en super-G, avec les septième et huitième places de Franck Piccard et Luc Alphand.

VAL-D'ISÈRE

de notre envoyé spécial
Les acteurs du cirque blanc ont été frappés d'une même crise de schizophrénie à Val-d'Isère. Les skis et les jours vaguement monotones de la Coupe du monde glissent sur la traditionnelle piste OK (1). Les skis et les espoirs planaient de l'autre côté du rocher de Bellevard, vers cette Face où se joueront dans deux mois quatre médailles d'or olympiques, dont celle de l'épreuve reine, la descente.

Entre les deux pistes, les cours ne balancent guère. La OK a été rebâtie au fil des années, jusqu'à devenir cette autoroute pour glisseurs où la suprématie se mesure au poids des coureurs ou à la qualité de leur matériel. Symboliquement, elle est reliée à l'entrée de la station, si bien dissimulée que les spectateurs d'ont droit qu'aux vingt dernières secondes de course. La Face de Bellevard, à elle, le privilège de tomber directement au cœur du village.

«C'est une piste d'une nouvelle génération», explique Jean-Claude Fritsch, directeur des sports de Val-d'Isère et responsable des épreuves masculines de ski alpin des Jeux. Plus pentue mais aussi plus lente, à cause de grands virages spectaculaires, elle favorise les techniciens, ceux qui savent tourner sans perdre trop de temps. Et les spectateurs pourront suivre 80 % de la course.

Dessinée spécialement pour les Jeux olympiques, la Face s'offre aussi généreusement aux regards qu'elle se refuse aux skieurs. A la volonté publicitaire d'entretenir le mythe se sont ajoutées les difficultés techniques dues au manque de neige ou au mauvais temps. Tant et si bien qu'au bout de trois années d'existence, la Face de Bellevard n'aura accueilli qu'une seule compétition officielle, un championnat de France en 1989. Et qu'elle provoque

des grincements de dents du côté de l'équipe nationale.

«Sans chercher à tricher, il est évident que nous devrions bénéficier de l'avantage du terrain pour les Jeux olympiques», dit Bernard Chevallier, président de la Fédération française de ski (FFS). Après tout, l'Autrichien Eberharder déclarait volontiers aux championnats du monde de Saalbach qu'il aurait pu skier la nuit tant il connaissait la piste. Or nous ne sommes pas de disposer que de quelques jours d'entraînement sur la Face, fin décembre, pris sur les temps de repos des skieurs, à une époque où la météo est incertaine. La station n'est pas en cause : la préparation de la piste lui coûte très cher. Les techniques toujours codées du président de la FFS semblent en fait viser le Comité d'organisation des Jeux (COJO), soupçonné de préférer l'équilibre des comptes aux résultats sportifs. Malgré l'axiome de Jean-Claude Kittily selon lequel «les Jeux ne seront pas pleinement réussis sans médaille française». Cette situation a conduit la FFS à se trouver en concurrence avec le COJO lorsqu'il a fallu chercher des sponsors pour financer la préparation olympique.

Cinq médailles espérées

L'embryon de polémique sera-il de prétexte à une ouverture générale de parapluies, pour se prémunir de mauvais résultats aux Jeux olympiques? La réputation de fin politicien de Bernard Chevallier, la débâcle française du week-end pourraient justifier ces précautions. Pourtant le président de la FFS, dans un élan de confiance qui paraît tenir de la méthode Coué, s'avance sur des chiffres précis : «Cinq médailles en ski alpin, hommes et femmes confondus».

Même si les résultats sont encore loin d'avoir suivi, l'équipe de France semble effectivement un peu plus sereine, et convaincue que le temps joue en sa faveur. Le dernier grand nettoyage remonté au printemps. Il evoque les refontes des structures d'entraînement avec la mise en place de trois groupes régionaux de discipline et l'investissement officiel de la bande des quatre polyvalents, formée depuis 1987 autour de Franck Piccard (le Monde du 18 février 1988). «Ce groupe a eu une utilité à un moment précis, la préparation des Jeux de Calgary», explique Sylvain Diao-Léon, responsable de l'équipe masculine. Mais il est plus facile d'être amis lorsqu'on se situe loin dans le classement que lorsqu'on approche des premières places. La concurrence devient la plus forte.

Aujourd'hui, même si Denis Rey et Luc Alphand regrettent «la belle aventure» et, surtout, le départ de leur entraîneur Serge Guillemin vers la Coupe de l'Amérique, ils se sont fondus dans le nouveau groupe de descente. Et si l'ambiance a peu de chances d'atteindre les sommets de la Coupe Davis, elle demeure relativement bonne de l'avis général. «De toute manière, dans un sport individuel où les coureurs sont obligés de rester ensemble pour d'aussi longues périodes, il y aura toujours des frictions», dit Sylvain Diao-Léon.

Au sein de l'équipe, seul Franck Piccard bénéficie d'une situation particulière. «Je n'ai pas voulu m'entraîner seul, comme Carole Merle, parce que je considère que l'équipe n'est pas assez forte pour créer des individualités», explique le champion olympique de super-G. Et puis j'ai besoin que les jeunes viennent me titiller. Je compose donc mon programme à la carte, entre les différents groupes, mais toujours au sein de l'équipe». Franck Piccard sait que le tracé de la Face de Bellevard lui convient et qu'il peut lui permettre de figurer dans trois disciplines. Et il sait aussi que, encore une fois, ses résultats permettront peut-être de se voir la face de l'équipe nationale.

JÉRÔME FENOGLIO

(1) Abréviations du nom des deux champions olympiques locaux, Henri Oreiller et Jean-Claude Killy.

A.J. se fait un nom

VAL-D'ISÈRE

de notre envoyé spécial

Dans un milieu qui ne parlait plus que de chiffres, de primes et de gros sous, l'Américain Kitt a imposé ses lettres. Deux initiales mystérieuses, A et J, qui apparaissent sur tous les classements pour cacher un prénom qu'il juge hideux. «Je m'appelle Alver Junior, e-t-il consenti à chuchoter, mais surtout ne le répétez pas. Appelez moi A.J.»

Doté jusque-là d'un palmarès aussi bref que cette appellation - une seule quatrième place l'an dernier - le descendant est parvenu à battre, samedi, tous les gros pontes de la discipline : les Suisses Heinzer et Meirer, le vétéran autrichien Stock, qui pendent deux jours avaient menacé de boycotter l'épreuve parce qu'ils ne recevaient pas assez d'argent aux arrivées.

Les années olympiques, carottes un peu plus appétissantes que l'ordinaire, sem-

blent décidément inciter les Américains à pousser plus fort sur les bâtons. En 1984, un certain Bill Johnson, parfait anonyme du circuit, avait remporté trois descentes de Coupe du monde pendant l'hiver, avant de s'emparer de la médaille d'or aux Jeux de Sarajevo. Et de s'éclipser dans le circuit professionnel américain, poursuivi par une exécrable réputation de nocœur.

Hommage

à son prédécesseur

Après sept années blanches, A.J. Kitt est le premier ressortissant des Etats-Unis à s'imposer à nouveau en descente. Ce qu'il a fait poliment, en n'oubliant pas de rendre hommage à son prédécesseur controversé. «Les gens étaient méchants avec Bill parce qu'ils ne le connaissaient pas. Pour moi, c'est un type bien, un modèle et aussi un ami. Je me souviens très bien de sa victoire à Sarajevo, elle a énormément aidé le ski américain.»

A vingt-trois ans, le jeune descendant - écriture de Yankee avec sourcil dévastateur et passion pour le ski nau-

tique - ose à peine rêver d'or. Son gabarit d'athlète (1,80 mètre pour 87 kilos) en fait un excellent glisseur mais l'e longtemps gêné sur les plectes techniques. «Je tourne mieux maintenant, explique-t-il. J'ai progressé grâce à un entraînement intensif en gant et en super-G. Mais je suis toujours plus à l'aise sur les pistes comme la OK.»

Kitt espère surtout pouvoir mieux défendre ses chances aux Jeux qu'aux championnats du monde de Saalbach, l'an dernier. L'équipe américaine avait alors été rappelée au pays pour cause de guerre du Golfe. Déçu, le skieur avait décidé de revenir au dernier moment pour se jeter dans la descente. «Mais comment voulez-vous figurer dans de telles conditions?»

A.J. Kitt n'ignore pas que seules les médailles olympiques valent pour se faire un nom aux Etats-Unis. «Aujourd'hui, aucune équipe de télévision américaine n'était présente, lâche-t-il, fataliste. Tant pis pour elles.»

J. Fe.

Les résultats

ATHLÉTISME

CROSS DES MUREAUX

Le Français Thierry Pantalé a remporté, dimanche 8 décembre, le cross international des Mureaux (Yvelines), disputé sur 9,255 km en devançant de 12 secondes le Kenyan John Ngugi, quadruple champion du monde de cross-country.

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Quotidien et dimanche journal)

Montpellier b. Gravelines	79-73
Le Mans b. Antibes	100-81
Mulhouse b. Saint-Quentin	89-84
Cholet b. Pau-Orthez	103-102
Unogues b. Dijon	109-82
Rennes b. Tours	85-74
Lyon b. Racing Paris	102-82
Reims b. Villeurbanne	83-73

Classement. - 1. Cholet, 26 pts; 2. Unogues, 25; 3. Pau-Orthez, 24; 4. Gravelines; Montpellier et Lyon, 23; 7. Antibes et Mulhouse, 22; 8. Rennes, 21; 10. Villeurbanne, 20; 11. Saint-Quentin; Le Mans, Dijon, Reims et Racing Paris, 18; 19. Tours, 17.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (Vingt-et-une journées)

Metz et Marseille	0-0
Rennes et Monaco	0-0
Caen b. Lens	2-0
Paris-SG et Montpellier	1-1
Canes et Le Havre	0-0
Libe et Nantes	0-0
Auxerre b. Toulon	3-0
Sochaux et Toulouse	0-0
Nîmes et Saint-Etienne	1-1
Lyon b. Nancy	2-1

Classement. - 1. Marseille, 30 pts; 2. Monaco et Caen, 27; 4. Paris-SG, 26; 5. Le Havre, 25; 6. Metz et Nantes, 24; 8. Auxerre et Montpellier, 22; 10. Libe, 21; 11. Toulouse, 20; 12. Saint-Etienne, Lens et Nîmes, 19; 15. Toulon, 18; 16. Lyon et Rennes, 17; 18. Canes, 16; 19. Sochaux, 15; 20. Nancy, 10.

Deuxième division

(Vingt-et-une journées)

GROUPE A

Boulogne b. Valenciennes	2-1
--------------------------	-----

Angers b. Gungamp	8-0
Trois b. Red Star	2-1
Beauvais et Louhans-Cuiseaux	1-1
Le Mans b. Tours	4-0
Ancenis et Dunkerque	0-0
Sedan b. Orléans	2-1
La Roche et Amiens	0-0
Brest-Laval remis	

Classement. - 1. Angers, 30 pts; 2. Valenciennes, 29; 3. Tours, 27; 4. Le Mans, Brest et Louhans-Cuiseaux, 23.

Handball

COUPES D'EUROPE

L'équipe danoise de Kolding a battu Nîmes (25-23), samedi 7 décembre, au match aller des quarts de finale de la coupe d'Europe des clubs champions.

SKI ALPIN

COUPE DU MONDE

A VAL-D'ISÈRE (hommes)

Descente. - 1. Kitt (E-U); 2. Stock (Aut.); 3. Heinzer (Sui); 4. Meirer (Sui); 5. Gander (Sui); 6. Alphand (Fra); 24. Rey (Fra); 33. Fivel (Fra).

Super-géant. - 1. Girardelli (Lux.); 2. Skarvald (Nor.); 3. Keella (Sui); 4. Accola (Sui); 5. Henzi (Sui); 6. Piccard (Fra); 8. Alphand (Fra).

COUPE DU MONDE

A SANTA CATERINA (dames)

Super géant. - 1. Seizinger (Aut.); 2. Sedwiler (Aut.); 3. Vogt (Aut.); 4. Zeller (Sui); 5. Lee-Garner (Can.); 6. Messner (Fra); 19. Meirer (Sui); 21. Cavagnoud (Fra).

Slalom géant. - 1. Schneider (Sui); 2. Compagnoni (Fra); 3. Roffe (E-U); 4. Martin (Sui); 5. Meier (Aut.); 6. Meier (Fra); 26. Chauvet (Fra).

GLENMORANGIE

10 YEARS OLD

SINGLE HIGHLAND MALT SCOTCH WHISKY



Johnnie Walker, le maître distillateur de Glenmorangie, sait bien qu'en 10 ans
l'émulation, la grande partie de l'alcool mis en fait s'évaporerait.
Le whisky a beau renforcer vos barrières, sous l'œil attentif de "Tigre", rien n'y
changera. C'est la "part des anges" songe-t-il, rêveur.

CRÉE PAR LES SEIZE ARTISANS DE TAIN.

UN VERRE D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

Division de Marketing et de la Communication - Oxygène 502

CULTURE

MUSIQUES

Transmusicales : le rock et ses alentours

Où le rap trouve des instruments, et le rock retombe en enfance

RENNES

de notre envoyé spécial

Au petit matin du dernier concert des Transmusicales, chacun établit un palmarès privé de l'édition. En 1991, pour les treizièmes Trans, on a trouvé son bonheur en amont (Leon Redbone ou Tony Joe White) ou en aval du rock (Jelly Roll Morton ou dance), le genre, dans son exception la plus étroite, poursuivant sa rembobinée en enfance. En revanche, la photo de groupe prise en quatre jours, du 4 au 8 décembre, à Rennes, réunissant rock, chanson, rap, musiques du monde et leurs parentèles, montrait un groupe en pleine santé, en pleine mutation.

Massés dans le virage, la critique et le public attendaient entre autres le premier concert français de Nirvana, trio américain qui s'est élevé au sommet des hit-parades américains avec un rock violent et rudimentaire, magnifiquement produit sur disque. Sur scène, Nirvana appartenait à la catégorie des cancrs tellement paresseux qu'on ne saura jamais vraiment s'ils étaient surdés. Ils jouent très mal et très fort, Kurt Cobain ébauche d'une voix étranglée, désolée et furieuse, mais souvent fautive. A la fin, en guise d'apothéose, ils cassent leur instruments, comme les Who il y a un quart de siècle. Restent quelques belles chansons (quelqu'un dans ce groupe a assimilé, par

osmose sans doute, l'art de la mélodie simple et entêtante et la dynamique élémentaire du rock de trois minutes).

Nirvana jouait à la salle omnisports, grand ball polyvalent (entendre : bon à rien, mauvais en tout) qui accueillait trois autres groupes de rock (frappés - à des titres divers - de décalage temporels. The Little Rabbits, quatorze manifestement convaincus que le destin aurait dû lui faire voir le jour de l'autre côté de la Manche, pratique le rock avec un respect liturgique pour les formes en usage en Angleterre (l'équivalent hirsute de la High Church anglicane) : citation permanente des sources des années 60, exprimée avec une langue éternelle. Curve est arrivé tout au bout de l'impasse britannique : on retrouve dans la musique du groupe l'ennui migraineux que suscitent les rythmes pour disques employés sans entrain, la grandiloquence et l'absence totale d'humour qui font de pens entières du rock anglais actuel l'une des musiques populaires les plus désagréables jamais inventées. Momma Stud reprend la fusion entre rock, gospel et funk, dans les termes utilisés par Leon Russell, Joe Cocker, Delaney et Bonnie à l'extrême fin des années 60. Il y a dans cette démarche qui va du son (orgue Hammond, pédale wah-wah) au costume (col à manger de la tarte, fleurs et pailles d'éléphant), une part d'arbitraire d'autant plus déconcertante que l'intendance (technique musicale, force des compositions) est très loin de suivre.

Juste après, juste à côté (les ingrédients sont presque les mêmes) Nirvana permettait aux fidèles (venus par milliers) de gar-

der la foi : le groupe de Tim Booth est en passe de rejoindre U2 et Simple Minds en première division. Pour l'instant, il n'y a pas perdu sa chaleur, sa simplicité mélodique et sa faculté d'entraînement mais on aperçoit dans son public les premières manifestations de dévotion aveugle qui annoncent la momification d'un groupe.

Même en tenant compte de la réussite (publique, musicale) de James, le contraste entre cette soirée rock et la nuit qui suivait était cruel : Galliano, collectif de musiciens, rappers et danseurs a donné une version vivante, vibrante, tirant parfois vers l'approximation sans jamais perdre son intégrité, de son rap baigné de jazz et de soul. Gary Clail, disc-jockey sorti d'une boîte infernale du nord de l'Angleterre, entouré de musiciens tirés des franges les plus rebelles de la danse, a construit un dub d'apocalypse. Cette nuit-là, la bousculade des idées et des transgressions valait largement le monstrueux pogo qui avait agité le parterre de la salle omnisports.

Place d'honneur pour Daddy Yod

Reste la catégorie des artistes qui valent autour des références. En provenance d'Austin (Texas), Shoulders pratique le terrorisme émotionnel, émanant par un chanteur qui s'est fait une tête de Fenian à la veille des Pâques sanglantes. En reprenant les vocabulaires du folk celtique et du cabaret de l'entre-deux-guerres, passés à la moulinette d'un rock sans nuance, Shoulders arrive par instant à une certaine grandeur, un peu noyée dans les hurlements et le vacarme.

Keziah Jones procède à l'inverse. Le Nigérien de Londres joue d'une guitare acoustique qu'il manie un peu à la manière des hassistes fauk, eo frappant les cordes. Accompagné d'une rythmique très serrée, il met en avant une voix superbe et une rigueur impitoyable dans la structure de ses chansons (marquées à la fois du sceau de Jimi Hendrix et de son héritage africain). Mais cette rigueur confine à l'ascétisme, et l'on aperçoit par instants l'exercice de style qui pointe le bout de son nez.

Peut-être pour compenser la disparition des «Bars en trans», le festival avait éssimé dans les cités de la périphérie de Rennes. Trois jours de suite, dans des quartiers différents, un groupe de rap, Assassin, un toaster français, Daddy Yod, et des groupes locaux se sont produits lors de concerts organisés par les jeunes des quartiers. An trois jours de suite, une fraction du public qui avait manifestement assisté à tous les concerts de l'opération, connaissait suffisamment le répertoire de Daddy Yod pour l'aider à donner l'un des meilleurs concerts du festival. Daddy Yod, guadeloupéen, pilleur de la scène raggaïtine française, sait s'abandonner sans jamais perdre le contact. Avec le public en tout cas, faute de répétitions, le groupe de reggae qui l'accompagnait avait par moments des difficultés à suivre le rythme du chanteur. Il n'empêche, dans le peloton français (et généraliste francophone) qui réunit rap, reggae et funk, Daddy Yod devrait prendre une place d'honneur.

THOMAS SOTINEL

Le tuyau et son contenu

Un colloque à la Vidéothèque de Paris sur les équipements culturels de demain

«A quoi sert le tuyau s'il n'y a pas d'eau?» Ce problème de plomberie a rempli les débats du colloque sur les équipements culturels de demain qui s'est tenu à la Vidéothèque de Paris les 5 et 6 décembre (le Monde du 28 novembre). Le tuyau, c'est l'équipement culturel, le contenu, ce que l'on veut bien y mettre. Question de contenance. Après l'écllosion des bibliothèques, puis des musées, les grands desseins d'André Malraux, dans les années 60, il était question de cerner l'avenir de cette tuyauterie nouvelle. Quel est son impact sur les citoyens et sur les créateurs; la haute technologie ne risque-t-elle pas d'étouffer la création, la culture est-elle un alibi ou une nécessité pour une ville, ces nouveaux monuments ne servent-ils pas exclusivement de vitrine aux municipalités en peine de commémoration? Pendant deux jours, des dizaines de participants français et étrangers ont tenté de répondre à ces questions.

Le grand mérite de la Vidéothèque de Paris est d'avoir présenté des dizaines de projets totalement différents. Mais la perplexité de Dominique Jamet, président de l'Établissement public de la Bibliothèque de France - entouré du directeur du plus grand complexe cinématographique d'Europe, le Kinopolis de Bruxelles, du créateur d'une maison du futur aux Pays-Bas, de la directrice d'un parc zoologique et du représentant d'Eurodisney - était flagrante.

Médiathèque, parc d'attraction ou salle de concert géante, l'équipement culturel de demain veut attirer le grand public. Il est la coquille qui donne sa structure à la ville, rappelle l'architecte Paul Chemetov. Il n'est qu'un endroit où l'on consomme de la culture, déplore Jean Nouvel : «Nous sommes en train de construire des cathédrales au lieu de permettre aux artistes de peindre. Qu'en est-il

de l'avenir de la création?» Les liens entre culture et commerce? «20 % des gens fréquentent les Virgins, les magasins sans désir réel d'acheter. Ils viennent pour déboulonner», dit Patrick Selnick, PDG de Virgin France. Un tiers des visiteurs de musée ne s'y rendent pas pour voir les collections. «Il y a aussi des commerces au Louvre et à Beaubourg», rappelle Patrick Selnick avant de laisser la place à un entretien téléphonique de Renzo Piano. L'architecte du Centre Pompidou parle de l'ère de ses dernières créations à Paris : le centre commercial Bercy-U...

«Qu'est-ce que demain?» dit Dominique Jamet pour qui la Bibliothèque de France «est la fille des bibliothèques d'ontan et la mère d'équipements culturels qui seront familiers à nos enfants ou petits-enfants». Est-ce que cette super-splendidection permettra à un nouveau public d'accéder à la culture? Oui, répond Véronique Cayla, présidente de la Vidéothèque de Paris, «parce que les images animées sont aujourd'hui la langue maternelle de nos enfants. Les introduire à l'école, c'est donner une chance aux enfants des milieux défavorisés».

L'image. Loup-garou ou planche de salut, elle est omniprésente. Deux des six participants à la dernière table ronde consacrée aux équipements culturels du troisième millénaire sont des spécialistes des images de synthèse. Presque de la science-fiction. Responsable du programme Imagina à l'INA, Philippe Quénu prédit que dans quelques années, 30 000 films pourront tenir dans une valise. Dans la cité prochaine, la culture se consommera donc à domicile. Comme le précisait le producteur Marin Karmitz : «On câble la France entière, mais on ne sait pas ce que l'on va mettre dedans». Une autre histoire de canalisation.

BÉNÉDICTE MATHIEU

La mort d'Hector Orezzoli

Un insolent seigneur

Le producteur et metteur en scène argentin Hector Orezzoli est mort le 5 décembre, à New-York. Il était âgé de trente-huit ans.

C'était en 1983. Le Festival d'Automne annonçait au Châtelet *Tango argentino*. Spectacle mystère, dû à Claudio Segovia et Hector Orezzoli, alors inconnus. La date était risquée, c'était le 11 novembre. Mais pendant les cinq représentations prévues, la furia latine s'est emparée de Paris, on s'est battu pour écouter la plainte des voix rauques, les souples canailles des bandonéons, pour s'identifier aux couples enlucés qui chahouaient, sauvages et lascifs. Les seuls à n'être pas surpris du succès étaient Hector et Claudio.

Des seigneurs. Sûrs du tango et de son pouvoir, de la beauté époustouflante d'un spectacle qui plusieurs fois a fait le tour du monde, de Tokyo à New-York, où les deux Argentins qui rêvaient de Broadway se sont installés. Le *Tango* a triomphé devant des salles survoltées et torrides, tandis qu'ils préparaient une revue noire, *Black and Blue*, pour le Festival d'Automne et le Châtelet encore. Inattendu d'ailleurs, c'est beaucoup dire. Ils n'ont cessé de voyager, pour déboucher quelque bête de music-hall ou suivre leur troupe en tournée. Des artistes, créateurs d'images féériques. Parler de l'un sans parler de l'autre serait mentir, depuis si longtemps ils travaillaient ensemble. Depuis ce jour, il y a une douzaine d'années, ni Claudio Segovia, occupé par un travail en Italie et un autre au Brésil, a proposé à Hector Orezzoli, alors étudiant, de le seconder. Leur première production, *Flamenco puro*, fut lancée à Séville en 1980, avant d'être présentée en 1983, à Paris, pour le Festival d'Automne.

Leur collaboration n'a pas cessé. Ils avaient commencé à explorer Cuba et les Caraïbes en vue d'un immense spectacle avec cent cinquante artistes, qui aurait vu le jour à Tokyo, puis serait venu à Paris, au Zénith ou à La Villette... On voudrait que le projet soit assez avancé pour que Claudio puisse le mener à terme, en souvenir d'Hector.

COLETTE GODARD

PHOTO

A l'ombre de Guy Bourdin

Le troisième Festival international de la photo de mode a fait le point sur un genre beaucoup publié et rarement exposé.

BARCELONE

de notre envoyé spécial

L'ombre de Guy Bourdin a plané sur le troisième Festival international de la photo de mode qui a eu lieu à Barcelone, dans l'imposant Mercat del Born, sorte de Pavillon Baltard local que la capitale catalane a eu, elle, la bonne idée de ne pas détruire. Bourdin, un des plus importants photographes du demi-siècle, ami de Man Ray, grand orléanais de la photographie en 1985 (après Cartier-Bresson, Kertész, Doisneau, et avant Klein et Koudelka) a disparu en mars dernier, à cinquante-huit ans, en laissant derrière lui des centaines de pages de *Vogue* dont certaines sont devenues des classiques - la campagne pour les chaussures Jourdan - mais dont seulement quelques traces ont pu être affichées à Barcelone, en raison de batailles juridiques entre ayants droit.

Bourdin se fichait comme de ses premiers négatifs - qu'il amassait dans des sacs poubelles - de savoir si la photo de mode méritait les cimaises et considérait son travail comme «un gagne-pain», selon Edmonde Charles-Roux. Béatrice Dupire et Hady Sy, les organisateurs du festival, ont respecté la volonté de l'artiste, auquel il faudra bien, un jour, consacrer une rétrospective.

Outre qu'il a révolutionné le traitement du vêtement et la couleur, Guy Bourdin restera comme le premier photographe à avoir obtenu les «honneurs» tout en ne réalisant que des photos de mode. Exactement le «profil» que recherche ce festival instructif à travers une série d'expositions présentant les spécialistes les plus novateurs du genre : une sélection

des magazines (*Vogue*, *Marie-Claire*, *Elle*, *Glamour*...), un tendre hommage à Yves Saint-Laurent, des rétrospectives qui jalurent 1990 (Peter Lindbergh, Max Vadukul, Hans-Peter Schneider, Loren Hamner) et une compétition de trente-deux photographes où les grosses pointures (Steven Meisel, Paolo Roversi, Herb Ritts...) se sont affrontés à la nouvelle génération (Marianne Chemetov, Corinne Day).

Les harmonies de Paolo Roversi

Les grandes tendances sont confirmées : prédominance du noir et blanc sur la couleur, du style et des effets photographiques sur le sens de l'image, stérilisation des mannequins et des photographes au détriment du vêtement, références nostalgiques au passé, poses sexy, glamour, voire vulgaires, images plus provocantes qu'élegantes, atmosphère «album de famille» et décontractée à la Lartigue. Bref, «le meilleur» de la photo de mode se décrit plus le vêtement, au point de l'évacuer presque totalement, et ne cherche plus à faire rêver le lecteur, comme s'il était indécrottable d'étaler les fastes d'autant par temps de crise.

Plus libres, semble-t-il, par rapport à ce qu'ils doivent «vendre», les photographes de mode en profitent peu, préférant pour la plupart singer des images appartenant à l'histoire de la photographie. L'Allemand Peter Lindbergh par exemple est, à quarante-six ans, un des deux ou trois plus importants représentants du genre. S'il est certainement «un professionnel irréprochable», comme la plupart des invités de Barcelone, son travail, une fois exposé,

ne tient plus les promesses de la publication, l'auteur se contentant de copier - sans rien produire de nouveau - quelques images signées du passé, comme August Sander. Des emprunts qui prêtent à sourire quand Lindbergh se décide enfin à écrire en légende «hommage à Rodchenko», ce qui ne l'empêche pas de signer, sans le mentionner, le *Peintre de la tour Eiffel* de Marc Riboud.

Au moins Lindbergh montre un savoir-faire indéniable pour traduire la beauté nostalgique de ses mannequins et l'élégance du vêtement, ce qui est déjà pas mal à côté de l'univers d'été et martelé de Max Vadukul, des images caricaturales et vulgaires signées Steven Meisel et Herb Ritts - rien à voir, pour ce dernier avec les recherches personnelles exposées en mai dernier à Cahors - le style pompier de Wayne Maser, et les insipides natures mortes d'Albert Watson, pales copies de celles d'Irving Penn.

La bonne surprise, même si le monde de la mode n'y retrouve peut-être pas son compte, vient des Britanniques (Corinne Day, Nigel Shafran, David Sims) qui rejoignent la nouvelle école anglaise du reportage en puisant leurs clichés dans les laissés-pour-compte des années Thatcher. Dans un autre registre, avec ses petits formats Polaroids, l'Italien Paolo Roversi, dont on sent qu'il a assimilé l'histoire de la photographie, marie avec harmonie portraits et nature morte, recherches sur la beauté et travail sur la matière, l'ensemble formant un bijou subtil, feutré, à contre-courant de la mode.

Reste le Madrileño Javier Vallbona, trente-sept ans, qui, à coup de couleurs virevoltantes et de cadres



Photo de Peter Lindbergh ou la nostalgie des années 20.

audacieux, prouve une fois de plus qu'il fait déjà partie des grands. «Si je refuse de considérer mon travail de mode comme essentiel, c'est parce que la plupart du temps ce que j'y montre ne m'appartient pas».

confiait le photographe à Frank Harvat dans *Entretiens* (Nathan, 1990). Il e tort. Bourdin l'a prouvé. Et lui aussi.

MICHEL GUERRIN

DU 29 NOVEMBRE 91 AU 1er JANVIER 92 - LE ZENITH - PARIS - Porte de Pantin

BALLET SUR GLACE DE LENIN ST. PETERSBOURG

LOCATION ET RENSEIGNEMENTS
PAR TELEPHONE: 47 26 40 40GUICHET BALLET: 6 Bd de Sébastopol 75004 PARIS, au Zénith,
FNAC Toutes agences, Minitel, 3615 FNAC, 3615 BILLETTELST. PETERSBOURG
TFI

CINÉMA

En attendant Capra

Deux films illustrent le malaise américain face à la nouvelle vague puritaine

LARRY LE LIQUIDATEUR
de Norman Jewison
STEPPING OUT
de Lewis Gilbert

Le cinéma américain en panne de scénarios pousse dans le registre dramatique récent, mais pas vraiment moderne, héritier direct du théâtre à thèse des années 50 et 60. Les bons et les méchants s'affrontent autour de problèmes sociaux exposés à grands traits. Ce qu'illustre exactement le film de Norman Jewison, *Larry le liquidateur* - d'après une pièce de Jerry Sterner. Gregory Peck est le bon, patron paternaliste et moraliste, dont les principes sont aussi anachroniques que son uaine de câbles, qui perd de l'argent et que convoite pour la détruire et récupérer le terrain, le méchant, cynique raider de Wall Street, Danny de Vito.

Les emplois contre les actions en bourse, l'idéalisme de Gregory Peck contre le pragmatisme de Danny de Vito, en deux discours assés à la fin du film. Si l'on pense à Capra, c'est pour regretter sa finesse, sa fantaisie. Jamais il n'a mis en scène un personnage aussi grossièrement stupide et galeux que De Vito, enfermé dans son personnage de nabot survolté et libidineux. Il est celui sur qui reposent les recettes, à partir de quoi il fait ce qu'il veut et c'est consternant.

D'autant plus consternant qu'il ne se passe rien. Les conflits entre le liquidateur et l'avocat sery-chien de la partie adverse - Penelope Ann Miller, ridicule mais ce n'est pas tout à fait de sa faute - sont purement verbaux. En fait, il n'y a pas de scénario, seulement un découpage de dialogues, permettant un atterissage en hélicoptère, une nombreuse figuration, quelques changements de lieux et de décors.

Le problème est semblable avec *Stepping out* de Lewis Gilbert d'après une pièce - adaptée à des personnages français, elle a été jouée à la Comédie de Paris - de Richard Harris également auteur

du scénario. Ici, c'est par la danse que passe la glorification des vertus pionnières américaines. En effet, dansense pleioe d'aveoir ayant abandonné sa carrière par amour pour un musicien raté, Liza Minelli, merveilleusement mince et le visage miraculeusement lisse, dirige un cours de claquettes où les femmes - plus un homme - du voisioage viennent calmer leurs frustrations.

Coïncés et maladroits

Au début, on les voit coïncés et maladroits dans leurs corps. A la fin, après des bribes de confidences - tout droit venues semble-t-il, de chez quelque Macha Béranger d'outre-Atlantique - sur leur misère morale et sexuelle, ils se sont récapités, ont appris à se connaître, se reconnaître, s'assumer.

Du coup, ils dansent avec aisance, font un numéro dans un gala de charité, constituent une troupe, accompagnent leur prof qui élève seule son enfant tout en ayant repris son vrai métier. Coda en forme de conte de fées, qui permet à Liza Minelli de chanter et

danse, mais n'empêche pas le film comme la pièce - et presque davantage - de ressembler à un sons *Chorus Line* passé par la Bibliothèque Rose.

Le pire dans les deux films est cette façon oppressante - parce que sans la moindre distance - d'en appeler au courage moral : aimons nous les uns les autres et nous redeviendrons le grand pays que nous sommes, dit en substance Gregory Peck. Quant à Liza Minelli, il faut qu'elle avoue être encante, qu'elle décide de garder son enfant et de quitter son homme, pour perdre un instant son sourire et sa vitalité seout. La bonté est un moins bon sujet que la cruauté, c'est bien connu. Son traitement exige beaucoup d'acuité, de lucidité.

Surtout, la complaisance est à fuir. Or, ces deux films, pleins de bonne volonté, probablement destinés à passer aux heures familiales de la télévision, sont des modèles de complaisance envers les vedettes, envers la mode du nouvel ordre moral. On attend un nouveau Capra.

COLETTE GODARO

Une fondation pour le droit des artistes

Les cinéastes américains réclament le respect de leur statut d'auteur

LOS ANGELES

correspondance

Une Fondation pour les droits des artistes a été créée le 4 décembre dernier, aux Etats-Unis, par des cinéastes et des comédiens dont George Lucas, Steven Spielberg et Angélica Huston. Elle a pour but d'inciter la communauté artistique à faire pression sur le gouvernement américain pour le forcer à se soumettre aux dispositions sur le « droit moral de l'artiste » incluses dans la convention de Berne qui définit le droit d'auteur. « A moins d'obtenir protection de nos droits moraux dans le cadre de la convention de Berne, a déclaré le metteur en scène George Lucas, la souffrance éprouvée aujourd'hui par les cinéastes, qui voient leurs films marqués, bariolés, comprimés, n'est rien en regard de celle que l'avenir leur réserve. »

En effet, les Etats-Unis ont adhéré, en 1989, à la convention de Berne, mais en excluant les artistes dont les œuvres sont réalisées « contre salaire » - c'est-à-dire à peu près tous les metteurs en scène, les scénaristes et les comédiens. Spécialiste des effets spéciaux (ceux de *Terminator 2* ont été élaborés dans

ses studios, Industrial Light and Magic) Lucas affirme que « le temps n'est pas loin où un acteur, jugé inacceptable pour des raisons de politique ou de marché, sera électro-iquement remplacé par un autre acteur ». Il affirme déjà avoir vu ce phénomène précis se produire dans plusieurs spots publicitaires.

Stigmatisant l'avènement possible, non pas d'un unique « Big Brother » (le cauchemar de George Orwell) mais d'une nuée de « Little Brothers » dénués de respect pour les créateurs et manipulant « ce qu'ils aiment à qualifier de produit », George Lucas soutient qu'une telle « réécriture » peut s'effectuer à l'infinité bien après la sortie d'une œuvre et conduire à des films « avec des acteurs que nous n'avons jamais dirigés, prononçant un dialogue que nous n'avons jamais écrit... ».

Aux Etats-Unis, c'est effectivement le propriétaire du « produit » qui en est tenu pour seul auteur. « Légèrement », indiquait le metteur en scène Elliott Silverstein, président de la Fondation pour les droits des artistes, nous n'existons pas. Légèrement, seul le détenteur du copyright existe, lui seul a le droit de protester contre tout dommage infligé à une œuvre. Ceux qui l'ont créée n'en ont aucun. » La Fondation réclame donc la reconnaissance des droits moraux de l'artiste : celui d'être crédité pour son œuvre - la « paternité » - et celui de s'opposer à toute modification apportée à l'œuvre - l'« intégrité ».

Steven Spielberg a lu un télégramme de soutien adressé à la Fondation par le ministre français de la culture, Jack Lang, et a signalé « l'engagement intégral de la France dans la défense des œuvres de création ». Il a rappelé que les tribunaux français soutiennent, en effet, le droit moral des cinéastes américains - quand, par exemple, le film de John Huston *Quand la ville dort* a été présenté à la télévision française dans une version « colorisée » - ce qui n'est pas le cas, aujourd'hui, des tribunaux d'outre-Atlantique.

HENRI BÉHAR

DANSE

Une étoile se lève à l'Est

Une ballerine de seize ans débute à Nancy dans « Giselle »

NANCY

de notre envoyée spéciale

Rapporter en juillet dernier la médaille d'or du Concours international de danse d'Helsinki, retransmis en eurovision, est une chose. Faire ses débuts dans *Giselle*, fantasme de toute ballerine, est une autre paire de chaussons. Surtout lorsqu'on a pour partenaire le plus beau prince Albert d'aujourd'hui, Laurent Hilaire, étoile du Palais Garnier. Et qu'on se sait observé de la salle par deux Giselle légendaires, Ghislaine Thémard et Yvette Chauviré soi-même, venues tout exprès de Paris. De quoi faire trembler les anabesques les plus dévidées. Mais Amaya Iglesias a l'inconscience ou l'assurance de ses seize ans : elle a passé la seconde épreuve aussi brillamment que la première.

Joues de bébé piquées d'une fossette, technique précise et sûre, elle est au premier acte une Giselle toute de fraîcheur et de spontanéité à laquelle ne manque peut-être qu'un peu plus de moelleux. Mais elle montre au second acte une vertu qu'on n'acquiert qu'au prix de longues années : cette simplicité qui est, selon le violoniste Isaac Stern, « la seule chose vraiment difficile à apprendre et la marque des grands artistes ». On devrait avoir à repartir d'Amaya Iglesias. Nouveau directeur du Ballet de Nancy, Pierre Lacotte (qui avait déjà remporté une mémorable Sylphide) s'est livré à un long travail de détection pour offrir une *Giselle* aussi proche que possible de la version originale - il ne prétend pas à une impossible authenticité. Aux antipodes d'une froide pièce de musée, sa production est pleine de charme et de vie, de détails et de gestes. Mais comment se fait-il qu'une troupe récemment promue Ballet national et dotée de moyens accrus doive se contenter d'une bande enregistrée en place d'orchestre et d'une sono infime ?

SYLVIE DE NUSSAC

Grand Théâtre de Nancy, le 8 décembre à 20 h 30. Tél. : 83-36-78-07.

VENTES

Préemptions à Monaco

Plusieurs œuvres ont été préemptées lors de la vente organisée par Sotheby's, le 6 décembre, à Monaco. D'abord, deux portraits royaux, ceux de Louis XIII et de sa femme, Anne d'Autriche, peints en pied par Philippe de Champaigne. Le ministère de la défense s'en est porté acquéreur (799 000 F pour le premier et 421 800 F pour le second). Ils iront orner l'abbaye du Val-de-Grâce, fondée précédemment par la reine de France. La Bibliothèque nationale a fait jouer son droit

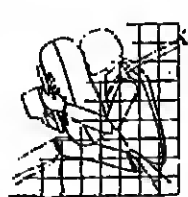
en faveur de deux catalogues de « ventes » du dix-huitième siècle, illustrés par Gabriel de Saint Aubin. Ces deux pièces, très rares ont été acquises pour 568 000 F et 244 200 F. Enfin, la Ville de Paris a également préempté une *Allegorie de la Régence*, huile sur toile de l'école française du dix-septième siècle pour 244 200 F. Elle ira sans doute à Carnevet.

Au cours de cette vente de peintures anciennes, le portrait équestre d'un page par Bernardo

Belotto, artiste au service du dernier roi de Pologne (vers 1770) a atteint 1,5 million de francs, soit un peu plus que son estimation. Une paire de pastorales, traitées en grisaille, par François Boucher, a été vendue 777 000 F. Une œuvre de Fussli, la *Vision du déluge*, a atteint la même prix, doublant son estimation. La vente, dont le total a dépassé les 19 millions de francs, a tenu ses promesses.

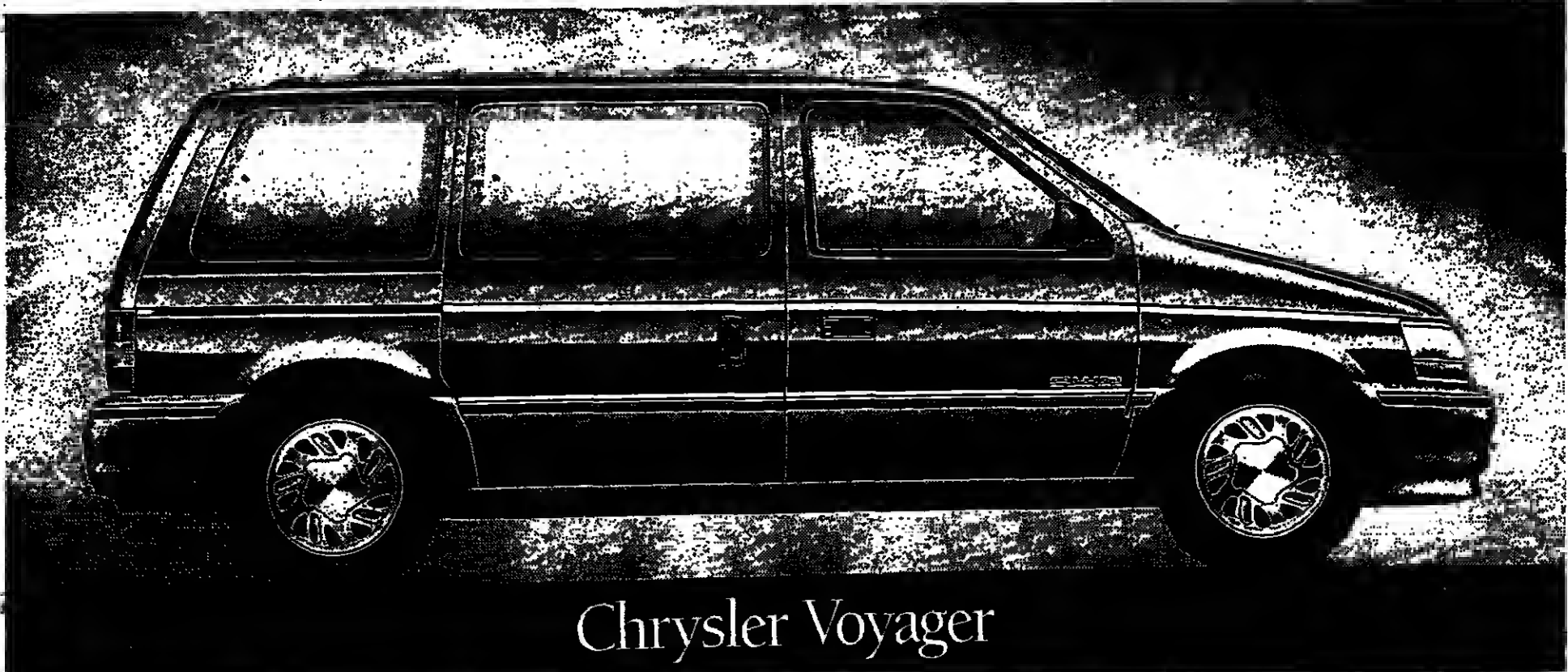
E. de R.

L'une des raisons pour lesquelles l'Europe devient plus sûre.



Depuis toujours, l'engagement de CHRYSLER est de concevoir et de construire des véhicules les plus sûrs possible. Et, parmi les véhicules produits par CHRYSLER, le meilleur exemple en est le Voyager, dont toutes les versions sont équipées en série d'un Airbag* côté conducteur. Pour une sécurité accrue, un système de freinage ABS est également monté en série sur les versions LE, AWD et Limited. Dans la gamme des Voyagers, la version AWD (4x4) dispose en outre d'une transmission intégrale; lorsque les conditions d'adhérence sont mauvaises, sous la pluie ou sur la neige, une répartition automatique de la puissance entre les roues avant et arrière assure une meilleure motricité. Votre concessionnaire CHRYSLER se tient à votre disposition pour vous présenter en détail toutes les caractéristiques du Voyager. Vous découvrirez pourquoi le Voyager est le monospace le plus répandu dans le monde, avec plus de 2,5 millions d'exemplaires vendus à ce jour. Aujourd'hui, les Européens sont de plus en plus concernés par la sécurité.

CHRYSLER



Chrysler Voyager

*Airbag: coussin gonflable de protection. - Modèle présenté: Voyager AWD, option peinture métallisée.



gnc
que
lob-
la
lent
ver-
em-
ver-
de
En
er à
pon
for-
ne
au
vial
ent
idre
léfi-
de-
s de
ner-
n a
990
rait
e si-
ion

Jnis
urs
mis-
sail-
que
(qui
100
née)
spu-
ains
fail-
en-
ates
il la
mi-
tec-
kyo.
pu-
Mit-
ots)
ltre
s en
l'au-

ulu
RTI

Direction du Marketing et de la Communication Groupe SO

CULTURE

THÉÂTRE

Il faut bien changer le monde

Le fils d'un vieux militant du parti raconte les joies de la famille

APRÈS L'AMOUR
au Théâtre de la Main d'Or.
Belle de mai

L'auteur d'Après l'amour, Daniel Soulier, est né en 1950. Sa pièce a été « rattrapée par l'histoire », comme il dit, puisqu'il l'a écrite en 1988, avant la chute du mur de Berlin et les chutes qui ont suivi. Il résume son propos : « Un couple qui se déchire, patiemment, avec constance et opiniâtreté. Lui est à la retraite, suite à une longue vie de labeur, militant communiste car il faut bien changer le monde, ça ne peut pas continuer comme ça. Elle est retraitée également, malheureuse de naissance, de nature. Elle se méfie de tout, à tout hasard, et surtout du communisme, qui menace de tout changer, comme si ce n'était pas déjà assez pire comme ça. »

Admettons que cette femme a un caractère de chien, cela apparaît dès les premières répliques de la pièce. Lui : « Je suis de permanence vendredi à la section. » Elle : « Vos permanences, c'est un prétexte pour boire et rentrer saoul ? » Lui : « Tu n'as déjà vu rentrer saoul ? » Elle : « Il ne manquerait plus que ça ! »

Daniel Soulier, il ne s'en cache pas, raconte son enfance, ses parents. Et la dureté de son regard, de sa mémoire, fait penser à ce que ne cessait de dire Antoine Vitez : que les auteurs dramatiques ne savent pas bien ce qu'ils écrivent. Si le père croyait encore, dans les années 60, que le communisme allait « changer le monde », et si la mère était une simple rieuse « de naissance », la pièce ne serait pas si forte, si poignante. Tout ce que fait et dit le père, au cours des dix scènes, prouve qu'en effet, naguère, il a vu le communisme changer le monde, ici ou là, plus ou moins, et que, à présent, tout simplement, il reste lui-même, fidèle à tels choix, à telle conscience, à tels projets. Fidèle aussi à quelques amis (« camarades ») qui partagent cette conscience-là, comme l'inséparable Péju, qui vient de se casser quelque chose en tombant de sa mobylette, et qui est la bête noire de la mère.

Et la mère, elle, n'aurait pas tant de présence si elle était, « de naissance, de nature » une emmerdeuse. Elle a été changée, de. La répétition des servitudes de tous

les jours, de tout ce qui n'est pas une vie, les moments surtout où elle se disait qu'en effet ce n'est pas une vie, et, en regard, ces « permanences » de la section auxquelles elle n'assistait pas, elle : la mère fait penser à une statue d'une pierre fragile, qui était belle, et qui a été grignotée, déaturée, par les vents et les pluies.

Comment ne pas réassembler les morceaux de ces deux figures lorsque Daniel Soulier nous fait assister aux moments les plus affreux de ces « souvenirs » : la gendarmerie annonce, par téléphone, que l'autre fils de la famille vient de mourir, à Maputo, au Mozambique ; il s'agit de faire revivre le corps, et le père pique une crise : « Dis-leur de le garder ! Qu'on n'en veut pas ! Il a eu ce qu'il cherchait ! Il peut être content de lui ! Déjà que de son vivant on n'en voulait pas, qu'est-ce qu'on en ferait, mort ! »

Rien ne pèse

« C'est peut-être un rire sans gaieté qui prendra le spectateur, mais un rire à coup sûr », annonce le metteur en scène, Jean-Christophe Grinevald, dans le prospectus-programme. Il ne ment pas. La pièce suscite rires de gaieté, rires d'horreur ou rires d'insulte, qui témoignent d'un envoi au diable une pensée dant on ne veut pas, qu'on ne comprend pas. Cette pièce existe. Rien ne pèse, et les acteurs ne font pas n'importe quoi : Fred Personne, vieux ouvrier communiste d'autant plus fidèle à son parti qu'il déprimé, et Antoinette Moya, campée sur sa mauvaise humeur comme sur une position de défense.

Lui (le nez dans son *Huma*) : « A la fin du mois, on passe à l'heure d'été. » Elle : « Ou vas-tu chercher des choses pareilles ? » Lui : « C'est écrit dans le journal. » Elle : « Encore une invention de tes ivrognes du parti ! Toi tu crois toujours ce qu'ils mettent dans ton journal ! » Lui : « Je ne vois pas pourquoi j'irais croire ce qu'il y a dans le journal des autres. »

MICHEL COUNOT

15, passage de la Main-d'Or, 75011 Paris. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 17 heures. Jusqu'au 5 janvier. Tél. : 48-05-87-89.

CARNET DU Monde

Mariages

Paris.
Laurence FELENBOK
et
Pierre AMIEL,

sont heureux de faire part de leur mariage.

Décès

Jacques ADDA,
son épouse,
Catherine, Philippe, Christophe,
son fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacqueline ADDA,
née Lamy,

des suites d'un cancer, le 1^{er} décembre 1991.

Son enterrement a eu lieu dans l'intimité.

72, rue de la Colonie,
75013 Paris.

Les obsèques de

Jean-Bernard AUTIN,
ancien collaborateur
aux *Neuvelles d'Orléans*,
ancien collaborateur
à *Radio-France-Orléans*,
ancien rédacteur en chef
à la *Ville d'Orléans*,
journaliste à la *République du Centre*,
ont eu lieu le 29 novembre 1991, à Orléans.

« Adieu, chers compagnons, adieu mes chers amis ! Je m'en vais le premier vous préparer la place. »
Pierre de Renard.
(Les Derniers Vers)

La Société française de psychoprophylaxie-obstétricale
fait part du décès, survenu à Reims, le 5 décembre 1991, du

docteur Serge BAZELAIRE,
membre fondateur
et président d'honneur de la Société.

M. et M^{me} Jean Garcia,
Ariane Attias,
M. et M^{me} Jean-Marc Garcia,
et leur fils,
M^{me} veuve Madeleine Garcia,
Les familles Attias, Garcia, Favarel,
Là, Vignau,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Laurent GARCIA,

survenu le 8 décembre 1991, à l'âge de vingt-six ans.

« En vérité, en vérité, je vous le dis, celui qui écoute ma parole et croit en Celui qui m'a envoyé a la vie éternelle ; il ne vient pas en jugement, mais il est passé de la mort à la vie. »
Jean V, v. 24.

3, rue du Château-Perpin,
31500 Toulouse.

Maria HERROU REBOURS,
nous a quittés, le 6 décembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

De la part de
Son épouse,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants.

28, rue de la Camille,
69600 Oullins,
41, rue de Vaugirard,
75006 Paris.

M. et M^{me} Olivier Mañart
et leurs enfants,
M. et M^{me} Michel Tabur,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Michel-Jean MAFART,
président de chambre honoraire
à la Cour des comptes,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'Ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 4 décembre 1991.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

On nous prie d'annoncer le décès, le 3 décembre 1991, de

M. Emmanuel de MARGERIE,
ambassadeur de France,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national du Mérite,
commandeur des Arts et des Lettres.

De la part de
M^{me} Emmanuel de Margerie,
son épouse,
R.F. Bertrand de Margerie S.J.,
son frère,
M^{me} Diane de Margerie,
sa sœur,
M. et M^{me} Gilles de Margerie,
M. et M^{me} Olivier Mésaly,
ses enfants et ses petits-enfants.

Le service religieux a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale le samedi 7 décembre, en la chapelle de Mazères (Gers).

Une messe à sa mémoire sera célébrée à Paris, en l'église Saint-Germain-des-Prés, le vendredi 13 décembre à 17 h 30.

The Rt. Hon. The Lord Carrington, K.G.,
président-directeur général de Christie's International plc,
M. François Carle,
directeur général de Christie's Europe,
Les membres du conseil d'administration,
Et l'ensemble du personnel de Christie's,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Emmanuel de MARGERIE,
ambassadeur de France,
président-directeur général
de Christie's France
et de Christie's Europe.

8 King Street, St. James',
London SW1,
6, rue Paul-Baudry,
75008 Paris.

Le conseil d'administration,
Et les amis du World Monuments Fund,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Emmanuel de MARGERIE,
ambassadeur de France,
président
du World Monuments Fund France.

174 East 80th Street,
New-York, N.Y. 10021,
34, avenue de New-York,
75016 Paris.

THÈSES

Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

Semaine de la bonté

Cas n° 37. - Cet étudiant, non voyant, malgré son handicap, a obtenu brillamment le DEUG, la licence et le maîtrise. Il souhaite passer le CAPES et l'agrégation d'anglais. Son entourage a pu, jusqu'à présent, faire traduire en braille les textes dont il a besoin (coût d'un livre 1 600 francs environ). Le passage de ces examens nécessite l'obligation d'avoir un ordinateur-neonner à synthèse vocale et une imprimante braille pour la saisie rapide des cours.

Le coût de ce matériel est de 157 156 francs. Afin d'aider cet étudiant capable et courageux, plusieurs organismes vont procéder à ce financement. Il est demandé 10 000 francs à la Semaine de la Bonté pour une participation à l'achat de l'imprimante.

Les dons sont à adresser à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris. CCP Paris 4-52X ou chèques bancaires. Tél. : (1) 45-44-18-81.

Le Conseil franco-britannique a la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Emmanuel de MARGERIE,
ambassadeur de France.

Ce membre éminent du conseil a apporté à la relation franco-britannique une contribution exemplaire, qui inspirera l'action de ses anciens collègues.

De la part
Du sénateur Robert Pontillon
Et de Sir John Leahy,
présidents des sections française et britannique.

(Le Monde du 5 décembre.)

Les familles Martin et Girard
font part du décès de

M^{me} Angèle MARTIN,
née Pigeat,

survenue au Creusot, le 6 décembre 1991, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Léon, Paris-15^e, le mardi 10 décembre, à 15 h 45.

32, rue du Maréchal-Lederc,
71200 Le Creusot.
Avenue de Veragny,
74500 Neuvecelle.

M^{me} Francine Detière,
Philippe et Elisabeth Nettre,
Didier et Annie Nettre,
Laurence, Bruno, Jean-Baptiste et Lucie,
M^{me} Simone Wilowski,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean NETTRE,
HEC, docteur en droit,
leur père, beau-père, grand-père et frère,
le 27 novembre 1991, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, le 2 décembre, à Bois-le-Roi (Seine-et-Marne).

Une messe sera célébrée, le samedi 11 janvier 1992, à 14 heures, à Saint-Christophe de Jevy, 28, rue de la Convention, Paris-15^e.

4919 Fulton,
Montréal, H3 W1 V5,
10, résidence Beausoleil,
92210 Saint-Cloud,
254, rue Lecourbe,
75015 Paris.

La direction et le personnel des
Papeteries Muller Rengue,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean NETTRE,
HEC, docteur en droit,
ancien collaborateur
des Papeteries Louis Muller et Fils
de 1934 à 1974,
ancien administrateur
et directeur général,

le 27 novembre 1991, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

39, quai de la Seine,
75019 Paris.

Le président,
Le bureau,
Le conseil d'administration,
Le conseil scientifique
et le personnel de l'École des hautes études en sciences sociales,
ont le regret de faire part du décès de

M. André PIATIER,
directeur d'études, retraité.
(Le Monde du 7 décembre.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5668

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
1. Soudainement bien quand ils sont chauds. - 2. N'est pas un homme de bonne volonté. - 3. Une vulgaire prison. Article. - 4. Pour y accéder, il faut parfois avoir le bac. Américains, ne sont ni gros ni moyens. - 5. Donne une petite marque d'affection. Un fruit. - 6. Règles. Regarder d'une façon très louche. - 7. Certaines sont américaines. - 8. Fleuve. Commune à la hauteur. - 9. Poisson. Descendait peut-être. - 10. Un gros tas de papiers. Pronom. - 11. Qui ont comparé. Le service du saigneur.

VERTICALEMENT
1. Qualifie une très mauvaise mine. - 2. Devenu comme des

M^{me} Cécile Pénette,
Le vicomte et la vicomtesse Claude de Pomery,
leurs enfants et leur petite-fille,
M. et M^{me} Marcel Tricot,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Wassili Hjalil,
Et M^{me} Moutida Zribi,
qui l'ont entouré avec dévouement,
ont l'immense douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne du

général Marcel PÉNETTE (c.r.),
commandeur de la Légion d'honneur,
piéusement décédé à son domicile, le 6 décembre 1991, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 11 décembre, à 8 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, Paris-6^e, suivie de l'inhumation dans le caveau familial, à Bordeaux.

25, rue Singer,
75016 Paris.
7, avenue Théophile-Gautier,
75016 Paris.

Anniversaires

Il y a quatre-vingt ans

Barbara (Bruij)
GIMET HONIGOVA,
médecin,

s'en est allée.

Une pensée affectueuse est demandée pour elle, de tous ceux qui l'ont connue et aimée.

10 décembre 1984-10 décembre 1991 : il y a sept ans que nous a quittés

Odette de LASCOUPS.

Communications diverses

M. Jean-François Manel, député, président du conseil général de l'Oise, M. Michel Lavallois, président de l'université de technologie de Compiègne, ont remis chez Drouot, le 5 décembre 1991, les Prix Robert de la vie et de la communication en technologie de langue française, sous la présidence de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie. Prix grand public : collection « Explora », éditeur coédition Presses Pocket, Cité des sciences et de l'industrie. Prix enseignement supérieur : la *Programation parallèle*, de Jean-Pierre Banatre, éditeur Eyrolles. Prix télévision : *Les Yeux du ciel*, de Michel Cugno, producteur TSR. Mention spéciale Prix grand public : *Un musée dans sa ville*, de Jean Dhombras, éditeur Ouest-Éditions. Prix enseignement supérieur : *Oslo : des réacteurs nucléaires fastidieux*, étude physique, de Roger Naudet, éditeur Eyrolles.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du *Carnet du Monde*, sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de réduction.

Le Musée d'Orsay a cinq ans. - Inauguré en décembre 1986, le Musée d'Orsay fête son cinquième anniversaire en offrant, dimanche 15 décembre, la gratuité à tous ses visiteurs. A partir du 19 décembre, une boutique cadeaux présentera des objets « dérobés », copie de ceux figurant sur les tableaux exposés dans le musée : tour de oon en velours noir de l'*Olympia* de Manet, compotier en faïence de Pommes et oranges de Cézanne, paréo rouge à fleurs blanches de la *Orona Maria* de Gauguin, parapluie de la *Femme à l'ombrelle* de Monet.

privileges. Le premier venu. - 3. Sont distribués avant de jouer. Portait les armes. - 4. Pas annoncée. Une grande précipitation. Article. - 5. Pronom. Qui ont donc servi de modèle. - 6. Qui peut faire baver. - 7. Sport qui se pratique sur une nappe. - 8. Peu présentable. Pas admis. Un ensemble de pulsions. - 9. Plaisir d'amour. Très fatigant.

Solution du problème n° 5667

Horizontalement

I. Aphasique. Salut. - II. Goutte. Urgences. - III. Otage. Annoncer. - IV. N. Est. Bête. - V. Irrologie. - VI. Sole. Brest. Stp. - VII. Ans. Foz. Enfilé. - VIII. Eau. Rinde. - IX. Tardif. Laisse. - X. Boer. Seul. - XI. Saint. Ur. Episc. - XII. la. Terroir. Enna. - XIII. Nigeria. Anet. - XIV. Aéré. Ennonantes. - XV. Anes. Ore. Ru.

Verticalement

1. Agonisant. Sinal. - 2. Potron. Abesse. - 3. Hux. Ila. Roi. Gré. - 4. Algide. Edemée. - 5. Sés. Filtre. - 6. Elbeur. Rien. - 7. Quatorze. Surate. - 8. Ur. Ago. Zéro. Oa. - 9. Egstier. Inn. - 10. En. Enlir. No. - 11. Snob. Ans. Aar. - 12. Agn. Stilleme. - 13. Lertilles. Crét. - 14. Usé. Iles. Enter. - 15. Ope. Esso. Su.

GUY BROUTY

RTL

vous emmène
au concert de

**Dire Straits
à Los Angeles**

Pour gagner votre place,
écoutez RTL :

• Du lundi 16 au vendredi 20 décembre
à 8h15 et 10h30.

• Du 9 au 13 décembre, les invités de RTL
à Dire Straits à 19h46 dans le concert de

CONCOURS RTL RÉSERVÉ AUX 18-55 ANS

27/12/1991

BILLET

L'hibernation américaine

Cette fois, même les plus optimistes doutent de la très attendue « reprise américaine ». La suppression de 241 000 emplois par l'économie des États-Unis en novembre (le Monde daté 8-9 décembre) indique que l'Amérique traverse à nouveau une stagnation. Au mieux, il se pourrait même que l'économie soit replongée dans la récession, conformément au scénario dit « en W » ou du « double plongeon » : la petite reprise, qui serait apparue au printemps, cède la place à une rechute qui disparaîtrait elle-même pour la vraie reprise... Quand? Personne n'en sait rien. Au début de 1992? Au printemps? Ou seulement avant l'été? Certains estiment même qu'il n'y a pas de « double plongeon » parce qu'il n'y a même pas eu de véritable reprise. Et de souligner que la hausse du PNB américain au troisième trimestre n'a pas été de 2,5 %, comme l'indiquaient les premières estimations, mais seulement de 1,7 %.

En fait, le débat s'est déplacé, les économistes américains se redécouvrent que les pourcentages en hausse ou en baisse de l'activité cachent les niveaux restés très bas de cette activité. Ainsi notent-ils que les commandes passées aux entreprises ont bien augmenté de 1,9 % en octobre. Il y a bien « reprise ». Mais c'est oublier que le niveau de ces mêmes commandes avait tellement baissé auparavant qu'il reste inférieur à ce qu'il était avant l'été. Même remarque pour la construction, secteur dont l'effet dynamisant est souvent cité (et souvent exagéré).

Reste le fond. Comment expliquer la longueur de l'économie américaine comme celle des autres pays développés? Les regards sont tournés vers la consommation des ménages, qui représente encore les deux tiers de la demande globale. Or cette consommation demeure désespérément plate. Les revenus nets des Américains n'ont pas bougé depuis plusieurs mois, ce qui ne les incite guère à dépenser. M. George Bush a déjà injecté 9,7 milliards de dollars dans l'agriculture, le logement, la défense. Il annonce un nouveau plan de relance en janvier. La Réserve fédérale a abaissé le nouveau taux interbancaire de 4,75 % à 4,5 %, provoquant une nouvelle chute du dollar. Mais tout cela ne suffit pas à décaler les Américains. Les consommateurs se sont mis en hibernation.

ÉRIC LE BOUCHER

La dette extérieure algérienne en baisse de 15 milliards de francs pour 1991

La dette extérieure de l'Algérie a enregistré une baisse de 2,7 milliards de dollars (15 milliards de francs environ), en 1991 par rapport à 1990, selon un rapport du conseil national de planification. Elle s'élevait à la fin de l'année à 23,8 milliards de dollars (130 milliards de francs), dont 22,6 milliards d'emprunts à moyen et long terme et 1,2 milliard d'emprunts à court terme.

L'Allemagne et l'Algérie ont signé d'autre part, dimanche 8 décembre, un protocole financier portant sur 30 millions de dollars, qui servira à l'achat par l'Algérie de matières premières, d'équipements industriels et de pièces de rechange pour rénover des usines algériennes par des entreprises allemandes. L'Allemagne est actuellement le quatrième fournisseur de l'Algérie, derrière la France, l'Italie et les États-Unis. (AFP)



L'ouverture du sommet européen aux Pays-Bas

M^{me} Cresson assure que Maastricht « sera un succès »

De nombreuses personnalités – hommes politiques mais aussi industriels – se sont exprimées pendant le week-end sur le projet d'union économique et monétaire avant le Conseil européen de Maastricht les 9 et 10 décembre. Interrogée, dimanche 8 décembre, sur La Cinq, M^{me} Edith Cresson a souligné que, par le jeu des changes, l'union monétaire « peut rapporter 30 milliards » de francs à l'Europe. Aujourd'hui, si un particulier passe de pays en pays, avec 1 000 francs, par le jeu des changes, il se retrouvera avec zéro en poche, a-t-il dit le premier ministre. « De même, a-t-elle poursuivi, cette situation coûte aux

entreprises et l'union économique peut rapporter au moins 30 milliards » de francs, a-t-elle ajouté, en estimant que « Maastricht sera un succès ».

De son côté, M. Jacques Calvet, président du groupe Peugeot-Citroën SA, très critique sur la préparation des traités d'union européenne, a estimé que la construction européenne devait passer d'abord par un accord politique et non par l'économie. L'Europe se fait à l'envers. Il vaudrait mieux faire l'Europe avec les pays qui partagent la même vision, a-t-il expliqué dimanche lors de l'émission « L'heure de vérité » sur A2. « L'Europe à douze fonctionne ainsi moins bien que l'Europe à six », a-t-il affirmé. A parer par l'économie, on pénalise les entreprises dans une Europe

« divisée », « inefficace », « nombriliste » et « bureaucratique ». En outre, la CEE constitue un « alibi » pour ne rien faire au niveau national. M. Calvet estime que la monnaie doit faire partie du domaine « régulier », de sorte que la future banque centrale ne devrait pas être indépendante du pouvoir politique.

Le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, a de son côté averti, à la veille du Conseil européen de Maastricht, que l'Allemagne n'acceptera de renoncer à sa monnaie que si l'écu est aussi stable que le deutschemark. « Nous avons lutté avec succès pour cela pendant des années à Bruxelles », a-t-il déclaré dans une interview publiée dimanche par le quotidien Berliner Morgenpost. « Seuls pourront en bénéficier les pays qui auront rempli de

strictes conditions, notamment des finances publiques saines et une monnaie stable », a rappelé le ministre (Union chrétienne sociale, CSU).

M. Waigel s'est félicité que « le statut de la nouvelle banque centrale européenne corresponde presque mot pour mot à celui de la Bundesbank ». « Nous avons fourni à l'Europe le modèle éprouvé en Allemagne de l'indépendance politique de la banque centrale », a-t-il ajouté en précisant que l'Allemagne voulait accueillir la banque centrale européenne. Elle « doit venir à Francfort. Cela montrerait que l'Europe reprend la tradition de la politique monétaire sûre de la Bundesbank. En outre, l'Allemagne n'a pas été très gâtée jusqu'à présent avec les institutions européennes ».

Le SME, laboratoire de l'union monétaire

Réunis à Maastricht, les 9 et 10 décembre, les douze États membres de la CEE signeront un traité les engageant à construire une union économique et monétaire (UEM). En attendant, et pour que l'UEM ait les meilleures chances de parvenir à bon port, la consolidation du système monétaire européen (SME) devra être poursuivie.

Les Douze n'ont pas de chance. Vendredi 22 novembre, moins d'un mois avant le sommet de Maastricht, les écrans Reuter annonçaient des « rumeurs de réalignement dans le SME ». De telles rumeurs, qui pendant des années étaient presque de rigueur chaque veille de week-end dans les salles des marchés, avaient disparu depuis bien longtemps. En ce début décembre, à la faveur d'une nouvelle chute du dollar, les tensions restent vives. A 3,4210 francs, lundi 9 décembre, le mark s'approche de son cours maximum autorisé par le SME (3,4305 francs). Ces turbulences tombent à point nommé pour rappeler aux Douze, réunis à Maastricht, que la stabilité monétaire de l'Europe est encore loin d'être acquise.

Pourtant, le succès du SME est indéniable. Sans lui, il est peu probable que les Douze évoqueraient aujourd'hui la possibilité d'ouvrir pour de bon leurs monnaies. Le dernier réalignement date du début de 1987, ce qui signifie que, depuis lors, les principales monnaies de la Communauté ont fluctué entre elles dans une marge limitée à 4,5 %, alors qu'au cours de cette période le dollar a perdu, puis regagné, jusqu'à 30 % de sa valeur en francs ou en deutschemark. Né, après plusieurs tentatives avortées, de la désintégration du système de taux de changes fixes dit de Bretton-Woods (1), le SME a, depuis sa création en 1973, mis un ordre réel dans les mouvements désordonnés des monnaies, qui perturbaient autant les gouvernements européens que les entreprises.

Depuis 1987, les seules nouvelles touchant le cœur du système ont été la légère dévaluation de la lire italienne et le resserrement de sa marge de fluctuation en janvier 1990, la participation de la peseta au système en juin 1989, l'introduction de la

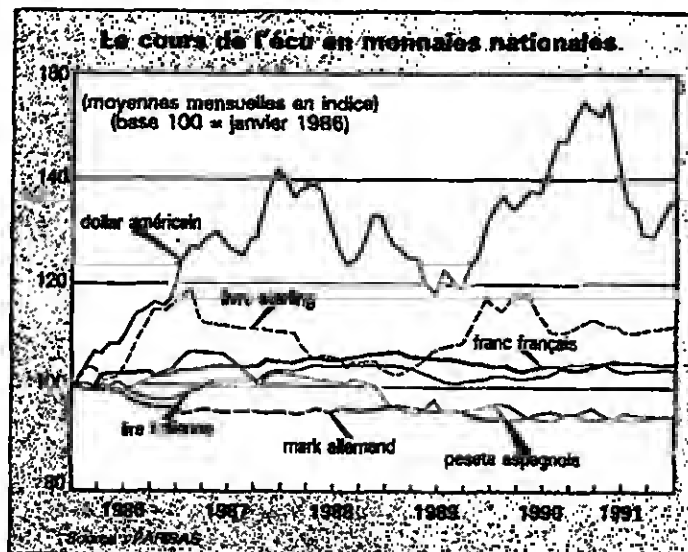
drachme dans le panier de l'écu en septembre 1989, et enfin l'entrée tentée de la livre sterling dans le SME en octobre 1990. De bonnes nouvelles, donc, pour un système qui, conçu comme flexible et provisoire, s'est révélé une réussite.

Cette réussite, plusieurs gouvernements, et tout particulièrement celui de la France, ne manquent pas de la souligner. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, rappelle régulièrement les bénéfices du

renforcement du rôle du SME, et notamment l'absence de dévaluation du franc, ce qui permet de maintenir la compétitivité de la France.

Pourtant, le SME est critiqué. On l'accuse d'imposer des contraintes extrêmement lourdes sur les politiques monétaires nationales. Devenir plus rigoureux, maîtrisant l'inflation, les gouvernements ne parviennent pas toujours à résorber le chômage, à satisfaire des revendications sociales

Des cours plus stables que ceux du dollar



Les cours des monnaies appartenant au SME, exprimés en écus, sont restés beaucoup plus stables au cours des cinq dernières années que ceux du dollar et de la livre sterling, cette dernière ayant été intégrée au système depuis octobre 1990. Pour une meilleure lecture du graphique, les cours des monnaies sont exprimés sur la base d'un indice. À titre d'exemple, le cours de l'écu est passé de 1,10 dollar à la fin 1988 à 1,38 dollar fin 1991 (il s'est apprécié de 25 %), alors qu'au cours de cette période les variations de l'écu en francs ont été très limitées, entre 7,05 francs et 6,90 francs.

SME pour la solidité du franc et l'assainissement de l'économie. Plusieurs pays d'Europe du Nord, dont la Suède et la Finlande – qui ne sont pas membres de la Communauté –, ont choisi de se rattacher au système monétaire à l'écu, le pivot du SME (2).

Quant à la Grande-Bretagne, après avoir combattu pendant de longues

souvent légitimes. La rigueur passe avant tout. Deuxième critique, le SME aligne ses membres sur le plus fort d'entre eux, donc l'Allemagne. Pour ne pas « décrocher » du mark, la conduite d'une politique économique très stricte, privilégiant souvent l'usage des instruments monétaires sur ceux de budget, est nécessaire.

Éviter une vaste « zone mark »

Ces dernières années, il faut le reconnaître, les économies les moins « saisonnières » du système, celle de l'Italie et celle de l'Espagne, ont bien tiré leur épingle du jeu, les taux d'intérêt élevés pratiqués à Milan et à Madrid attirant les investisseurs et soutenant la monnaie. De quoi faire envier ceux qui, comme le gouvernement français, s'efforcent à contenir les déficits des finances publiques et à maintenir un taux d'inflation le plus bas possible.

Dans la vision française, l'UEM est le seul moyen d'éviter que l'Europe se transforme en une vaste « zone mark », où l'évolution de toutes les monnaies dépendrait de celle de l'Allemagne et où des décisions de politique monétaire seraient prises à Francfort. Au moins, grâce à l'UEM, la collégialité remplacerait les décisions unilatérales. La situation actuelle est en effet particulièrement frustrante pour les partenaires de l'Allemagne : l'exemple des Pays-Bas prouve depuis plusieurs années que l'on peut avoir un taux d'inflation plus faible que celui de l'Allemagne et pourtant continuer à payer une « prime de risque » sous la forme de taux d'intérêt légèrement plus élevés et d'une monnaie légèrement moins résistante aux turbulences monétaires que le mark. Au moins, avec l'UEM, il n'y aura plus de fluctuations de changes et les taux d'intérêt seront identiques sur le territoire de la Communauté. Finalement, le « syndrome néerlandais »...

Des déconvenues sont nécessaires pour qu'une monnaie inspire véritablement confiance aux investisseurs, et, en tout état de cause, ceux-ci privilégient les

devises servant d'actifs de réserve (le dollar, le mark, le yen et, dans une certaine mesure, le franc suisse). Seule une monnaie européenne pourra cumuler ces avantages aux yeux des financiers internationaux, Paris ou même Londres en a conscience.

En attendant la phase ultime de l'UEM, le SME devra encore prouver sa résistance et sa capacité d'accueil de toutes les monnaies de la CEE (3), même en période de conjoncture économique morose. Il ne faut pas oublier que les dernières années de stabilité et d'épanouissement du système ont aussi été, et ce n'est certainement pas une coïncidence, quatre années de forte croissance et d'assainissement économique en Europe, la période la plus récente mise à part.

Une des clés du succès du SME a été sans aucun doute son aspect souple, non contraignant, reposant sur la bonne volonté des États participants. On accepte souvent d'autant mieux les sacrifices qu'on ne s'y sent pas contraint. M. Kohl n'a peut-être pas tort lorsqu'il s'insurge contre la perspective de nouveaux traités européens au caractère trop peu contraignant. Mais les partisans de l'Europe monétaire ont également intérêt à éviter de trop se focaliser sur le caractère irréversible de l'union.

FRANÇOISE LAZARE

(1) Le système monétaire international instauré en 1944, dit de Bretton-Woods, reposait sur le principe de l'étalon-or, qui permettait le maintien d'un taux de change fixe entre les monnaies. En 1971, les États-Unis renoncèrent à la convertibilité du dollar en or, consacrant la fin du régime de taux de changes fixes et le début du système flottant.

(2) Le cours de l'écu (unité de compte européenne) est défini chaque jour en fonction des variations des monnaies. Celles-ci sont limitées à 2,25 % de part et d'autre d'un taux « pivot » déterminé vis-à-vis de l'écu.

(3) A l'heure actuelle, le deutschemark, le franc français, le franc belge-luxembourgeois, le florin néerlandais, la lire italienne, la livre irlandaise et la couronne danoise participent pleinement au SME. La livre britannique et la peseta espagnole bénéficient d'une marge de fluctuations élargie à 6 %, tandis que la drachme grecque et l'escudo portugais n'appartiennent pas encore au mécanisme de change.

Passer à la vitesse supérieure dans le domaine social

Beaucoup de bonnes intentions, de nombreux projets de directives à l'étude mais peu de réalisations concrètes. C'est devenu une évidence : la Communauté ne s'est, jusqu'à présent, guère préoccupée de la dimension sociale de la construction européenne en dépit des rappels à l'ordre régulièrement lancés par M. Jacques Delors, président de la Commission, et par les dirigeants de plusieurs pays membres. Aussi n'est-ce pas à proprement parler une « relance » de l'Europe sociale qu'il s'agit d'assurer à Maastricht mais plutôt sa reconnaissance en tant que priorité assumée.

Si elle devait être une nouvelle fois déçue, cette aspiration à une réelle prise en compte des aspects sociaux pourrait compliquer singulièrement la réalisation d'un accord sur l'union politique. Ce risque, les participants au sommet qui s'ouvre le 9 décembre en ont conscience. Néanmoins, l'isolement croissant de la Grande-Bretagne, particulièrement allergique à toute harmonisation dans le domaine du travail, de l'emploi ou de la protection sociale, et l'entrée en scène des partenaires sociaux européens – qui viennent enfin d'entendre pour accélérer le processus – incitent plutôt à l'optimisme.

Deux ans après l'adoption de la

Charte sociale au sommet de Strasbourg, le bilan est mitigé. Bien que la Commission continue de travailler sur plusieurs directives (règles de licenciement dans les sociétés multinationales, exigence pour les employeurs de fournir un contrat de travail écrit, protection des travailleurs intérimaires, durée du travail), la Charte apparaît comme une occasion manquée. Ces retards accumulés ont provoqué une vive réaction de la Confédération européenne des syndicats (CES) (1). Son secrétaire général, M. Emilio Gabaglio, vient de signifier que « la CES emploiera tous les moyens en sa possession pour que les Parlements des douze États membres ne ratifient pas les traités sur l'union politique et économique si le sommet de Maastricht est un échec sur le plan social ». Ces dernières semaines, les syndicalistes ont multiplié les mises en garde et évoqué la possibilité d'adopter une « clause de retrait » pour la Grande-Bretagne si ce pays refuse de suivre ses partenaires. « La Grande-Bretagne ne pourra pas résister » à l'exécution des pouvoirs communautaires en matière sociale, a assuré le 29 novembre M. Norman Willis, président de la CES, après avoir rencontré M. François Mitterrand en compagnie des syndicalistes français membres de la Confédération

(MM. Jean Kaspar pour la CFDT, Marc Blondel pour FO et Guy Druilaud pour la CFTC). Selon la CES, les propositions préparées par la présidence néerlandaise pour le sommet de Maastricht constituent « un minimum ». Elles prévoient une extension du vote à la majorité qualifiée, qui pourrait être utilisée pour les domaines relatifs aux conditions de travail, à l'égalité professionnelle entre hommes et femmes ou à l'information des salariés. En revanche, l'unanimité resterait la règle en ce qui concerne la protection sociale, l'emploi des ressortissants des pays tiers et les contributions financières pour la promotion et la création d'emplois. Si ce programme ne constitue pas une nouveauté, sa mise en application représenterait une avancée de taille. Dans une phase ultérieure, la CES souhaite étendre le principe du vote majoritaire à d'autres questions sociales et obtenir un renforcement des pouvoirs du Parlement européen.

J.-M. N.

Lire la suite page 30

(1) La CES est constituée par quarante confédérations de salariés dans 21 pays. La quasi-totalité des syndicats européens y sont donc représentés mais, pour la France, la CGT n'en est pas membre.



3 ans pour acquiescer le pouvoir de la réussite. INSEEC

Institut des Hautes Etudes Economiques et Commerciales.

BORDEAUX: 55, cours Xavier-Arnozan, 33000 Bordeaux. Tél.: 56 44 95 97.
PARIS: 31, quai de la Seine, 75009 Paris. Tél.: 42 09 99 17.
Service centralisation courrier INSEEC: Tél.: 56 51 33 21.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

L'automobile de prestige en crise

Vickers cherche un repreneur pour Rolls Royce

Rolls Royce Motors, l'un des derniers fleurons de l'industrie britannique, pourrait passer sous contrôle étranger. Son propriétaire, le groupe diversifié britannique Vickers (défense, médical, moteurs Cosworth, etc.), discute de sa cession éventuelle avec des constructeurs automobiles étrangers. La dégradation du marché de la voiture de luxe est la principale responsable de l'impressionnante détérioration des résultats d'un groupe dont les pertes provisoires avant impôt s'élevaient, selon le *Financial Times*, à 4,3 millions de livres (42,5 millions de francs) en 1991, contre un bénéfice de 70,5 millions de livres (598 millions de francs) l'an dernier.

Guerre du Golfe et récession aidant, le plus célèbre constructeur automobile du monde ne devait vendre que 1 600 voitures en 1991, moitié moins que l'an dernier. Et, malgré une sévère cure d'amaigrissement (1 200 emplois supprimés depuis le début de l'année, le quart des effectifs), Rolls Royce Motors devrait perdre 62 millions de livres (513 millions de francs) cette année. Un effondrement dont nul ne sait

quand il pourra prendre fin : en Grande-Bretagne et aux États-Unis (les deux principaux marchés de Rolls Royce), la sortie de la récession s'annonce incertaine ; les émirats arabes sont prudents depuis la guerre du Golfe et le marché japonais n'est plus ce qu'il était depuis l'entrée en force des constructeurs nippons dans l'automobile de luxe.

Après Jaguar (tombé dans le giron de Ford), Saab (passé dans l'orbite de General Motors), Rolls Royce Motors est-il désormais à la recherche d'un grand groupe automobile sur lequel il pourrait s'appuyer ? Interrogé par le *Financial Times*, le groupe Vickers affirme étudier « toutes les solutions » et « n'avoir rien décidé ». La presse dominicale britannique affirme, elle, qu'une cession au groupe allemand BMW (Bayerische Motoren Werke AG) est sur le point d'être bouclée et que la cession pourrait même avoir lieu en février. Le groupe bavarois qualifie l'information de « pure spéculation », mais se refuse à démentir les négociations. Fiat, General Motors et Toyota seraient aussi sur les rangs.

P.-A. G.

Un entretien avec le directeur général de CSA

La compagnie aérienne tchécoslovaque espère être privatisée au printemps de 1992

Le directeur général de la compagnie aérienne tchécoslovaque CSA, M. Oldrich Churain, quarante-sept ans, explique dans l'entretien qu'il nous a accordé qu'il présentera son projet de privatisation au gouvernement d'ici à la fin de l'année et espère pouvoir le mettre en place dès le printemps prochain. CSA serait ainsi la première compagnie d'Europe centrale à accepter une participation de capitaux étrangers, à la différence de ses consœurs, la hongroise Malev et la polonaise Lot, dont elle partage les maux.

PRAGUE

correspondance

« Comment allez-vous privatiser ? »

— Si nous vendions nos actions maintenant, cet argent irait directement dans les caisses de l'Etat et nous nous retrouverions à la case départ, c'est-à-dire sans capital. C'est pourquoi il est préférable, avant tout, de désatisfaire CSA. Dans la nouvelle société par actions que nous formerons, 60 % des parts reviendront à l'Etat, 10 % seront attribuées à la compagnie d'assurances nationale Polistovna, 20 % aux diverses banques nationales, et 10 % iront gratuitement à la municipalité de Prague afin... de sensibiliser le maire au cas CSA. Ce n'est qu'après cette première étape que nous procéderons, au printemps, à une augmentation de capital qui se traduira par une prise de participation étrangère de l'ordre de 40 % et fera tomber celle de l'Etat à 35 %.

— Vous semblez pressés ?

— Le temps joue contre nous. Imaginez que sur une flotte de trente et un appareils, nous avons seulement deux Airbus ; les autres sont tous de fabrication soviétique. Du fait de leur grand âge — dix-sept à vingt ans de moyenne — ils finissent par nous revenir très cher. En plus des frais de maintenance très élevés, les Tupolev-134

consommant 100 % de carburant en plus que les Airbus-A-320. La taxe d'atterrissage étant liée au poids de l'avion, elle est aussi plus onéreuse. Idem pour les frais d'accueil au sol et ceux de navigation.

— Vu le prix des avions neufs — entre 210 et 250 millions de francs — et l'état de nos maigres finances, c'est la solution du leasing d'appareils d'occasion qui est la plus vraisemblable. Nous sommes actuellement en pourparlers avec Air France, Boeing et Mac Donnell, qui, je l'espère, contribueront à redorer notre blason.

— Qu'a comptez-vous faire pour améliorer le service en vol ?

— Sur nos deux Airbus, nous sommes parvenus à de bons résultats, mais sur les autres avions le service est encore déplorable. C'est notre plus grand problème : comment faire changer les mentalités ? Cela dépend, bien sûr, du lieu de travail, de la formation, mais aussi du salaire. Or, pour le moment, nous sommes piétinés et poignés liés, car nous sommes soumis à la rigueur gouvernementale. Sans cette possibilité d'augmenter les rémunérations, nos meilleurs éléments continueront à préférer travailler pour des entreprises privées qui peuvent leur offrir le double ou le triple.

— Vous ne semblez pas satisfait par la politique de votre gouvernement ?

— C'est le moins que l'on puisse dire. N'importe quel gouvernement au monde marque sa préférence pour la flotte nationale. Ici, c'est tout le contraire. Alors que les autres compagnies aériennes nationales sont assurées de maîtriser 50 % de la capacité aérienne sur leurs destinations, nous sommes bien en deçà de 40 %. C'est la loi de la jungle. Au nom de la sacrosainte économie de marché, le gouvernement donne le feu vert à n'importe quel. Comment, dans de telles conditions, pourrions-nous être compétitifs ?

Propos recueillis par CATHERINE MONROY

INDUSTRIE

Nouvelle alliance en vue dans les satellites

British Aerospace envisage de s'associer à Matra Marconi

British Aerospace (BAe) va-t-il confier son activité satellites au tandem franco-britannique Matra Marconi Space ? Des discussions très sérieuses ont été engagées entre les deux éventuels partenaires. Elles seraient, murmure-t-on dans la capitale britannique, sur le point d'aboutir. Groupe industriel aux dominées d'action pour le moins dispersées (outre la défense, son premier métier, il opère notamment dans l'aéronautique, l'automobile avec Rover, l'immobilier), British Aerospace vit de plus en plus mal ses écartements stratégiques.

La division espace de British Aerospace a certes perdu 190 millions de francs sur les six premiers mois de l'année. Mais Matra Marconi Space, comme tous les acteurs du secteur des satellites, s'est engagé dans une course effrénée à la taille critique. Ce groupe, contrôlé à 51 % par le français Matra et à 49 % par GEC-Marconi, a mal vécu l'alliance réalisée entre l'allemand Deutsche Aerospace, le français Alcatel et l'italien Alenia. La reprise des satellites de BAe constitue, pour lui, une opportunité de choix.

SOCIAL

Président de la Caisse nationale d'assurance-maladie

M. Jean-Claude Mallet la « bonne conscience » de Force ouvrière

M. Jean-Claude Mallet, président (Force ouvrière) de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), devait examiner lundi 9 décembre avec les syndicats de médecins un relevé de conclusions visant à jeter les bases d'un mécanisme de maîtrise des dépenses de santé. « Ou bien nous négocions avec un accord à la clé, ou ce sera un texte de loi », a-t-il prévenu. Jusqu'à l'élection de M. Mallet, en avril, le CNAMTS avait toujours refusé de s'engager dans un processus qui aboutit à ne plus faire de la Sécurité sociale qu'« un simple tiroir-caisse ».

M. Jean-Claude Mallet a trompé son monde. On le croyait classique notable syndical, gardien respectueux du statu-quo précaire mais finalement assez confortable dans lequel se sont installés les partenaires sociaux, gestionnaires en titre mais non en fait de la Sécurité. Or, huit mois après son accession à la présidence de la CNAMTS, il apparaît comme l'artisan d'une impulsion « choc » des syndicats et du patron dans une régulation que les pouvoirs publics ont été incapables d'assurer par eux-mêmes.

Alors que son syndicat — Force ouvrière — s'est engagé dans un net relâchement et ne cesse de s'en prendre à la politique gouvernementale, ce proche du secrétaire général de FO, M. Marc Blondel, n'a pas hésité à ouvrir la voie à un processus de maîtrise des dépenses de santé. Le 16 octobre, il a fait adopter par le conseil d'administration de la CNAMTS un texte consistant à établir avec l'Etat et en liaison avec les médecins, des « critères médicalisés » afin de définir des objectifs annuels d'évolution (le Monde du 18 octobre).

A vrai dire, personne ne s'attendait à voir ce personnage — surnommé « Nourouss » au sein de FO — franchir la Rubicon. Fils d'un pétiotier de Laval, M. Mallet, quarante-quatre ans, a d'abord milité aux PTT, à Paris, avant que M. André Bergeron lui demande de redynamiser l'union départementale de la Mayenne. Ce qu'il fit avec succès. En 1989, il soutint la can-

didature de M. Blondel et entra au bureau confédéral de FO. En avril 1991, il se retrouve tout à coup à la présidence de la CNAMTS, après que M. Maurice Darin, qui y régnait en maître depuis vingt-quatre ans, eut été « éliminé » par ses camarades de FO et ses alliés du CNPF. Un poste stratégique : au fil des années, l'assurance-maladie est devenue une chasse gardée de FO, qui a placé nombre de ses militants dans les directions des caisses primaires (1).

« Double bipartisme »

A peine installé aux commandes, cet homme effable, au contact facile et dont on voit fréquemment les qualités de tacticien, a adopté un profil bas, calmant le jeu des syndicats de médecins. Pour échapper au débat sur la maîtrise des dépenses, M. Mallet a d'abord épousé le discours défensif traditionnel dénonçant les « charges injustes » imputables à l'Etat. Cependant, son langage a peu à peu évolué. Face au tripartisme (Etat-Sécurité sociale-médecins) suggéré par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, M. Mallet a proposé un double bipartisme, l'assurance-maladie négociant d'abord avec le gouvernement les objectifs généraux avant de discuter leur mise en œuvre avec les médecins.

Les pouvoirs publics l'ont pris au mot et le « double bipartisme » a fait l'unanimité du conseil d'administration, hormis l'abstention de la CGT. M. Mallet s'est-il pris à son propre piège en avançant une proposition qu'il pensait inacceptable ? Il s'en défend énergiquement. Cette approche, assure-t-il, n'est pas en contradiction avec les positions traditionnelles de FO « qui n'a jamais cessé de réclamer l'autonomie des caisses d'assurance-maladie sans jamais pouvoir l'obtenir ».

Il est en effet difficilement envisageable que ce changement d'orientation ait été suggéré contre l'avis de M. Blondel. Du reste, les deux hommes ont tout pour s'entendre. Dans la grande tradition FO, ils partagent le même goût pour la bonne chère et la même aversion à l'égard des communistes, c'est-à-dire « des staliniens », comme des « cathos de gauche », autrement dit « les calotins ». Au sein du Parti socialiste, ce sont des « maurroyistes » bon teint. Parfois même, M. Mallet donne l'impression de

chercher à ressembler à son secrétaire général, empruntant son phrasé et ses gestes volontairement lents. « Il ne lui manque que les bretelles pour se faire passer pour Blondel », s'amuse certains. Cependant, les deux personnages ne tiennent pas le même discours.

Le président de l'assurance-maladie témoigne d'un pragmatisme assez éloigné des grandes envolées du « syndicalisme de contestation ». La CNAMTS ne doit plus être une caisse de résonance. Il faut établir de nouvelles règles du jeu avec le gouvernement et les médecins, nous adaptons sans, évidemment, renoncer les soins », explique-t-il. Aussi l'action du président de la CNAMTS suscite-t-elle parfois une certaine gêne dans les rangs de sa confédération, qui a réagi avec une remarquable discrétion après l'accord du 16 octobre que l'hebdomadaire confédéral, FO-Hebdo, n'a évoqué que... dans son édition datée du 6 novembre.

Dans les couloirs des ministères, on se réjouit de « l'ouverture d'esprit » de M. Mallet mais la prudence demeure : « Nous ne le connaissons pas encore suffisamment pour savoir jusqu'où il peut aller. Et puis, tout ne dépend pas de lui ». Quant aux syndicats de médecins, ils pourraient légitimement en vouloir à un homme dont l'action aboutit à leur opposer un front commun calssé-État. « Ça colle plutôt bien, il est tout à fait consensuel », assure pourtant un de leurs représentants. Celui-ci met au crédit du président de la CNAMTS — qu'il tient pourtant pour « un trotskyste » — la retour de la CSMF (Confédération des syndicats médicaux français, principale organisation) dans le giron conventionnel. A peine lui reproche-t-il de « se complaire dans l'instabilité ».

L'impression d'exister

A la Caisse nationale, où ses initiatives engendrent une satisfaction teintée d'inquiétude, M. Mallet est aussi bien perçu. « Désormais, nous avons l'impression d'exister. Visiblement, il veut faire de la Caisse nationale un instrument de régulation, rôle qu'elle n'a jamais rempli », souligne un des techniciens de la maison. « Il associe beaucoup plus les diverses composantes du conseil d'administration, y compris la CGT, au fonctionnement de l'institution », reconnaît

pour sa part M. Alain Delluc, administrateur CFDT de la CNAMTS. « Cela dit, depuis la signature de l'accord d'octobre, nous ne sommes au courant de rien », ajoute-t-il. En outre, le président paraît avoir établi des relations de confiance avec M. Gilles Johanet, directeur de la CNAMTS — et représentant des pouvoirs publics, — grâce auquel il a « compris certaines erreurs à éviter ».

M. Mallet a quand même commis une maladresse. En septembre, lors des rencontres annuelles des responsables des caisses primaires d'assurance-maladie, à Strasbourg, la diffusion d'un clip le mettant en scène à la troisième personne (« esprit fin dans un corps rond, le président Mallet préfère la langue de vau à la langue de bois », affirmait ostentatoirement une voix off), a suscité quelques accusations de « mégalomanie ».

Peu importe. A l'extérieur de Force ouvrière, certains voient déjà en M. Jean-Claude Mallet une sorte de Bergeron moderniste capable de contrebalancer le ligne « dur » dominant. A l'intérieur du syndicat, les avis sont beaucoup plus réservés. « On a du mal à comprendre Mallet. Ce qu'il fait à la CNAMTS est très bien. Cela nous change des grèves nationales presse-bouton. Par contre, il est toujours resté silencieux et en 1989, il a, en tant que secrétaire confédéral chargé de l'éducation, appliqué les consignes sans broncher et arbitré en faveur des trotskistes qui avaient constitué leur propre syndicat d'instuteurs FO », souligne un anti-blondelliste.

« Pour que la ligne de contestation globale menée par le secrétaire général soit supportable, il faut de temps en temps donner des gages. Mallet, c'est la bonne conscience de FO à la mode Blondel », tranche un excellent connaisseur de la confédération. Reste à savoir si M. Mallet, qui assure que la CNAMTS « ne peut plus être un simple tiroir-caisse sans risquer d'être appelé à disparaître », aura les moyens d'accorder les autres gages que nécessitera le processus qu'il a engagé.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) A ce sujet, lire Séver, *faillite sur ordonnance*, de Michel Lépinay chez Calmann-Lévy.

CONJONCTURE

Le rapport de la commission économique pour l'Europe de l'ONU

La chute de la production et de la consommation se poursuivra à l'Est l'an prochain

L'ancienne RDA au bord de la reprise, des signes évidents de progrès en Hongrie, Tchécoslovaquie, et Pologne... La conjoncture en Europe de l'Est s'améliore dans plusieurs Etats ; le climat général, lui, s'est considérablement détérioré au cours des derniers mois et ne donne pas de signes d'améliorations.

Le dernier Bulletin économique pour l'Europe, publié lundi 2 décembre par la commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU) démarre par une sombre description de la chute de la production, de la progression du chômage et de la montée des tensions politiques et sociales dans tous les anciens pays communistes d'Europe centrale et orientale. Le

terme de récession n'est pas, selon les experts de l'ONU, adapté aux économies de l'Est. Avec une chute de produit matériel net (la production) atteignant 25 % depuis 1988, dont 15 % pour la seule année 1991 (1), c'est bel et bien d'une dépression qu'il s'agit. En URSS, la chute de la production est aussi estimée à 15 % pour 1991.

A elle seule, la production industrielle à l'Est s'est effondrée de 20 % cette année, et même de 50 % en ex-RDA. Certes, il convient de distinguer ce qui, dans cette chute de la production, relève de la désorganisation croissante de l'économie — comme en Bulgarie, Roumanie, et Yougoslavie — de ce qui découle de la libéralisation des structures — comme c'est le cas en Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie.

Mais partout, la chute de la production a été plus sévère que prévu. Le taux de chômage s'élève actuellement entre 2 % de la population active en Roumanie et 10 % en Pologne, dépassant déjà en Yougoslavie 15 % en juin, au début de la guerre civile. Quant à l'inflation, elle atteignait en septembre un rythme annuel de 3,7 % en Tchécoslovaquie, 20 % en Hongrie, 66 % en Pologne et 400 % en

Yougoslavie de même qu'en Union soviétique.

Malgré quelques signes positifs, en particulier la reprise des échanges commerciaux de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, ainsi que les répercussions des investissements publics massifs réalisés dans l'ex-RDA, le rapport de l'ONU note que la chute de la production et de la consommation comme la progression du chômage devraient se poursuivre en 1992.

(1) Les statistiques portent sur la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie. L'ex-RDA est comprise dans les statistiques jusqu'en 1990.

M. Soisson installe la commission sur le renouveau du service public. — M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'Etat chargé de la fonction publique, a installé, mardi 3 décembre, la commission du renouveau du service public, qui associe représentants de l'Etat, syndicats et personnalités qualifiées à la politique de modernisation de l'administration. La création de cette nouvelle instance consultative avait été annoncée, le 11 avril, à l'occasion du troisième séminaire gouvernemental consacré au « renouveau du

Les dockers ont entamé une grève de 48 heures

Les dockers français ont commencé, dimanche 8 décembre, une grève de quarante-huit heures, première d'une série annoncée la semaine précédente par la CGT, pour protester contre le projet gouvernemental de réforme de leur statut.

En raison du repos dominical, il est difficile d'apprécier l'ampleur du mouvement, mais les ferries de la Sally Line, assurant à Dunkerque la liaison avec la Grande-Bretagne, ont été perturbés par trois fois : les deux premiers bateaux arrivés en début d'après-midi ont débarqué avec une heure et demie de retard, un troisième a été déchargé, en début de soirée, vers Ostende (Belgique). Au départ, quelque 300 passagers ont aussi dû embarquer dans ce port, après plusieurs heures d'attente. La Sally Line, qui avait signé avec les dockers français un accord par lequel ils s'engageaient à ne pas bloquer le trafic des ferries en cas de conflit sur le port, a fait constater ces perturbations par huis-clos.

service public ». Parmi les dix-neuf membres qui la composent, cinq personnalités ont été désignées « en raison de leurs compétences particulières » : M^{me} Michèle Hoffmann, juriste, maître de conférences à l'université Paris-V, et M^{me} Jeanne de Calan, responsable de la formation à l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), François Lefrand, préfet d'Indre-et-Loire, Paul Picard, maire (PS) de Nantes-la-Loire, et Henri Vacquin, consultant.

D'AVANT NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Cinquante ans après Pearl-Harbor

Une trêve armée nippo-américaine

Alors que leur déficit commercial se réduit les Etats-Unis se montrent, provisoirement, plus conciliants à l'égard du Japon

QUI dit que les Américains ne pouvaient pas battre les Japonais sur leur propre terrain ? Pas Salsvass Atisanoc, en tout cas. Pour la deuxième année consécutive, ce bébé pufu de 560 livres à moins de trente ans, originaire des Iles Samoa américaines, a remporté fin novembre la Coupe de l'empereur, la compétition de sumo la plus précieuse au Japon. Pour le Honolulu Advertiser, l'un des deux quotidiens locaux, il s'agissait là d'un heureux présage à quelques jours de la célébration du 50^e anniversaire de l'attaque de Pearl-Harbor.

Le même jour, ce journal consacrait une partie de sa une à la décision japonaise d'interdire la pêche au filet maillant en haute mer d'ici à la fin 1992, faisant droit à une revendication américaine formulée de longue date et destinée à préserver la faune marine.

En tache d'huile

Quelques jours plus tôt, Brown & Root Inc., une firme du bâtiment installée au Texas, annonçait qu'elle avait été sélectionnée à l'issue d'un appel d'offres pour participer à la construction, près de Nagoya (entre Osaka et Tokyo) d'un complexe comprenant un aéroport international, un hôtel et divers bâtiments. Un projet de 7 milliards de dollars, et une première pour les firmes américaines qui peinent régulièrement contre le peu d'ouverture du marché japonais aux entreprises et produits étrangers.

Est-ce à dire qu'après de longues années de tensions commerciales, Washington et Tokyo s'efforcent d'enterrer la hache de guerre ? Difficile à dire dans la mesure où on voit mal comment les deux plus grandes puissances économiques mondiales, ayant des produits et des entreprises directement concurrents, pourraient éviter les collisions. Surtout quand l'un d'eux - les Etats-Unis, bien sûr - sérieusement secoué lors des derniers accrochages, se demande s'il n'est pas en train de vivre un Pearl-Harbor d'un autre genre face à un fidèle allié politique devenu un farouche adversaire économique.

Depuis qu'en 1979 sont arrivés les premiers baladeurs Sony, ces produits nomades, les Etats-Unis ont assisté impuissants à une pénétration japonaise, désormais classique, dite « en tache d'huile » (trois ou quatre sociétés nippones sur le même créneau, chargées de tester puis d'écarter le marché) qui a successivement visé les montres, la photographie, le matériel audio et haute-fidélité, les voitures, les composants électroniques, la micro-informatique, le bancaire, la finance, l'assurance, l'immobilier et, tout dernièrement, le cinéma, la communication et la publicité. Il ne manque plus que l'espace et les télécommunications, deux secteurs déjà en voie d'approfondissement, pour que la boucle soit presque bouclée.

Résultat : 25 % du marché automobile détenu par les constructeurs nippons qui ont su jouer l'arme des « transplants », ces firmes étrangères installées aux Etats-Unis, entraînant dans leur sillage leurs

sous-traitants habituels ; l'électronique et l'informatique, naguère fleurons de l'industrie américaine, contraints eux aussi à des licenciements massifs.

Cependant « si les Japonais n'étaient pas venus, les géants de Detroit auraient continué à perdre de l'argent, et c'est grâce aux investissements japonais que des emplois ont aussi été créés dans cette industrie », affirme paradoxalement le professeur Byron Gangnes, de l'université de Hawaii, co-auteur d'une étude sur l'impact des investissements japonais aux Etats-Unis et au Japon. « Entre 1989 et 1990, grâce à cet apport d'argent frais, environ 200 000 emplois auront été créés dans l'automobile et dans ses secteurs périphériques. »

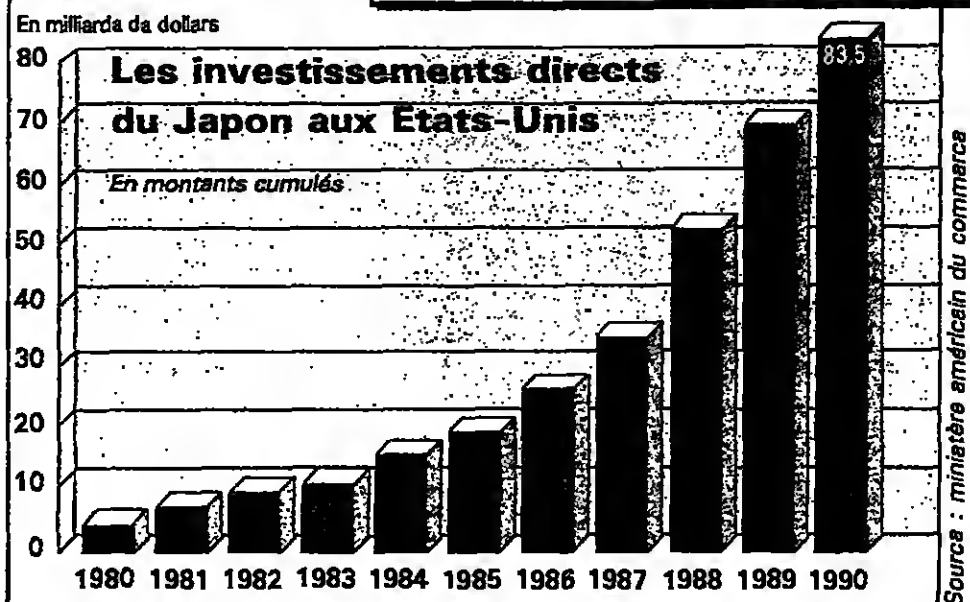
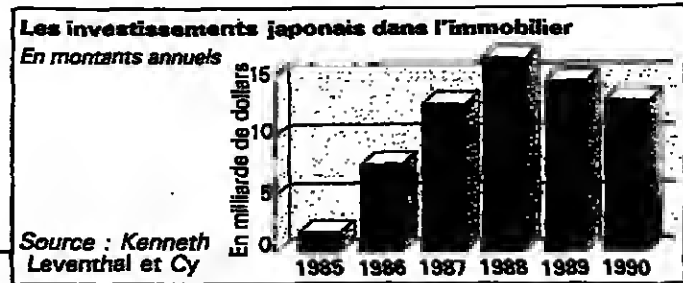
Un freinage général

Selon cet économiste, les investissements nippons dans ce secteur industriel aux Etats-Unis devraient atteindre 23 milliards de dollars (contre 19 milliards de 1980 à 1989) durant la même période et contribuer à hauteur de 0,2 % à la croissance du produit national brut. Une série de calculs qui ne tient pas compte des emplois inévitablement perdus ailleurs lorsqu'un groupe, ayant effectivement créé ses propres installations et procédé à des embauches, fait progressivement le vide autour de lui en jouant habilement la double carte de la qualité et du prix.

Il s'agit surtout d'un pronostic qui, lorsqu'il a été établi, n'avait prévu ni la durée de la récession

aux Etats-Unis ni la phase de repli national du Japon depuis le début de l'année. Le freinage est d'ailleurs général : le montant de l'investissement direct étranger aux Etats-Unis, qui avait déjà été ramené de 70,6 à 57,2 milliards de dollars en 1990 (soit une baisse de 47 %), s'est contracté pour ne plus représenter que 7,6 milliards au premier semestre 1991, soit une chute de 70 % sur l'année précédente.

Toujours calculée en flux, la part du Japon, qui représentait 12,3 milliards de dollars à fin juin 1990 (17,3 milliards à la fin de l'année), n'atteignait que 0,9 milliard de dollars à la fin du premier semestre 1991. Ce très fort effondrement permet au passage à la France de devancer le Japon et de devenir le deuxième investisseur aux Etats-Unis, derrière la Grande-Bretagne. Le même phénomène alarmant a été constaté sur le marché financier, où les investisseurs japonais qui souscrivaient généralement à hauteur de 30 % environ les émissions de bons du Trésor, ont déserté les récents placements du gouvernement destinés à financer sa dette publique.



« Le Japon a effectivement rapatrié ses liquidités et il continuera à le faire pour privilégier son économie domestique et notamment le financement de ses infrastructures, de façon à améliorer la qualité de vie des Japonais », indique Greg Knudsen, du Bureau des relations internationales, à Honolulu. « D'après certaines estimations, le Japon aura investi 30 milliards de dollars de moins à l'extérieur cette année et les prévisions pour 1992 sont de 25 milliards de dollars. »

« Il s'agit non seulement d'un freinage mais aussi d'une réorientation de ses priorités financières à la fois vers d'autres zones telles que l'Europe, notamment l'Europe de l'Est, y compris les Républiques soviétiques, et vers le reste de l'Asie où le Japon veut renforcer sa présence, notamment en Chine, en Thaïlande, à Hong-Kong, à Singapour, en Malaisie, en Indonésie. »

Les lobbies agricoles

« En matière de relations commerciales aussi, un tournant est intervenu. » Pour la première fois cette année, le commerce effectif entre le Japon et le reste de l'Asie-Pacifique dépasse les échanges avec les Etats-Unis, jusqu'à présent le principal partenaire commercial. Voilà qui devrait faire réfléchir Washington qui passe son temps à batailler pour obtenir des accords commerciaux de portée réduite alors que les échanges se sont déjà dépliés ailleurs.

De fait, pendant que le Japon étend sa grande sphère de « coopération » dans son voisinage immédiat et que les six pays de l'ASEAN s'efforcent de mettre en place la zone de libre-échange annoncée officiellement en octobre dernier, l'administration Bush, sans doute consciente des enjeux, se montre plus conciliante à l'égard d'une ouverture du marché japonais. L'acceptation par Tokyo, en juin dernier, d'ouvrir 20 % de son marché aux composants américains a

été interprétée comme un signe favorable.

Et c'est autant par principe que pour faire plaisir aux puissants lobbies agricoles que Carla Hills, la représentante spéciale du président Bush pour les questions commerciales, en visite à Tokyo en novembre, a de nouveau réclamé l'ouverture du marché du riz sans peine de faire capoter l'Uruguay Round. En sachant qu'il est difficile de crier à l'absence de libre marché au Japon alors que les agriculteurs de Californie sont subventionnés en ne payant pratiquement pas leur eau.

En dépit d'un déficit commercial américain qui s'est légèrement creusé en septembre pour atteindre 6,8 milliards de dollars et d'un déficit avec le Japon encore prépondérant (4,2 milliards), la tendance est à l'amélioration. De 57 milliards de dollars en 1987, le déficit commercial des Etats-Unis avec le Japon a été ramené à 41 milliards en 1990. Un mieux incontestable qui serait toutefois aussitôt remis en cause si les dépenses de consommation venaient à redémarrer.

Connaissant bien les Etats-Unis pour y avoir séjourné à plusieurs reprises, le nouveau premier ministre japonais, Kiichi Miyazawa, suit avec autant d'attention le graphique de ses excédents commerciaux (qui atteignent le chiffre record de 100 milliards de dollars cette année) que la chute de la courbe de popularité du président Bush. Certains grands patrons américains ont fait savoir ouvertement qu'une éventuelle victoire des démocrates en novembre prochain ouvrirait la voie à une nouvelle campagne anti-japonaise et à des mesures protectionnistes, ce qui préoccupe Tokyo.

A titre préventif sans doute, plusieurs grands groupes nippons (Mitsubishi, Mazda, Honda, Toyota) ont indiqué qu'ils allaient accroître leurs achats de pièces détachées en provenance des Etats-Unis et d'autres pays. Un beau geste...

de Honolulu
SERGE MARTI

Le brouillage des pourcentages

par Monique Fouet

Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel, mais ils ne peuvent pas non plus se recroqueviller pour se transformer en bonsaïs. Il en va de même des bulles spéculatives, contrairement à ce que laissent entendre certains commentaires fondés sur un manquement sans précaution des pourcentages. La Bourse et le marché de l'immobilier auraient bien du mal à se remettre du traitement de choc suggéré par ces mêmes calculs qui, appliqués à y e quel- que années aux taux de change, voulaient à la disparition les plus grandes monnaies de la planète.

A Paris, le prix de vente des logements avait augmenté en moyenne (au mètre carré) de 80 % entre le début de 1988 et celui de 1991. La baisse amorcée depuis quelques mois atteindrait dès à présent 20 %. Est-ce à dire qu'il faut encore attendre une baisse de 60 % pour revenir au niveau initial ? Certainement pas.

On ne prétend porter ici aucun jugement sur l'ampleur relative de ce qui était « excessif » et de ce qui était « normal » dans les hausses récentes : il ne s'agit pas de savoir s'il est souhaitable ou vraisemblable que le point de départ soit retrouvé. Il s'agit d'attirer l'attention sur une question arithmétique très simple mais cruciale.

Une variation en pourcentage se calcule toujours de la manière suivante : différence entre le niveau final et le niveau initial divisée par le niveau initial et mul-

tipliée par 100. Lorsque le prix de vente du mètre carré passe de 12 000 à 22 000 francs, la variation est de $\frac{22\,000 - 12\,000}{12\,000} \times 100 = +83\%$. Mais lorsque le même prix de vente repasse de 22 000 à 12 000 francs, la variation est de $\frac{12\,000 - 22\,000}{22\,000} \times 100 = -45\%$.

Pour annuler une hausse de 83 %, il suffit d'une baisse de 45 %. Il est donc clair que, si une baisse de 83 % devait succéder à une hausse de 83 %, on se retrouverait très en dessous du niveau initial : dans l'exemple présent, le prix du mètre carré ne serait plus que de 3 700 francs. Les détenteurs du patrimoine n'aurait-ils pas été assurément plus sages de ne pas vendre ; ils subiraient au contraire une moins-value considérable.

Un calcul absurde

Les acquéreurs potentiels de logements seraient mal avisés d'attendre aujourd'hui une baisse additionnelle de 60 % qui est peu probable. Si d'aventure elle survenait, cela signifierait que l'ensemble de l'économie serait plongée dans la déflation, et sans doute dans la dépression, et donc que ces acquéreurs potentiels seraient eux aussi dépourvus de l'essentiel de leurs revenus.

Les indices boursiers, qui sont eux aussi affectés par des fluctuations amples, font trop souvent l'objet de descriptions erronées. Ainsi, la Dow Jones n'avait-elle enregistré qu'une baisse de 31 % lors du krach

d'octobre 1987, ce qui, à en croire certains, ne dégonflait qu'en partie la bulle des mois antérieurs constituée par une hausse de 40 %. Or la bulle avait bel et bien disparu. Quant au redressement de 19 % enregistré à la fin de la guerre du Golfe, il n'aurait pas « au-delà » de la baisse de 16 % qui l'avait précédé...

Les pourcentages ne peuvent donc pas être comparés à la hausse et à la baisse. Mais il est illusoire de prétendre contourner cet obstacle apparent en calculant les variations comme s'il s'agissait de hausses et en prétendant qu'elles sont négatives. Un exemple simple illustre l'absurdité d'un tel calcul.

Lorsque le dollar s'était apprécié entre le début de 1981 et celui de 1985, il était passé de 5 à 10 francs : sa valeur vis-à-vis de la monnaie française avait augmenté de 100 %. Mais on n'avait pas le droit, sous prétexte de fournir des ordres de grandeur simples, d'affirmer que dans le même temps le franc s'était symétriquement déprécié de 100 %. 100 % signifiait la totalité, cela voulait dire que le franc ne valait plus rien. Le mark était logé à la même enseigne.

Le dollar s'est ensuite déprécié, rejoignant le niveau de 5 francs en novembre 1990 : lui aussi a fait l'objet de commentaires fantaisistes décrivant une dépréciation de 100 %, c'est-à-dire une disparition pure et simple. En fait, pour revenir à son point de départ après une hausse de 100 %, il lui a suffi d'une

baisse de 50 %. Il eût été plus sage de dire que la valeur du dollar avait tout d'abord été multipliée par deux, tandis que celle du franc et du mark était divisée par deux, puis que, à son tour, elle avait été diminuée de moitié. Les calculs de pourcentages, parce qu'ils font intervenir un dénominateur, relativisent les évolutions.

C'est du reste pour cela qu'on les effectue : les comparaisons en termes absolus, dans le temps ou dans l'espace, sont souvent dénuées de signification. Mais il faut se souvenir que les comparaisons en termes relatifs sont asymétriques à la hausse et à la baisse.

Il faut en outre savoir se berner aux variations en niveau lorsque celles-ci ont une signification propre. Ainsi, lorsque le nombre de chômeurs passe de 0,8 à 0,9 million, il augmente de 12,5 %. Lorsqu'il passe de 2,8 à 2,9 millions, il n'augmente « que » de 3,6 %. Est-ce à dire que les 100 000 chômeurs supplémentaires sont plus importants dans le premier cas que dans le second ? Le bon sens incite à penser que c'est plutôt le contraire.

► Economiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

► Lire sur des sujets voisins « Le trompement des chiffres » (« Champs économiques », du 12 novembre) et « Le trou noir des statistiques » (« Champs économiques », du 8 octobre).

ISG 25 ans de présence mondiale

VIET NAM
Hanoi - Saigon

SEMINAIRE PROFESSIONNEL

du 13 au 22 décembre 1991

- ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE
- APPROCHE CULTURELLE
- VISITES D'ENTREPRISES
- ETUDES DE CAS

ISG

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
Etablissement reconnu par l'Etat-Diplôme homologué par l'Etat
Etablissement d'enseignement supérieur technique privé
6/8, rue de Lota-75116 Paris Tél. (1) 45 53 60 00

Distributeur de l'édition et de la communication - Groupe ISG

1525 من الالط

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Cinquante ans

Philanthropie japonaise

Le lobbying social nippon aurait atteint 400 millions de dollars en 1991

A PRES s'être intéressé à quelques bibelots, le client de passage désigne les vitrines de ce magasin d'antiquités situé dans un quartier cossu de Los Angeles. « Combien ? » « Entre 1 000 et 3 500 dollars, cela dépend des pièces. » « Non ! Je veux dire ; combien, le magasin ? » « Tout le magasin ? Euh ! Je ne sais pas, sans doute 10 à 12 millions de dollars. » « J'achète ! » Deux heures plus tard, le client - japonais, bien sûr - se voyait remettre les clés de sa nouvelle acquisition et l'histoire faisait le tour de la mégapole.

A la même époque, à la fin des années 80, Genshiro Kawamoto ne se donne même plus la peine de descendre de voiture pour faire ses emplettes. Baisant simplement la vitre de sa limousine blanche qui fait le tour de l'île de Oahu à vitesse réduite, le riche promoteur immobilier japonais désigne du doigt la ville qui lui convient dans les banlieues chics de Honolulu.

En deux ans, il aura ainsi dépensé une centaine de millions de dollars pour l'acquisition de cent soixante villégiatures. Et c'est plus une pénétration de capitaux au début de la présente décennie que la grogne suscitée par cette boulimie faisant exploser les prix locaux de l'immobilier qui l'a conduit à interrompre son programme initial consistant à acquérir de 500 à 1 000 villas en l'espace de deux ou trois ans.

Un phénomène de rejet

« Ce sont là des exemples qui ont frappé les esprits et contribué à entretenir un climat de xénophobie. Mais aujourd'hui, d'une part, les investissements nippons ont été considérablement réduits ; d'autre part, les Japonais ont compris que le rôle du yen ne suffisait pas et qu'il fallait aussi apprendre à comprendre, voire séduire les Américains », explique cet économiste de Californie, l'Etat, avec Hawaii, où la présence japonaise est la plus forte.

Toutefois le phénomène de rejet n'est pas comparable à celui que l'on ressent sur la Côte est, moins habi-

tuée à la présence historique des Japonais. Le rachat du Rockefeller Center à New-York, des studios Columbia à Hollywood, du célèbre parcours de golf de Pebble Beach en Californie ou encore du *Portrait of a Doctor* de Van Gogh, pour ne citer que les exemples les plus marquants, ont suscité plus d'irritation que d'admiration dans l'opinion publique.

Tous les investisseurs japonais d'ont pas la chance que connaît Nissan, qui, depuis que la firme automobile est installée à Smyrna (l'ancienne), croule sous les lauriers que lui tressent la municipalité et le gouverneur de l'Etat, trop contents d'avoir résorbé ainsi une partie du chômage local. Quand ce ne sont pas les 2 400 ouvriers de cette usine qui menacent de se mettre en grève pour s'opposer à l'élection de délégués syndicaux dans l'entreprise. Le monde à l'envers.

En revanche, dans d'autres entreprises détenues par des intérêts japonais, les relations avec le personnel, et surtout avec l'encadrement, américain prennent parfois les allures d'un dialogue de sourds et se règlent très souvent devant les tribunaux. Chacune de ces entreprises a au moins un procès qui l'oppose à un employé, estime le professeur Yoshihiro Tanizumi, un spécialiste du Baruch College de New-York.

Souvent, il s'agit d'une méconnaissance de la législation, qui varie considérablement d'un Etat à l'autre, reconnaît Clyde Smith, l'un des principaux associés du cabinet d'avocats d'affaires Pitney, Hardin, Pipp and Smith, dans le New-Jersey, spécialisé dans l'implantation de sociétés japonaises aux Etats-Unis. La plupart des grandes firmes telles que Nissan ou Sony ont placé des Américains à des postes de direction, assure-t-il.

Il oublie le cas de cet autre constructeur automobile du New-Jersey, Toyota, qui a essuyé une cascade de procès pour discrimination sur l'âge et le sexe après avoir embauché 300 jeunes employés masculins qu'il considérait les plus aptes à la mission qui devait leur être confiée. L'industrie n'est pas seule concernée. Ainsi, d'anciens employés de Quasar Cy,

filiale américaine d'une firme commerciale japonaise, ont obtenu récemment 4,8 millions de dollars de dommages et intérêts, pour discrimination, auprès d'un tribunal de l'Illinois, la direction ayant à l'occasion d'un « dégraissage » cherché à préserver les emplois de ressortissants nippons.

Sur les mêmes bases, un directeur artistique a intenté en mai dernier un procès à DCA, filiale américaine de la grande firme publicitaire nipponne Dentsu, accusant sa direction de discriminer son personnel entre Japonais et non-Japonais dans les embauches et les promotions. Jusqu'à obliger le personnel à se répartir dans deux cars différents, en fonction de leur nationalité, lors des voyages d'affaires.

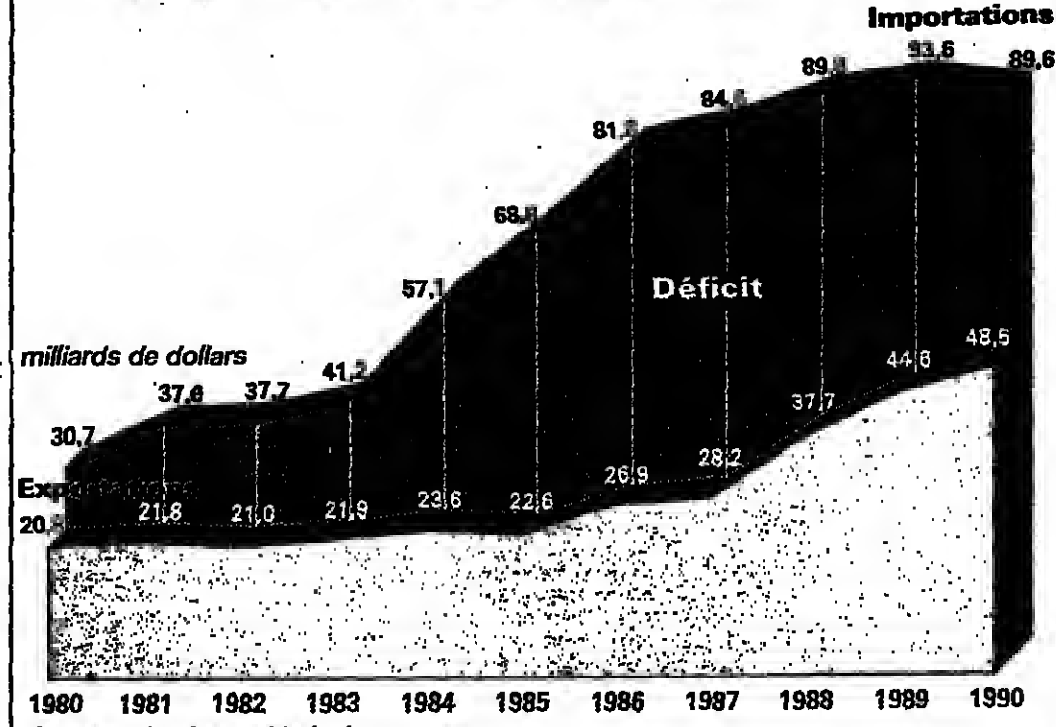
Des opérations de charité

Conscients du problème - et du coût des procès aux Etats-Unis - les employeurs nippons ont fait des efforts pour confier des responsabilités à des coo-japonais. Dans le même temps, ils se sont intéressés à l'environnement de l'entreprise et ont consacré d'importantes sommes aux opérations de charité (culturelles, sociales...) et de relations publiques, très importantes dans ce pays.

Cette forme de lobbying social représentait plus de 300 millions de dollars par an en 1988, un montant décliné en cinq ans et qui pourrait avoir atteint 400 millions cette année, selon la lettre spécialisée *Corporate Philanthropy Report* éditée à Seattle (Etat de Washington). A titre de comparaison, le total des actions de même nature émanant de l'ensemble des firmes britanniques, françaises et allemandes représente à peine 60 millions de dollars.

Déjà, en 1983, le Kaidaren, le patronat japonais, avait mis en garde ses adhérents contre une absence de philanthropie chez les firmes nipponnes opérant à l'étranger « qui nuit à leur intégration dans les communautés d'accueil ». Message reçu. L'année suivante, le Center for Global Partnership, dépendant de la Japan Foundation, à Tokyo, et destiné à aider des organisations cultu-

Le déficit américain vis-à-vis du Japon



relles éducatives et de recherche, y compris aux Etats-Unis, était créé.

Fin novembre, il a commencé à ventiler son enveloppe américaine en accordant quarante dons totalisant 5,4 millions de dollars. Une subvention pour quantité d'organismes américains quasiment privés de secours de l'Etat et des municipalités depuis les coupes budgétaires des postes à caractère social.

Dans le même registre, les grandes entreprises bancaires et industrielles ont à cœur de s'attirer les faveurs des universités, pépinières de talents où figuraient 37 000 étudiants japonais durant l'année scolaire 1990-1991, près de 23 % de plus que l'année précédente. Ainsi la Saawa Bank, l'un

des principaux établissements bancaires japonais, a-t-elle fait une donation de 1,25 million de dollars en 1990 à la *business school* de la New York University.

A l'échelon local, l'effort financier est également de mise. Témoin la petite ville de Scarsdale, située à une demi-heure de train de New-York où la communauté japonaise (la plus importante dans la région), qui représente plus de 20 % de la population locale, a pécunié les clubs et les associations de toutes sortes. Mieux, c'est grâce aux dons de la communauté japonaise que l'église, détruite par un incendie, a pu être reconstruite. Et c'est encore à Scarsdale qu'une messe de commémoration

des victimes de Pearl-Harbor a été célébrée début décembre par deux prêtres, un Américain et un Japonais.

Toutefois, la philanthropie a aussi ses limites. A l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de l'attaque japonaise, tous les journaux et magazines américains ont consacré des numéros spéciaux à l'événement. Sans une seule ligne de publicité émanant des traditionnels annonceurs japonais. Sur ordre des états-majors de Tokyo. Représailles ? Pas du tout. « Décembre est souvent un mauvais mois pour les affaires. »

de New-York
S. M.

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70
78 72 45 50
manuel d'allemand
économique et commercial
B. THIBAUDET et J. DIBON 2ème éd. 1991
L'essentiel sur l'anglais
commercial et économique
J. Neil Mc QUEEN 1ère éd. 1991
Diffusion MÉDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

TRÉCA
matelas, sommiers
ensembles, conçus
pour votre plus
grand confort
(toutes dimensions)
CAPÉLOU
37, av. de la République 75011 PARIS TEL. 47 57 16 15 - METRO PAIN-D'ÉPI

Le Monde
NUMÉRO SPÉCIAL
**PROCHE-ORIENT :
de la guerre
à la paix ?**
Un numéro spécial du Monde
pour mieux comprendre les enjeux
politiques, économiques et religieux.
132 p. - 45 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde
Édité par la SARL le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
François Hugues-Devallet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46 32-72-72
Téléc. MONDIPUB 634 128 F
Téléc. : 46 32-76-71 - Société filiale
de la SARL le Monde et de Médias et Médias Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 38-15 - Tapez LEMONDE
ou 38-15 - Tapez LM

Impression
du « Monde »
12, r. M. Combourg
94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-89
Téléc. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc. : 261.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-23-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX TEL. : (1) 40-65-32-46

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	798 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 568 F
1 an	1 629 F	2 086 F	2 968 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT
PP, Paris RP

Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
L'ENVIRONNEMENT
Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolenc, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 160 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

EXCEPTIONNEL!
Partez avec votre
205, 309, 405, 605
turbo diesel
le Turbo est GRATUIT!
NEUBAUER
vend et loue des voitures
c'est français, nous en sommes fiers!

Jusqu'au 31 décembre

7, bd. Gouvion St-Cyr 75007 PARIS ☎47.66.02.44
179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎42.99.55.51

28, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.83.09.80
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.89.64.37

CHAMPS ECONOMIQUES

après Pearl-Harbor

Le temps des alliances

Les sociétés japonaises et américaines sont tellement imbriquées qu'elles donnent naissance à des produits « binationaux »

Les alliances entre entreprises américaines et japonaises seraient-elles un sujet tabou ou, à tout le moins, dérangeant ? Les organismes officiels des deux bords, tels le département du commerce ou le Jetro, affirment en tout cas qu'il n'existe aucune source statistique sur le sujet. Dommage. Car l'analyse des joint-ventures donnerait une idée plus précise de l'importance des deux économies.

Chaque semaine apporte sa moisson d'alliances, sous des formes diverses, entre entreprises japonaises et américaines. Certes, on voit encore se constituer des joint-ventures traditionnelles, typiques des années 80, dont le but essentiel est d'échanger une technologie, un « know-how », contre l'ouverture du marché japonais.

Ainsi Alcoa, numéro un mondial de l'aluminium, a créé en janvier dernier au Japon une filiale avec Kobe Steel, pour fabriquer et commercialiser de l'aluminium pour boîtes de conserve. De même Pepsi Co a dû s'associer avec Mitsubishi pour conquérir les appétits nippons avec ses Kentucky Fried Chickens. Time Warner s'est allié, au printemps dernier, à Nichi Co. pour construire une trentaine de cinémas multisalles afin d'assurer une distribution plus étendue des films américains.

Un nouveau partenariat

Toutefois les alliances des années 90 sont en général d'une autre nature. En octobre, le même Time Warner a réussi un partenariat, aux Etats-Unis cette fois, en cédant 12,5 % de Time Warner Entertainment à Toshiba et C. Itih pour 1 milliard de dollars. Cette filiale nouvellement créée, qui regroupe les activités cinéma et télévision du géant des médias japonais, est officiel de sa dette (7 milliards de dollars), ce qui a fait réjouir Wall Street. Les partenaires, eux, se félicitent d'une « alliance stratégique globale » visant le marché mondial alors que les producteurs américains sont bien contents de trouver des japonais pour cofinancer des films et que Woody Allen a quitté Orion en difficulté pour faire son prochain film chez Tristar Pictures, filiale de Sony.

Ce sont ses besoins en capitaux qui ont conduit McDonnell Douglas à chercher des partenaires pour produire ses futurs avions de ligne. Pour sa part, le japonais Mitsubishi aimerait bien entrer aux côtés du premier « élé », Taiwan Aerospace, dans la division aéronautique civile qui cherche à faire une percée importante sur le marché asiatique. Boeing, de son côté, travaille déjà avec trois investisseurs japonais sur 20 % de son nouveau 777.

En fait, dans bon nombre d'industries, le coût de plus en plus élevé de la recherche et développement, de la production et de la commercialisation à l'échelon mon-

dial amène Américains et Japonais à s'épauler, d'une manière ou d'une autre. Ainsi, Fujisawa USA Inc. et Vistar Inc. viennent de dissoudre la joint-venture qui leur a permis de mettre au point un médicament anti-infectieux, ils ont conclu un accord de licence et de distribution de ce produit, pour se partager la planète.

Mais c'est sans doute dans le domaine de l'électronique et de l'informatique que des alliances complexes et de plus en plus vastes naissent à un rythme accéléré. En 1989, IBM avait déjà signé une vingtaine d'accords de coopération ou de joint-venture avec des firmes nipponnes. Aujourd'hui, le numéro un de l'informatique éprouve le besoin de faire fabriquer certains de ses petits systèmes par Matsushita Electric Industrial Company et son tout nouvel ordinateur de poche par Ricoh, qui commencent à être commercialisés au Japon par Canon.

Les produits du futur

Pour la première fois de son histoire, IBM a annoncé, cette année, qu'il autorisait Mitsubishi à acheter ses gros ordinateurs pour les revendre sous sa propre marque. Puis, en août dernier, IBM Japon s'est dit prêt à inclure le plus grand des super-ordinateurs de NEC, le SX-3, dans ses systèmes informatiques complexes.

De même, Apple et Sony, après avoir travaillé ensemble sur un ordinateur de poche (la gamme d'Apple composite même un modèle fabriqué par Sony) n'ont pas attendu qu'en octobre ils discutent d'une « alliance technologique », associant leurs domaines d'excellence respectifs pour concevoir des produits du futur. Un mois plus tard, Sony et Motorola rejoignent Apple au sein de General Magic Inc., une petite entreprise de la Silicon Valley dont le « produit miracle » sera commercialisé par Apple et aussi par des fabricants japonais de produits électrologiques de grande consommation.

Dans le domaine des composants électroniques, Texas Instruments, qui collaborait déjà avec Hitachi depuis 1988, a annoncé en novembre que les deux entreprises allaient développer au cours des dix prochaines années des mémoires beaucoup plus puissantes. Autre accord marquant : pour la première fois, ATT va vendre ses « masques » (qui servent à fabriquer des semi-conducteurs) et Hoya est chargé de leur commercialisation aux Etats-Unis. Parallèlement, les deux entreprises s'associent pour étudier de nouvelles technologies de fabrication.

Même des industries aussi sensibles que le nucléaire ou la recherche spatiale font également l'objet d'alliances. Et les gouvernements des deux pays font nuamment appel à la coopération des industriels, qu'il s'agisse par exemple au Japon des ordinateurs dits « de sixième génération » ou aux Etats-

Unis d'un accélérateur de particules géant. Par ailleurs, dans le domaine de la défense, le secrétaire d'Etat James Baker vient de demander aux japonais de faire un effort pour que les échanges de technologies avancées soient équilibrés.

Tout ne va pas pour autant pour le mieux dans le monde des affaires « américano-japonais », comme le montrent les sondages, redoutés de la puissance économique des japonais et se prononce majoritairement en faveur d'un certain protectionnisme.

En septembre dernier, d'après un rapport gouvernemental, sur 61 entreprises américaines de l'électronique interrogées, 22 affirmaient qu'une fois au moins leurs fournisseurs japonais avaient refusé de livrer ou avaient livré avec six mois de retard des composants ou des matériaux de technologie avancée. « Malheureusement la vulnérabilité des fabricants américains de semi-conducteurs ou d'ordinateurs les met dans une position ridicule, dans la mesure où ils dépendent de la technologie de fournisseurs japonais pour se battre contre d'autres firmes japonaises », commente Lloyd Bentsen, sénateur démocrate du Texas.

En août dernier, le département du commerce a décidé de frapper les écrans plats à cristaux liquides fabriqués par plusieurs groupes japonais d'une taxe douanière d'environ 63 %. Les fabricants d'ordinateurs américains n'ont pas pu plus pouvoir être compétitifs avec les ordinateurs portables japonais directement importés, non frappés de la fameuse taxe. En novembre, IBM a menacé de fabriquer ses ordinateurs portables hors des Etats-Unis, tandis qu'Apple et Toshiba commencent à le faire. Toshiba a annoncé discrètement que son ordinateur portable japonais sera fabriqué aux Etats-Unis, à l'image des mesures prises récemment par la CEE.

Des coopérations multiformes

L'industrie automobile s'est elle aussi mise dans une situation inextricable. Les Iacocca, président de Chrysler, est à l'origine d'une plainte contre les japonais vendeurs de minivans (camionnettes) à des prix de « dumping ». Il a demandé par ailleurs en octobre dernier qu'une loi fédérale limite le nombre de voitures japonaises importées aux Etats-Unis, à l'image des mesures prises récemment par la CEE.

Toutefois Chrysler et son associé Mitsubishi pourraient bien être victimes. Chrysler n'est certes pas le seul constructeur américain à vendre, sous ses marques, des véhicules japonais ou à intégrer des pièces détachées japonaises. Et que dire des véhicules fabriqués aux Etats-Unis pour ou avec des partenaires nippons ?

Les coopérations multiformes américano-japonaises sont devenues tellement vitales que, par exemple, Chrysler a beau avoir vendu à Mitsubishi sa participation de 50 %, leur joint-venture Diamond-Star Motors continuera de fabriquer dans l'Illinois les mêmes véhicules. La production sera commercialisée moitié moitié, comme précédemment, et les divers niveaux de coopération des deux firmes ne sont en rien affectés. Autrement dit, le constructeur américain n'a pas vendu sa part que pour se faire du « cash ».

Bref, certaines activités sont tellement imbriquées qu'on peut se demander si un produit donné est américain ou nippon. Cette question a été longuement discutée au sein de la CEE quand il s'est agi de négocier des quotas avec les fabricants de voitures japonaises. Et la question se posera donc, dans la mesure où, de plus en plus, les entreprises américaines et japonaises s'unissent pour conquérir les marchés étrangers.

Exemple : le fabricant américain de moteurs Diesel Cummins a récemment ouvert son capital au japonais Kubota (fabricant de matériel de construction et de matériel agricole), avec l'intention de former une joint-venture en Europe pour y fabriquer des petits moteurs Diesel. De leur côté, John Deere (premier fabricant américain de tracteurs) et Hitachi ont annoncé leur intention de créer une joint-venture européenne avec Fiat pour fabriquer des engins de travaux publics, destinés aux marchés européen, africain et moyen-oriental.

En fait, après examen attentif des alliances « américano-japonaises », les grincements actuels sont en général la conséquence de joint-ventures relativement anciennes qui prenaient souvent avantage de la faiblesse du partenaire américain. Les nouvelles alliances sont plus souvent basées sur ce qui fait la force de chacun des participants, et témoignent d'une imbrication de plus en plus complexe des industries américaine et japonaise.

Ces alliances donnent naissance à des produits « binationaux », qui partent à la conquête du monde. A en juger par l'inclusion de plus en plus fréquente de partenaires étrangers, la prochaine génération de ces produits sera véritablement multinationale. Ce qui ne facilitera pas la tâche des protectionnistes, qu'ils soient américains ou européens.

de New-York
MARTINE LEVENTER



INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Congé individuel de formation

CADRES SALARIES

L'Institut de Gestion Sociale vous propose, en 1992, dans le domaine du MANAGEMENT ET DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, des stages de formation à temps plein (3 à 8 mois).

- Direction de Personnel et Formation à la Gestion Sociale. (1)
- Management et Développement des Ressources Humaines. (2)
- Management Européen des Ressources Humaines. (3)
- Informatique et Gestion du Personnel. (4)
- Gestion du Recrutement, de l'Emplai et des Carrières. (5)
- Gestion et Animation de la Formation. (6)

Sessions : Printemps et Automne 1992.

Programme et/ou rendez-vous sur demande à l'IGS

Mme Floirac -
120 rue Danton
92300 Levallois-Perret
Tél. 47 57 31 41.

Recrutement immédiat

Je souhaiterais recevoir une documentation sur la (ou les) formation(s) suivante(s) : n°

Nom : Prénom :

Adresse :

Fonction :

Le Monde / Dec 91

DOSSIERS & DOCUMENTS

DÉCEMBRE 1991

Premier dossier

Otages et société

Otages, kidnappeurs, libérateurs, négociateurs : une même violence. Lorsque la vie humaine est réduite à une simple valeur marchande, morale et politique sont bouleversées.

Second dossier

Les nouvelles sources d'information

Au-delà du simple archivage, les performances techniques ouvrent aux chercheurs comme au grand public des ressources immenses à travers des moyens très diversifiés.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les SICAV du GROUPE SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT

Les valeurs sûres



Placement	Montaire	9.41 %	9.24 %
Placement A (1)	Montaire	9.95 %	9.24 %
Placement Long Terme	Négociable	9.60 %	9.14 %
Placement Plus	Obligations Françaises et gestion Mixte	10.97 %	10.91 %
Placement Premier	Obligations Françaises à long terme	10.77 %	10.91 %
Placement A (2)	Actions Françaises Monory-G&A	15.41 %	14.90 %
Placement Immobilier	Actions Françaises Monory-G&A	5.83 %	5.35 %
Placement Nord	Actions Europe du Nord	12.90 %	10.36 %



Gestinaire G.P. BANQUE
97, Bd Péreire - 75017 PARIS
Tél : 16 (1) 48.88.80.00 / Fax : 16 (1) 47.66.59.30

Le Monde DE L'ÉDUCATION

ENQUÊTE

Décembre 1991

L'ÉCOLE AU SECOURS DES BANLIEUES

L'école, dernier espoir pour les enfants des cités. Elle est souvent le seul service public présent dans les banlieues défavorisées. Le Monde de l'éducation établit le bilan des zones d'éducation prioritaire, qui ébauchent depuis dix ans des réponses originales aux besoins les plus criants. D'une vision misérabiliste, l'école est en train de glisser vers une attitude plus ambitieuse. Avec des témoignages d'enseignants qui travaillent sur le terrain.

Egalement au sommaire : La sélection de Noël pour les enfants : livres, bandes dessinées, musiques.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bernard Frensch
directeur de la rédaction
Jacques Guiz
directeur de la gestion
Manuel Luciani
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur de la rédaction

Jacques Amalric
Thomas Forenzi
Philippe Hermon
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Bonin-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopie : 40-65-25-28
ADONIS 1141-013X
1, PLACE HUBERT-BONIN-MÉRY
94002 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopie : 40-65-30-10

1550



Les mutations inexplicables de Maastricht

Suite de la première page

Le résultat, dans les cas extrêmes, est une parodie du miracle de la multiplication des pains. Comme il n'y a pas assez de nourriture pour satisfaire l'appétit insatiable de « communautarisation » (1), à peine remplis les corbeilles, on les vide. Il en est ainsi pour toute une série de chapitres nouveaux, du de l'aveu de la Commission elle-même, on voit mal ce qu'une compétence communautaire peut ajouter de très utile à l'action menée à l'échelle nationale. A titre d'exemple, citons les problèmes de santé, de protection des consommateurs, voire de formation des hommes. Pour rassurer les administrations nationales, on précise aussitôt que, pour ces domaines connus pour être d'autorité, jouera à plein le principe de subsidiarité, selon lequel il convient d'éviter, chaque fois que c'est possible, d'allonger la distance entre l'utilisateur ou le citoyen d'une part et l'instance compétente de l'autre. Le plus simple moyen d'écarter ce risque serait de ne pas créer, à tous propos et de toutes pièces, un échelon supérieur de compétence à Bruxelles.

L'identité européenne

Première et grave interrogation : depuis quarante ans qu'a été fondée la première Communauté européenne, on s'est aperçu que, mutatis mutandis, l'idée de départ, jamais complètement abandonnée, est qu'on liant de façon de plus en plus étroite les économies entre elles, tant par le jeu du marché (niveau des « agents économiques ») que par celui d'institutions communes (habitués les États et les administrations nationales à travailler ensemble), on assistera la prise de conscience d'une « identité européenne » d'où sortira une union politique. Le concept de mutinisme a ceci de commode qu'il dispense d'expliquer comment s'opérera le changement.

A s'en tenir au libellé des missions imparties aux deux coordi-

rences intergouvernementales - l'une sur l'union économique et monétaire et l'autre sur l'union politique - dans la réunion de Maastricht doit tirer les conclusions, on pourrait, à tort ou à raison, penser que le processus arrivé à maturité. Tout le monde sait que tel n'est pas le cas. La « coopération » politique est restée un concept presque vide. L'union du même nom a continué à se dégrader. L'élection au suffrage universel (depuis 1979) du Parlement européen a prouvé, s'il en était besoin, qu'une procédure démocratique - en soi, tout à fait bienvenue - n'était pas non plus suffisante pour susciter, auprès des douze composantes de l'électorat, le sentiment qu'elles appartenaient à un même espace politique. Voudrait-on aujourd'hui dissimuler cette absence en inscrivant le nom de l'insaisissable « ooloo politique » en tête d'un traité ? Si Maastricht n'était que cela, il ne faudrait voir qu'un trompe-l'œil plus ou moins réussi.

Mais les bouleversements survenus en Europe depuis la chute du mur de Berlin créent des circonstances nouvelles. Maastricht arrive à point nommé. Non pas tant par ce qu'il crée sur le papier que par ce qu'il révèle. A condition de surmonter un faux dilemme, les Douze ont-ils à s'en douter l'occasion, de se voir offrir, à leur tour, de donner enfin, pour peu qu'ils veuillent se prendre eux-mêmes au jeu, un contenu concret à leur ambition politique. Le test sera d'autant plus décisif que le traité qu'on s'apprête à signer aura redonné cette ambition plus abstraite encore par le contraste entre le slogan et son écho.

Le faux dilemme, c'est l'opposition apparemment évidente entre, en réalité, l'objectif artificiellement certain, notamment à Paris, d'un « traité de coopération » (mais avec des doutes) entre ce qu'il est convenu d'appeler l'« approfondissement » de la Communauté et son élargissement. Il n'y a qu'à l'école où on laisse le temps

que le problème de physique soit résolu pour en soumettre un autre de mathématique. La vie réelle n'a pas ces ménagements. Les problèmes les plus ardues s'y posent souvent ensemble et, à vouloir les régler séparément, on risque de les laisser tous sans solution. Mais la forte imprégnation scolaire des élites administratives et politiques françaises ne les prépare guère à voir les choses de cette façon.

C'est sur leur capacité à résoudre les questions de politique vis-à-vis du monde extérieur qu'on va juger l'aptitude des Douze à se comporter en membres d'une véritable union politique en gestation. Ainsi ce qu'on décide de la problématique de Maastricht, qui fait de la politique étrangère le principal chapitre de l'union politique. Or les circonstances sont telles qu'il est tout simplement inconcevable d'imaginer une séquence de priorités qui consisterait à consacrer exclusivement les quatre ou cinq années suivantes à se préparer aux échéances de 1997 ou 1999 (la révolution de la monnaie unique) pour s'occuper d'une fois cette phase d'« approfondissement » accomplie la question de savoir s'il convient d'élargir le cercle bruxellois en accueillant des participants supplémentaires. Un tel ajournement comporterait des risques très graves.

Une thèse simpliste

La première fois qu'un gouvernement français usa de la rhétorique consistant à rapprocher le concept d'« approfondissement » de celui d'« élargissement », c'était au début des années 70. Le propos était exactement l'inverse du raisonnement que font aujourd'hui ceux qui soutiennent la thèse simpliste suivante : il est déjà très difficile de progresser à deux, qu'en sera-t-il si nous acceptons de passer à quatorze, à dix-sept ou à vingt ? En 1971 et pendant les années suivantes, le ministre des affaires étrangères de la France, M. Maurice Schumann, avait à expliquer à l'opinion politique française un changement majeur

de politique. Georges Pompidou avait décidé de laisser entrer la Grande-Bretagne dans le Marché commun, alors que son prédécesseur, le général de Gaulle, s'y était longtemps opposé.

Esprit fertile en formules bien cadencées, M. Schumann lança le triptyque : achèvement, approfondissement, élargissement, trois tâches, disait-il, qu'il convient de mener de front. D'une certaine façon, nous en sommes toujours là. L'achèvement, c'est le grand marché réputé sans frontières de 1993 ; l'approfondissement, c'est le programme d'union économique et monétaire. Reste l'élargissement. C'est le moment de se souvenir de la raison pour laquelle la stratégie précédente, celle du général de Gaulle, s'était enlisée. Celui-ci pensait que, au sein d'une Communauté limitée à ses six membres fondateurs, l'influence de la France serait plus grande et la coopération, y compris sur le plan politique, moins difficile à obtenir. Cependant il se révéla vite que le désaccord sur la candidature britannique (que les cinq partenaires de la France voulaient accepter) paralyserait les fonctionnements de la Communauté. Le danger est encore plus grand, et plus dramatique, aujourd'hui.

Personne ne pense à une adhésion à terme rapprochée des trois pays ex-communistes, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, qui n'ont cessé, depuis leur libération, d'exprimer l'intérêt vital qu'il y a pour eux d'avoir la perspective d'être admis à Bruxelles dans un délai de, mettons, huit à douze ans. M. Jacques Delors fausse les données du problème en mettant exclusivement l'accent sur ce qu'il en coûterait à la Communauté déjà sollicitée par les demandes pressantes de transferts de ressources émanant de Madrid, de Lisbonne, d'Athènes. Dès maintenant, la Communauté apporte des concours financiers importants à Varsovie, à Prague, à Budapest (et à d'autres pays de l'Est). La question est de savoir si cette aide sera perçue comme le signe d'une certaine manière toutes subventions. Ces pays ne s'en sentent jamais s'ils n'attirent pas des investissements étrangers. Une condition pour amorcer, sur une échelle suffisante, le mouvement, c'est l'intention clairement exprimée par Bruxelles d'accueillir favorablement l'ajout d'autres pays dans un avenir raisonnable, étant

entendu que cette promesse est, à elle seule, un gage de succès.

Paris croit avoir une solution pour faire oublier la désastreuse impression laissée par les propos laudatifs de M. François Mitterrand. Celui-ci avait déclaré en juin dernier qu'il n'y aurait pas d'adhésion envisageable avant « des dizaines et des dizaines d'années » (le président de la République avait-il oublié que, si la France avait continué sur la lancée de la politique qu'il avait inaugurée en mai 1981, elle aurait dû quitter la Communauté ?). Paris laisse entendre qu'un pays dans les réunions concernant l'union politique n'est pas censé avoir le droit de s'exprimer sur la question de l'adhésion. Aborder de façon positive cette question, rien à la vérité n'est plus urgent. Comment l'Europe de Bruxelles pourrait-elle se construire si des troubles éclatent à ses portes, si des centaines de milliers d'immigrants, sans espoir de trouver un travail chez eux, essaient d'y pénétrer ? Le traité d'union politique serait une dérisoire si la France et l'Allemagne devaient continuer à hypocoitement tirer chacune de son côté.

Renforcer

le camp de la stabilité

Quant aux candidatures de l'Autriche et de la Suède, ainsi qu'à celles qui suivront, dont, peut-être, celle de la Suisse, leur opposer l'argument de la stabilité ne tiendra pas. Si l'on désire véritablement aboutir à une union monétaire à base de stabilité, comme cela est écrit dans le traité, on a tout intérêt à faire entrer, sans délai, au sein de la Communauté, les nations qui prennent le plus au sérieux cet objectif.

Le volet monétaire est le plus navrant de tous ceux que comportent les projets d'accords sur lesquels les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Maastricht devront trancher. Là aussi, il s'agit d'une « mutation » par rapport à tout ce qui s'est fait dans la Communauté. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a pris conscience qu'un grand marché sans frontières appelle une monnaie unique ; et que, si l'on veut que les choses marchent bien, cette monnaie unique doit aussi être une monnaie stable, au pouvoir

d'achat sûr. A l'occasion d'une conférence ou sommet tenue à Paris en 1972, l'engagement solennel avait été pris d'établir au plus tard en 1980 une union monétaire « irrévocable ». On en était resté à cette déclaration d'intention. Cette fois-ci, on est allé, du moins sur le papier, beaucoup plus loin.

Il est vrai qu'aucune date précise ne semble devoir être fixée (encore que l'engagement pris pour 1997, 1999 ou plus tard). Il est vrai aussi que, quelle que soit la procédure retenue pour le passage à la troisième et « dernière » phase, cette procédure sera formulée de telle façon qu'aucun pays ne pourra être forcé à y accéder, indépendamment de la clause d'exemption qui sera accordée à la Grande-Bretagne. Il s'empêche que le texte du projet de traité détermine les statuts d'une future banque centrale européenne, lui assigne une mission précise, lui confère (de manière déjà moins précise) des moyens d'action.

Autant le texte est prolix sur ces questions, autant il laisse de côté celle, pourtant fondamentale, de « comment » on passera concrètement d'une pluralité de monnaies, et de modalités diverses, à une monnaie unique. Les quelques principes formulés pour assurer la stabilité sont, en particulier, trop vagues pour interdire les pratiques de la petite fibre inflationniste, entretenue au grand dam des économies (voyez les taux d'intérêt), malgré la désinflation. En matière monétaire, la technique et les règles d'émission ne sont pas des accessoires. C'est le fond de la question. Force est de constater que les négociateurs n'ont pas vraiment traité le sujet. Pour que s'opère la « mutation brusque » que devrait représenter le passage à la troisième étape, marquée par la création sans transition, répétition, de rien de moins qu'un institut d'émission commun et d'une monnaie unique, il faudra plus qu'un vote à la majorité.

PAUL FABRA

(1) Un domaine devient « communautaire » quand la Commission reçoit le monopole de proposition qu'elle décide, par le conseil des ministres, à la majorité.

A TRAVERS LES REVUES

MICHEL BEAUD

Prendre en compte l'environnement

A détérioration de l'environnement va de plus en plus nous conduire à modifier notre lecture de la production, de la croissance, et plus largement, de l'économie. Déjà, de nombreux spécialistes ont commencé à concevoir des comptes nationaux qui intègrent prélevements destructeurs de ressources non renouvelables et pollutions.

Peter Bartelmeus et Jan van Tongeren, du bureau statistique des Nations unies, et Carsten Stahmer, du bureau statistique fédéral allemand, nous proposent, dans la perspective d'un nouvel enrichissement des comptabilités économiques, l'architecture générale d'un système de comptes économiques et environnementaux intégrés (1). Y sont prises en compte à la fois l'utilisation de ressources non renouvelables (minéraux, pétrole, gaz naturel...), les atteintes aux sources de biens renouvelables (forêts, sols, etc.), les pollutions (air, eau) et les activités de protection et de remise en état de l'environnement. Peut-être être calculé, outre les produits intérieurs brut et net, un « produit intérieur net écologique ».

Selon une maquette chiffrée, présentée à titre d'exemple, ce « produit intérieur net écologique » représenterait 69 % du produit intérieur net, et pour certains secteurs, moins encore :

51 % pour l'agriculture ; 48 % pour les mines. De même, dès lors que, pour le calcul des actifs, on prend en considération non seulement ceux qui sont produits par l'homme (y compris par la culture et l'élevage), mais aussi les actifs naturels non produits (forêts, espèces vivantes autres que domestiques et d'élevage, sols, réserves minières...), le rapport valeur ajoutée/capital chute considérablement. Selon les chiffres de la maquette, il tombe, pour l'ensemble de l'économie, de 25 % à 7 % ; pour l'agriculture, de 20 % à 4 % ; et pour l'extraction minière de 73 % à 5 % (1).

Relèver ce ratio ne serait pas, dans ce cadre, un objectif souhaitable en soi, dans la mesure où ce résultat pourrait, au moins pour partie, résulter de l'appauvrissement en ressources non renouvelables. De même que les familles ont largement fondé leur continuité sur la transmission du patrimoine, de même l'humanité commence à découvrir que sa pérennité va largement dépendre de sa capacité à transmettre aux générations qui viennent un patrimoine terrestre non dégradé : un air respirable, des eaux buvables, des sols cultivables, des ressources disponibles, ainsi que l'investissement dans la diversité biologique. Il en résulte l'insécurité d'un usage parcimonieux des ressources et, chaque fois que possible,

du recours à des ressources renouvelables.

Dans ces deux directions, Benjamin Desus, chargé de mission au PIRSEM (Programme interdisciplinaire sur les sciences pour l'énergie et les matières premières du CNRS), œuvre, en matière d'énergie, des perspectives qui méritent attention. D'une part, il défend des outils devant permettre de mieux apprécier « le potentiel d'économie d'énergie, physique, technique, économiquement accessible (2) ». Regrettant des confusions fréquentes en ce domaine, il propose de clairement distinguer stocks et flux d'économie d'énergie et d'utiliser la notion de « réserve d'économie d'énergie » : celle-ci est un stock potentiel, que l'on peut calculer en multipliant le flux annuel d'économie d'énergie attendu d'une mesure d'efficacité énergétique par la durée de vie (en nombre d'années) des effets de cette mesure.

De telles réserves existent, notamment pour l'habitat ancien, l'habitat à construire, les véhicules automobiles anciens ; et Benjamin Desus calcule, pour chacun de ces domaines, les « coûts d'entretien » et les « coûts d'exploitation » et les « coûts d'exploitation » de ces réserves. Cela permet de faire apparaître qu'il existe des réserves d'économie d'énergie appréciables, d'abord dans l'habitat

neuf (à 0,2 dollar par baril de pétrole économisé) et ensuite dans l'habitat ancien (à 7,4 dollars par baril de pétrole économisé) ; et ces réserves sont d'ampleur comparable à celle des gisements pétroliers de la mer du Nord (dont le coût de production est de 1 dollar par baril de pétrole raffiné) (2).

D'autre part, dans une étude réalisée par Benjamin Desus, François Pharo, du Centre de prospective et d'évaluation, et Bernard Devlin, de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), est évalué le potentiel mondial des énergies renouvelables (3). Le potentiel annuel d'énergie susceptible d'être obtenu aujourd'hui avec les techniques existantes de la biomasse, du hydraulique, de l'éolien et du solaire représente environ 40 % de la consommation annuelle mondiale.

Limites de la destruction

Par grandes régions, ce potentiel est de 24 % dans les pays industrialisés à économie de marché, 28 % dans les pays qui se sont industrialisés sur la base de l'industrialisation centralisée, et 85 % dans le reste du monde. En 2020, compte tenu à la fois de la progression de la consommation prévisionnelle et des nouvelles techniques, le rapport entre le potentiel annuel d'énergie renouvelable et la consommation annuelle mondiale devrait être encore du même ordre : entre 37 % et 43 %.

Il ne tient, pourrait-on dire, qu'à nous que ces réserves d'économies d'énergie soient transformées en économies réelles et que la mise en œuvre de ces sources d'énergie renouvelable permette de limiter la destruction de ressources non renouvelables. Plus généralement, pour qui veut regarder les faits, quelques grandes lignes de force se dégagent : la croissance démographique (surtout au Sud), la croissance des besoins (notamment au Nord), l'effort pour tendre vers les normes de consommation du Nord (dans de larges parties du Sud) conduisent à des prélèvements et des rejets destructeurs d'équilibres chimiques et biologiques terrestres viraux.

Si l'on écarte, par choix éthique et politique, la perspective d'un monde où une petite minorité s'approprie les richesses et les aménités de la planète, en maintenant dans une extrême

paupérisé des milliards d'hommes, avec tout ce que cela impliquerait de tensions, d'affrontements et de répressions, demeure seule la voie qu'on nomme par commodité du « développement durable ». Si l'on va à l'essentiel, le « développement durable » signifie des modes de production et de vie avec des prélèvements nuls ou infimes de ressources non renouvelables et des rejets nuls ou infimes d'éléments non recyclables dans les processus de la nature.

Un tel objectif est évidemment irréalisable à court terme, mais si on le pose comme objectif commun de l'humanité pour, disons, 2100, il peut devenir un exceptionnel facteur de synergie : en donnant tout leur sens à de multiples actions d'économie d'énergie et de matière - et de lutte contre la pollution - en offrant des critères pour l'orientation des recherches scientifiques et technologiques et pour les grands choix en matière de production, de transports, d'aménagement, etc. ; en permettant de tracer des chemins convergents à partir de situations très contrastées (de l'Amérique du Nord ou du Bangladesh ou du Nigér). Si l'on considère les mutations

scientifiques et technologiques accomplies entre 1880 et 1990, l'horizon 2100 apparaît, en 1991, raisonnable et il permet, à partir de chaque situation, de fixer des objectifs intermédiaires réalistes pour 2000, 2010, 2050. Pulsez ces objectifs à l'ère finie par les chefs d'Etat qui doivent se réunir, l'année prochaine, à Rio-de-Janeiro.

(1) Peter Bartelmeus, Carsten Stahmer, Jan van Tongeren, « Integrated Environmental and Economic Accounting : Framework for a SNA Satellite System, Review of Income and Wealth, juin 1991 (co J. W. Arrowsmith Ltd, Winterstock Road, Bristol BS 2 2 NT, Royaume-Uni).

(2) Benjamin Desus, « Les réserves d'économie d'énergie : nature, caractéristiques et coûts d'accès », *Revue d'énergie*, juin 1991 (3, rue Soufflot, 75005 Paris).

(3) Benjamin Desus, Bernard Devlin, François Pharo, « Potentiel mondial des énergies renouvelables », octobre 1991. PIRSEM (4, rue Las Cases, 75007 Paris). Voir aussi : Philippe Charlier, « La biomasse : des choix pétroliers à l'effet de serre », *Futuribles*, octobre 1991 (55, rue de Valenciennes, 75007 Paris).

Améliorer l'enseignement

Deux rapports réalisés à l'initiative de l'American Economic Association (*) analysent l'enseignement de l'économie dans les universités américaines. La qualité de l'enseignement théorique aux Etats-Unis n'est pas en cause ni celle des cours portant sur des spécialités.

La paradoxe, dans un pays où la question de l'autonomie des universités ne se pose pas, c'est la très grande similitude des programmes, à tel point qu'il est souhaité une plus grande différenciation, chaque université devant gagner à concentrer ses moyens sur quelques domaines.

La question que soulèvent les deux rapports touche à la part excessive consacrée à l'enseignement d'outils formalisés et

mathématiques, alors même que les étudiants ne sont pas en mesure de les utiliser, ni dans leurs thèses ni plus tard dans leurs activités professionnelles.

Puisent-ils ceux qui, en France, sont tentés de pousser les feux de l'enseignement à haut niveau de formalisation, lire ces deux rapports (et le troisième, qui porte sur l'enseignement dans les « collèges ») et éviter à notre enseignement des choix sur lesquels il faudra revenir dans quelques années.

(*) *Journal of Economic Literature*, A Journal of the American Economic Association, septembre 1991, 29(4) Broadway, Suite 305, New York, NY 10023, Etats-Unis.

Kaléidoscope

■ Un très complet bilan de l'économie du travail en France, par Guy Carre, *Revue d'économie politique*, septembre-octobre 1991. Dans ce numéro, deux notices en mémoire de Pierre Doekès par Bernard Roulard (1931-1991) et de Michel Lévy par Alfred Sauvy (1898-1990).

■ Rationalité substantielle, rationalité procédurale et analyse des organisations : théorisation au sein de la gestion, *Economies et sociétés*, 1991 n° 4, série SG n° 17.

■ SMIC, salaires, rémunération, Cadres CDT, novembre 1991.

■ La politique industrielle de la France, *Politique industrielle*, automne 1991, et la *Communication*, automne 1991.

■ Performances comparées des économies de la France et de l'Allemagne, *Economie et statistique*, septembre-octobre 1991.

■ Monnaies scandinaves et écu, *De l'écologie*, octobre 1991.

■ L'investissement dans les nouveaux Länder allemands, *Parlées conjoncture*, novembre 1991, et *Regards sur l'économie allemande*, novembre 1991.

■ L'investissement étranger direct dans les pays d'Europe centrale et orientale, *Développement et*

International Cooperation (Ljubljana), juin 1991.

■ Situation démographique en Europe de l'Est, *Démographie*, mai-juin 1991.

■ Pour l'initiation : Tinbergen et les anticipations rationnelles, *Economica Journal*, septembre 1991.

■ Une reformulation de la théorie de la valeur de Marx, *Cambridge Journal of Economics*, septembre 1991.

■ Approches théoriques et économétriques de l'intérêt, de la demande d'actifs, de l'équipement d'entreprise-investissement, *Economies et sociétés*, 1991 n° 3, série MO n° 8.

2000/10/150

COMMUNICATION

La médias-République

L'emprise de la télévision sur le débat public
prend les hommes politiques — consentants — au piège de la course à l'audience

Où est le pouvoir, en France, en 1991 ? Dans la boîte noire de l'audimat. La rumeur monte de tous côtés : les médias — entendez : la télévision — font les événements, imposent les opinions, piratent le lien entre l'élu et l'électeur, entretiennent la désaffection des citoyens envers leurs représentants et leurs dirigeants, assurent la promotion des extrêmes. Qui a fabriqué M. Jean-Marie Le Pen ? La télévision. Qui transforme M. François Mitterrand, comme il dit, en « punching-ball national » et précipite M. Edith Cresson dans les profondeurs des sondages d'opinion ? Même réponse.

Autrefois, le pouvoir était chez lui à l'ORTF. Aujourd'hui, la télévision envahit le pouvoir, oblige ceux qui l'exercent, comme ceux qui aspirent, à se plier aux lois de la communication audiovisuelle et aux caprices de ses roitelets. Personne ne songe à revenir en arrière, mais, dimanche 8 décembre, sur la Cinq, M. Cresson a proposé que les hommes politiques, les professionnels et les intellectuels recherchent ensemble une « déontologie », une « méthode ».

Plusieurs émissions sont apparues, ces dernières semaines, comme des caricatures de ce que la télévision peut faire quand n'impose que s'y melle de n'importe quoi, il y a celle, sur TF1, de Patrick Sabatier, « Tous à la une », au cours de laquelle M. Yves Châlier, le pivot de l'affaire Carrefour du développement, était venu présenter son livre et faire des « révélations » sur l'argent et la politique, sans que personne, sur le plateau, soit en mesure de lui demander des précisions ou de le contredire. Dans la foulée, un fantasiste avait commenté les propos de l'ancien chef de cabinet en déclarant que la seule différence entre la gauche et la droite est dans la manière dont elles enc... l'électeur.

Le tract et le meeting ? Obsolètes

Le spectacle avait suffisamment frappé M. François Mitterrand pour qu'il fasse lire le script de l'émission, du conseil des ministres du 2 octobre, aux membres du gouvernement assis près de lui. M. Jack Lang avait appelé, deux jours plus tard, M. Michèle Cotta, directrice de l'information de la chaîne et ancienne présidente de la Haute Autorité de l'audiovisuel, pour lui dire tout le mal qu'il pensait de cette émission. A quoi M. Cotta avait répondu que le ministre de la culture et de la communication ne s'était pas fait faute d'y participer lui-même, quelques semaines auparavant. Première question : les hommes politiques ont-ils tort ou raison d'accepter des invitations à des émissions de variétés ?

Deuxième question : y a-t-il une dérive des chaînes de télévision, qui tendraient à confondre, dans des « talk-shows » sans autre objet que de faire du spectacle, le débat politique, le café du commerce et le Grenier de Montmartre ? C'est la critique que soulèvent des émissions telles que « Méditations », de François de Closets, consacrée à l'absolument et au cours de laquelle des représentants de l'homme de la rue ont copieusement insulté les hommes politiques, ou celle de Guillaume Durand sur la Cinq, « Les absents ont toujours tort », sur la peine de mort. Après le double meurtre d'enfants d'Elne, dans les Pyrénées-Orientales, il avait invité les parents d'une des deux victimes. Pour l'animateur de la Cinq, c'était le moment où jamais de poser un problème dont les sondages montraient qu'il divise toujours les Français, dix ans après l'abolition de la peine capitale. C'était l'exemple même de la « mise en scène » préférée à la « mise en perspective », si l'on fait sienn la distinction faite par M. Mitterrand devant les professionnels de la presse, à Montpellier, le 28 septembre.

Tirer contre son camp

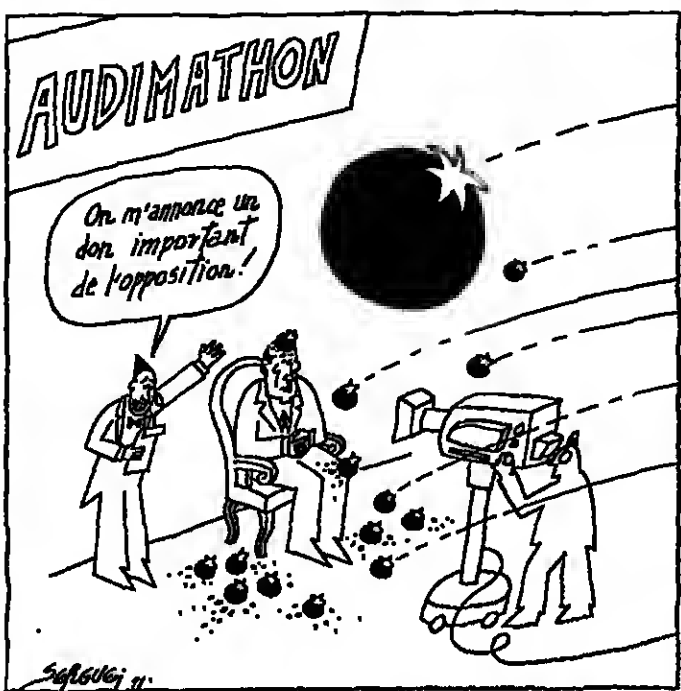
Les hommes politiques ne font pas toujours assez la fine bouche. Le président de la République n'avait-il pas donné lui-même l'exemple, il y a quelques années, en invitant Yves Mounoud à s'asseoir sur son bureau pour « Ça nous intéresse, monsieur le président » ? Sous la houlette de conseillers en communication, à force d'entraînement dans des studios privés, parfois avec ceux qui

allaient être leurs interlocuteurs à l'écran, ils ont appris à parler, à sourire, à s'habiller, c'est-à-dire à séduire. « Comment se faire connaître », demande M. François Hollande, jeune député (PS) de la Corrèze, où il a été élu il y a trois ans après avoir fait ses classes dans les cabinets ministériels. Réponse : « Passer à la télévision ». Mais il ajoute : « Mes électeurs me disent parfois qu'ils m'ont vu à la télé. Quand je leur demande ce qu'ils ont pensé de ce que j'avais dit, la question les prend de court. Ils se souviennent surtout de mon apparence physique à ce moment-là. »

« Ce sont les médias qui font connaître », constate M. Henri

l'homme politique, l'œil sur les études de « marchés », tenté de se modeler sur le désir de son électeur, pour entrer dans une « logique de l'offre », qui lui restitue son rôle de proposition et d'entraînement. D'autres — M. Lionel Jospin avec son invention du possible, M. Philippe Séguin avec son *Napoleon III* — ont suivi la même voie.

Les stars du petit écran n'ont pas la même ressource. Ce sont elles, les vrais esclaves de l'audimat. Que l'audience de « 7 sur 7 » donne des signes de faiblesse, que l'émission d'Elisabeth, le dimanche soir sur la Cinq, tarde à conquérir la sienne, et les jours de ces célèbres journaux-animateurs sur le petit écran



Emmanuel, socialiste lui aussi, député des Landes, qui lui reproche d'abuser parfois du pouvoir que leur confère, « La politique », explique-t-il, repose sur la communication, quand ce n'est pas le cas, c'est qu'elle empêche la force, et l'on n'est plus en démocratie, mais l'outil de communication n'est pas maîtrisé par les politiques. Les maîtres de la communication en font un usage autonome. Ainsi, selon lui, a-t-on pu voir les responsables de l'information écrite et audiovisuelle marshalliser « fabriquer » M. Robert Vigouroux, successeur de Gaston Defferre à la mairie, contre M. Michel Pezet, l'héritier socialiste. « On a essayé, dit M. Emmanuel, de bâtir une légitimité fondée sur la notoriété. »

« Le mode d'existence des politiques, ce sont les médias », résume M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, qui refuse de mettre en accusation une prétendue « classe médiatique ». Le tract distribué à la sortie des entreprises, aux bouches de métro ou dans les gares, le meeting, sont devenus des moyens de communication obsolètes. Même si la poignée de main du marché le dimanche matin a encore un brin d'existence, surtout au moment des campagnes électorales, c'est surtout la preuve, pour le grand public, que son député existe bel et bien. L'information ne vient plus de lui, ni de son parti, mais des journalistes, qui ont un accès direct aux décideurs. L'information, mais aussi le non-dit derrière l'information, sans parler du commentaire sur l'information, sont, aujourd'hui, le monopole des médias et de quelques témoins du journalisme politique.

Un autre effet pervers est que les médias distillent la hiérarchie des partis. Acquiescer de la notoriété en politique a toujours été un travail long et difficile, mais il existe à présent une voie courte, celle de la trahison ou, comme dit M. Hollande, du « tir contre son camp ». C'est, pour un débutant, le plus sûr moyen, sinon le seul, d'attirer l'attention des maîtres de l'antenne. C'est un des travers que M. François Léotard a en tête lorsqu'il dit : « Les hommes politiques ont eux-mêmes contribué à la dérive de la politique ». L'ancien ministre de la culture et de la communication admet sans peine avoir « cédé à l'aspect publicitaire de la politique » dans les années 85-86, mais le plus intéressant est ce qu'il ajoute : « L'essai d'en sortir, le souffre du discrédit que subit la fonction politique. » M. Léotard est un exemple de ces hommes politiques qui ont décidé de prendre du recul par rapport au « médias-circus ». Comment ? En écrivant. Sa *Lettre ouverte au président des Républiques* françaises a procédé d'une volonté de quitter une « logique de soumission à la demande », selon laquelle

sont comptés. Les grands argentiers de TF1 ou de la Cinq n'auraient pas d'états d'âme pour faire passer ces émissions à la trappe. Faire observer à Jean-Pierre Elkabbach que, à l'heure où il a reçu le président de la République, la Cinq a obtenu le plus faible score d'audience de toutes les chaînes le fait bondir littéralement.

Le chaos de la concurrence

Comme si le reproche lui en avait déjà été fait par les dirigeants de la télévision — politiques, littéraires ou autres — se divertissent aujourd'hui en deux : celles où les animateurs laissent aux invités le temps et la liberté de développer un discours, au risque qu'elles soient zappées par le téléspectateur. Et celles où les animateurs « zappent » leurs invités ou obligent leurs invités à se zapper eux-mêmes, pour éviter que le téléspectateur ne s'en aille. Tout le système médiatique français fonctionne sur cette logique : capter son client par le spectaculaire et de l'adrenaline. Si la notoriété de certains animateurs-journalistes est immense, elle est dénuée de tout pouvoir réel. La France n'a pas inventé les présentateurs de radio ou de télévision, mais elle a inventé ceux qui ont la confiance de nos grands médias américains. Le public ne fournit pas son audience automatiquement. Eux aussi, ils doivent séduire. Par la notoriété des invités ou par l'aspect dramatique du sujet.

Rien d'étonnant que les hommes politiques se sentent frustrés par un système qui ne leur permet pas d'échapper, mais les piège. La crise qu'ils traversent les oblige à repenser leur rapport aux médias. Mais, aussi, à leurs électeurs.

PATRICK JARREAU
et YVES MAMOU

Une édition de la « Pravda » en français

Une édition hebdomadaire en français de la *Pravda* (« la vérité ») devrait paraître à la mi-décembre. Vendu quinze francs, ce journal de seize pages en noir et blanc bénéficierait d'un tirage de départ de 50 000 exemplaires.

Le projet de cette édition française de la *Pravda* est dû à un journaliste, Pierre Chanloup, qui fut collaborateur de VSD, puis du magazine de programmes de télévision du groupe Hersant, *TV Magazine*, avant de fonder sa société d'édition, Visuel Art, qui co-édite avec une société belge des revues sportives sur le polo, le golf, l'automobile, etc. Pierre Chanloup s'est intéressé à la *Pravda* au moment de la tentative de putsch d'août.

Il a discuté d'une éventuelle édition en français du quotidien soviétique avec M. Gennadiy Nicolayevitch Seleznev, le nouveau rédacteur en chef du par le collectif des journalistes du quotidien du lendemain du putsch. Après plu-

la privatisation de TF1 par le gouvernement de M. Jacques Chirac en 1987, en sont la cause. La multiplication déordonnée des chaînes de télévision a plongé l'univers télévisuel dans le chaos de la concurrence. Publique ou privée, chaque chaîne a dû pour survivre partir à la conquête d'une part décisive du gâteau publicitaire. Et comme celui-ci n'était pas extensible, tous n'y ont pas réussi. M. Robert Hersant s'y est cassé les dents. Et M. Jean-Luc Lagardère (groupe Hachette-la Cinq) aussi. Mieux armé, TF1 a littéralement asphyxié ses rivaux, publics ou privés. Et Canal Plus mis à part — qui a joué de sa création en 1984 de privilèges — aucune chaîne de télévision ne gagne aujourd'hui d'argent.

Certes, aucun journaliste-animateur ne posera l'audience comme seule et unique justification de son travail. Le 3 novembre dernier, sur le plateau de « Baillou de culture », l'émission animée par Bernard Pivot, Guillaume Durand justifiait le dispositif mégalomane de son émission — des herbes géantes, un nombre d'invités record, des sujets sensibles — par le désir de faire sortir une vérité nouvelle de la politique. « Les émissions classiques n'arrivent plus à faire émerger la vérité, car le monde politique », est redéfini. L'audimat — relativement aux scores habituels de la Cinq — récompensait la hardiesse de Guillaume Durand. Mais il est moins sûr qu'une vérité nouvelle de la politique en ait surgi. M. Georges Kiejman, qui a fait les frais de la première émission, tentait vainement d'expliquer, sur un plateau bondé et largement hostile, que, « quand on organise un débat où on ne peut pas développer une idée, que l'on n'a pas le temps de développer une idée, quand on ne peut pas tenir un propos sans être interrompu, et se faire traiter d'interrompu, alors on ne redonne pas aux gens le goût de la politique. »

En fait, les émissions de plateau de la télévision — politiques, littéraires ou autres — se divertissent aujourd'hui en deux : celles où les animateurs laissent aux invités le temps et la liberté de développer un discours, au risque qu'elles soient zappées par le téléspectateur. Et celles où les animateurs « zappent » leurs invités ou obligent leurs invités à se zapper eux-mêmes, pour éviter que le téléspectateur ne s'en aille. Tout le système médiatique français fonctionne sur cette logique : capter son client par le spectaculaire et de l'adrenaline. Si la notoriété de certains animateurs-journalistes est immense, elle est dénuée de tout pouvoir réel. La France n'a pas inventé les présentateurs de radio ou de télévision, mais elle a inventé ceux qui ont la confiance de nos grands médias américains. Le public ne fournit pas son audience automatiquement. Eux aussi, ils doivent séduire. Par la notoriété des invités ou par l'aspect dramatique du sujet.

Rien d'étonnant que les hommes politiques se sentent frustrés par un système qui ne leur permet pas d'échapper, mais les piège. La crise qu'ils traversent les oblige à repenser leur rapport aux médias. Mais, aussi, à leurs électeurs.

PATRICK JARREAU
et YVES MAMOU

Les difficultés des journaux francophones

L'hypothèse d'une offensive du groupe Hersant inquiète la presse belge

Des rumeurs sur une nouvelle offensive du groupe Hersant en direction des médias francophones du royaume ont pour toile de fond les difficultés croissantes de la presse quotidienne belge.

BRUXELLES

de notre correspondant

« Un hold-up masqué » : l'expression utilisée, dimanche 8 décembre, lors d'un débat sur la crise des journaux, diffusé par la télévision francophone RTBF, témoigne de l'angoisse des rédactions, quelques jours après une série de révélations et de démentis sur les offres de M. Robert Hersant. Selon diverses rumeurs, M. Michel Nozière, directeur général de *Nord-Eclair*, l'un des titres de la galaxie Hersant en France, aurait appelé au téléphone, pour leur faire des propositions, les responsables des trois principaux groupes de presse de la Belgique francophone. Le week-end a été marqué par des démentis, parfois ébréchés, des intéressés, des communications inquiètes des sociétés de rédactions, l'ouverture du journal télévisé du soir sur les grandes manœuvres attribuées au « papier » français, déjà propriétaire de 40 % du capital du groupe Rossel, qui édite notamment le quotidien *le Soir*, lu par un Belge francophone sur huit.

« Purs fantômes ! Nous avons assez de problèmes actuellement avec la chute des recettes publicitaires », réplique, le 4 décembre à Paris, un porte-parole du groupe Hersant, selon lequel la mission du directeur de *Nord-Eclair*, qui a des éditions locales en Belgique, se bornerait à étudier, au sein de l'Union des journaux belges, les problèmes de régulation publicitaire. Cela n'a pas rassuré les rédactions, persuadées que le propriétaire du *Figaro* veut profiter de la situation pour s'emparer des « canards boiteux » de Bruxelles et de la Wallonie, puis les restructurer à sa manière, voire les faire disparaître, en vue de répercuter sur le marché belge, quand une nouvelle donne aura rendu celui-ci rentable.

Etats d'âme

Le 5 décembre, un éditorial du directeur de la rédaction de *le Libre Belgique*, M. Jacques Frank, donnait une autre dimension au débat : « Le risque serait grand, si les offres de M. Hersant devaient être acceptées en tout ou en partie, de voir les journaux francophones belges tomber peu ou prou sous la loi d'un seul homme, ou sous celle de capitaux étrangers. [...] N'y a-t-il pas de l'expression de nos courants de pensée, de l'identité et des intérêts propres des Belges ? »

Aux dernières nouvelles — parmi une masse d'informations contradictoires — M. Hersant a effectivement cherché à s'implanter dans *le Libre Belgique* à la faveur des échos d'âge de quelques familles propriétaires d'une partie de la presse belge. Bien écrit, bien-pensant, catholique et monarchiste, le second quotidien national francophone, handicapé par une imprimerie obsolète, n'est plus rentable, avec une vente de quelque 70 000 exemplaires. A l'intérieur du groupe IFM (Informations et productions multimédias) qui l'édite, deux personnes physiques veulent vendre leur part de capital, d'ici au 15 décembre, dernier délai. « A des gens biens », ont précisé les intéressés, si la famille Le Hodey, qui possède le reste, ne fait pas usage de son droit de préemption.

Un rapprochement se serait esquissé entre les actionnaires de *le Libre Belgique* et *Vers l'Avenir*, un groupe namurois de quotidiens régionaux dont l'évêché de Namur (aujourd'hui confié au très contesté Mgr Léonard) possède 62 % du capital, les 38 % restants étant la propriété de deux autres familles catholiques. L'offre de M. Hersant — aider *Vers l'Avenir* à prendre une participation dans *le Libre Belgique* — aurait été repoussée, mais les incertitudes demeurent. Selon nos informations, les projets de synergie entre *le Libre Belgique* et le groupe namurois viseraient à recentrer le quotidien sur la capitale, le traitement de l'actualité régionale incombant surtout aux titres du groupe *Vers l'Avenir*.

La désaffection des jeunes pour les quotidiens, les retards de distribution aux abonnés imputables à une poste encore plus défaillante qu'en France, le transfert massif de la publicité vers la télévision expliquant la grande crise de la presse belge. Entre juillet 1990 et juillet 1991, les ventes des journaux francophones ont en effet baissé de 3,2 %. Le mouvement est moins accentué en Flandre, avec - 0,9 %, mais la prise en main des quotidiens par des gestionnaires obsédés aux seules considérations commerciales crée, dans le nord du pays, un réel malaise, dont témoignent plusieurs démissions de rédacteurs en chef.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

□ Fusion des deux quotidiens de Dailies. — Le quotidien texan *Dallas Times Herald*, fondé en 1879, va fermer ses portes et vendre pour 55 millions de dollars (300 millions de francs) tous ses avoirs à son concurrent de toujours le *Dallas Morning News*. La récession publicitaire est à l'origine de ce rachat qui réduit à un seul le nombre des quotidiens de la métropole texane.

BIBLIOGRAPHIE

« La chimie » nouveau dictionnaire encyclopédique

Pourquoi un nouveau dictionnaire de la chimie ? En fait, cette discipline manquait d'un ouvrage synthétisant tous les aspects de cette science. Depuis *Chimie organique industrielle*, paru chez Masson en 1981, rien n'avait été fait sur le sujet. Jacques Angeant, docteur en sciences, maître de conférences à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), a voulu combler cette lacune.

Le *Nouveau Dictionnaire de la chimie* contient plus de deux mille cinq cents définitions. Plusieurs thèmes y sont abordés qui traitent des molécules en évolution des chercheurs et des inventeurs dont les travaux ont été déterminants. Des exposés abordent les notions fondamentales. Ce dictionnaire, qui peut-être consulter les lycéens passionnés, est destiné aux étudiants des deux premiers cycles universitaires des filières scientifiques ainsi qu'aux enseignants et aux ingénieurs.

► Editions Dunod, 390 francs.

LOTTO 1995									
7	8	15	10	31	37	41			
6	12	20	25	30	35	40			
5	11	16	21	26	32	38			
4	13	17	22	27	33	39			
3	14	18	23	28	34	40			
2	19	24	29	36	42	43			
1	20	31	32	33	34	35			

LOTOS OFFICIELS									
6	10	12	30	40	44	45			
5	11	13	31	41	46	47			
4	14	15	32	42	48	49			
3	16	17	33	43	50	51			
2	18	19	34	44	52	53			
1	20	21	35	45	54	55			

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements : 46-62-72-67

des
Dirigeants

POSTES A PLUS DE 400 KF

DIRECTEUR DE L'ACTIVITÉ CHIMIE



TEXACO CHEMICAL FRANCE

Nous sommes une division de TEXACO FRANCE, filiale française d'un des tout premiers groupes pétroliers mondiaux ; nous recherchons notre manager. Rattaché au directeur de TEXACO CHEMICAL EUROPE, il sera entièrement responsable de l'activité de la division aux plans marketing, commercial, logistique et gestion. L'activité porte sur une centaine de produits (spécialités chimiques et commodités) fabriqués aux USA et en Europe et vendus essentiellement sur le marché français. Il animera une petite équipe et travaillera en liaison avec les autres entités du groupe concernées dans cette activité. Ce poste basé à Paris, au siège de la filiale française, s'adresse à un ingénieur chimiste (ou équivalent) âgé d'au moins 35 ans, parlant couramment l'anglais et possédant une expérience significative pour le poste : marketing et vente de produits chimiques impliquant la connaissance des marchés, des technologies et des enjeux économiques. La rémunération de départ sera fonction du niveau de compétences acquises. Ecrire à G. MASSON, en précisant la référence A/S8723M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.51.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Williams Lea

SALES
MANAGER H/F

Après une période de formation en Grande-Bretagne, vous serez :

- le responsable du développement de notre clientèle existante,
- le moteur d'une expansion significative de notre présence en France qui pourra déboucher sur la constitution d'une équipe,
- le lien entre nos partenaires et les services de l'entreprise à l'étranger.

Pour réussir cette mission, vous avez 30/40 ans :

- une formation BAC + 5,
- une solide pratique de la vente de services (si possible sur le marché financier),
- un excellent niveau d'anglais,
- un goût pour les start-up : polyvalence, autonomie et sens des responsabilités.

Curieux d'en savoir plus ? Si vous vous reconnaissez dans ce profil, adressez vite lettre, CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 92563 RUEIL MALMAISON Cedex sous réf. 58.5479/LM.

Mercuri Urval

Directeur
Ingénierie - Bureau d'études

L'un des leaders de l'étude des sols et fondations (CA : 130 millions de F - 270 personnes) recherche le Directeur de son activité ingénierie.

Véritable patron de la filiale pour toutes les questions techniques, financières et humaines, directement rattaché au Président-Directeur Général du Groupe, vous êtes le garant de son développement commercial et de ses résultats.

Vous avez la responsabilité de :

- créer et organiser le service Ingénierie que vous gerez comme une société indépendante,
- prospector la clientèle et animer les Ingénieurs d'Affaires répartis dans toute la France,
- coordonner une équipe d'ingénieurs et de techniciens spécialisés en matière de géotechnique et calcul de fondation.

Agé de 35 ans minimum, de formation Ingénieur TP, Ponts et Chaussées, Centrale, etc., vous avez une expérience réussie de développement d'un bureau d'études, de management d'une équipe et une solide connaissance de la maîtrise d'œuvre.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. E111235/LM,

à Bernard Krief Management, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



BERNARD KRIEF MANAGEMENT

MEMBERSHIP BOSSON CONSULTING PARIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

des
Carrières Européennes en Entreprises

A highly profitable industrial American Group is recruiting for one of its divisions operating in France, Italy and Spain the Financial Controller of one of its Plants

Financial Controller

Barcelona area

Reporting to the Plant Manager and the Division Financial Controller with the responsibility of implementing and controlling procedures and reporting, the candidate will be in charge of Financial and management accounting.

A special focus will be given to the documentation and control of production costs, which are key for the Group financial management.

Aged in your 30's, you have held both line and operational roles.

Having already had a professional experience abroad, you speak English and Spanish fluently.

Your are accustomed to American culture and standards ; business and efficiency oriented and highly determined in the pursuit of your objectives.

If you are interested, you should contact **Frédérique Bouvier, Michael Page International**, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS FRANCE, Tel. (33.1) 45.53.26.26. (réf.FB7592MO).



Michael Page International

Groupe de technique de propulsion remarquable

Entreprise filiale d'un groupe international, notre client est une des premières entreprises du secteur de technique de propulsion en Europe. Cette position extraordinaire est basée sur une excellente qualité de produits ainsi que sur une force innovatrice quant à la recherche, le développement et la construction. De plus, les décisions du management et les stratégies de vente conformes à ce marché spécial contribuent au succès grandissant sur le plan exportateur.

Nous élargissons nos activités internationales de vente et nous cherchons à court terme un

Ingénieur de vente

qualifié, expert en vente, qui s'occupe sur place du marché français entier pour plusieurs produits de notre maison. Dans cette position très intéressante vous serez seul responsable d'un taux de revenus respectable que vous augmenterez tout seul en contact avec nos partenaires français dans l'industrie et dans le commerce.

Pour cette raison vous disposez - à part de votre instruction comme ingénieur (hautes études) ou technicien - de profondes expériences pratiques de vente en technique de propulsion. Donc, vous êtes capable d'offrir non seulement des solutions spécifiques aux besoins de nos clients mais aussi d'acquiescer de nouveaux clients. Vous parlez couramment allemand et français et vous êtes aussi ambitieux et motivé tout en étant capable de travailler tout seul. Des voyages fréquents ne vous gênent pas.

Pour recevoir plus de détails concernant la tâche, l'entreprise et les conditions très favorables adressez-vous s.v.p. aux messieurs Jürgen B. Hergel et Florian Fritzenschaft, conseillers en recrutement, qui vous donneront des renseignements objectifs et vous garantiront une discrétion complète. Envoyez votre dossier s.v.p. (CV, photo, certificats etc.) sous le numéro de référence JBH 11490 à JBH-Management- & Personalberatung Hergel.



Landsberger Straße 476 • 8000 München 60 (RFA)
Telefon 194989-83 400 83 • Fax 194989-82 024 31

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

3^e arrdt

GRAND STUDIO

Refait, bien, 17^e,
RESTAURÉ. 70 000 F
à débiter. 45-04-24-30

5^e arrdt5^e EXCEPTIONNEL

3/4 P. 2 200 000 F
à débiter. 45-04-24-30

SÉLECTION 4 P.

MONGE 77 m² pierre de 1^{er}
CENNER 90 m² 2 800 000
DENERT 90 m² 2 200 000
QUALITÉ 43-36-17-38

16^e arrdt

AV. PAUL-DOUMER
même dernier étage
GRAND 2/3 PIÈCES
REFAIT. 45-04-24-30

92

Hauts-de-Seine

PART. VEND. APP. 75 m²
AGNÈS (ex. 089 Colombes)
3 ét., ch. exp. 5/0 s. vit. à us
T. conf. 100 m² 2 p. ch. Drac.
Cds, 1000, et 1-2-3, neuves
Pm 100, app. rev. ann. part. 100
810 000 F. Tél. 40-88-08-89

Province

LYON

5 m² St-Jean-Provence
Méro - Bus, Vue panoram.
vues. Réfection état.
Très calme. 60 pers. Dile
living + 3 chbres. surt.
cette 100 m² + balcon
10 m² + gar. Park. Cave.
Tél. 100 78-36-71-27

appartements

achats

Embassy Service
rech. pour clients
étrangers APPARTEMENTS
DE HAUT DE GAMME
PARIS, RÉSIDENTIEL
Tél. : (1) 45-62-16-40

SÉLECTION 4 P.

MONGE 77 m² pierre de 1^{er}
CENNER 90 m² 2 800 000
DENERT 90 m² 2 200 000
QUALITÉ 43-36-17-38

16^e arrdt

AV. PAUL-DOUMER
même dernier étage
GRAND 2/3 PIÈCES
REFAIT. 45-04-24-30

92

Hauts-de-Seine

PART. VEND. APP. 75 m²
AGNÈS (ex. 089 Colombes)
3 ét., ch. exp. 5/0 s. vit. à us
T. conf. 100 m² 2 p. ch. Drac.
Cds, 1000, et 1-2-3, neuves
Pm 100, app. rev. ann. part. 100
810 000 F. Tél. 40-88-08-89

CABINET KESSLER

78, Champ-Élysées, 8^e
recherche de 100 m²
beaux appart. de standing,
pne et gros surfaces.
Évaluation grat. sur
demande.
45-22-03-80
43-59-88-04

locations

non meublées

demandes

Paris

URGENT

Port. charrette 2 places Paris
(14^e, 15^e) ou Venise. Loyer
mod. + 4 000 F/mois.
Tél. : 41-08-85-15

EMBASSY SERVICE

8, av. de Madrid, 75008 Paris,
recherche APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VOIES et MEUBLES
HOTELS PARTIC. PARIS
et VILLAS PARIS-OUEST
T. (1) 45-62-30-00

T. (1) 45-62-30-00

propriétés

ST-JEAN-CAP-FERRAT

Propriété exceptionnelle
Plage dans l'eau, villa
3 niveaux, env. 800 m² +
pièces chauffées + piscine +
3 piscines, jardin.
Présentation luxueuse
de très haute qualité.
CABINET KESSLER
78, Champ-Élysées, 8^e
45-22-03-80
43-59-88-04

bureaux

Locations

IVRY

Immobilier neuf,
770 m² sur 1 étage.
Particulièrement climatisé.
Restaurant d'entreprise.
Parking - Métro - RER.
L.T.I. 42-94-92-37

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM
Constitution de sociétés
Déclaration et tous services
Permanence téléphonique
43-55-17-50

VOTRE SIÈGE SOCIAL

A L'ÉTOILE

18^e CHAMPS-ÉLYSÉES
ou AVENUE VICTOR-HUGO
Bureaux, appart., 100, 150, 200, 300 m².
Domicil. : 150 à 300 F/m
CIDES 47-23-84-21.

locaux

commerciaux

Locations

SAINTS-PÈRES

800 m² A LOUER
LOCAL COMMERCIAL
EMBASSY. 43-59-88-04

Le Monde International

Une Société Industrielle de l'Est recherche son

DIRECTEUR INTERNATIONAL

Vous avez :

- 40 ans environ,
- un diplôme d'Ingénieur et/ou d'une Ecole Supérieure de Commerce,
- une maîtrise absolue de la langue allemande (anglais et français appréciés),
- l'expérience des marchés internationaux.

Vous êtes :

- un "technicien" au fait des matériels d'équipement et installation, mieux encore, dans l'industrie du bois,
- un "commercial", rodé aux problèmes de leur exportation, un homme capable de motiver et coordonner une équipe internationale.

Vous aurez :

- à développer l'implantation de la Société en particulier dans les pays germanophones. Résidence dans le Doubs dans une première étape.

Poste varié, évolutif, dans une structure à échelle humaine (250 personnes), leader sur son marché. Rémunération motivante.

Veuillez adresser votre C.V., sous lettre manuscrite, avec photo et prétentions, sous réf. 3291, à notre Conseil, Michel MORACCHINI - 22 bis, rue des Boites Faillies 75116 PARIS, qui vous garantit une discrétion absolue.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Au Cameroun

Nous sommes une des toutes premières sociétés camerounaises, filiale d'un grand groupe international de l'agro-alimentaire, bien implanté dans le monde et nous recherchons pour notre

Directeur d'Usine Verre Creux

Cet ingénieur, doté d'une solide formation en thermique, mécanique, outillages, d'une bonne expérience, si possible, des différents domaines de la production du verre creux, possédant déjà une pratique de la direction d'établissements industriels, sera à la fois un manager et un organisateur, un homme de dialogue et de décision, possédant une approche commerciale et un relationnel lui permettant d'être le représentant de la société aux plus hauts niveaux.

Chef de Service Fusion

Ce cadre, Technicien supérieur très expérimenté en verrerie industrielle (flûtes et fusion), doté d'une bonne formation en thermique et régulation, aura pour mission d'assurer l'élaboration du verre et la maintenance des machines à sa disposition.

Chef de Service Fabrication (verrerie)

Ce cadre, Technicien supérieur très expérimenté en verrerie industrielle (leader, machine de soufflage, reculsson, tri et conditionnement, moulure...) aura pour mission d'assurer la fabrication des bouteilles, la maintenance des équipements et le suivi de la production - en délais et en qualité - avec la productivité optimale.

Ces opportunités supposent une bonne expérience de la conduite des hommes, une réelle adaptabilité à de nouvelles conditions de travail, de vie, d'environnement, une grande disponibilité et des capacités d'engagement importantes.



Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. choisie, à J.M. Legrand CPT Conseil - 3 Bd René Levasseur - 72000 Le Mans. Réponse et discrétion assurées.

EUROCONTROL

L'Organisation Européenne pour la Sécurité de la Navigation Aérienne procède actuellement à la création de l'ORGANISME CENTRAL DE GESTION DES COURANTS DE TRAFIC AÉRIEN (CFMU) dans la région de Bruxelles (Belgique) et de Brétigny-sur-Orge (France).

Des Ingénieurs/Techniciens et Spécialistes de l'Informatique (m/r) de tous niveaux auront l'occasion exceptionnelle de devenir partie intégrante de ce nouvel environnement dynamique.

INGÉNIEUR ELECTROMÉCANIQUE

Chef de la Section «Infrastructure» (HVAC, énergie). (AT/213)

INGÉNIEUR TECHNICIEN EN ÉLECTRONIQUE (Systèmes à Commande Numérique)

Chef de l'équipe «Gestion des Bâtiments». (BT/214)

INGÉNIEUR/TECHNICIEN MATÉRIEL

Chef de la Section Logistique. (BT/215)

INGÉNIEUR/TECHNICIEN ÉLECTRONIQUE/ELECTROMÉCANIQUE

Documentation technique systèmes informatiques, équipements d'appui (HVAC, énergie). (BT/216)

INGÉNIEUR/TECHNICIEN ÉLECTRONIQUE

Maintenance des systèmes informatiques. (BT/217)

INGÉNIEUR/TECHNICIEN ELECTROMÉCANIQUE

Chef de l'équipe «Maintenance des Équipements Electromécanique/Electricité». (BT/218)

INGÉNIEUR/TECHNICIEN ÉLECTRONIQUE

Spécification et installation de systèmes de transmission de données. (BT/219)

INGÉNIEUR/TECHNICIEN HVAC

Chef de l'équipe de maintenance «Chauffage, Ventilation et Climatisation». (BT/220)

INGÉNIEUR/TECHNICIEN ÉLECTRONIQUE

Spécification et installation de systèmes de traitement de données. (BT/221)(2 postes)

INGÉNIEUR/TECHNICIEN ÉLECTRONIQUE

Gestion des stocks de pièces de rechange. (BT/222)

INGÉNIEUR/TECHNICIEN ÉLECTRONIQUE

Unix et réseaux. (BT/223)

INGÉNIEUR/TECHNICIEN ÉLECTRONIQUE

Gestion de configuration de logiciel dans un environnement Unix. (BT/224)

Les deux derniers spécialistes seront, dès mi-1993, rattachés à l'unité de traitement Initial des Plans de Vol (IFPS) de Brétigny-sur-Orge (France).

Les candidats retenus pour le poste référencé AT auront une formation universitaire adéquate, ainsi qu'une expérience probante d'au moins trois ans. Un diplôme de formation technique, ou une expérience professionnelle équivalente, est exigée pour le poste référencé BT.

Une rémunération internationale attractive, avec un régime de sécurité sociale et de pension, est proposée.

Les actes de candidature et des informations complémentaires peuvent être obtenus auprès d'EUROCONTROL, Division du Personnel, rue de la Loi 72, 1040 Bruxelles. Télécopieur n° 32-2/729 39 93.

Les actes de candidature complétés doivent parvenir à l'adresse ci-dessus au plus tard le 7 février 1992. Ce délai sera strictement appliqué et les candidats doivent s'assurer que leur acte de candidature arrivera à destination en temps utile.



Ingénieur Travaux Publics

DEBUTANT pour l'AFRIQUE
E.S.T.P. GENIE MARITIME ou EQUIVALENT

Société, leader dans la réalisation de travaux en milieux sous-marins et hostiles, filiale du groupe COMEX, recherche un jeune ingénieur, E.S.T.P., génie maritime ou équivalent, libéré des obligations militaires.

Pour une période d'environ 16 mois, il sera affecté en MAURITANIE et participera à la réalisation d'un chantier de réhabilitation de quais du port de NOUADHIBOU, sous tous ses aspects : techniques, administratifs, financiers, suivi des travaux, etc.

IDL

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 281 LM à IDL CONSEIL S.A., rue du Docteur Ourseil - BP 275 - 27002 EVREUX Cedex.

EUROCONTROL

The European Organisation for the Safety of Air Navigation is recruiting at its Experimental Centre In Brétigny-sur-Orge (France)

AIR TRAFFIC CONTROLLERS

Post CE 91/BO/93

with recent practical experience in the provision of area and/or approach control services, including radar control.

The successful candidate will be an Assistant Project Team Leader during the definition, execution and analysis phases of Airspace Model Simulation studies.

The Airspace Model is a computer tool for simulating all aspects of an air traffic system in fast-time mode.

For the post fluent English and/or French is mandatory. Salary is commensurate with the importance of the responsibilities and the appointment confers European civil servant status.

Application forms and further details may be obtained by writing to EUROCONTROL, Personnel Division, rue de la Loi 72, B-1040 Brussels, quoting the appropriate reference.

Completed application forms must be returned before 15.1.1992.



EXECUTIVE VICE PRESIDENT

The Council on International Educational Exchange seeks an Executive Vice President/Chief Operating Officer reporting to the President/CEO. This newly created position located in the organization's New York administrative headquarters will provide direction, guidance and overall leadership to this 100 million dollar global educational and travel organization which has a staff of approximately 500 employees worldwide.

The successful candidate must have at least 10 years of progressively responsible managerial/administrative experience in international education, government, or other international organizations or businesses. An advanced degree or equivalent in business management is essential. An international living, educational or working experience as well as one language in addition to English is highly desirable.

The Council offers a competitive salary as well as a comprehensive benefits package.

For consideration please send cover letter and resume which must include salary history and requirements to:

Council On International Educational Exchange

Terry Clifford, Director Personnel
205 East 42 Street
New York, NY 10017

Only candidates under consideration will be notified. The Council is committed to the principle of diversity and equal opportunity employment.

ÉCONOMIE

AGRICULTURE

La crise de la viticulture languedocienne

Des vigneron dynamiques, mais pressés

Depuis l'été, il ne se passe pas de mois sans que des camions ou des cuves de négociants en vin soient la cible de cornées d'action viticole de l'Aude ou de l'Hérault. La violence de ces opérations coups de poing traduit un malaise profond qui naît de la crise des marchés viticoles que par le passé.

MONTPELLIER

de notre correspondant

Là où, en 1984, une frange de la viticulture languedocienne, productrice essentiellement de vin de méditerranée, manifestait son attachement à la distillation obligatoire, on trouve, aujourd'hui, des jeunes viticulteurs qui ont, pour le plus part, intégré le schéma communautaire et accepté de reconstruire leur production. Installés en majorité entre 1978 et 1984, ils ont mis en place, avec l'aide de l'Etat et de la CEE, une politique de rénovation du vignoble beaucoup plus rapide que dans d'autres régions, au prix de gros investissements. Le vignoble régional a ainsi été renouvelé au rythme de 5 % par an au cours des trois dernières années. De nouveaux cépages sont venus enrichir des exploitations égrées.

Mais 1991 restera pour eux une année noire. Nombreux sont ceux qui se retrouvent aujourd'hui confrontés à des frels d'emortellement irrationnels alors que la production a été insuffisante pour couvrir leurs dettes. En effet, la récolte de cette année est inférieure d'un tiers à celle de l'an dernier (20 millions d'hectolitres de moins en France). Et contrairement à ce qu'ils entendaient, les prix proposés par les négociants n'ont pas augmenté, stagnent autour de 25 francs le degré par hectolitre. Avec une augmentation de la production à prévoir l'an prochain, on peut craindre une nouvelle chute des cours.

Importation à bas prix

Il existe, actuellement, au sein de la profession, le double sentiment de s'être trompé et d'avoir été trahi. L'erreur, reconnaît-on, c'est d'avoir joué le jeu de la reconversion du vignoble trop vite. « Ce sont ceux qui ont fait l'effort qui vont passer au tapis, dès l'an prochain, si la situation ne s'arrange pas », prévient M. Michel Battaille, jeune viticulteur, porte-parole de l'intersyndicale des vignerons de l'Hérault. « Au lieu de ne faire que de la qualité, nous aurions dû mettre en place des filières mixtes, puis nous réorienter au fur et à mesure de l'évolution du marché. Nous sommes victimes de notre volonté d'aller trop vite pour balayer notre mauvaise image de marque. »

Les viticulteurs déplorent aussi l'attitude d'autres pays de la Communauté. « Les services

des impôts contrôlent strictement nos vignes en France, et ils ont raison, alors que nos voisins espagnols et italiens ne savent même pas contrôler les possesseurs d'hectares de vignes chez eux. Et les Espagnols n'ont pas distillé autant qu'ils auraient dû », poursuit M. Battaille. « Ils peuvent ainsi inonder le marché en toute impunité sans avoir respecté les mêmes règles. » Mais l'adversaire désigné aujourd'hui, c'est, d'abord et avant tout, le négociant français à qui l'on reproche de faire chuter les cours en important du vin à bas prix.

Pour le secrétaire général de la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles, M. Michel Benassis, « les importations espagnoles ont été multipliées par six cette année. C'est trop. On ne peut assister à la débâcle de la viticulture régionale alors que nous avons un potentiel important pour faire des vins de qualité ». Mais l'argumentation se heurte à la loi du marché. « Il est clair que les vins italiens sont plus concurrentiels, précise M. Jean-Claude Martin, secrétaire général de la Fédération des importateurs de vins et spiritueux. Nous sommes dans un régime communautaire à l'intérieur duquel les importations sont libres, et l'interdiction eût été revêtir un caractère. »

Pris en piège de la réglementation, les vignerons de l'Hérault multiplient les interventions auprès des pouvoirs publics pour qu'ils fassent pression auprès des négociants. Ils souhaitent obtenir une « autorégulation » des importations de façon à maintenir des cours viables pour les producteurs français. Mais, d'une part, la sensibilité du négociant varie sur ce sujet, selon qu'il s'agit de vin ou non. D'autre part, il faudrait que tous jouent le jeu et puissent échapper aux règles de la grande distribution, ce qui est loin d'être acquis.

Les vignerons de l'Hérault demandent encore la suppression des fameux vins DPCE (vins de différents pays de la Communauté européenne) et l'interdiction des méthodes de coupe qui permettent, selon eux, de mesurer des vins acides, voire frelatés, par le jeu des mélanges.

Les chiffres semblent d'ailleurs présenter cette évolution vers la qualité comme inéluctable. Face au recul constant de la consommation des vins de table (appelés communément des « étoiles »), les AOC et les vins de pays, eux, se maintiennent ou progressent. Parallèlement, le vignoble espagnol se réduit, ce qui laisse augurer une baisse future des importations. Des marchés nouveaux s'ouvrent aussi en Europe du Nord. C'est là toute l'ironie de la situation : la temps devrait finir par donner raison à une viticulture languedocienne qui se trouve, pourtant, aujourd'hui, confrontée à l'urgence.

JACQUES MONIN

CEE

Passer à la vitesse supérieure dans le domaine social

Suite de la page 21

L'accord conclu le 31 octobre par le patronat et les syndicats européens représente un atout majeur pour l'Europe sociale. La CES, l'UNICE (Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe) ainsi que le CEEP (Centre européen de l'entreprise publique) se proposent de conclure des accords sociaux européens. En attendant ces réserves traditionnelles - à l'initiative notamment du CNPF et malgré l'hostilité du patronat britannique, l'UNICE a ouvert la voie à un tel rapprochement.

En fait, le patronat fait un calcul simple : plutôt que de s'exposer aux directives des fonctionnaires de Bruxelles, mieux vaut prendre

les devants et négocier des accords-cadres avec les syndicats, dont le contenu pourrait être repris dans des directives et, le cas échéant, être rendu obligatoire. Le texte permet aussi à la Commission de laisser représentants des salariés et des entreprises mettre eux-mêmes en œuvre des réglementations sociales.

Pour avoir une chance de se concrétiser, cette portée contractuelle nécessite que soient précisément définies la sphère de compétence de la Commission comme le domaine d'intervention respectif des partenaires sociaux européens et nationaux. Mais elle exige surtout que les Douze passent à la vitesse supérieure.

JEAN-MICHEL NORMAND

MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ÉCONOMIQUES

Indice global de base 100 : 28 décembre 1990

28-11-91 8-12-91

Valeurs	Indice	Variation
Valeurs françaises	1000	+0,1
Valeurs étrangères	1000	+0,1
Valeurs européennes	1000	+0,1
Valeurs américaines	1000	+0,1
Valeurs asiatiques	1000	+0,1
Valeurs africaines	1000	+0,1
Valeurs océaniques	1000	+0,1
Valeurs totales	1000	+0,1

Base 100 : 28 décembre 1990

28-11-91 8-12-91

Indice global de base 100 : 28 décembre 1990

28-11-91 8-12-91

Indice global de base 100 : 28 décembre 1990

28-11-91 8-12-91

Indice global de base 100 : 28 décembre 1990

28-11-91 8-12-91

Indice global de base 100 : 28 décembre 1990

28-11-91 8-12-91

Indice global de base 100 : 28 décembre 1990

28-11-91 8-12-91

Indice global de base 100 : 28 décembre 1990

28-11-91 8-12-91

Indice global de base 100 : 28 décembre 1990

28-11-91 8-12-91

Indice global de base 100 : 28 décembre 1990

28-11-91 8-12-91

Indice global de base 100 : 28 décembre 1990

28-11-91 8-12-91

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

28 novembre 1991

Total actif : 661 511

Total passif : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

Total bilan : 661 511

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3914	3907	Immo. Habitat	760	
Amatel Assoc.	275		Immo. Compagnie	73 80	
B.A.C.	88 50		Immo. Invest.	171 10	
Banque Paribas	800		Immo. Loc.	70	
Banque Paribas	310		Immo. M.	58	58
Banque Paribas	241		Immo. M.	134	
Banque Paribas	800	797	Immo. M.	388	387
Banque Paribas	400		Immo. M.	430	
Banque Paribas	695	695	Immo. M.	317	
Banque Paribas	145		Immo. M.	162	154
Banque Paribas	225 90		Immo. M.	38	
Banque Paribas	901	904	Immo. M.	252	
Banque Paribas	275		Immo. M.	130	
Banque Paribas	975		Immo. M.	252	
Banque Paribas	152 10		Immo. M.	230	
Banque Paribas	234		Immo. M.	310	
Banque Paribas	1150		Immo. M.	215	
Banque Paribas	337 80		Immo. M.	89	
Banque Paribas	920	920	Immo. M.	764	
Banque Paribas	244 90				
Banque Paribas	122				
Banque Paribas	230				
Banque Paribas	164 10	164 70			
Banque Paribas	126 90				
Banque Paribas	108 50				
Banque Paribas	115	113			
Banque Paribas	380				
Banque Paribas	205				
Banque Paribas	930				
Banque Paribas	901				
Banque Paribas	195				
Banque Paribas	120				

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDEMATIF
Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 6 décembre 1991
Nombre de contrats : 1 421 376

COURS	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier	165,88	166,10	167
Précédent	165,88	166,10	166,88

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
106	1,04	1,93
	0,91	0,98

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 10 242

COURS

Dernier

Précédent

Dollars : 5,39 F

Le dollar s'échangeait en

forte baisse lundi 9 décembre,

à la suite du nouvel assouplis-

sement du crédit intervenu aux

Etats-Unis. A Paris, la mon-

naie américaine s'échangeait à

5,39 F contre 5,4265 F ven-

dredi au fixing et 5,36 F à la

clôture des échanges à New-

York.

FRANCFORT 6 déc. 9 déc.

Dollar (en DM) 1,5873 1,5768

TOKYO 6 déc. 9 déc.

Dollar (en yen) 128,78 128,18

MARCHÉ MONÉTAIRE

(offres privées)

Paris (9 décembre) 10 - 10 1/8

New-York (6 décembre) 4 3/8

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS COMPTANT

COURS TERME TROIS MOIS

Demandé

Offert

Demandé

Offert

Demandé

Offert

Demandé

Offert

Demandé

Offert

Demandé

Offert

Demandé

Offert

Demandé

Offert

Demandé

Offert

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 9 DÉCEMBRE

Competition						Competition						Competition						Competition					
VALUES						VALUES						VALUES						VALUES					
Courses						Courses						Courses						Courses					
Premier course						Premier course						Premier course						Premier course					
Demerit course						Demerit course						Demerit course						Demerit course					
% + -						% + -						% + -						% + -					
4141	C.N.E. 3%	4190	4200	4300	+ 0.24	4110	L.V.M.I.	3699	3698	3684	- 1.17	480	Stages	4280	4300	4350	+ 0.70						
329	B.N.P. T.P.	681	681	681	0	4111	Lyon-Les-Tourneurs	465 50	467	3684	- 0.75	480	Gen. Seppies	4280	4300	4350	+ 0.70						
120	Al. G. T.P.	77	77	77	0	4112	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
1210	Al. G. T.P.	1210	1210	1210	0	4113	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
1401	Rhon. Pail. T.P.	1498	1498	1498	0	4114	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
1041	St. G. T.P.	1040	1040	1040	0	4115	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
1042	Thom. T.P.	1040	1040	1040	0	4116	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
695	ACCOR	620	620	620	0	4117	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
645	Ar. Leguay	647	627	613	- 1.18	4118	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
300	Al. G. T.P.	300	300	300	0	4119	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
1470	Al. G. T.P.	1470	1470	1470	0	4120	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
20	A.S.P.L.	20	20	20	0	4121	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
2020	Ar. G. T.P.	2020	2020	2020	0	4122	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
1043	Ar. G. T.P.	1043	1043	1043	0	4123	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
630	Ar. G. T.P.	630	630	630	0	4124	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
121	Ar. G. T.P.	121	121	121	0	4125	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
122	Ar. G. T.P.	122	122	122	0	4126	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
123	Ar. G. T.P.	123	123	123	0	4127	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
124	Ar. G. T.P.	124	124	124	0	4128	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
125	Ar. G. T.P.	125	125	125	0	4129	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
126	Ar. G. T.P.	126	126	126	0	4130	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
127	Ar. G. T.P.	127	127	127	0	4131	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
128	Ar. G. T.P.	128	128	128	0	4132	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
129	Ar. G. T.P.	129	129	129	0	4133	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
130	Ar. G. T.P.	130	130	130	0	4134	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
131	Ar. G. T.P.	131	131	131	0	4135	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
132	Ar. G. T.P.	132	132	132	0	4136	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
133	Ar. G. T.P.	133	133	133	0	4137	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
134	Ar. G. T.P.	134	134	134	0	4138	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
135	Ar. G. T.P.	135	135	135	0	4139	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
136	Ar. G. T.P.	136	136	136	0	4140	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
137	Ar. G. T.P.	137	137	137	0	4141	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
138	Ar. G. T.P.	138	138	138	0	4142	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
139	Ar. G. T.P.	139	139	139	0	4143	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
140	Ar. G. T.P.	140	140	140	0	4144	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
141	Ar. G. T.P.	141	141	141	0	4145	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
142	Ar. G. T.P.	142	142	142	0	4146	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
143	Ar. G. T.P.	143	143	143	0	4147	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
144	Ar. G. T.P.	144	144	144	0	4148	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
145	Ar. G. T.P.	145	145	145	0	4149	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
146	Ar. G. T.P.	146	146	146	0	4150	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
147	Ar. G. T.P.	147	147	147	0	4151	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
148	Ar. G. T.P.	148	148	148	0	4152	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
149	Ar. G. T.P.	149	149	149	0	4153	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
150	Ar. G. T.P.	150	150	150	0	4154	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
151	Ar. G. T.P.	151	151	151	0	4155	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
152	Ar. G. T.P.	152	152	152	0	4156	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
153	Ar. G. T.P.	153	153	153	0	4157	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
154	Ar. G. T.P.	154	154	154	0	4158	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
155	Ar. G. T.P.	155	155	155	0	4159	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
156	Ar. G. T.P.	156	156	156	0	4160	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
157	Ar. G. T.P.	157	157	157	0	4161	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
158	Ar. G. T.P.	158	158	158	0	4162	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
159	Ar. G. T.P.	159	159	159	0	4163	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
160	Ar. G. T.P.	160	160	160	0	4164	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
161	Ar. G. T.P.	161	161	161	0	4165	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
162	Ar. G. T.P.	162	162	162	0	4166	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
163	Ar. G. T.P.	163	163	163	0	4167	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
164	Ar. G. T.P.	164	164	164	0	4168	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
165	Ar. G. T.P.	165	165	165	0	4169	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
166	Ar. G. T.P.	166	166	166	0	4170	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
167	Ar. G. T.P.	167	167	167	0	4171	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
168	Ar. G. T.P.	168	168	168	0	4172	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
169	Ar. G. T.P.	169	169	169	0	4173	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
170	Ar. G. T.P.	170	170	170	0	4174	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
171	Ar. G. T.P.	171	171	171	0	4175	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
172	Ar. G. T.P.	172	172	172	0	4176	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
173	Ar. G. T.P.	173	173	173	0	4177	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
174	Ar. G. T.P.	174	174	174	0	4178	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
175	Ar. G. T.P.	175	175	175	0	4179	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
176	Ar. G. T.P.	176	176	176	0	4180	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
177	Ar. G. T.P.	177	177	177	0	4181	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
178	Ar. G. T.P.	178	178	178	0	4182	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
179	Ar. G. T.P.	179	179	179	0	4183	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
180	Ar. G. T.P.	180	180	180	0	4184	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
181	Ar. G. T.P.	181	181	181	0	4185	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+ 0.70						
182	Ar. G. T.P.	182	182	182	0	4186	Magnum	120	116	115	- 4.17	72	Ch. Meryon	4280	4300	4350	+						

COMPTANT

(selection)

SICAV

(sélection)

6/12

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MARDI

Le Crime de M. Lange (1938), de Jean Renoir, 18 h 30 ; Quelques jours de la vie d'Oléonov (1978, v.o. s.t.f.), de Nikita Mikhalov, 19 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

LUNDI

Hommage à la Warner Bros : Baby Doll (1959, v.o. s.t.f.), d'Elia Kazan, 14 h 30 ; Key Largo (1948, v.o. s.t.f.), de John Huston, 17 h 30 ; Bird (1987-1988, v.o. s.t.f.), de Clint Eastwood, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,

porte Saint-Eustache,

Forum des Halles

(40-26-94-30)

MARDI

Paris Musicale : Comédie musicale : Spot Samartiano (1990-1991), Michel Rensu au Concert Mayol (1970) de Bruno Gantillon, Divine (1975) de O. Delouché, 14 h 30 ; Leçon de musique : Deux voix par tête (1988) de Claude Payard, Aujourd'hui on enregistre (1997) de Jean-Christophe Averty, Horizons nouveaux (1995) de Jean Boyer, 16 h 30 ; Tango : Chaz Georges et Rosy (1967) de Jean-Daniel Pollet, L'Acrobate (1976) de Jean-Daniel Pollet, 18 h 30 ; Portraits : Marcel Merka, Pseudo Merka (1988) de Guy Seligmann, la Voie de Paris (1989) de M. Achard, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRI (A. v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31). ALICE (A. v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-32). LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; Fauvette, 13 (47-07-55-81) ; Sept Passants, 14 (43-20-32-20). AMERICA, TERRA INCOGNITA (vén. zélandais, v.o.) : Lania, 4 (42-78-47-88). L'AMOUR AVEC DES GANTS (It., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-58-00). L'AMOUR NÉCESSAIRE (It.) : Sept Passants, 14 (43-20-32-20). AN ANGEL AT MY TABLE (no-24-24), v.o.) : Images d'ailleurs, 6 (45-87-19-09) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). ARTHUR RIMBAUD, UNE BIOGRAPHIE (Fr.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34). ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40). AY CARMELA (Esp., v.o.) : Lania, 4 (42-78-47-88) ; Lucarne, 6 (45-44-57-34). BARTON FINK (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (40-26-12-12) ; Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; Ellysée Lincoln, 8 (43-59-38-14) ; Sept Passants, 14 (43-20-32-20). LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G de Beauregard, 6 (42-22-87-3). BERNARD ET BIANCA AU PAYS DES KANGOUROUS (A. v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-26-10-30) ; v.f. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex de Grand Rex, 2 (42-38-53-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; UGC Normandie, 9 (45-83-18-18) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01). LES BRANCHES DE L'ARBRE FR.-ind., v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-32). LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Denfert, 14 (42-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). LES CLÉS DU PARADIS (Fr.) : UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Mont-

parnasse, 6 (45-74-94-84) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-84). LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48). CROC-BLANC (A. v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-53-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-88). DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Les Trois Balcas, 8 (45-81-10-50) ; v.f. : UGC Opéra, 8 (45-74-94-84). DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Studio 28, 18 (46-06-36-07) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38). DEVOIRS DU SOIR (français, v.o.) : Utopia, 5 (43-28-58-00). LA DISCRÈTE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47). DIVERTIMENTO, LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40). LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25). L'ENFANT DU TUNNEL (Autr., v.o.) : Utopia, 5 (43-28-58-00). EUROPA (Dan., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-84). FISHER KING (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (45-25-58-83) ; Bragança, 6 (42-22-57-87) ; George V, 8 (45-62-41-48). LES FLEURS DU MAL (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48). L'HALLUCINÉ (A. v.o.) : Action Écoles, 5 (43-25-72-07) ; Sept Passants, 14 (43-20-32-20). HANGIN' WITH THE HOMERBOYS (A. v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31). HARLEY DAVIDSON ET L'HOMME AUX SANTIAGOS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31). HENRY V (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-06-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01). HIT MAN (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Norman- die, 8 (45-63-18-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-53-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01). HOT SHOTS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Normandie, 9 (45-83-18-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Rex, 2 (42-38-53-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-84) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01). JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34). JESUIT JOE (Fr., v.o.) : Pathé Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82). LE LÉVRAUD (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Saint-André-des-Arts I, 8 (43-28-58-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Normandie, 9 (45-83-18-18) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01). LES BRANCHES DE L'ARBRE FR.-ind., v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-32). LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Denfert, 14 (42-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). LES CLÉS DU PARADIS (Fr.) : UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Mont-

parnasse, 6 (45-74-94-84) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-84). LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48). CROC-BLANC (A. v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-53-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-88). DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Les Trois Balcas, 8 (45-81-10-50) ; v.f. : UGC Opéra, 8 (45-74-94-84). DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Studio 28, 18 (46-06-36-07) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38). DEVOIRS DU SOIR (français, v.o.) : Utopia, 5 (43-28-58-00). LA DISCRÈTE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47). DIVERTIMENTO, LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40). LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25). L'ENFANT DU TUNNEL (Autr., v.o.) : Utopia, 5 (43-28-58-00). EUROPA (Dan., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-84). FISHER KING (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (45-25-58-83) ; Bragança, 6 (42-22-57-87) ; George V, 8 (45-62-41-48). LES FLEURS DU MAL (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48). L'HALLUCINÉ (A. v.o.) : Action Écoles, 5 (43-25-72-07) ; Sept Passants, 14 (43-20-32-20). HANGIN' WITH THE HOMERBOYS (A. v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31). HARLEY DAVIDSON ET L'HOMME AUX SANTIAGOS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31). HENRY V (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-06-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01). HIT MAN (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Norman- die, 8 (45-63-18-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-53-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01). HOT SHOTS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Normandie, 9 (45-83-18-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Rex, 2 (42-38-53-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-84) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01). JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34). JESUIT JOE (Fr., v.o.) : Pathé Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82). LE LÉVRAUD (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Saint-André-des-Arts I, 8 (43-28-58-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Normandie, 9 (45-83-18-18) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01). LES BRANCHES DE L'ARBRE FR.-ind., v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-32). LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Denfert, 14 (42-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). LES CLÉS DU PARADIS (Fr.) : UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Mont-

LES FILMS NOUVEAUX

LE CABINET DU DOCTEUR RAMIREZ. Film franco-espagnol-allemand de Juan Luis Borja, 1989, 14 Juillet Odéon, 8 (45-25-58-83) ; Les Trois Balcas, 8 (45-61-10-60). L'HOMME QUI PLANTAIT DES ARBRES. Film canadien de Frédéric Back, Utopia, 5 (43-28-58-00). LARRY LE LIQUIDATEUR. Film américain de Norman Jewison, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-84) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01). MA VIE EST UN ENFER. Film français de Jeanne Balasko, Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-38-53-83) ; 14 Juillet Odéon, 8 (45-25-58-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Pathé Francis, 8 (47-40-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01). MON PÈRE CE HÉROS (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Pathé Francis, 8 (47-40-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-81) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01). MORT D'UN MAÎTRE DE THÉ (Lip., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07). NIKITA (Fr.) : Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50). OPÉRATION CONDOR (Hongkong, v.f.) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84). PARIS S'ÉVEILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01). PENNÉS MORTUÉS (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (45-25-58-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-42-72-52) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01). LA PLAINTÉ DE L'IMPERATRICE (A. v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47). POISON (A. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-58-00). PRETTY WOMAN (A. v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-32). PROOF (Aust., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08). PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47). RAGE (It., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 6 (45-74-94-84). RIFF RAFF (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Les Trois Balcas, 8 (45-61-10-60). ROSIN DES SOIS PRINCE DES VOLEURS (A. v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-53-83) ; Pathé Francis, 8 (47-40-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-81) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01). SEXE, MENSONGES ET VIDEO (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

LE SILENCE DES AGNEAUX (") (A. v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-32) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). TA MÈRE OU MOI (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-88). LA TENTATION DE VÉNUS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-58-00). TERMINATOR 2 (") (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 9 (45-83-18-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-53-83) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-60-33) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01). THE ADJUSTER (Can., v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; La Bastille, 11 (43-07-48-00) ; Sept Passants, 14 (43-20-32-20). THE INDIAN RUNNER (") (A. v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-32). THELMA ET LOUISE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48). LA THUNE (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

ELEMENT OF CRIME (Dan., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 22 h 10. HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-06-51-33) 19 h. HOTEL DU NORD (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 15 h. L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES (tobacque, v.o.) : Accatone, 5 (46-33-85-86) 18 h. INDIA SONG (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 19 h 30. JUNGLE FEVER (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 6 (45-87-18-09) 14 h, 20 h 15. LADY FOR A DAY (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h. LOLITA (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-06-51-33) 21 h. LE MONDE SELON GARP (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 22 h.

OUTREMER (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 15 h 30. PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 18 h 15. QUERELLE (Fr.-All., v.f.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 22 h 30. RAGE IN HARLEM (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 6 (45-87-18-09) 18 h 10. LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 19 h. ROUTE ONE-USA (A. v.o.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-53) 20 h, 22 h 15. TAXI DRIVER (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 18 h. LA VILLE DORÉE (All., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 18 h 20. LE VOLEUR DE CHEVAUX (Chm., v.o.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-53) 14 h.

THÉÂTRE

ARCANES (43-38-19-70). Le Vaisseau avant la nuit : 20 h 30. LE BOURVILL (43-73-47-84). Entre ciel et terre : les manuels du rire : 20 h 30. COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Les Trois Filles de Mme Alouin : 21 h. DAUDET (42-81-89-14). Cœur de l'homme : 20 h 45. EDGAR (43-20-85-11). Les Faux Jetons : 20 h 15. Les Babas cades : 22 h. ELDORADO (42-49-50-27). Monsieur Armand : 20 h 45. GRAND THÉÂTRE D'ODÉON (43-20-30-08). Les Bidochons, histoire d'amour : 20 h 15. GUICHET MONTMARTRE (43-27-85-61). Une seule le savait : 18 h 45. La Plus Forte et Paris : 20 h 30. Le Ticket : 22 h 15. Liberté : 22 h 15. HUCHETTE (43-26-38-98). La Cantraine chère : 19 h 30. Le Léon : 20 h 30. Poète à New York : 21 h 30. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir, Le Petit Prince : 18 h 45. La Nuit et le Moment : 20 h. Mous, Théo et Vincent van Gogh : 21 h 30. Théâtre rouge, Serail : 18 h 45. Mademoiselle Etas : 20 h. Oncle Vania : 21 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). Pat et Sarah : 21 h. Jageman : 21 h. MATHURINS (42-95-90-00). Magic Palace : 20 h 30. PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-38). Chantal Ladeu : 20 h 30. Le Syndrome de Stockholm : 22 h. PALAIS-ROYAL (42-87-53-81). Valérie Lamerrier au Palais-Royal : 20 h 30. RENAISSANCE (42-08-18-50). Chantal Gelle : 21 h. THE SWEENEY (48-87-66-37). Wax Museum et Hère à Hère : 20 h. THÉÂTRE DE CUX-HEURES (46-06-10-17). Coup de chapeau au music-hall : 20 h. Les dans l'accusé le choc : 21 h. THÉÂTRE EN ACTES (43-57-35-13). Trois dramatiques : 21 h. THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-CE-MAI (48-06-87-89). The Hound of the Baskervilles : 14 h 30 et 20 h 30. Arène. Après l'amour : 14 h 30 et 20 h 30. Belle de Mai. Les collants sont des gens comme les autres : 14 h 30 et 20 h 30. THÉÂTRE MODERNE (48-74-10-75). No Women's Land : 20 h 45. THÉÂTRE DE NESLE (45-34-61-04). Baudelaire : 14 h 30. Noël Hardy : 22 h.

SPECTACLES NOUVEAUX

[Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.] LETTRE AU PORTEUR. Liège Théâtre (45-85-55-83) 20 h 30 ; dim. 18 h (10). UN CŒUR SOUS UNE SOUTANE. Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15) (dim. lun.) 18 h 30 (4). L'HEURE DU ROI. Chateaux-Malabry, Théâtre du Campagnol (48-61-33-33) 14 h 30 (4). LE MONTE-PLATS. La Prologue (45-75-33-15) (dim., lun., mar.) 20 h 30 (4). L'ÉCHANGÉ. Théâtre Renault-Barault (42-56-60-70) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 18 h (5). LA VIE EST UN SONGE. Carroussel. Epée de Bois, 5 (48-08-39-74) (dim. soir, lun., mar.) 20 h 30 ; dim. 18 h. En espagnol à partir du 11 décembre (6).

LE ROI S'AMUSE. Comédie-Française (40-15-00-15) 20 h 30 (8). UNE MOUCHE EN NOVEMBRE. Essai de Paris (47-78-48-42) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (10). ZIZANIE. Potinière (42-61-44-16) (dim. soir, lun.) 20 h 45, sam. 16 h 30, dim. 15 h (10). RHINOCÉROS. Théâtre de Montmoutant (47-45-75-90) (dim. soir, lun. soir) dim. 15 h 30 ; lun. à 14 h 30 (10). UN PETIT GOUT D'ANIS. Roseau-Théâtre (42-71-30-20) (lun.) 22 h 30 ; dim. 20 h (10). AU PAYS DES ENFANTS DE CHAM. Espace Acteur (42-82-35-00) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 18 h (10).

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS ET ANGLAIS Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13 B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07 Siège social : Institut Britannique de Paris

Le Monde EDITIONS



Étonnant ! Dans ce livre Arafat dessine pour... Plantu le drapeau... d'Israël

Le dernier Plantu en vente dans toutes les bonnes librairies

PARIS EN VISITES

MARDI 10 DÉCEMBRE

«Le quartier chinois et ses lieux de culte», 11 heures, métro Porte-Choisy (P.-Y. Jassé). «Exposition Mozart», 11 heures, entrée du musée Carnavalet (M.-C. Lantier). «La dix-huitième siècle au nouveau musée Cognac-Jay», 13 h 45, 8, rue Edouard (Paris passion). «Les ateliers de la manufacture des Gobelins» (limité à 30 personnes), 14 heures et 15 heures, 42, avenue des Gobelins. «Le sculpteur Zadkine dans son atelier et son jardin» (limité à 20 personnes), 15 heures, 100 bis, rue d'Assas (Monuments historiques). «Les places pittoresques de Paris rive gauche», 14 heures, fontaine de la place Saint-Sulpice, côté maître (A nous deux, Paris). «Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps», 14 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autrui). «Hôtels et jardins du Mar

Poursuivant Alois Brunner

Beate Klarsfeld
devrait être expulsée
de Syrie

Beate Klarsfeld, parvenue clandestinement la semaine dernière à Damas, devait être expulsée de Syrie lundi 9 décembre en début d'après-midi. L'épouse de Serge Klarsfeld avait réussi, jeudi dernier, à tromper la vigilance des services de contrôle des aéroports de Paris et de Damas en exhibant un vrai faux passeport et un visage transformé par les soins d'une maquilleuse professionnelle. Samedi matin, Beate Klarsfeld s'est rendue devant le ministère de l'Intérieur syrien pour demander l'extradition d'Alois Brunner, l'ancien adjoint d'Eichmann responsable du camp de Drancy durant la deuxième guerre mondiale (le Monde du 7 décembre).

Unique manifestante de cette protestation, Beate Klarsfeld a eu le temps de brandir une banderole rédigée en français sur laquelle on pouvait lire : « *Président Assad, 99,98 %, ce n'est pas assez. Extra-der le criminel nazi Brunner. Libérez les juifs de Syrie.* » Des jeunes policiers l'ont alors interpellée. Un gradé lui promettait, après que ses faux papiers nient été saisis, d'essayer de lui ménager un entretien avec une haute personnalité syrienne.

En attendant, Beate Klarsfeld était consignée dans un grand hôtel du centre de Damas. « *J'espère que Roland Dumas, lors de sa visite les 19 et 20 décembre à Damas, n'oubliera pas Brunner et ne prendra pas pour argent comptant les assurances des autorités syriennes, nous déclarait-elle par téléphone. Le ministre des affaires étrangères ne peut pas esquiver cette affaire.* »

□ **BANGLADESH :** grèves et violences. — Une vingtaine de personnes ont été blessées, dimanche 8 décembre, à Dacca lors de violences entre forces de l'ordre et partisans du gouvernement d'une part, et membres de la ligue Awami, d'autre part. Les opposants avaient déclenché une grève pour protester contre la répression d'une manifestation contre le gouvernement. Des sympathisants du Parti nationaliste (BNP) au pouvoir ont attaqué leurs adversaires dans le quartier de Farm Gate et sur le campus universitaire. Des attentats à la bombe ont ensuite été perpétrés et des incendies allumés en plusieurs points de Dacca. — (AFP, Reuters)

La commémoration de Pearl-Harbor

Tokyo exprime ses « profonds regrets »

Marquant, samedi 7 décembre, à Pearl-Harbor, le cinquantième anniversaire de l'attaque surprise japonaise, le président Bush a déclaré que « la tragédie du totalitarisme est entrée dans son dernier acte », y compris en Chine et au Vietnam. Il a aussi affirmé que la cause de l'Amérique avait été « juste et honorable ».

TOKYO

de notre correspondant

« Ah bon ! Et qui o gogné ? » Cette question ingénue d'un adolescent interrogé dans la rue par la télévision sur la guerre de Pearl-Harbor est révélatrice, pour l'extrême qu'elle soit, de l'ignorance des jeunes Japonais. Les manuels scolaires expurgés de ce qui peut noircir l'image nationale en sont largement responsables. L'avalanche de livres, d'articles, de séminaires et d'émissions de télévision aura sans doute permis à certains d'apprendre et incité d'autres à réfléchir.

Comme lors de la mort de Hirohito, les Japonais ont été une nouvelle fois partagés entre innocence et culpabilité. Le rectifistif émis par le ministère des affaires étrangères à la suite d'une interview au Washington Post du chef de la diplomatie nipponne, M. Watanabe — qui n'aurait pas exprimé ses « regrets » mais ses « remords » — témoigne des difficultés du gouvernement à gérer la mémoire nationale (le Monde du 6 décembre).

En réponse au message du président Bush à Hawaii, M. Watanabe devait répondre, dimanche 8 décembre, l'expression de « profonds regrets ». Le premier ministre, M. Miyazawa a déclaré : « Nous sommes conscients des fautes commises par notre pays dans le déclenchement de la guerre du Pacifique comme des souffrances intolérables infligées aux Etats-Unis et aux peuples d'Asie. »

Traditionnellement, les Japonais ont été encouragés par leurs dirigeants à se considérer comme victimes des bombardements atomiques plus que comme responsables d'une agression qui fit des millions de victimes. Avoir été le premier peuple atomisé du monde leur a donné une sorte de triste privilège moral qui les laverait de tout ce qui précède.

De grandes cérémonies ont lieu chaque année pour l'anniversaire d'Hiroshima et de Nagasaki. Mais aucune n'a marqué le cinquantième anniversaire de l'Incident de

Monkden du 18 septembre 1931, qui servit de prétexte à l'armée impériale pour envahir la Mandchourie.

Celui de Pearl-Harbor était un champ miné pour le gouvernement nippon : s'il l'ignorait, il ne pouvait qu'attiser la tension avec les Etats-Unis. S'il allait trop loin, il risquait de attirer les foudres de la droite du parti conservateur, des nationalistes mais aussi d'autres couches de l'opinion, choquées par le refus de M. Bush de présenter ses regrets pour Hiroshima. « Il faut certes reconnaître nos torts, mais nous ne devons pas pour autant lever les Etats-Unis du massacre de 300 000 citoyens », a par exemple, déclaré le président de la confédération syndicale Rengo.

Une erreur
suicidaire

Du point de vue japonais, Pearl-Harbor n'est pas exempt d'ambiguïté. D'une part, si la majorité regrette cette attaque, beaucoup la perçoivent comme une erreur suicidaire, qui allait conduire à une cuisante défaite. Mais elle était, à leurs yeux, inévitable. Les Japonais tendent en outre à avancer le caractère « infâme » — selon le mot de Roosevelt — de ce bombardement sans préavis : outre les documents qui expliqueraient ce contretemps, un sabotage de l'ambassade japonaise à Washington — ils font valoir qu'il n'ont pas été les premiers à commettre de telles « perfidies ».

C'est ce que l'occupant américain qui incita les Japonais à occuper leur pays : après avoir lavé Hirohito de toute responsabilité, les Américains libèrent sans jugement de nombreuses personnes impliquées de crimes de guerre pour en faire des alliés dans la lutte contre le communisme. Washington censure en outre pendant des années les informations sur la réalité des bombardements atomiques. Vu de Tokyo, l'anniversaire a pris aussi un tour démagogique, et beaucoup sont surpris que les Etats-Unis aient accordé une telle importance.

Mais le présent tire l'histoire par les pieds. La vision d'un Japon « rusé et trompeur » accrochée à Pearl-Harbor sert adroitement la thèse de ceux qui, aux Etats-Unis, alimentent de leurs diatribes la tension entre les deux pays et font du Japon une menace. Le mouvement anti-japonais aux Etats-Unis a pour pendant sur l'archipel une antipathie latente à l'égard des Américains, attisée par quelques figures médiatiques maniant des argu-

ments aussi simplistes que les pourfendeurs américains du Japon. Un livre récent, « *The coming war with Japan* », écrit par deux Américains qui projettent habilement sur la réalité présente les schémas du passé, est symptomatique des visions apocalyptiques de l'avenir des relations nipponno-américaines. Cet ouvrage, qui n'est pas anti-japonais mais est bourré d'erreurs de faits, a connu un énorme succès dans l'archipel.

Les Japonais partagent plutôt l'idée exprimée dans un récent éditorial de l'*Asahi* : l'histoire ne se répète pas, mais « l'éventualité d'un désastre causé par les divergences d'intérêts économiques entre les Etats-Unis et le Japon est une hypothèse préoccupante ». Cette anxiété perce dans la plupart des articles publiés à l'occasion de Pearl-Harbor.

Américains et Japonais sont conscients que leurs pays, qui deux fois représentent 40 % du PNB mondial, sont désormais placés dans une situation de non-retour en matière d'interdépendance économique. Mais les premiers admettent difficilement la modification du rapport de force avec le vaincu d'hier. Inversement, les Japonais, forts de leurs succès, ont tendance à souligner l'affaiblissement, voire le déclin, de leur allié. Sans pour autant se dégoûter d'un attentisme qui les a si bien servis jusqu'à présent.

Placé dans une perspective bilatérale par les Etats-Unis, la commémoration a été investie d'une charge émotionnelle qui en a dénaturé la signification. L'attaque ne fut en effet qu'un épisode spectaculaire de l'extension d'une guerre qui avait commencé dix ans plutôt par l'invasion de la Chine. Pour sa part, le président du Parti socialiste japonais, M. Tanabe, a déclaré que les regrets étaient insuffisants et que le Japon devait verser des réparations aux individus qui ont souffert de son agression. Une hypothèse pour l'instant écartée par le gouvernement.

Exprimant certes ses « regrets », le Japon a vécu cette journée comme si on lui faisait un mauvais procès, une position défendable jusqu'à un certain point. Mais, ce qui l'est moins, il a, une fois de plus, éludé la vraie question : quelle logique a conduit à cette guerre et pourquoi n'a-t-elle pu être évitée ?

PHILIPPE PONS

Lire dans le supplément « *Champs économiques* » les articles consacrés à la « guerre commerciale algero-américaine » cinquante ans après Pearl-Harbor.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Made in Bruxelles

VOUS la voulez, vous, l'Europe sans passeports et sans frontières, capitale Bruxelles, préfecture Paris ? Oui, hein ! Ce sera super. Bien sûr, on continuera à faire interminablement la queue devant les guichets de contrôle dans les aéroports parce que ces sapeurs de clandestins amateurs de cartes postales, et à la douane les chiens policiers complètement camés se feront un plaisir de renifler, anif anif, ça sent la poudre, nos sacs made in Taiwan.

Mais bon, notre Big Mac on va pouvoir se le payer avec un billet de 100 écus alignés sur la mark et frappé à l'effigie de la Queen, de Luther ou de Descartes, histoire de flatter l'orgueil régional. Sorti du McDo, on bouffera, on le fait déjà, des spaghettis et des pizzas de Copernic à Palermo. Vu que notre cuisine, la nouvelle, se casse partout les dents sur des assiettes vides et des additions coup de fusil.

Question fringues, pas de problème, on s'habillera tous pareil. En jean. Ou en prêt-à-porter. Pas le nôtre, trop cher et trop extravagant, non, celui qui diffuse depuis belle lurette, regardez un

peu les étiquettes, ces soumois de Frankfurt et de Hambourg. Vous me direz, ouais, mais le France restera la France du petit noir et du dur cassé sur le zinc. Alors, là, désolé, fini, ça, terminé. Ils crèvent, nos bistrot, tués, par la télé, les fast-foods, les grandes surfaces et les distributeurs automatiques. La bière, pas besoin d'habiller Munich pour faire le plein à l'hypermarché du coin. Et chaud, chaud, les croissants font trébucher les British, jadis accros à la sacro-sainte cup of tea, se délectent aujourd'hui.

Pas la peine de s'échiner à enseigner dans nos écoles le français tel qu'on ne la parlera plus. Il ira rejoindre la Picard au rayon des patois. Remplacé par un anglais de vache espagnole prononcé à l'italienne ou à la toulonnaise. Voyez, moi, l'Europe, j'y crois, parait qu'au Père Noël. Le seul, d'ailleurs, à qui elle risque de poser un problème vu qu'il ne pointe pas sa barbe et sa hotte partout à la même date. Va falloir le nomenclaturer prestissimo. Joli cadeau pour les technocrates et belle occasion de faire joujou !

□ Echec du référendum sur l'indépendance ingouche.

— A peine plus de 5 % des électeurs ont participé, samedi 30 novembre, au référendum sur l'indépendance, organisé par les nationalistes ingouches. Ces derniers avaient décidé d'organiser cette consultation après la création d'une République indépendante par leurs voisins tchétchènes. Les Tchétchènes et les Ingouches, deux peuples du Caucase-Nord déportés sous Staline, ont été regroupés en 1957 au sein d'une même République, la Tchétchéno-Ingouchie.

□ **SEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT**

Le Monde SCIENCES & MÉDECINE

BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 décembre

Nouvelle baisse

Encore un très mauvais début de semaine à la Bourse de Paris. Dès l'ouverture, l'indice CAC 40 décrochait de 0,72 %. Aux alentours de 11 heures, la baisse avoisinait 1 %. L'alourdissement incessant du dollar, qui mécaniquement valorise le deutschemark mais déprime simultanément le franc français, ainsi que la décomposition organique de l'Union soviétique ont très lourdement pesé sur la tendance. Repli de Bertrand Faure, Vallourec, CMC (au plus bas de l'année), Métrologie, UIS.

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Cornélius Castoridis..... 2

ÉTRANGER

La création par trois Républiques de l'ex-URSS d'une « Communauté d'États souverains »..... 3 et 4
Un entretien avec le président serbo-croate, M. Aleksandar Djindjic..... 6
L'installation de colonies dans un quartier arabe de Jérusalem..... 7
L'ouverture du procès des auteurs présumés de l'attentat de Lockerbie..... 7

ESPACE EUROPÉEN

« L'unification européenne : petits pas, grands effets » Un entretien avec M. Bronislaw Geremek • Des juges an accusant à l'Est • Tribune européenne : « Vive le Japon », par Edzard Reuter • L'adieu à « K-Town »..... 11 à 13

POLITIQUE

Les déclarations de M. Cresson à la Cinq..... 9
La préparation des élections régionales : M. Millon rassemble la droite dans le Rhône..... 10
Plusieurs dizaines d'associations décident de coordonner leur action contre l'extrême droite..... 10

SOCIÉTÉ

Répétition générale pour le procès Tourvier..... 14
La question de l'indemnisation des contaminés par le virus du sida 16
Eutelsat II F3 lancé par la fusée américaine Atlas II..... 16
Football : la tirage au sort de la Coupe du monde..... 16
Ski alpin : Critérium de la première neige à Val d'Isère..... 17

CULTURE

Les Transmusicales de Rennes. 18
Le troisième Festival de photo de mode à Barcelone..... 18
Cinéma : « Larry le liquidateur », de Narimen Lewjwan et « Stepping out », de Lewis Gilbert..... 19
Théâtre : « Après l'amour », de Daniel Soulier au Théâtre de la Main d'Or-Salle de mai..... 20

ÉCONOMIE

La summit européen de Maastricht..... 21
L'hibernation américaine..... 21
Les difficultés de Rolls-Royce..... 22

COMMUNICATION

L'hypothèse d'une offensive du groupe Hersant Inquiète la presse belge..... 27

CHAMPS ÉCONOMIQUES

« Cinquante ans après Pearl-Harbor : une trêve armée nippo-américaine » • La temps des alliances • À travers les revues..... 23 à 26

Services

Abonnements..... 24
Annonces classées..... 28 et 29
Cartes..... 20
Loto, Loto sportif..... 27
Marchés financiers..... 30 et 31
Météorologie..... 33
Mots croisés..... 20
Radio-télévision..... 33
Spectacles..... 32
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9-9 décembre 1991 a été tiré à 532 500 exemplaires.

Un changement dans la politique d'Ankara

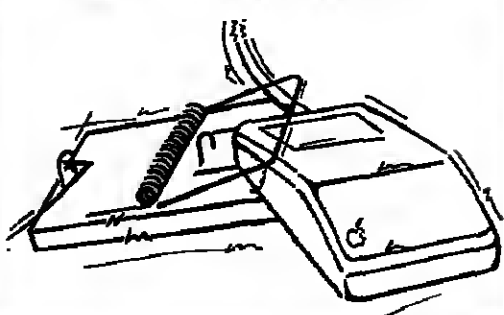
Le premier ministre turc, M. Demirel
reconnaît la « réalité kurde »

Le nouveau premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, dont les propos ont été rapportés, dimanche 8 décembre, par l'agence turque Anatolia, a annoncé à Diyarbakir (sud-est) un changement de la politique turque concernant les Kurdes. « La Turquie a reconnu la réalité kurde et cette reconnaissance ne constitue pas un obstacle pour maintenir l'union de la Turquie », a-t-il notamment déclaré. « La nouvelle politique de

la Turquie est de ne pas rester indifférente à la préservation de l'existence kurde en Irak », a ajouté M. Demirel qui a indiqué que « la reconnaissance par Ankara de la réalité kurde est l'événement le plus important de la dernière année ». « L'Etat turc est unitaire mais les populations de ce pays ont des origines différentes. Il faut accepter les relations entre les Kurdes de Turquie et les Kurdes d'autres pays », a-t-il poursuivi. — (AFP)

LE GUIDE DU MACINTOSH

SI VOUS NE DONNEZ PAS
L'INDISPENSABLE A LIRE
A VOTRE SOURIS
VOICI CE QUI RISQUE D'ARRIVER



Tous les nouveaux Macintosh, tous les logiciels
et périphériques pour compter, gérer, imprimer,
synthétiser, concevoir, programmer, extrapoler,
simuler, communiquer, créer, dessiner, peindre,
mettre en pages, faire de la musique...

Un guide d'achat de 164 pages pour tout savoir sur le Mac

SVM Mac

HORS-SÉRIE

LE PÉRIPHÉRIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE MAC

N° spécial hors série en vente uniquement chez les marchands de journaux.